

THÈSE DE
PARIS.
1892
N^o. 80.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DE L'INTERDIT SALVIEN

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

DE LA NEUTRALITÉ TERRITORIALE LOCALE

(AVEC UNE CARTE DE LA SAVOIE NEUTRALISÉE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera soutenu le mardi 20 décembre 1892, à 1 heure

PAR

Irénée LAMEIRE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS
LAURÉAT DE LA FACULTÉ.

Président : M. JOBBÉ-DUVAL, professeur.
Suffragants { MM. DUCROCQ, professeur.
 LAINÉ, professeur.
 WEISS, agrégé.

PARIS

A. DURAND ET PEDONE-LAURIEL, ÉDITEURS
LIBRAIRES DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOGATS

G. PEDONE-LAURIEL, SUCCESSEUR

13, RUE SOUFFLOT, 13

1892

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DE L'INTERDIT SALVIEN

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

DE LA NEUTRALITÉ TERRITORIALE LOCALE

(AVEC UNE CARTE DE LA SAVOIE NEUTRALISÉE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera soutenu le mardi 20 décembre 1892, à 1 heure

PAR

Irénée LAMEIRE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS
LAURÉAT DE LA FACULTÉ.

Président : M. JOBBÉ-DUVAL, professeur.

Suffragants { MM. DUCROCQ, professeur.
LAINÉ, professeur.
WEISS, agrégé.

PARIS

A. DURAND ET PEDONE-LAURIEL, ÉDITEURS
LIBRAIRES DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

G. PEDONE-LAURIEL, SUCCESSEUR

13, RUE SOUFFLOT, 13

1892



DROIT ROMAIN

DE L'INTERDIT SALVIEN



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE L'INTERDIT SALVIEN

EN DROIT ROMAIN

INTRODUCTION

« Tout est dit, et l'on vient trop tard, depuis
« plus de sept mille ans qu'il y a des hommes, et
« qui pensent ». — Ces paroles de La Bruyère pour-
raient être répétées à propos de l'interdit Salvien :
à la vérité, il n'y a point sept mille ans, mais près
de vingt siècles que cet interdit est connu, et, de-
puis cette époque reculée, il n'est point de juriskon-
sulte qui n'ait tenu à l'interpréter, et d'une manière
particulière. On peut dire qu'il n'y a pas dans tout
le droit romain, de question plus obscure et plus
controversée. Une abondance extraordinaire de com-
mentaires ; point ou peu de textes originaux : voilà
ce que les études des anciens juristes nous ont laissé
sur l'Interdit Salvien ; l'absence presque complète
de documents, d'un côté, leur trop grande abondance,
de l'autre sont donc les deux écueils du sujet, d'au-
tant plus difficiles à éviter que, dans tout ce qui a

été écrit sur la matière, il y a beaucoup à prendre et peut-être encore plus à laisser ; l'interprétation des controverses qui s'élèvent, donnée par certains romanistes du moyen âge et du seizième siècle, et même par des Allemands modernes, quoique toujours ingénieuse à la vérité, atteignant parfois les dernières limites de l'in vraisemblance. Forcé, par la nature même du sujet, de passer en revue, et même, disons le mot, de commenter des commentaires, nous n'avons pas cessé de les prendre pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire pour des ouvrages ingénieux, mais qui, bien entendu, ne se doivent point substituer aux textes originaux. Toutefois, la critique moderne, même à l'époque où nous sommes, est souvent contrainte, malgré son scepticisme justifié, de s'appuyer sur l'autorité des auteurs qui ont précédé notre siècle. Il est impossible, pour quiconque écrit sur un sujet juridique, si modeste fût-il, de suivre la méthode que Rousseau imposait à Emile, et d'ignorer volontairement ce que les hommes ont écrit avant soi. Ne point recourir, et même, très souvent, aux lumières des plus habiles entre les commentateurs, c'eût été se livrer, sans aucune ressource, aux textes eux-mêmes, qui, dans l'espèce, sont célèbres par leurs contradictions, au moins apparentes. D'ailleurs, aucune de ces méthodes n'est exclusive de l'autre ; nous avons essayé aussi de

donner notre opinion d'après les textes dégagés de tout commentaire ; mais, ne pas étudier avec soin les variations des auteurs, eût été négliger une étude aussi intéressante à coup sûr que celle d'un interdit possessoire : l'étude de l'ingéniosité de l'esprit humain aux prises avec des difficultés juridiques presque insurmontables.

Jamais, croyons-nous, ailleurs qu'à propos de l'interdit Salvien, on ne pourra aussi bien admirer la science profonde de nos vieux auteurs, si habiles à disséquer les textes. Il ne fallait point non plus tomber dans l'excès contraire, ni citer tout ce qui a été écrit sur la question. Ceux qui voudraient se perdre ainsi *in apicibus iuris*, nous ne pouvons que les renvoyer aux ouvrages du vieux Thibaut de Heidelberg, romaniste assez goûté au début du siècle.

D'habitude, tous ceux qui écrivent sur le droit romain, s'arrêtent à Justinien, et semblent dire comme Regnard, dans son voyage de Laponie :

Hic tandem stetimus, nobis ubi defuit orbis.

Nous n'avons point pensé que le droit romain, non plus que l'histoire romaine elle-même, finit au trépas du grand prince qui conquiert l'Afrique et l'Italie, et reconstitua l'Empire. Nous avons cherché, un peu témérairement, il faut le dire, à ne nous point borner à la seule législation italique, mais à suivre l'histoire de notre interdit *in utraque Roma*, en donnant, bien

entendu, aux textes du haut et du bas empire, la place qui convient à leur importance respective, et en limitant le chapitre consacré au droit gréco-romain, sobriété qui n'est aucunement méritoire du reste, car elle est imposée par la nature même des sources, et l'auteur qui a l'audace de croire que traiter cette partie si difficile de son sujet n'a droit à une excuse que s'il est à la fois très prudent et très bref. Il y a eu bien des commentateurs du droit Byzantin, mais on peut dire que Zachariæ, Mortreuil et les autres se sont presque exclusivement bornés au droit public, beaucoup plus intéressant à coup sûr que le droit privé à cette époque, puisqu'on assiste à cette évolution curieuse qui a transformé peu à peu la république romaine en monarchie asiatique. Pour le droit privé, on est donc à peu près réduit aux textes législatifs eux-mêmes, dont les uns n'ont jamais été traduits, et les autres, ce qui est encore pis, l'ont été d'une façon qui laisse à désirer. Il est toujours intéressant d'assister à la survivance d'une civilisation, surtout lorsqu'il s'agit de la civilisation de Rome : toutefois, cette survivance ne fut pas aussi complète qu'on pourrait le croire d'abord : les institutions des quirites, transplantées des rives du Tibre aux champs de l'Emathie, se transformèrent bien vite, et disparurent. — Pour les sûretés réelles en particulier, on pourrait s'attendre à les voir se

vivifier à nouveau, rapprochées de leur lieu d'origine puisqu'elles sont grecques de naissance. Il n'en est rien : la Rome d'Orient n'est pas la Grèce antique : Byzance, détruite de fond en comble par Septime Sévère, rebâtie par Constantin, oublia qu'elle était jadis une colonie d'Athènes : bien des siècles se sont écoulés entre l'époque où les légions de Mummius conquièrent la province d'Achaïe et celle où la capitale du monde fut établie sur les rives du Bosphore : dans ce long intervalle, toute trace de droit pérégrin avait disparu.

N'insistons pas davantage dans cette préface sur l'étude de notre interdit dans la législation post-justinienne. On comprend qu'avec les difficultés de toutes sortes qui se trouvent dans les textes grecs sur les interdits en général, et sur l'Interdit Salvien en particulier, nous ayons montré une grande réserve, évitant surtout un dogmatisme qui n'eût pas été de saison. Du reste, malgré ce vagabondage hors de limites consacrées par la tradition des écoles, le centre de gravité de ce travail est demeuré, bien entendu, dans le droit italique, là où les sources directes ou indirectes ne manquent point, et où l'on a plutôt à souffrir de leur trop grand nombre.

Si l'éclectisme est naturel en présence de théories diverses et contradictoires, il n'en est pas moins permis de manifester ses préférences en faveur de

tel ou tel système, ce que nous avons fait même en nous appuyant sur des arguments que nous croyons inédits, au moins dans cette querelle.

Nous avons cité les sources grecques pour l'étude du droit de la période byzantine elle-même : il était de notre devoir d'y recourir aussi pour l'interprétation du droit romain classique : c'est du reste le principal usage qu'on fait à notre époque des sources grecques : *sic vos non vobis*. Nous devons dire qu'ici, ce ne sont plus les Basiliques qui se trouvent au premier plan, mais la paraphrase attribuée à Théophile, si utile même pour la connaissance du plus vieux droit quiritaire. C'est elle qui, *paucis verbis*, et avec une concision qui lui fait honneur, jette la plus vive lumière sur les questions les plus contestées. Aussi les termes mêmes de la paraphrase, leur sens grammatical et étymologique, méritaient-ils d'être étudiés : c'est ce qu'on s'est efforcé de faire, malgré la difficulté qui s'attache aux travaux de linguistique et d'onomastique dans une époque de transition qui n'a pas été aussi étudiée que la période précédente et que celles qui ont suivi.

Le sujet que nous étudions abonde aussi en difficultés grammaticales latines : celles-là ont été interprétées un nombre de fois très considérable : nous nous bornons à les relater.

Nous nous sommes limités strictement et volon-

tairement à l'étude de l'Interdit Salvien lui-même et des controverses nombreuses que comportent les textes si ambigus du Digeste, du Code et des Basi-
liques : le sujet nous a paru bien assez vaste ainsi compris. On eût été mal reçu à traiter en détail l'é-
volution des sûretés réelles, dans laquelle l'Interdit
Salvien trouve sa place, à revenir sur les questions
du *pignus* et de la fiducie autrement que pour les
remémorer, depuis qu'un travail, que l'on peut con-
sidérer comme définitif, a été écrit sur ce sujet (1).

1. Thèse de M. Jacquelin, 1891. De la fiducie.

CHAPITRE PREMIER.

NATURE DE L'INTERDIT SALVIEN.

Nature de l'interdit. — Il n'a pas d'équivalent en droit français. — Il ne s'applique qu'aux fonds ruraux. — Définition de l'Interdit Salvien par Théophile. — Sa place dans la classification générale des interdicts. — Essais de restitution de sa formule par Huschke et par Rudorff.

Un propriétaire rural possède une métairie qu'il ne peut ou ne veut exploiter lui-même : il la remettra à un de ces cultivateurs qu'on nomme fermiers dans nos contrées du nord, là où le loyer doit être payé en argent, et métayers dans celles du midi, là où existe entre bailleur et preneur cette sorte de société qu'on appelle colonat partiaire. Fermage ou métayage, l'agriculteur ne pourra prendre possession de l'exploitation que s'il présente au propriétaire des garanties suffisantes pour le paiement des loyers annuels. La ressource que possèdent certains propriétaires urbains, de faire payer d'avance les locataires d'une solvabilité douteuse, ne saurait trouver son application dans les campagnes, là où le plus riche paysan n'a souvent pas d'argent comptant : s'il en avait, il se hâterait du reste de l'immobiliser

dans l'achat de quelques ares de terre. Le bailleur rural ne trouvera donc de garanties que dans les objets mobiliers introduits dans les lieux loués par le preneur, les meubles « garnissants », pour parler comme notre droit moderne, les *invecta et illata*, pour se servir des expressions de la loi romaine. Ces objets mobiliers sont ordinairement en assez grand nombre : nos usages agricoles les distinguent en mobilier mort et mobilier vif : le mobilier mort existe dans toutes les contrées, soit qu'il s'agisse des meubles meublants introduits dans la maison manable, soit qu'il s'agisse de ceux destinés plus spécialement à l'exploitation : les ustensiles oratoires en sont l'exemple le plus familier. Le mobilier vif représente un ensemble de capitaux bien plus considérable que le mobilier mort, dépassant souvent une centaine de mille francs dans les grandes fermes de la Brie française : mais, comme il consiste exclusivement en troupeaux, dont le déplacement est extrêmement aisé, il offre au bailleur beaucoup moins de garantie que le mobilier mort : du reste, dans certaines régions, les droits du bailleur sur le mobilier vif seraient un non sens : nous voulons parler des pays où existe le contrat nommé cheptel et qu'on peut définir brièvement un louage de bestiaux consenti par le propriétaire à son fermier (1). L'antiquité a

(1) Le cheptel est du reste un immeuble par destination et doit

connu une espèce de meubles vifs que nous ne connaissons plus maintenant, ce sont les esclaves.

Les droits actuels du bailleur, sur les meubles garnissants introduits par son fermier, constituent un privilège, et s'exercent par diverses sortes de saisies, réglementées au Code de Procédure. Nous n'avons à indiquer ici, ni ce qu'est un privilège mobilier, ni de quelle manière il fonctionne : *non est hic locus*, ce sont là des questions de droit français. Dans la législation romaine, les droits du bailleur s'exerçaient au moyen, d'abord de l'Interdit Salvien, puis de l'Action Servienne (c'est au moins l'ordre chronologique vraisemblable, encore qu'il ait été contesté par Lenel), et aussi, suivant les cas, soit au moyen de l'Interdit, soit au moyen de l'action, durant la très longue suite de siècles où l'interdit et l'action eurent une existence concomitante. Nous n'avons pas à nous appesantir ici sur la nature de l'Action Servienne: ce que nous en dirons par la suite, et la comparaison forcée avec l'Interdit Salvien qui résulte de l'étude de celui-ci, nous la feront suffisamment connaître. C'est l'Interdit Salvien qui doit

payer au cas de vente avec la ferme les droits d'enregistrement afférant aux immeubles. Aussi cette coutume assez étendue au cas de vente, dans les pays où le cheptel domine, de vendre la ferme, le vendeur se réservant le cheptel, puis par un acte séparé daté du lendemain, de vendre le cheptel au même acquéreur, le cheptel est alors devenu meuble, et son transfert n'est susceptible que des droits de mutation afférant aux meubles.

faire l'objet de ce travail ; qu'est-ce donc que l'Interdit Salvien ?

L'interdit Salvien est un moyen possessoire, donné au bailleur d'un fonds rural pour exécuter le gage consistant dans les objets mobiliers du preneur qui garnissent les fonds loués. Les Institutes, le Digeste, nous donnent en termes très élégants les définitions de nombreuses institutions juridiques, nous n'avons pas ce bonheur pour l'Interdit Salvien : aucun texte législatif ne le définit : seule, la paraphrase de Théophile nous donne quelques mots qui peuvent à la rigueur passer pour une définition, mais qui soulèvent un certain nombre de difficultés qu'on ne peut se proposer de résoudre avant d'avoir étudié de très près le fonctionnement de l'Interdit, ou du moins, ce qu'on en sait.

Tout est en effet contesté sur l'Interdit Salvien, et sa nature, et la classe d'interdits dans laquelle on doit le ranger, et la date de sa création, et celle de sa disparition, et son fonctionnement même, c'est-à-dire presque son but. Ce n'est pas que nous manquions de textes : il y en a aux Institutes de Gaius, copiées ici mot pour mot par Justinien, au Digeste, au Code, dans les sentences de Paul, dans la paraphrase de Théophile, dans les Basiliques ; mais ces textes, dans une des plus célèbres questions qui s'élèvent à propos de l'Interdit Salvien, se

contredisent, paraissent absolument affirmatifs dans les sens les plus opposés, de sorte que les commentateurs peuvent construire deux théories absolument divergeantes, appuyées sur des sources aussi sérieuses d'un côté que d'un autre.

En raison même des difficultés qui se rencontrent à chaque pas au sujet de l'Interdit Salvien, une multitude d'auteurs ont surgi, qui se sont efforcés de concilier ce qui semble au premier abord inconciliable : sur aucun sujet on n'a plus disserté, depuis l'école de Bologne jusqu'à nos jours, en raison même de l'utilité que pouvait présenter la matière dans les pays de droit écrit, où un droit romain modifié par la jurisprudence des parlements fut en vigueur jusqu'en 1804, et en Allemagne où la législation romaine a passé et passe encore pour former le droit commun, là où les codes princiers du XVIII^e ou du XIX^e siècles sont muets : aussi le nombre des commentateurs de notre interdit a-t-il été grand dans les pays de droit germanique. Dans nos provinces de droit coutumier, où on obéissait au droit romain, *non ratione imperii, sed rationis imperio*, l'intérêt qui s'attachait aux nombreuses questions à débattre sur l'interdit Salvien était bien moindre et presque exclusivement historique : néanmoins nos anciens auteurs coutumiers nous ont laissé le résultat de leurs travaux aussi bien que Cujas ou que le président Fa-

vre. Tout au nord de la France, dans le pays des coutumes de nantissement, dans lequel les sûretés réelles différaient si complètement des sûretés réelles romaines, l'intérêt pratique de l'Interdit Salvien devait être nul. Le Code Civil a réduit les discussions sur notre interdit au rôle de question purement historique, bonne tout au plus à prouver la sagacité des commentateurs d'antan. Dans la matière des sûretés réelles, si vieillie déjà depuis 1804 et même depuis 1855, l'autorité même morale du droit romain est complètement anéantie.

Dans l'article 2102-1° du Code civil, on lit : Les créances privilégiées sur certains meubles sont : 1° les loyers ou fermages des immeubles, sur les fruits de la récolte de l'année, et sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme, etc. De ce texte résulte que la loi moderne ne fait point de distinction entre le fonds rural et le fonds urbain : à vrai dire, il y a bien dans la législation française quelques petites dissemblances, mais elles s'expliquent mal, et paraissent plutôt le résultat du défaut de coordination de textes nouvellement promulgués, que provenir de distinctions vraiment scientifiques : aussi peut-on s'attendre à les voir disparaître bientôt. C'est ainsi que la loi du 17 février 1889, relative à la restriction du privilège du bailleur, est spéciale aux fonds ruraux, diversité

dont on n'aperçoit pas trop bien le but. Le Code lui-même, dans le dernier paragraphe de l'article 2102-1^o, nous montre deux délais différents pour la saisie-revendication, suivant qu'ils s'agit d'une ferme ou d'un immeuble urbain : « le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il en ait fait la revendication, savoir lorsqu'ils s'agit du mobilier qui garnissait une ferme, dans le délai de quarante jours, et dans celui de quinzaines'il s'agit de meubles garnissant une maison. » — A part quelques différences, la législation est donc la même dans les deux cas.

Il en était tout autrement en droit romain : l'Interdit Salvien n'avait trait qu'aux fonds ruraux : Τοιοῦτό ἐστι τὸ Σαλβιάνεον ἐντέρδικτον, dit Théophile, ὑπερ δίδοται τῷ δεσπότῃ τοῦ ἀγροῦ κατὰ τοῦ κολωνου τοῦ συμφωνήσαντος.... Pourquoi une garantie exclusive en faveur du propriétaire champêtre ? Le motif, banal à force d'être répété, consiste dans la plus grande importance des fonds ruraux chez tous les peuples jeunes, même jusqu'à une époque très avancée au point de vue législatif. Qu'on se rappelle la fameuse *oratio Severi*, de 195 de notre ère, en vertu de laquelle les *prædia rustica* étaient soumis à des garanties plus grandes que les *prædia urbana*.

Il n'y a pas que cette différence entre l'Interdit

Salvien et le privilège du bailleur de notre Code civil : elles sont au contraire tellement nombreuses, qu'un rapprochement entre deux institutions si dissemblables est périlleux ; on peut dire qu'elles ont à peu près le même but, assurer la conservation d'un gage, et voilà tout. Il y a surtout une caractéristique bien singulière de l'Interdit Salvien qui fait entièrement défaut au privilège moderne du bailleur, c'est qu'il fonctionne par la voie possessoire, moyen inconnu aux sûretés réelles de notre droit. Nous n'avons pas non plus à insister sur d'autres différences : la théorie des privilèges est absolument étrangère au fonctionnement du gage dans la sûreté romaine. C'est d'ailleurs une notion familière à tous ceux qui ont étudié le droit romain que l'Interdit Salvien fut un des termes de l'évolution par où passèrent les sûretés réelles romaines avant d'aboutir à l'hypothèque. Est-il besoin de rappeler qu'à l'origine le débiteur devait se dépouiller du *dominium* lui-même, dépouillement qui s'opérait par un des modes normaux du droit quiritaire, *in iure cessio* ou mancipation ? Mais ce mode normal de transfert de la propriété était suivi d'une convention particulière, le pacte de fiducie, qui nous est connu surtout par les institutes de Gaïus, et en vertu duquel le *creditor* devait transférer la propriété au débiteur en cas de paiement. *Sed fiducia contrahitur aut cum creditore*

pignoris iure, aut cum amico, quo totius nostræ res apud eum sint.... (Gaius, II, 60). Il n'est pas besoin de faire remarquer les inconvénients de cette sûreté, dont le principal défaut consistait dans l'aliénation, dans le dessaisissement matériel de la chose par son propriétaire, pendant un délai souvent très long et sans que l'objet engagé pût être, durant ce temps, d'aucune utilité pour lui. La situation du débiteur était alors comparable à celle du propriétaire de navire, dans notre droit actuel, avant que le législateur français eût créé l'hypothèque maritime en 1874. Cette législation trop primitive appelait un progrès : ce progrès, ce fut le contrat réel de *pignus*, ne transférant plus la propriété de l'objet engagé comme au temps de la *fiducie*, mais transférant seulement la possession au créancier. Demeuré *dominus*, le débiteur gagiste avait pour rentrer en possession de l'objet livré la *rei vindicatio*, indépendamment de l'action personnelle *pigneratitia*. L'avantage de la possession pour le créancier consistait dans le droit de se servir des interdits possessoires. Le *pignus* était donc un progrès sur la *fiducie* ; quand apparut-t-il ? Il ressort des ouvrages de Lenel, Gradenwitz, et d'un travail français très récent (1) que ce fut beaucoup plus tard qu'on ne l'avait admis généralement et qu'un grand nombre de textes du Di-

(1) Jacquelin. De la fiducie. Paris, 1891.

geste où il est question du *pignus*, sont interpolés et se réfèrent originairement à la *fiducie*.

Le *pignus*, de même que l'aliénation complète suivie de pacte de fiducie, était une sûreté réelle pouvant s'appliquer dans des cas nombreux, une sûreté réelle générale, s'il est permis de s'exprimer ainsi. Mais il se présentait des situations juridiques spéciales, bien qu'extrêmement fréquentes, qui réclamaient des sûretés particulières et plus pratiques. Nous voulons parler de la *locatio conductio* des fonds ruraux. Dès que le contrat de louage se fut dégagé du droit administratif, où il paraît avoir eu son origine dans les premiers temps de Rome, lorsqu'il fut devenu une simple convention de droit civil, il parut urgent de donner à celle des parties qui prestait la jouissance des garanties pour l'exécution de l'engagement de l'autre partie. On aurait pu recourir à la forme générale de la fidéjussion : il parut plus pratique d'établir un rapport direct entre les droits du bailleur et les objets du preneur introduits sur le sol loué : ce fut le premier exemple d'*obligatio rei*, en prenant dans son sens large et étymologique ce mot qui a servi plus spécialement à désigner l'hypothèque elle-même. Mais on n'arriva pas immédiatement à cette *obligatio rei* : — le simple cautionnement, obligation générale du débiteur, et n'ayant aucun rapport di-

rect avec l'objet de la dette, fut d'abord employé. Caton nous l'apprend dans son *de Re rustica* : *Idibus solvito. Recte hæc dari fierique, satisque dari domino, aut cui iusserito promittito satisque dato domini arbitrato.... ita satis latum erit, quæ in fundo inlata erunt pignori tanto ne quid eorum de fundo deportato: si quid deportaverit dominii esto* (1). C'est à propos de ce texte bien connu de Caton, qui se rapporte à l'hypothèse d'une satisfaction, que certains commentateurs ont bâti la théorie d'un interdit particulier, qui aurait précédé l'interdit Salvien, mais sans lui donner de nom déterminé. Quoiqu'il en soit, la garantie dont nous parle Caton était encore bien insuffisante pour le but qu'on se proposait. Le bailleur n'avait aucun droit réel sur les *invecta* et *inlata*, puisqu'il n'était intervenu aucun mode quiritaire de transfert de la propriété : d'où la garantie nouvelle devait être à peu près illusoire. C'est justement pour parer à cet inconvénient que fut créé l'Interdit qui fait l'objet de cette étude : à quelle époque parut l'interdit Salvien, à quel prêteur dût-il son origine, autant de questions que nous nous efforcerons d'élucider plus loin. Ce qu'il importe de rappeler maintenant, c'est la place qu'a tenue notre Interdit dans l'évolution des sûretés réelles. Il n'était qu'une

(1) Caton, *De re rustica*, 146-149.

voie possessoire : un prêteur, du nom de Servius, créa l'action appelée de son nom servienne ; une simple convention non suivie de tradition suffit désormais ; et, ce que l'action servienne permettait pour les *invecta et illata*, un prêteur postérieur l'autorisa pour toute sorte de créance : ce fut l'action quasi-servienne ou hypothécaire : la théorie des hypothèques était créée.

Malgré le rôle si important qu'a joué l'Interdit Salvien dans l'historique des sûretés réelles, c'est peut-être l'un des Interdits sur lesquels nous avons le moins de documents. Quels sont les textes ? un titre tout entier au Digeste, le titre XXXIII du livre XLIII intitulé *de Salviano interdicto*. Ce titre très court comprend deux lois, une de Julien et l'autre d'Ulpien : encore les auteurs de ces deux fragments sont-ils contestés. Quant au contenu de ces deux textes, il se réfère à des hypothèses particulières, à des solutions d'espèce, comme nous dirions aujourd'hui, solutions à l'aide desquelles on échafaude des théories que vient contredire un autre texte très important, une constitution de Gordien (VIII, IX C. *de precario et Salv. int.*) : ces deux groupes de textes qui ont trait à la question de savoir quel est l'effet de l'Interdit vis-à-vis des tiers, paraissent absolument antithétiques et leur désaccord sert d'aliment à la plus grosse controverse sur l'Interdit Salvien.

En outre, nous avons le paragraphe 147, IV, des Institutes de Gaius qui range l'Interdit Salvien à côté de l'Interdit *Quorum Bonorum* : *Interdictum quoque quod appellatur Salvianum adipiscendæ possessionis causa comparatum est, eoque utitur dominus fundi de rebus coloni quas is pro mercedibus fundi pignori futuras pepigisset*. De ce paragraphe de Gaius, qui n'est guère qu'une définition, semblerait ressortir la place de l'Interdit Salvien dans la classification générale des Interdits : Il serait *adipiscendæ possessionis causa*. Mais quel est le sens de cette expression : veut-elle dire que cet Interdit est possessoire. Non, d'après le système de Savigny : l'Interdit *adipiscendæ possessionis causa* ne serait que l'origine, l'embryon d'actions proprement dites : ainsi l'Interdit Salvien aurait préparé l'action servienne et la quasi-servienne : ainsi l'*interdictum fraudatorium* aurait préparé l'action paulienne. Nous n'entrerons pas dans les détails sur le système de Savigny : qu'il nous suffise de dire qu'il n'est rien moins que démontré et qu'il est difficile de refuser le caractère possessoire à l'Interdit Salvien, en particulier, sans se heurter à des contradictions de textes (1). Le caractère possessoire de

(1) Notamment il ne serait guère facile de démontrer la nécessité de la coexistence des lois 1 Salv. Int. XLIII, XXXIII, et 40 P. et H. que nous aurons l'occasion d'étudier en détail par la suite.

notre Interdit ne paraît pas avoir fait de doute pour les glossateurs : la Grande Glose (*ad legem in Codice* viii, ix) se sert des expressions suivantes : *In Serviana oportet locatorem probare, colonum fuisse dominum tempore locationis ; sed in interdicto sufficit si probat ipsum possedisse, et sic etiam pro se aliena datur : Item hoc possessorium, illud petitorium*. Cujas donne la même solution : *In interdicto Salviano de possessione agitur, non quæsito iure, in Serviana de iure queritur*. Tout importante que soit l'opinion des glossateurs, et celle de Cujas, on peut toujours leur objecter qu'ils émettent une affirmation. Le témoignage des Scholiastes romano-grecs, qui écrivaient à une époque où l'interdit s'exerçait encore, nous servira de preuve plus assurée. D'après Hagiothéodorite (1), l'Interdit Salvien est donné *περι της νομης*, et c'est ce

(1) Hagiothéodorite est un Scholiaste de beaucoup postérieur à l'époque des Basiliques. Il se place au milieu de la pléiade de Scholiastes qui commentèrent les Basiliques entre le principat de Constantin Ducas et l'avènement de Baudoin. Était-il le même que Nicolas Hagiothéodorite, qui fut métropolitain d'Athènes sous le principat de Manuel Comnène ? ou que Michel Hagiothéodorite, logothète sous le même règne. Cette dernière opinion est adoptée par Zachariæ (*delineatio* 63. 34) et par Mortreuil (*Hist. du dr. byz.* III 48). Zachariæ paraît admettre que ce Michel Hagiothéodorite serait le même que Michel Hagiothéodore, vivant également sous Manuel.

Quoiqu'il en soit, ce Scholiaste écrivait moins d'un siècle avant l'invasion des croisés, et il est curieux de voir la distinction entre l'Interdit Salvien et l'action servienne subsister aussi nette à cette époque.

qui le distingue de l'action Servienne, qui l'est
περί της δεσποτείας.

Le bailleur est-il bien garanti par un simple interdit *adipiscendæ possessionis*? Non, car il ne pourra l'exercer s'il a perdu la possession, mais rien ne l'empêche de recourir à l'Interdit Utrubi, qui est un interdit *retinendæ possessionis*. Que si le délai pendant lequel doit s'exercer l'Interdit Utrubi à peine de déchéance, s'est écoulé, le recours à la voie pétitoire est toujours ouvert (1).

Du caractère purement possessoire de l'Interdit Salvien résulte encore que le succès remporté au moyen de cet interdit n'est pas définitif, puisque la partie battue sur l'interdit n'est point forclosée, mais a au contraire l'exercice de l'action servienne.

Si l'interdit Salvien est *adipiscendæ possessionis*, et il nous paraît impossible d'en douter en présence du texte si affirmatif de Gaius, en voici encore une autre conséquence : c'est que, si le bailleur s'en est déjà servi une fois pour se mettre en possession effective des objets engagés, et que dépossession s'en soit suivie, il ne pourra s'en servir une seconde fois.

(1) Nous ne devons pas cacher qu'il devait se présenter des cas dans lesquels cette suprême ressource ne pouvait s'exercer en fait : d'une part la difficulté de la preuve pouvait empêcher de recourir à l'action pétitoire : d'autre part il dut s'écouler une période assez longue durant laquelle l'Interdit Salvien exista seul, avant la création de l'action Servienne.

Nous venons de parcourir une de ces classifications des interdits consistant à les répartir en trois groupes : *adipiscendæ, retinendæ et recuperandæ possessionis causa*. Mais Gaius, qui nous indique cette division, nous fait remarquer en même temps qu'elle n'est pas la plus importante : celle-ci était la division en interdits prohibitives, restitutoires, et exhibitoires : *Principalis igitur divisio in eo est, quod aut prohibitoria sunt interdicta, aut restitutoria, aut exhibitoria* (G. IV-132). Ici les documents nous font absolument défaut pour savoir où ranger notre interdit. Et d'abord, quel intérêt y aurait-il à le placer dans une catégorie plutôt que dans une autre ? C'est encore Gaius qui va nous le dire : ... *Et modo cum pæna agitur, modo sine pæna, cum pæna, veluti cum per sponsionem agitur, — sine pæna, veluti cum arbiter petitur. Et quidem ex prohibitoriis interdictis semper per sponsionem agi solet : ex restitutoriis vero vel exhibitoriis, modo per sponsionem, modo per formulam agitur quæ arbitraria vocatur* (G. IV. 141). Au cas où l'interdit serait prohibitif, procédure *cum pæna* ou *cum periculo* : au cas où il ne le serait pas, procédure *per formulam arbitriariam*. L'intérêt est donc un intérêt de procédure : toujours *pæna* dans les interdits prohibitives, *pæna facultative* dans les restitutoires et les exhibitoires. Nous n'entrerons pas sur cette procédure dans des détails qui se rat-

tacheraient plutôt à une étude générale des Interdits qu'à une monographie de l'Interdit Salvien : — qu'il suffise de rappeler qu'au cas où l'interdit était prohibitoire, les parties faisaient une gageure au moyen d'une *sponsio pœnalis* : une certaine somme est stipulée du défendeur par le demandeur, s'il a contrevenu à l'ordre du magistrat; stipulation inverse à *parte rei*. La *pœna* était de droit commun dans l'interdit prohibitoire; elle était facultative dans les autres classes d'interdits. Ayant examiné le principal intérêt qui existât dans cette division, demandons-nous dans laquelle de ces catégories nous placerons l'Interdit Salvien. — Pour cela il faudrait connaître sa formule : toutes les formules d'interdits prohibitoires se terminent par les mots *vim fieri veto*, celles des interdits restitutoires par *restituas* et celles des interdits exhibitoires par *exhibeas*. Mais la formule de l'Interdit Salvien ne nous est point parvenue, ce qui peut sembler étonnant pour une institution juridique dont l'usage devait être quotidien, surtout si l'on songe que nous avons la formule d'interdits beaucoup moins importants, notamment celle de l'Interdit *de Migrando* qui paraît au premier abord le symétrique de l'Interdit Salvien.

Les commentateurs n'ont pas manqué, qui ont essayé de restituer la formule perdue de l'Interdit

Salvien : une des restitutions les plus connues est celle de Rudorff :

Si is homo de quo agitur est ex his quibus inter te conductoremque convenit (1), ut quæ in eum fundum de quo agitur invecta, illata, ibi nata factave essent ea pignori tibi pro mercede eius fundi essent neque ea merces tibi soluta eove nomine satisfactum, aut per te stat quominus solvatur ; ita quominus eum ducas, vim fieri veto ! — Rudorff termine sa formule par *vim fieri veto!* c'est-à-dire que, d'après lui, l'interdit serait prohibitioire : c'est une affirmation, rien de plus. Quant à la formule elle-même restaurée par Rudorff, elle n'est qu'une copie à peine modifiée de celle de l'interdit de *Migrando*. Voici, en effet, la formule qui nous a été conservée, de l'interdit de *Migrando* : *Prætor ait : Si is homo, quo de agitur, non est ex his rebus, de quibus inter te et actorem convenit, ut, quæ in eam habitationem, qua de agitur, introducta, importata, ibi nata factave essent, ea pignori tibi pro mercede eius habitationis essent, sive ex his rebus est et ea merces tibi soluta eove nomine satisfactum, aut per te stat quominus solvatur : ita quominus ei, qui eum pignoris nomine induxit, inde abducere liceat, vim fieri veto !*

1. *Inter te conductoremque convenit*. Rudoff prend ici parti sur une question dont la solution n'est pas absolument certaine, et que nous traitons plus loin : le gage est-il tacite ou bien faut-il un contrat spécial, en outre de celui de *locatio conductio* (Zeitschrift, t. XIII, p. 209).

Qu'on compare, et le texte proposé par Rudorff et la formule de l'interdit *de Migrando*, et l'on verra qu'il y a une similitude presque complète. De prime abord, l'analogie paraît frappante entre l'interdit *de Migrando* et l'interdit Salvien, qui semblent se rapporter à un même ordre d'idées, l'un en matière de bail urbain, l'autre en matière de bail rural, et qui d'ailleurs ont été consignés par les commissaires de Justinien dans des titres qui se suivent immédiatement. Néanmoins la différence est immense, et dans ces deux interdits les rôles sont absolument renversés : l'interdit Salvien est donné au bailleur, nous avons expliqué dans quel but : l'interdit *de Migrando* est au contraire donné au preneur contre son bailleur : *Hoc interdictum*, dit Ulpien, *proponitur inquilino, qui soluta pensione vult migrare* (l. XLIII. XXXIII. D. *de Migrando*). Ce qui correspond dans le louage urbain à l'Interdit Salvien dans le louage rural, c'est, *mutatis mutandis*, la *præclusio*, contre laquelle, au contraire, est donné l'interdit *de Migrando*. Ce qui fait que l'interdit *de Migrando* ne présente, à notre avis, à aucun degré, le caractère de transition à la sûreté réelle que l'on trouve dans l'interdit Salvien : c'est plutôt, si l'on veut se servir d'une expression toute moderne qui peut sembler un anachronisme lorsqu'il s'agit de désigner une institution antique, une garantie de liberté indivi-

duelle donnée au locataire. Aucun rapprochement donc à faire entre les deux interdits, et aucun motif pour créer, avec la formule de l'un, la formule de l'autre, surtout étant donné ce fait que l'interdit de *Migrando* était presque inconnu dans la pratique, comme Ulpien nous l'apprend : *Infrequens est hoc interdictum*.

En outre de l'affirmation de Rudorff, d'autres auteurs ont soutenu que l'Interdit Salvien devait figurer parmi les interdits prohibitifs : ils s'appuient sur des arguments de texte : le titre de *Salviano Interdicto*, au Digeste, se trouve placé à la fin du livre XLIII, après une longue suite d'interdits prohibitifs. Il devrait donc, pour l'harmonie des textes, être prohibitif lui-même. Mais une réfutation de ce raisonnement n'est point difficile : dans le livre XLIII du Digeste, livre consacré aux interdits, aucun ordre n'est suivi relativement à leur nature, à leur classification comme prohibitifs, restitutoires, exhibitoires. Ainsi, les deux premiers titres qui précèdent celui consacré à l'Interdit Salvien, se réfèrent en effet à des interdits prohibitifs : ce sont les interdits *Utrubi* et de *Migrando*. Mais en remontant dans l'ordre du Digeste, plus haut que l'interdit *Utrubi*, nous trouvons deux interdits, l'*interdictum de homine libero exhibendo* et l'interdit *de liberis exhibendis, item ducendis*, qui sont tous deux exhibitoires : plus haut encore, avec

l'interdit *de glande legenda*, nous retrouvons les interdits prohibitifs. Il n'y a donc aucune induction à tirer au point de vue de la nature des interdits, de la place respective occupée par ceux-ci dans les compilations justiniennes. D'ailleurs, en admettant même que l'Interdit Salvien fût prohibitif, en raison même de sa place au Digeste, un argument analogue, tiré de son emplacement au Code, conduirait à une solution absolument antithétique : au Code, en effet, l'Interdit Salvien se trouve dans le même titre que l'Interdit *de Præcario* (VIII, XIX, C. *de præc. et Salv. int.*) et ce dernier est sans contredit restitutoire : *Hoc interdictum restitutorium est*, dit Ulpien (XLIII, XXVI, *de præc.*), et il nous donne sa formule ainsi conçue : *Quod præcario ab illo habes aut dolo malo fecisti, ut desineres habere, quæ de re agitur, illi restituas*.

Cette place de l'Interdit Salvien au Code, non pas dans un titre voisin, mais dans le même titre que l'interdit *de præcario*, a fait penser à Huschke qu'il devait être aussi restitutoire (1). En conséquence, voici la formule qu'il a proposée : *Quæ in fundum de quo agitur, abs te vel eo, in cuius locum inducta, in vecta, importata, ibi nata paratave sunt, de quibus inter eum, cuius in bonis essent, et actorem convenit, ut*

(1) *Studiens des römisch. rechts.* 1, 398.

actori pro mercedibus eius fundi pignori essent, quod de his rebus possides, dolore fecisti, quominus possideres, nisi eæ mercede solutæ sunt, eove nomine satisfactum est, aut per actorem stat, quominus solvatur, id ille restituas.

Voici encore d'autres arguments dont se sert Huschke pour prouver que son interdit est bien restitutoire : il invoque à l'appui de sa thèse un texte de Julien (I, *de Salv. int.* D. XLIII, XXXIII), la fameuse loi *Si colonus ancillam.... etc.*, que nous aurons l'occasion d'étudier complètement un peu plus loin, quand s'élèvera la question difficile de savoir si oui ou non, l'interdit est donné contre les tiers. — Qu'il nous suffise dès maintenant de dire que ce texte suppose l'hypothèse d'une esclave *invecta et inlata* sur le fonds du bailleur : cette esclave est vendue à un tiers : le droit de suite, d'après Julien, appartient au *dominus fundi*, non seulement pour l'*ancilla* qui dans l'espèce proposée, *est prægnans*, mais encore pour son part ; voici quelle conséquence Huschke en tire : il voit ici une analogie entre le fonctionnement de l'Interdit Salvien et celui de l'*Interdictum fraudatorium*. En effet, cette analogie semble ressortir de ce qui est dit, à propos de l'interdit fraudatoire aux paragraphes 19 et 21 du fragment 10 au titre de l'action paulienne : *quæ in fraudem cred.* (D. XLII, 7). — *Per hanc actionem* (il s'agit ici de

l'interdit) *res restitui debet cum sua scilicet causa*. Ce texte à lui tout seul ne prouve rien ; en effet le mot *causa*, dont les significations multiples sont légendaires, a ici évidemment le sens de fruits : or nous savons d'après les Institutes que jamais *part* n'est regardé comme un fruit. Mais le paragraphe 21 applique spécialement au *part* le système de l'*interdictum fraudatorium* : *Partum quoque in hanc actionem venire puto verius esse*. Donc analogie, et analogie exclusive sur ce point important entre l'Interdit Salvien et l'interdit fraudatoire : or, ce dernier est un interdit restitutoire : son but, et sa formule que nous connaissons, l'indiquent : *Ait prætor : quæ L. Titius fraudandi causa sciente te in bonis*, etc., elle se termine par *restituas*. De là à dire que l'Interdit Salvien lui-même est restitutoire, il n'y a qu'un pas, et ce pas, Huschke le franchit.

Un autre argument pour soutenir le caractère restitutoire de l'Interdit Salvien, résulte du rapprochement qui en est fait, dans un grand nombre de textes, avec l'interdit *quorum bonorum*, interdit restitutoire. Non seulement Gaius et Justinien les rapprochent l'un de l'autre en nous apprenant qu'ils sont tous deux *adipiscendæ possessionis* : *Interdictum quorum bonorum*, et au paragraphe suivant *interdictum quoque quod appellatur Salvianum*, etc., mais ce même rapprochement est encore fait par une scho-

lie des Basiliques. A notre avis il ne prouve rien.

En définitive, les raisons ne manquent pas pour soutenir que l'Interdit Salvien est restitutoire ou qu'il est prohibitoire. Outre l'intérêt de la procédure *cum pœna* ou *cum periculo* obligatoire dans un cas, simplement facultative dans l'autre, le sens de la question sur le caractère prohibitoire ou restitutoire se limite à ceci, comme dit M. Accarias : « le
« prêteur ordonnait-il au preneur de faire une tra-
« dition ou lui défendait-il seulement d'empêcher
« que le demandeur se mit lui-même en possession ? »

— Une réponse certaine, vu l'insuffisance des textes, nous paraîtra toujours à nous, à peu près impossible : qu'il nous suffise d'avoir essayé d'établir ici le dossier du procès.

Il y avait encore d'autres divisions des interdits que celle que nous venons d'indiquer. Quelle place donner à l'Interdit Salvien dans la classification en interdits simples et interdits doubles ? Dans l'interdit simple, l'un des plaideurs élève une prétention, l'autre la conteste : il y a donc un demandeur et un défendeur. Les interdits doubles, au contraire, *duplicita vocantur*, nous dit Gaius, *quod par utriusque litigatoris in his conditio est, nec quisquam præcipue reus vel actor intelligitur, sed unusquisque tam rei quam actoris partem sustinet*. — L'Interdit Salvien doit être, à n'en pas douter, rangé parmi les interdits simples, car

les rôles respectifs du demandeur et du défendeur sont nettement séparés.

Les modernes ont encore distingué les interdits en interdits de droit public et interdits de droit privé : l'Interdit Salvien doit sans conteste être rangé parmi ces derniers.

CHAPITRE SECONDE

DATE DE L'INTERDIT SALVIEN

Opinion de Cujas qui l'attribue à *Salvius Julianus*. — L'interdit certainement antérieur à Julien. — Exposé et réfutation de l'opinion d'après laquelle Ulpien serait l'auteur de la loi 1, *Salv. Int.* — Opinion de M. Girard sur la date probable de l'Interdit Salvien.

Quand une institution juridique porte le même nom qu'un jurisconsulte célèbre, les premiers commentateurs ne manquent pas de l'attribuer à ce jurisconsulte : c'est ainsi que l'action paulienne a d'abord été attribuée au jurisconsulte Paul, de l'époque classique. L'Interdit Salvien ne pouvait échapper à cette méprise : on attribua son invention au plus illustre de tous les Salvii que connût le moyen âge, c'est-à-dire à *Salvius Julianus*, qui vivait sous Hadrien, l'auteur de l'*Edictum perpetuum*. Le plus fameux des romanistes français est tombé dans cette erreur. Cujas nous dit en effet : (L. XLIX Dig. *Salv. Iul.*) *Restat tantum lex prima de Salviano interdicto, cuius interdicti auctor videtur esse Iulianus ipse, qui Salvius nominatus est.* On peut facilement réfuter cette opinion de Cujas, qui ne s'appuie sur rien de

sérieux en citant le texte même de la loi 1^{re} au titre de *Salviano interdicto*, et surtout le membre de phrase suivant : *Singuli apud extraneum Salviano interdicto recte experientur*. Il est peu probable que Salvius Julien, à qui ce fragment a été emprunté, se soit cité lui-même. Il faut remarquer aussi que dans cette loi 1^{re}, Julien a soin de distinguer les cas où l'interdit est donné comme utile de ceux où il est donné comme direct : si l'interdit datait de lui, ou seulement de son époque, il n'y aurait pas encore de jurisprudence pouvant introduire cette distinction. Une objection bien connue consiste à dire que l'argument tiré de la loi 1 est sans valeur, attendu que le texte serait, non de Julien, mais d'Ulpien, les Basiliques qui traitent de l'Interdit Salvien au titre *περὶ ἐνεχυρῶν, καὶ ἐγγυητῶν, καὶ συμφωνῶν αὐτῶν*, ayant renversé complètement l'ordre suivi par le Digeste en ces matières et faisant précéder leur texte un peu prolix, et que nous aurons à revoir par la suite, du nom d'Ulpien au lieu de celui de Julien ; il y a en effet 'Ουλπ et non Ιουλ. Est-ce une erreur de copiste : c'est assez probable : une interpolation volontaire d'un texte du Digeste se comprendrait difficilement pour attribuer à un jurisconsulte ce qui appartient à un autre. De plus, un argument a été cité bien des fois, qui a trait à la notation habituelle des Basiliques : nous nous bornons à le repro-

duire. Le Digeste précédent ayant eu comme en tête ὁ Οὐλπιανος, le suivant, s'il eut été du même auteur, n'eut pas été précédé des mêmes mots ὁ Οὐλπιανος, mais des mots ὁ αὐτος ou bien ὁ αὐτος λέγει : — ce système n'est pas particulier aux digestes des Basiliques — il est employé au début des διαταξεις impériales ; lorsque l'une de celles-ci commence par le nom d'un prince et que le même souverain est l'auteur de la constitution qui vient ensuite, on lit les mots ὁ αὐτος Βασιλεύς au lieu de la désignation spéciale du prince. Nous devons donc conclure que, dans l'espèce, Οὐλ est écrit par erreur au lieu de Ιουλ ; ce n'est qu'une question d'îôta, et le texte est bien de Julien, à moins qu'on ne prétende que dans les Basiliques un digeste intermédiaire se trouvant jadis entre deux textes d'Ulpien dans la rédaction de Léon le Philosophe, ait disparu par la suite, ce qui ôterait toute valeur à l'argument tiré de la notation ordinaire des Basiliques et qui, croyons-nous, fut présenté pour la première fois par Bynkershoek (1). C'est possible, mais aucun indice ne confirme cette présomption de disposition, et il est plus sûr de s'en référer à la commune opinion, qui croit que la loi 1. S. I. est de Julien.

Le préteur Salvius nous est inconnu : Huschke fait remarquer que la date de l'interdit doit être

1. *Observationes iuris romani*, 1, 24.

relativement assez peu ancienne, car il clot la liste des interdits dans l'édit du préteur. M. Girard ne croit pas que la date de l'interdit soit antérieure au principat d'Auguste : il a indiqué, dans son cours de sources du droit romain, en 1891, que l'auteur de l'interdit devait appartenir à une famille des Salvii. On ne trouve aucune trace de cette famille sous la république ; elle n'apparaît guère qu'une dizaine d'années avant la bataille d'Actium, c'est-à-dire très peu de temps après la mort de César. Un Salvius fut même tribun de la plèbe avant cette date célèbre, en 43 avant notre ère, et mourut cette année même. En tout cas l'Interdit Salvien ne remonte pas à une époque antérieure : peut-être même faut-il descendre encore un peu sous le principat, et se rattacherait-il à la race des Salvii Othones, famille consulaire sous les premiers empereurs. Peut-être même notre interdit devrait-il son origine aux Salvidieni Rufi, qui vivaient sous le triumvirat d'Octave, Antoine et Lépide, ce qui en ferait une institution de la fin de la république. Ce n'est pas impossible, c'est toutefois peu vraisemblable, car nous aurions eu régulièrement l'*interdictum Salvidianum* et non pas l'*interdictum salvianum*. Il y a du reste peu d'intérêt à contester ces diverses solutions, puisqu'en définitive, la naissance de l'interdit se placera toujours aux environs du règne d'Auguste.

CHAPITRE III

NÉCESSITÉ D'UNE CONVENTION EXPRESSE DE GAGE.

Argument tiré du mot « *pepigisset* » dans Gaïus. — Théorie contraire qui s'appuie sur la loi 5 *locati* au Code. — Opinion du président Favre. — Discussion possible sur le sens des mots τοῦ συμφωνησαντος de la paraphrase de Théophile.

Gaïus (IV, 147) et Justinien qui le copie (IV, 15, 3) nous disent en parlant de l'Interdit Salvien :... *eo-que utitur dominus fundi de rebus coloni quos is pro mercedibus pignori futuras pepigisset*. Voilà qui semble bien affirmatif : le verbe *pango* a le sens figuré et très classique de contracter, ce qui semblerait bien dire que l'interdit n'était donné qu'à la suite d'une convention expresse de gage.

Mais si les termes mêmes employés par Gaïus et par Justinien ne laissent place à aucun doute, une opinion n'en subsiste pas moins, qui prétend que la législation romaine a varié sur ce point et que l'engagement tacite des *invecta et inlata* devait être admis à une certaine époque du droit, avant une évolution qui nous paraît tout à fait hypothétique. Cette opinion se fonde sur une constitution d'Ale-

xandre-Sévère, la loi 5 au Code, *de locato et conducto* (IV, 65) : *Certi iuris est, ea quæ voluntate dominorum coloni in fundum conductum induxerint, pignoris iure dominis prædiorum teneri. Quando autem domus locatur, non est necessaria in rebus inductis vel inlatis scientia domini : nam ea quoque pignoris iure tenentur.* — Il est difficile de voir quelle est la portée de ce texte : étant donné la passion des rédacteurs de constitutions impériales pour les antithèses, il paraît certain qu'on a voulu surtout opposer le fonctionnement du gage rural (*coloni in fundum*, etc.) à celui du gage urbain (*quando domus*) ; dans le premier cas il faut la *voluntas* du maître, dans le second au contraire, *non est necessaria.... scientia domini*.

Maintenant quel est le sens des mots « *voluntate dominorum*. » Signifie-t-il qu'il faut une convention expresse ? Remarquons que le mot *voluntas* éveille l'idée d'acte unilatéral plutôt que celle de contrat : ensuite, que s'il s'agissait d'une convention ou d'un pacte quelconque, serait-ce bien de cette convention nécessaire pour le fonctionnement de l'Interdit Salvien qu'il serait question ici ? La généralité des auteurs admet, et d'une manière qui ressemble beaucoup à une affirmation gratuite, qu'il s'agit d'un pacte d'hypothèque : la portée du texte serait la suivante : étant donné un pacte d'hypothèque une fois convenu, la sûreté grèvera seulement les objets

dont le bailleur aura connu l'introduction sur le fonds. Que cette interprétation doive être adoptée ou non, il est certain que la constitution d'Alexandre Sévère ne résout pas la question que nous nous sommes posée sur l'Interdit Salvien.

Ceux qui n'admettent pas la nécessité d'une convention antérieure de gage, ne manqueront point d'objecter la comparaison avec le droit français, et que le privilège du bailleur dans l'article 2102 du Code Civil porte sur des objets engagés sans contrat spécial, d'où le nom de gage tacite donné parfois à celui qui porte sur les meubles garnissants, bien que cette expression soit plus souvent réservée au cas tout différent de l'article 2082, *in fine*. Mais il y avait aussi en droit romain une hypothèque tacite, correspondant, *mutatis mutandis*, au privilège de l'article 2102. Cette hypothèque tacite, nous dirions légale en notre droit moderne, portait sur les fruits, dès la perception faite par le preneur. Plusieurs textes en parlent, notamment la loi 24, §-1, *locati*, XIX, 2, D : *Si colonus locaverit fundum, res posterioris conductoris domino non obligantur : sed fructus in causa pignoris manent, quemadmodum essent, si primus colonus eos percepisset*. — Un texte de Papinien, toujours au Digeste, constate l'existence de la même hypothèque tacite : *qui fideiussor exstitit apud mancipem pro colono publicorum praediorum, quae manceps ei*

colono locavit, rei publicæ non tenetur : sed fructus in eadem causa pignoris manent (53. D. loc. cond. XIX-II). On voit tout de suite que la question se pose de savoir si l'Interdit Salvien s'exerçait relativement aux fruits tacitement hypothéqués : M. Machelard l'admet, supposant une convention sous-entendue, ce qui pourrait nous mener un peu loin, et renverser toute la théorie qui s'appuie sur les phrases de Gaius et des Institutes. Antoine Favre, président du Sénat de Chambéry, résolvait la question dans le sens négatif, s'appuyant toujours sur le texte de Gaius et sur le mot « *pepigisset* » qui a trait à une convention expresse de gage : mais le président Favre va plus loin, et conclut de la même manière pour le cas même où les fruits eussent fait l'objet d'un pacte exprès d'hypothèque. En effet, si les fruits préalablement coupés sont enlevés par le fermier, à l'insu du *dominus*, il y a *furtum*, et s'il y a *furtum*, il n'est plus besoin de l'Interdit Salvien : *si eos clam deportaveris, furti tecum agere posse aiebat* : (61-8. *de furtis*. D. XLII-II) — nous n'avons pas besoin de rappeler que *aiebat* signifie simplement que tel était l'avis de Julien : il en est ainsi dans tous les textes empruntés à Africain. — Remarquons en passant que le propriétaire antique était beaucoup mieux armé vis-à-vis de son fermier que ne l'est le propriétaire français. Ce dernier, dans un cas ana-

logue à l'espèce que nous venons de citer, n'aurait à son service que l'action civile : plusieurs propriétaires, à une époque déjà éloignée, ont essayé, au cas d'aliénation des pailles et autres denrées, qui devaient, en vertu du bail, rester sur le fonds, de citer leurs fermiers devant les tribunaux correctionnels sous l'inculpation, non pas, de vol, puisque notre vol moderne n'a pas la large portée du *furtum* romain, mais du délit plus spécial d'abus de confiance. — La jurisprudence de la Cour de Cassation ne leur a pas été favorable. Ce simple rapprochement nous fait voir, que, outre d'autres arguments nombreux, malgré les tendances égalitaires du principat, la conception de la propriété était plus aristocratique que maintenant.

Revenons à la théorie du président Favre : il s'agit bien, dans l'espèce prévue par la loi 61 *de furtis* non pas d'une hypothèque tacite, mais d'une hypothèque expresse des fruits : *Locavi tibi fundum, et, ut adsolet, convenit uti fructus ob mercedem pignori mihi essent.*

Mais, s'il n'est pas besoin de l'Interdit Salvien au cas d'hypothèque expresse des fruits à cause de l'existence d'une action délictuelle, rien ne nous dit qu'il en fut de même au cas d'hypothèque tacite, car, en ce cas, nous n'avons point, pour soutenir la thèse du président Favre, de texte aussi affirmatif que l'est la loi 61 *de furtis*.

Sur la même question nous devons encore étudier un autre texte, de beaucoup postérieur à ceux que nous venons de citer : c'est un passage de la célèbre paraphrase attribuée à Théophile. Nous ne recherchons pas si Théophile est un écrivain du VI^e siècle ou s'il faut descendre pour le trouver jusqu'à l'époque des Paléologues : tout ce que nous pouvons remarquer ici, *transeundo*, c'est que la langue qu'il emploie à propos de l'Interdit Salvien, et les expressions juridiques dont il se sert, paraissent faire de lui un écrivain bien antérieur à la publication des Basiliques. — Voici la partie de la paraphrase de Théophile sur l'Interdit Salvien qui se réfère à l'idée de contrat : Τοιοῦτο ἐστὶ (il se sert de cette expression pour rappeler les interdits *adispicendre possessionis*, dont il vient de parler) τὸ Σαλβιανέον ἐντέρδικτον, ὅπερ δίδεται τῷ δεσπότῃ τοῦ ἀγροῦ κατὰ τοῦ κολωνοῦ τοῦ συμφωνήσαντος.

Ce texte émet plusieurs affirmations qu'il faudra soigneusement vérifier plus tard : pour le moment nous ne devons nous occuper que des mots : κατὰ τοῦ κολωνοῦ τοῦ συμφωνήσαντος. Quel est leur sens exact ? Le Hollandais Reitz les a traduits au XVIII^e siècle de la manière suivante : *adversus colonum qui pactus fuit*. C'est bien là une idée qui vient confirmer celle donnée par Gaius dans le mot *pepigisset*. Reste à savoir si cette traduction est exacte : deux versions

peuvent être admises : ou bien celle que nous venons d'indiquer et qu'on regarde généralement comme bonne, ou bien une autre qui s'expliquerait par une redondance se concevant très bien dans le grec du VI^e siècle : *κολωνου του συμφωνησαντος* aurait le sens du mot latin *coloni*, les deux mots ne se référant qu'au contrat de louage lui-même, et étant ainsi absolument synonymes du mot *μισθωτου* (*conductoris*). Ce qui augmente la difficulté lorsqu'on veut se rendre compte de la valeur véritable de cette dernière version, c'est que le mot *κολωνος* à lui tout seul n'a pas de sens bien déterminé : il n'est pas de la langue grecque classique, au moins dans son sens juridique, et la signification que lui donnent les dictionnaires usuels (ceux au moins qui en parlent) est tout autre (1). — Supposant cette question résolue dans le sens d'un contrat exprès, nécessaire pour l'existence et le fonctionnement de l'Interdit, voici que nous nous heurtons à une nouvelle difficulté dans l'interprétation du texte grec : prendrons-nous le mot *συμφωνία* dans son sens strict, opposé à *συναλλαγμα*, qui signifie contrat. Le sens précis de pacte conviendrait bien à une sûreté réelle : il serait bien dans les traditions du droit hypothécaire

1. Le mot *κολωνος* se trouve avec son acception juridique, qui est celle du mot latin *colonus* dans *the greek lexicon of the roman and byzantine periods*, by Sophocles.

romain, mais ici encore nous devons hésiter : la langue grecque, qui n'a pas fait la loi romaine, qui ne s'est point formée en même temps qu'elle, manquera toujours de précision pour désigner des institutions étrangères, dont elle ne comprendra pas bien les distinctions souvent subtiles.

Malgré les doutes qu'il est toujours permis de conserver, il semble résulter de la critique de ces divers textes, qu'une convention expresse d'engagement des objets du fermier fût nécessaire pour l'exercice de l'Interdit Salvien.

CHAPITRE IV.

NÉCESSITÉ DE L'INTRODUCTION MATÉRIELLE DES OBJETS SOUMIS AU GAGE.

Est-il nécessaire que les objets soumis au gage soient véritablement *in-
vecta* et *illata*. Affirmation donnée par Théophile. — Discussion sur le
texte de Julien (l. Salv. Int.) — Sa contradiction avec la loi 29, 1. *Pi-
gnoribus et Hypothecis*. — Explication de Huschke. — Rappel de l'a-
nalogie de l'Interdit Salvien avec l'*interdictum fraudatorium*.

Mais, s'il fallait une convention expresse de gage,
à elle seule elle ne suffisait pas : l'introduction sur
le fonds des objets appartenant au *colonus* était in-
dispensable ; il est vrai que les textes de Justinien
ne semblent pas exiger cette condition. Toutefois
nous ne manquons point de textes affirmatifs en ce
sens : à notre titre, de *Salviano Interdicto*, XLIII,
XXXIII, les lois 1 et 2 se servent des expressions
invehere, ducere, inducere, et la paraphrase de Théo-
phile nous dit, après avoir défini l'interdit : ὥστε
τὰ εἰσαγόμενα ὑπ' αὐτοῦ ἐν τῷ ἀγρῷ πράγματα υποχρεῖσθαι
ἐν τῷ μισθώματι. Sur ce texte, aucune difficulté : Il
fallait donc que les objets de preneur fussent *in-
vecta* et *illata*. Mais, devons-nous prendre dans un

sens absolu ces mots *invecta* et *illata*. Le droit du bailleur ne portera-t-il que sur les objets effectivement apportés sur le fonds, *ut ibi sint*, comme dit Pomponius (D, 7, 31, *in quib. caus.* XX, II). Le droit du bailleur portera en outre sur les choses qui auront pris naissance sur le fonds loué : *invecta, illata, ibi nata factave essent*, disent tous les essais de restitution de la formule de l'Interdit Salvien. Des solutions certaines que nous possédons ne permettent guère de douter qu'il en fût ainsi pour l'Interdit Salvien : nous avons déjà cité le *præmium* de la loi 1, D. *de migrando*. Voici un autre texte qui se rapporte directement à l'Interdit Salvien : c'est un fragment de Julien (1. pr. D. de Salv. Int. XLIII, XXXIII) ainsi conçu : *Si colonus ancillam in fundum pignoris nomine induxerit, et eam vendiderit, quod apud emptorem ex ea natum est, eius adprehendi gracia utile interdictum reddi oportet.* Voici l'espèce : le fermier a introduit, à titre de gage, une esclave sur le fonds loué ; puis, il a vendu ladite esclave : un enfant naît, de *l'ancilla*, au domicile de l'acheteur ; l'Interdit Salvien peut être employé à l'égard de cet enfant. Remarquons bien que ce dernier n'est point né sur le fonds, et qu'il n'y a jamais été introduit : d'où la portée de l'Interdit Salvien est bien plus grande qu'on pourrait le croire, en s'en tenant aux formules de Rudorff et de Huschke. La question, du reste, se

mêle à celle de l'exercice de l'interdit contre les tiers, dont nous aurons à nous occuper longuement par la suite. Pour nous en tenir à la difficulté présente, il faut convenir que le texte de Julien est embarrassant, car il ne limite en aucune façon les conditions d'exercice de l'interdit, et semble un démenti à la théorie d'après laquelle il ne s'exercerait que sur les *invecta et illata*. Notre interdit aurait, dans ce cas, des effets beaucoup plus importants que l'action quasi-servienne elle-même et il offrirait des garanties plus larges au créancier, ce qui peut étonner, quand on adopte la théorie habituelle et vraisemblable du reste, sur l'évolution graduelle des sûretés réelles en droit romain. C'est la comparaison avec la loi 29, §. 1. D.*pignoribus et hypothecis*, XX, I, qui dans ce cas, doit nous paraître une énigme : *Si mancipia in causam pignoris ceciderunt, ea quoque, quæ ex his nata sunt, eodem iure habenda sunt. Quod tamen diximus etiam adgnata teneri, sive specialiter de his convenerit, sive non, ita procedit, si dominium eorum ad eum pervenit, qui obligavit, vel heredem eius. Ceterum, si apud alium dominum pepererint, non erunt obligata*. De ce fragment attribué à Paul, il résulte que, lorsque des esclaves sont hypothéqués, leurs enfants le sont également, en dehors de toute convention spéciale, mais il faut que la propriété des enfants soit acquise au constituant ou à ses ayants-

cause. La portée de l'Interdit Salvien est plus considérable : nous le voyons d'après le texte de Julien.

Huschke, pour tenter de concilier les textes, exige que, dans le cas présenté par Julien, *l'ancilla* ait été *prægnans* avant d'être vendue. Au contraire, dans le texte de Paul, toujours d'après Huschke, il serait question d'enfants nés et même conçus chez l'acquéreur : ils échapperaient par cela même à l'hypothèque : dans l'hypothèse prévue par la loi 1. Salv. Int., on peut supposer que la conception a eu lieu chez le débiteur, d'où le produit de la chose hypothéquée, c'est-à-dire de *l'ancilla*, a pu être hypothéqué lui-même en germe. Telle est l'explication de Huschke : elle nous semble assez arbitraire, le fruit ne devenant la propriété du constituant qu'au moment où il se sépare de la chose hypothéquée. La meilleure, et en tout cas, la plus prudence explication des ces antinomies apparentes, consiste peut-être à insister sur les mots *utile interdictum*, mots qui semblent bien indiquer qu'il y a eu là une extension très prétorienne, appropriée à des circonstances de fait que nous ignorerons toujours. D'autres commentateurs n'ont pas manqué, qui ont essayé d'expliquer la dérogation apportée par la loi de Julien aux règles concernant les produits de choses hypothé-

quées. Franke (1) pense que cette dérogation imite le système de l'action paulienne : d'où le rapprochement de l'Interdit Salvien avec l'interdit fraudatoire, dont on a déjà tiré beaucoup de conséquences au point de vue de la nature même de notre interdit. Mais, nous l'avons dit, ceux qui admettent l'assimilation de l'Interdit Salvien avec *l'interdictum fraudatorium* font nécessairement du premier un interdit restitutoire. Toutefois, sans admettre le rapprochement absolu avec l'interdit fraudatoire, tout en conservant à notre interdit le caractère prohibitif, on peut toujours retenir l'idée de fraude, qui rend la situation du bailleur très favorable : un argument peut parfaitement être tiré en faveur de cette théorie des mots κατὰ ἐξωτικοῦ ἀρπασαντος, aux Basiliques, bien qu'ils se réfèrent à une tout autre hypothèse.

(1) *Zivil Archiv*, XXX, p. 375.

CHAPITRE V

QUESTION DE L'INTERDIT QUASI SALVIEN.

L'Interdit Salvien ne s'exerce-t-il que comme réalisation du gage du bailleur rural? — Sens extensif que l'on peut tirer des sentences de Paul. — Systèmes de Puchta et de Dernburg. — Opinion de Rudorff : les *interdicta repentina*. — Antinomie entre le texte de Julien et le rescrit de Gordien. — Discussion de Dernburg sur l'action *quæ ad exemplum eius instituitur utilis*. — Est-ce l'action servienne? — Théorie restrictive du président Favre : ses arguments grammaticaux ; antithèse entre *competere* et *reddi*. — Les textes mêmes de Gaius et des Institutes réfutant par avance la théorie de l'interdit quasi Salvien.

Le propriétaire seul eut-il le droit d'exercer l'Interdit Salvien? On pourrait le croire d'après les paroles de Théophile, qui l'accorde seulement τῷ δεσπότῃ τοῦ αγρωῦ. Il ne faut pas prendre le mot δεσπότης au pied de la lettre : opposé à κολωνος il signifie évidemment le bailleur : Théophile dit δεσπότης comme les textes latins disent *dominus* : il s'agit du *quod plerumque fit*. D'autres que le propriétaire quiritaire, le δεσπότης Βονιταριος, l'usufruitier, le *conductor* qui a sous-loué pouvaient évidemment en user : aucun texte ne le dit, mais leur silence nous suffit.

Mais voici une question bien plus compliquée et

qui étonne tout d'abord : l'Interdit Salvien, à la suite d'une évolution généralisatrice, s'appliqua-t-il à tous les cas de sûreté réelle ou demeura-t-il toujours limité à la *locatio conductio fundi rustici* ? C'est la célèbre histoire de l'interdit que les commentateurs ont appelé Quasi-Salvien. De très nombreux auteurs ont admis cette extension, mais un nombre aussi considérable a soutenu la thèse contraire. Quels sont les arguments sur lesquels on peut s'appuyer pour admettre l'extension de l'Interdit Salvien en dehors du gage locatif ? Paul, dans la loi 2, § 3, *de interdictis*, au lieu de définir l'Interdit Salvien comme une institution d'un fonctionnement restreint, ainsi que l'a fait plus tard Théophile, se sert d'expressions on ne peut plus générales : *Salvianum interdictum, quod est de pignoribus*. Et les partisans du système extensif de soutenir naturellement qu'il faut un véritable arbitraire pour restreindre un texte aussi compréhensif au seul rapport de location, et que telle n'était pas certainement la pensée qu'avait voulu exprimer un jurisconsulte aussi exact que Paul.

Autre texte de Paul d'où l'on a déduit assez ingénieusement des conséquences identiques : Dans un passage de ses Sentences (V, 6, 16) notre jurisconsulte exclut du gage général certains objets énumérés limitativement : donc, pour ces objets, aucun

doute, on n'accordera pas l'Interdit Salvien : *Omni-bus bonis, quæ habet quæque habiturus est, obligatis, nec concubina, nec filius naturalis, nec quæ in usu coti-diano habet, obligantur ; ideoque de his nec interdictum redditur*. Le lecteur voit déjà ici se dresser le facile et terrible argument *a contrario*, à savoir que pour tous les objets qui ne sont pas exclus du gage gé-néral par ce texte de Paul, l'interdit fonctionnera. Paul ne prononce pas le nom de l'Interdit Salvien, c'est vrai ; mais le fragment cité se trouve à fin du titre *de interdictis*, et on lit dans le texte même le mot de l'interdit : *de his nec interdictum redditur*. Il s'agit donc ici d'une sûreté fonctionnant par voie d'interdit. Que sera-ce que cet interdit inconnu ? Comme l'Interdit Salvien est le seul qui existe en matière de sûreté réelle, les commentateurs ont ap-pelé celui auquel Paul fait allusion quasi-Salvien, supposant qu'il peut être une extension de l'Interdit Salvien. Les adversaires de l'extension réfutèrent les inductions tirées du passage de Paul, en allé-guant qu'il ne s'agit là que du rapport de bailleur à preneur. Affirmation absolument gratuite, car le texte est général. Il est vrai que lorsqu'on est en présence des Sentences de Paul on peut appeler tout de suite à son secours les interpolations possi-bles faites par ordre d'Alaric II, roi des Visigoths, de même que, quand il s'agit du Digeste, on recourt

aux tribonianismes. L'extension de l'interdit Salvien aurait pu, ce n'est pas impossible, être une réforme à l'usage de la population visigothique suivant la loi romaine ; mais rien n'est moins prouvé. D'ailleurs, une autre phrase du même jurisconsulte : *Interdictum Salvianum quod est de pignoribus*, nous est arrivée par le Digeste et a ainsi échappé aux tentatives plus ou moins douteuses des interpolateurs gothiques. Quoiqu'il en soit, la question demeurera entière tant que les sentences de Paul n'auront pas trouvé leur Niebuhr.

Dernburg (1) ne croit pas à l'Interdit quasi-Salvien. D'un autre côté, la phrase des sentences ne laisse pas que de l'embarrasser. Il propose la transaction suivante : Paul se demande, en étudiant l'Interdit Salvien, si le preneur qui a hypothéqué ses *invecta et inlata* en totalité, a entendu y comprendre aussi sa concubine, son fils naturel, le nourrisson et *ea quæ in usu cotidiano habet*. Alors Dernburg se reporte à l'hypothèque générale, et du fait que les objets sus-indiqués n'en sont point grevés, il conclut qu'au cas actuel elles ne feront pas partie du gage du bailleur. Le texte de Paul ne nous apprendrait rien de nouveau : c'est assez probable, attendu que la phrase débute par le mot *ideo*, qui

1. Pfandrecht, II, 346,

d'ordinaire précède une période indiquant une simple conséquence, une idée allant de soi. Dernburg appuie surtout sur ce mot *ideo*. Il n'est point le seul à donner cette interprétation du passage de Paul, car elle se trouve aussi dans les Institutes de Puchta (II, 264), et Puchta invoque lui-même l'autorité de Huschke.

Mais Dernburg et les auteurs allemands semblent bien affirmatifs lorsqu'ils nous disent que Paul fait allusion à l'Interdit Salvien : rien n'est moins certain. Ce doute prudent se change même en certitude négative pour Rudorff (1) qui pense qu'il pourrait bien s'agir d'interdits *adipiscendæ possessionis*, d'*interdicta repentina*, suivant son expression, qui ne seraient pas pour ainsi dire préconstitués comme le Salvien, mais seraient délivrés, *ex post facto*, pour les besoins de la cause. Ce système est par trop ingénieux : aussi laissons-nous à Rudorff la responsabilité des *interdicta repentina* dont il n'y a point trace dans les textes. M. Machelard a un système qui est aussi très compliqué : il suppose que dans le fragment de Paul il est question d'un créancier quelconque qui a obtenu un gage sur l'ensemble des biens du débiteur, et qui, ensuite, après avoir eu la possession, l'aurait abandonnée au débiteur à

(1) Zeits f ürgeschichte Rechts, XIII, 204, 215.

titre de *præcarium* : dans l'espèce, le créancier, encore que la cause de sa dette fût complètement étrangère au contrat de louage, pourrait user des interdits possessoires. C'est encore un système ingénieux, mais qui repose sur une série de conjectures que rien n'autorise.

Un auteur allemand (1) trouve le passage de Paul sans portée suffisante, et tellement énigmatique, qu'on ferait mieux de le passer sous silence : c'est un procédé trop radical pour qu'on puisse l'indiquer comme bon à suivre. L'opinion sur laquelle repose toute la théorie de l'Interdit quasi-Salvien est très forte lorsqu'elle ne considère que les textes de Paul, et d'autant plus peut-être que le fragment, V. 6-16 des sentences et la loi 2,-3 *de interdictis* sont du même auteur.

Jusqu'ici les présomptions sont en faveur de l'existence de l'Interdit quasi-Salvien (appelons-le ainsi, puisque c'est le nom qu'on lui a donné généralement). — Malheureusement voici venir d'autres textes qu'il faudra absolument violenter si l'on veut persister à soutenir l'idée d'extension : le plus célèbre est une constitution au Code, que nous retrouverons quand nous aurons à examiner l'effet de l'Interdit Salvien contre les tiers, la loi 1. C. de

(1) Fritz Erläut zu Wening Ingenheim, 1, 540.

præcario et Salviano Interdicto, VIII, IX, le texte le plus important et le plus difficile de tous ceux que nous rencontrerons dans le cours de cette étude : *Imp. Gordianus A. Aristoni : Si te, non remittente pignus, debitor tuus, ea quæ tibi obnoxia sunt, venumdedit, integrum tibi ius est ea persequi, non interdicto Salviano : id enim tantummodo adversus conductorem debitoremve competit, sed Serviana actione, vel quæ ad exemplum eius instituitur utilis, aduersus emtorem exercenda*. Voilà le texte le plus important que l'on puisse citer contre l'extension de l'interdit : mais ne ressort-il pas clairement du rescrit de Gordien qu'il s'agit du débiteur en général ? La phrase la plus importante est l'incise *adversus conductorem debitoremve competit* : que si l'on répudie l'idée d'extension, on se heurte à un pléonasme, le mot *debitoremve* étant superflu après *conductorem*. N'entrons pas dans une querelle grammaticale sur la valeur du suffixe *ve* : toutefois, nous devons reconnaître que le sens en est bien plus disjonctif que copulatif, et, serait-il copulatif, on aurait là une redondance assez bizarre dans la latinité de Gordien : jusques et y compris Dioclétien, les latinistes les plus scrupuleux (je n'entends point parler de ceux qui ont des connaissances exclusivement littéraires), n'ont rien à reprendre dans le style des constitutions impériales. Reste toujours, comme dernière res-

source, le tribonianisme; mais il vaut mieux n'y point recourir dans un cas où il n'est rien moins que démontré; nous aurons assez de fois, dans une étude sur l'Interdit Salvien, à reconnaître des interpolations évidentes.

Mettons-nous maintenant du côté de ceux qui combattent l'extension de l'Interdit : d'aucuns ne laissent pas de voir dans la constitution de Gordien elle-même une confirmation du système non extensif. D'après ces commentateurs, le texte écarterait l'interdit, parce que, dans l'espèce, il est question d'un créancier autre que le bailleur, et cette procédure ne compète *adversus debitorem*, qu'en tant que celui-ci est preneur : ce qui résulte de l'incise : *id enim adversus conductorem debitoremve competit*. Une tierce série d'auteurs, partisans aussi de la non extension, ne va point, comme les précédents, jusqu'à soutenir que le rescrit de Gordien confirme leur système : ils se bornent à dire que le rescrit est étranger à la question : — dans cette conception du rescrit, le mot *debitor* a simplement le sens de *conductor*. — Reste ici à expliquer le pléonasme *de debitoremve* : reste encore aussi, ce qui est plus embarrassant, à nous dire comment il se fait que, dans un simple rapport de *locatio conductio*, le bailleur ait à faire usage, non point seulement de l'Action Servienne, ce qui se comprendrait, mais encore de celle *quæ ad*

exemplum eius instituitur utilis, — ce qui, de l'accord des commentateurs, désigne l'action quasi-servienne ou hypothécaire.

Ici se pose une question préjudicielle à résoudre : l'action *quæ ad exemplum eius instituitur utilis* est-elle toujours l'action quasi-servienne : Dernburg (1), pour sa part, en doute fortement, et voici les motifs qu'il donne de son hésitation. On s'appuie, dit-il, pour soutenir que l'action servienne utile n'est autre que l'action hypothécaire, sur deux textes principaux : un passage de la loi 1 au Code, *Communia de legatis*, (VI-XLIII) dans lequel se trouvent les mots : *et insuper Servianam (id est hypothecariam)*, et un autre qui est précisément notre rescrit de Gordien (*quæ ad exemplum eius instituitur utilis*), ces mots signifiant dans l'espèce, non l'action quasi-servienne, mais une Servienne utile distinguée de la Servienne directe. Voici quel serait l'intérêt de la distinction entre ces deux actions serviennes : l'action servienne directe n'aurait d'exercice que pour les objets qui au moment du contrat se trouvaient dans le patrimoine du *conductor*, et l'autre aurait son efficacité relativement à tous les objets acquis par le preneur depuis le contrat d'engagement. Ajoutons que dans

(1) Pfandrecht. 1, 63, 2.

cette question, qui joue ici un rôle fort secondaire, Dernburg paraît avoir été seul de son opinion.

Le président Favre de Vaugelas (1) est opposé à la théorie de l'extension de l'Interdit Salvien en dehors des rapports de location ; pour démontrer que dans l'incise du rescrit de Gordien (*id enim tantummodo adversus conductorem debitoremve competit*), il est question uniquement des rapports entre bailleur et preneur, il se sert de l'argument suivant : L'Interdit Salvien aurait pu exister tout au plus *utiliter* au profit des créanciers hypothécaires autres que le *locator* : c'est assez judicieux. Ce premier point admis, Favre nous rappelle que les jurisconsultes classiques ne se servaient point du verbe *competere*, réservé aux actions directes, pour désigner les actions utiles, mais du verbe *reddi* : il y aurait donc, s'il se fût agi d'actions utiles, non pas *competunt*, mais *redduntur* : or justement le texte de Gordien se référant à l'Interdit Salvien, se sert du mot *competit* : il s'agit donc du Salvien direct et partant du rapport entre le *locator* et le *conductor*. D'autres auteurs ont fait le même raisonnement que Favre : nous ne les suivrons pas. Remarquons toutefois que l'argument sur lequel il s'appuie n'est pas toujours exact : les adversaires de Favre ont eu la curiosité de re-

(1) *De error. pragmat. dec.* 38, art. 1.

chercher si le verbe *competere* ne se trouve pas au lieu de *reddi*, à propos d'actions utiles. Ils l'ont trouvé dans les fragments suivants : la loi 2. § 5, au titre de *aqua et aquæ pluviae arcendæ* : (XXXIX-III. D). *Quamquam tamen deficiat aquæ pluviae arcendæ actio, attamen opinor utilem actionem vel interdictum mihi competere adversus vicinum...* On trouve encore *competere* exprimé à propos d'une action utile, dans un texte d'Ulpien, la loi 3, de *fidei commissariis libertatibus* D. XL. V. *In quem etiam utiles actiones plerumque creditoribus competunt*. Nous citerons encore dans le même sens un dernier texte : *Cum quidam velum in maeniano immissum haberet, qui vicini luminibus officiebat utile interdictum competit ne quid in publico immittas, ex re luminibus Gaii Sei officias*. (2 § 6 D. *ne quid in loco publ. vel. itin. fiat*. LXIII-VIII). — Ces trois fragments réduisent absolument à néant la théorie de Favre : il serait encore facile d'en trouver d'autres.

Jusqu'ici donc les arguments des commentateurs qui tiennent pour l'extension de l'interdit ne paraissent pas réfutés. D'après le texte de Gordien, interprété d'une façon très acceptable, l'Interdit Salvien peut être intenté contre tout débiteur, en général. Le docteur Bertolini (1), de l'université de

(1) *Se l'interdetto Salviano compete ai o contro i terzi*. Padova, 1887.

Padoue, qui embrasse chaudement la cause un peu abandonnée aujourd'hui de l'Interdit quasi-Salvien, traduit *adversus conductorem debitoremve* par les mots : contre le *conductor* en particulier et en général contre le débiteur : il cite plusieurs exemples à l'appui de sa thèse, qui démontrent sa grande connaissance des textes. Ainsi, nous dit-il, dans la loi 18. D. de instit. act. XIV, III, on lit : *Institor est, qui tabernæ locove ad emendum vendendumve præponitur*, etc., ce qui signifie bien que dans l'espèce *loco* a un sens plus extensif que *tabernæ*. De même, dans la loi 2, § 1, D. de nox. act., on lit : *Si servus furtum facit noxiamve nocuit*. Ici encore *noxæ* a un sens plus compréhensif que *furtum*. De même encore d'autres textes, où l'on lit *conductores hominesve artem operamve*, etc., la même conclusion peut se tirer.

Nous qui combattons (et c'est du reste l'opinion générale) la théorie de l'Interdit quasi-Salvien, nous sommes forcés d'avouer qu'elle a été bien défendue. Mais les textes qu'on peut invoquer à l'encontre de son existence paraissent péremptoires : c'est le passage même des Institutes de Gaius et de Justinien : *eoque utitur dominus fundi de rebus coloni*. Les partisans de l'Interdit quasi-Salvien protestent contre les conclusions que nous tirons de ce texte ; d'après eux, au temps de Gaius, il était très possible que l'Interdit Salvien se trouvât limité au seul

rapport de location, et quant au témoignage des institutes, il est suspect : les commissaires byzantins ayant copié Gaius sans y changer un mot, oubliant que la législation était modifiée. Cette réplique est un peu hasardée : rien ne nous permet de croire ici à une distraction des compilateurs du VI^e siècle.

Un argument qui vient aussi détruire une partie de la force de ceux opposés par les partisans de l'extension de l'Interdit, à propos du rescrit de Gordien, consiste en ce que l'un des termes de l'opposition est enfermé dans une parenthèse, et n'a, parlant, pas de rapport immédiat avec le texte : — On nous reproche aussi, en prenant le mot *ve* dans le sens copulatif et non dans le sens disjonctif, d'ôter toute signification au mot *debitorem*, placé à côté de *conductorem*. Nous répondrons que ces deux mots sont nécessaires, *debitorem* seul, bien entendu, eût été insuffisant ; *conductorem* seul ne l'eût pas été moins, puisque l'Interdit ne se donne au propriétaire contre son fermier, que lorsqu'il est débiteur des fermages. Cette explication est plausible : mais qu'elle satisfasse pleinement l'esprit, c'est une autre affaire. Le véritable texte contraire à l'extension de l'Interdit Salvien, sera toujours le texte de Gaius, auquel on peut ajouter la paraphrase de Théophile.

Pour nous résumer, nous croyons que, en l'état

des textes, il est impossible d'admettre l'extension de l'Interdit Salvien à d'autres rapports contractuels qu'à ceux de location.

Est-ce à dire que l'Interdit quasi-Salvien n'ait jamais existé ? Loin de nous cette pensée : — il a pu fonctionner ; mais point à l'époque classique ni même à celle de Justinien : descendons cinq siècles encore dans le moyen âge, jusqu'à la renaissance de ce droit romain qui fut si modifié par les Parlements. A cette époque, les commentateurs ont fait la loi, en paraissant se borner à l'interpréter : — ce fut un droit prétorien d'un nouveau genre. N'en médisons pas, cependant : — des institutions répondant à des besoins sérieux, et l'Interdit quasi-Salvien dut être du nombre, purent fonctionner : ce qui eût été impossible si des jurisconsultes éminents, bien que trompés sur ce point, n'eussent point assuré que telle était la raison écrite. La thèse qu'ils ont soutenue n'est pas d'ailleurs si invraisemblable, puisqu'elle a trouvé, même dans notre siècle, d'excellents esprits pour la défendre.

CHAPITRE VI.

EFFETS DE L'INTERDIT SALVIEN CONTRE LES TIERS. — RÉFUTATION DES THÉORIES DES PRINCIPAUX ROMA- NISTES.

L'Interdit Salvien s'exerce-t-il contre les tiers ? — Systèmes négatifs. — Le Président Favre : interpolation peu sérieuse proposée par lui. — Théorie de Van Water. — Système négatif de Puchta qui s'appuie sur l'analogie avec l'Interdit de *Præcario*. — Systèmes d'après lesquels l'Interdit Salvien peut être donné *utiliter* contre les tiers. — Théorie de Donneau. — Théories de Lauterbach, Bachovius, etc. — Système admettant que l'Interdit peut être exercé contre les successeurs du *conductor*. — Systèmes admettant l'exercice de l'Interdit contre les ayant-cause *ex causa conductionis* du preneur. — Théorie de Huschke. — Théorie de Gesterding : ses différences avec celle de Huschke. — Théorie de Ihering, admettant l'Interdit contre les tiers de mauvaise foi. — Système de Zimmermann. Hypothèse de Rudorff, établie sur le caractère prohibitif présumé de l'Interdit. — Théorie qui en découle. — Système isolé de Dernburg. — Système de Keller, d'après lequel l'action Servienne longtemps inusitée aurait été remplacée par l'Interdit Salvien.

La question que nous venons de discuter, celle qui a trait à l'existence de l'Interdit quasi-Salvien, est loin d'être aussi compliquée que celle-ci. Ici, comme tout à l'heure, le fort de la discussion porte encore sur le rescrit de Gordien (VIII, IX. C. *Prec. et Salv. int.*) : il porte aussi sur le texte de Julien

(I. D. *Salv. int.* XXXXIII, XXXIII) (1) ; la Glose s'efforce de rapporter les mots *adversus extraneum* du texte de Julien au seul débiteur, en l'opposant au copropriétaire du fonds, désigné sous le mot *ipse*, interprétation à rejeter : on ne peut croire que Julien ait désigné le colon par le mot *extraneus*. Remarquons que dans la seconde partie du même fragment on lit *adversus extraneos* au pluriel, et dans l'espèce il n'y a qu'un seul locataire : donc le mot *extranei* ne peut s'y rapporter.

Recours habituel à l'interpolation, déjà en plein usage au XVI^e siècle : Favre de Vaugelas, jurisconsulte savant, mais doué de trop d'imagination, dit que dans le paragraphe 1^{er} du fragment de Julien, le texte primitif ne portait point *Salviano interdicto*, mais *Serviano interdicto*, ce qui était une abréviation, à moins que ce ne fût une erreur de copiste pour dire : *Serviana, non interdicto*. Il pense du reste à une distraction du copiste : *non intelligens quidem sive interpres sive librarius* qui a écrit *Salviano* là où il fallait mettre *Serviana* : *Sive quod priores illas litteras Servia separatim sumptas nullius sensus esse videret, sive quod subiecta dictio non de alio quam de Salviano intelligi posse videretur, cum Servianum nullum sit interdictum.* —

1. Nous rappelons que le texte de Julien dit que l'interdit Salvien peut s'exercer *adversus extraneum*. Au contraire, d'après la constitution de Gordien, *id enim tantummodo adversus debitorem conductorem ve competit.*

L'interprétation trop ingénieuse du président du Sénat de Savoie n'eut pas de succès, et la phrase de la loi de Julien, prise isolément, *singuli adversus extraneum Salviano interdicto recte experientur* parut toujours signifier que l'interdit avait effet à l'encontre des tiers.

Néanmoins beaucoup de commentateurs combattirent cette opinion, se rangeant à l'avis de Favre, mais le soutenant pas d'autres arguments. Van Water, dans ses *observationes iuris romani* (1), estime la combinaison de textes imaginée par Favre un peu hasardée (*paulo audacior*). Le fameux texte de Julien est ainsi travesti par l'auteur hollandais : *Singuli adversus extraneum Serviano iudicio recte experientur*. — *Mea opinio est*, dit-il, *altum interdicti hic fuisse silentium.... mala manus disputationem pulcherrimam complicavit*. — C'était un procédé encore plus radical que celui de Favre : aussi s'éleva-t-il contre Van Water un *tolle* dans le monde des romanistes de l'époque : un auteur contemporain dit ironiquement de Van Water que : *si tam felix fuisset in interpretando, ac audax fuit in corrigendo, ipsum profecto Cuiacium non æquasset, modo, sed longo etiam intervallo post se reliquisset*.

Laissons les romanistes du XVII^e siècle discuter

1. *Observ. iuris romani*. XIV, p. 77 à 80 de l'édit. d'Utrecht.

entre eux, et voyons si le sens apparent de la phrase de Julien peut être combattu par d'autres arguments, émanés d'auteurs plus modernes :

Puchta (1) nous dit que l'Interdit Salvien ne peut être exercé contre les tiers, et ce, parce qu'il est modelé sur l'interdit *de præcario*, et ce que celui-ci ne vaut pas contre les tiers. On peut se demander quel rapport Puchta trouve entre l'Interdit Salvien et l'interdit de *præcario*. Sans doute, ils sont dans le même titre au Code, mais cela ne suffit point. Accordons néanmoins au savant romaniste allemand ses prémisses : il en résulte que l'Interdit Salvien n'est pas donné contre les tiers : le texte de Julien reste toujours, et les mots *adversus extraneum* demeurent inexplicables. D'après Puchta, *l'extraneus*, c'est tout individu qui n'est pas créancier hypothécaire : explication arbitraire. L'échec de Puchta peut nous montrer quel danger il y a à vouloir fixer le sens, dans la langue latine, d'une expression juridique qui n'a point de correspondant dans les langues modernes. *Extraneus* a-t-il le sens actuel de tiers : là nous paraît être la question. Mais la langue juridique moderne elle-même n'a pu donner un sens absolu et déterminé au mot tiers, puisque la signification en diffère à chaque texte dans notre

(1) *Institutionen* 44, 562, 273. *Pandekten* 328 et seq.

Code civil, les tiers de l'article 1321 n'étant pas ceux de l'art. 1328, ceux-ci n'ayant rien de commun avec ceux de l'art. 1338 : ne multiplions pas les exemples : Nous voulons seulement démontrer qu'avant d'entreprendre une discussion juridique de fond, il faudrait s'entendre d'abord sur la terminologie. Or, dans cette question difficile, dans cette *pulcherrima disputatio*, pour parler comme Van Water, la terminologie et même la grammaire latine jouent un grand rôle.

On aura une idée de l'influence de la linguistique dans cette question, quand on saura que la renaissance des lettres grecques en Occident a encore contribué à l'obscurcir. Van Water, par exemple, voit que dans les Basiliques, au titre *περὶ Βιαιῶς πραγμάτων ἀρπαγεντων, καὶ περὶ οὐλοαγωγίας, καὶ περὶ βιαῶς ἐνοπλοῦ*, les commissaires de Léon se sont servi, dans un texte qui correspond à celui de Julien, du mot *κινεῖ* : or, d'après lui, on ne dit point *κινεῖν ἰντερδικτον*, *κινεῖν παρὰγγελμα*, mais seulement *κινεῖν ἀγωγήν*, *agere actionem*. Or, si *ἀγωγή* est sous entendue, et elle l'est évidemment, ce ne peut être que *ἡ Σερβιανῇ ἀγωγή*, et alors ce n'est plus de l'Interdit Salvien qu'il s'agit.

Le point de départ de cette théorie est absolument faux : le mot *ἀγωγή* s'emploie indifféremment comme synonyme de *παρὰγγελμα*, interdit, et par conséquent le jurisconsulte qui s'est servi du verbe

zelusiv pouvait avoir en vue aussi bien l'Interdit Salvien que l'action servienne.

Puchta croit que l'interdit non seulement ne s'exerce pas contre les tiers, mais que, s'il s'exerce dans le texte de Julien contre le copropriétaire, il s'agit seulement d'une exception ; simple affirmation de la part de Puchta, et dont il n'apporte aucune preuve.

Bachofen (1), est, comme Puchta, persuadé que l'Interdit Salvien ne peut être exercé contre les tiers : il fait entrer en scène le fameux rescrit de Gordien : (C. VIII. IX). *non interdicto Salviano, ... sed serviana actione* (2). Nous verrons plus loin en détail ce qu'il faut penser de ce texte.

Il s'est fait beaucoup de transactions entre commentateurs ennemis dans la grande querelle sur l'Interdit Salvien. Certains n'admettent pas que l'interdit soit donné contre les tiers : d'autres l'admettent au contraire : — une troisième catégorie est éclectique : elle admet que l'interdit fonctionne contre les tiers, mais seulement à l'état utile et non à l'état direct. L'exclusion de l'interdit dans le rescrit déjà si sou-

(1) Pfandrecht. 47 et seq.

(2) *Non interdicto Salviano (id enim tantummodo adversus conductorem debitoremve competit) sed serviana actione, vel quæ ad exemplum eius instituitur utilis, adverseus emtorem exercenda*, texte qui, au premier abord, semble exclure l'exercice de l'interdit Salvien contre les tiers.

vent cité, de Gordien, se référerait, d'après cette opinion intermédiaire, à l'Interdit Salvien direct, mais non à l'interdit utile. Quels sont les arguments à l'appui de cette opinion ? le passage du *præmium* de Julien dans lequel l'interdit utile est rendu contre l'acquéreur de l'*ancilla* soumise au gage : il s'agirait encore du même interdit utile dans le paragraphe 1^{er} du même texte. Cette explication, plausible après tout, du texte de Julien, une fois donnée, reste toujours le rescrit de Gordien : il faudrait, pour accorder les deux textes, en admettant cette interprétation du premier, dire que le second se réfère aussi à l'Interdit utile. Mais il est bien douteux que cette explication puisse se donner des mots *non interdicto Salviano*. Pourquoi ? Mais regardons le soin que Gordien met à distinguer la voie directe de la voie utile, à propos des Actions Serviennes : il serait bien invraisemblable qu'il n'eût pas fait la même distinction pour l'Interdit Salvien.

Donneau (1) est un de ceux qui croient que l'Interdit se donne contre les tiers. Les mots *adversus conductorem debitoremve* du rescrit de Gordien signifient *adversus conductoris rem debitorisve*. Voilà quel serait alors pour Donneau le sens du rescrit de Gordien : il faudrait distinguer, de deux choses l'une,

1. Donneau, *commentaria in Cod. ad leg. 4. H. I. et commentaria de iure civili* lib. XV, cap. XXXVII, n° 9.

ou bien au moment de l'exercice de l'Interdit l'objet soumis au gage est la propriété du débiteur, et alors aucune difficulté, ou l'objet a été aliéné, et alors droit de suite s'exerçant contre le tiers acquéreur, au moyen de l'Interdit utile.

D'autres commentateurs admettent bien que l'Interdit fonctionne contre les tiers, mais ils délimitent ces tiers d'une façon extrêmement restreinte : tous ceux qui ont eu une place quelconque dans le contrat de *locatio conductio*, qu'ils soient héritiers ou ayants cause à un titre quelconque du preneur primitif.

Qui sera donc en dehors de cette catégorie de tiers ? Ce seront tous ceux qui auront eu affaire à un créancier autre que le propriétaire, cette distinction peut paraître un peu compliquée : n'oublions pas que la question qui nous occupe ne peut se séparer ici d'une autre, celle de l'Interdit quasi-Salvien : les commentateurs dont nous parlons à présent sont de ceux qui ont admis que l'Interdit Salvien fonctionnât au profit de créanciers autres que le bailleur, mais qui n'admettent pas qu'au cas d'aliénation, le droit de suite puisse être exercé à l'encontre de tiers qui seraient les ayants-cause du débiteur hypothécaire autre que le preneur. La formule que nous venons de donner est confuse, prolix, ne s'énonçant pas bien, peut-être parce qu'elle ne se conçoit pas facilement ; néan-

moins elle paraît résumer les systèmes d'un certain nombre d'auteurs, dont nous devons au moins signaler les théories, tels que Lauterbach dans sa *Collectio Pandectarum*, Bachovius dans son traité de *Actionibus*, Feltmann dans son interprétation des *Institutes*, Berger dans son commentaire général sur l'Interdit Salvien, etc.

Quelques auteurs admettent l'exercice de l'interdit Salvien contre les successeurs du débiteur gage, je veux dire du preneur, mais ne l'admettent pas contre ses autres ayants-cause. — Pourquoi cette distinction que rien dans les textes n'autorise ? Une fois qu'on est entré dans la voie de l'arbitraire, on ne sait où on s'arrêtera. — D'autres distinguent entre les tiers possesseurs de mauvaise foi et les tiers possesseurs de bonne foi. — Naturellement l'Interdit fonctionnerait contre les premiers et non pas contre les seconds : il y aurait, *mutatis mutandis*, quelque chose rappelant le système de l'action paulienne. Quels sont ces auteurs ? Ce sont : Brunne-mann, dans son *Commentarium in Codice*, Werber (Erläut des Pandekten), Lauterbach, etc. — Autre distinction faite par les mêmes auteurs entre les tiers acquéreurs *cum titulo*, et les tiers acquéreurs *sine titulo* : division qui ne se confond point avec la précédente.

Revenons à des commentateurs plus autorisés :

d'après Huschke (1) l'Interdit Salvien aurait été donné contre le débiteur gagiste (nous employons ces mots, bien entendu, *secundum subjectam materiam*) et contre ses successeurs : élargissons l'expression, contre ses ayants-cause, mais seulement contre ses ayants-cause à titre de *locatio conductio*; restriction absolument nécessaire, suivant Huschke, à cause des mots : *de rebus coloni* qui se trouvent dans la définition donnée par les Institutes. A quoi les généralisateurs de l'exercice de l'interdit répondent, comme ils l'ont fait déjà dans la question de l'interdit quasi-Salvien, qu'il s'agit encore ici du *quod plerumque fit*. D'ailleurs, disent-ils, si l'on peut concevoir la restriction ou la généralisation totale, il est bien plus difficile de s'arrêter à mi-route et de donner l'Interdit contre les successeurs du *conductor* aussi bien que contre le *conductor* lui-même. L'expression *adversus conductorem* de la loi 1 au Code VIII-IX semble bien, du reste, se restreindre au fermier lui-même. Contre qui pourrait donc être exercé l'interdit, si on ne limite cet exercice au *conductor* lui-même et à ses ayant-cause, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux? Ce sera évidemment contre ceux qui, à la suite d'un délit, se seront mis en possession des *invecta et illata* soumis au gage. Ce qui pourrait faire croire que

1, Studien, 1, 378-385,

l'interdit Salvien s'exerçait contre les détenteurs à titre délictueux, c'est la rubrique même du titre des Basiliques où il est question de notre interdit: ἀπαγορευ-
των, et le fait que l'Interdit Salvien y est mêlé avec l'Interdit *Unde vi*. Toutefois, ce serait probablement user un peu trop d'arguments de textes, et même d'arguments d'emplacement de textes, ce qui est encore plus dangereux, surtout dans les Basiliques.

Revenons à la doctrine de Huschke. Il semble admettre que l'Interdit Salvien ne peut jamais s'exercer que contre le *colonus* lui-même, ou ceux qui ont contracté avec lui, ou bien entendu, contre ses successeurs, mais jamais contre ceux qui seraient entrés en possession de l'objet du gage en dehors de toute convention, par exemple, si cet objet eût été *derelictum*; à *fortiori* quand des tiers s'en étaient emparés *vi aut clam*.

Gesterding (Pfandrecht II, 414 et seq.) soutient aussi une théorie à peu près analogue à celle de Huschke, à savoir qu'il était possible au bailleur de se servir de l'Interdit Salvien contre certains des ayants-cause du preneur. Mais Gesterding fait ici une distinction que ne faisait pas Huschke : il sépare nettement deux hypothèses : celle où l'Interdit Salvien s'exercera contre le colon lui-même, et alors on aura le fonctionnement normal de l'interdit, ou bien l'objet du gage aura été vendu, se trouvera

entre les mains d'un tiers, et dans ce dernier cas l'interdit ne fonctionnera que *utiliter*. C'est ainsi, un peu arbitrairement il faut l'avouer, que se concilient la loi de Julien et le rescrit de Gordien. Nous terminerions ici cette revue rapide des auteurs qui admettent l'exercice limité de l'Interdit Salvien contre les tiers, si nous n'avions encore à citer l'opinion de M. Ihering.

Ihering (1) admet qu'on puisse se servir de notre interdit contre les tiers acheteurs des *invecta* et *illata*, en cas de concert frauduleux entre l'*emplot* et le *conductor* vendeur. Ce serait à une application de cette espèce que se référerait le texte de Julien. Il n'y a point de dol, d'après Ihering, quand le créancier consent à la vente, *salva pignoris causa*. Alors le bailleur s'est dépouillé lui-même du droit d'exercer l'interdit, mais il a, à un autre titre, l'exercice de l'action quasi-servienne. Mais alors, pourrait-on objecter à Ihering, il faudrait torturer les textes pour qu'ils s'appliquassent à cette théorie, surtout les mots *adversus extraneum* du texte de Julien, auxquels nous devrions alors donner un sens bien restreint.

Nous venons d'examiner les systèmes d'une série de commentateurs qui admettent l'exercice de l'In-

(1) Jahrb. f. d. Dogm. X, 514.

terdit Salvien contre les tiers, mais d'une façon plus ou moins limitée. D'autres vont plus loin et ne craignent pas d'admettre la compétence de l'interdit contre les tiers quels qu'ils soient :

Zimmern (1), dans le but de concilier le rescrit de Gordien et la loi de Julien sur ce point délicat, nous dit que la constitution 1, au Code, proc. et S.I. est écrite dans l'hypothèse que voici : un créancier, à un titre tout autre qu'à celui de bailleur, désirant se servir de l'Interdit Salvien, s'adresse à Gordien. Le prince lui répond : Sans aucun doute vous pouvez faire valoir votre droit de gage contre l'acheteur, mais ce ne sera pas par le moyen de l'Interdit Salvien : *id enim tantummodo adversus debitorem conductoremve competit*, mais par celui de l'action servienne, ou quasi-servienne. Zimmern ramène ainsi la fameuse incise *debitorem conductoremve* à nier simplement la possibilité d'exercer l'interdit dans d'autres cas que dans celui de bail : pour parler un langage connu, le texte signifie simplement la négation de l'Interdit quasi-Salvien et pas autre chose : donc rien n'empêche l'Interdit Salvien de se donner contre les tiers. Cette opinion de Zimmern peut être réfutée : on aura beau argumenter de la basse latinité du temps de Gor-

(1) Linde's Zeitschr. I, 54

dien : il sera bien malaisé à un lecteur non prévenu de regarder *conductorem debitoremve* comme synonyme de *debitorem ex causa conducti*.

M. Machelard adopte la conclusion de Zimmern, « tout en avouant, dit-il, que ce n'est pas celle qui « s'offre le plus naturellement. Il s'agirait dans « l'espèce, d'un créancier autre qu'un *locator*, « comme le prouve la mention de l'action utile « servienne. Tout ce que veut dire Gordien, c'est « que l'exercice de l'Interdit Salvien suppose pour « débiteur un *conductor*,... etc. »

Thibaut, en 1828, a résumé tous les systèmes qui se sont fait jour sur la question de l'exercice de l'interdit Salvien contre les tiers : il les divise en six groupes. Nous croyons parfaitement superflu d'entrer dans des détails qui ne sont que de la pure érudition. Il faut néanmoins signaler encore une autre théorie, qui échappe, par sa date, à la classification du professeur de Heidelberg : nous voulons parler de la théorie de Rudorff (1).

Rappelons-nous qu'au début de cette étude nous avons classé les diverses restitutions de formules qui avaient été proposées pour l'Interdit Salvien : nous avons cité celle de Rudorff, qui en fait un interdit prohibitif. Cette question préjudicielle

(1). Zeitschrift für ges. Recht, XIII, 220-225.

résolue, et peut-être un peu arbitrairement tranchée par Rudorff, les conséquences juridiques vont en découler aisément : *vim fieri veto*, a dit le prêteur, défense qui s'appliquait à tous, au *conductor* et aux tiers. L'interdit ne cesse, toujours selon Rudorff, qu'au cas d'aliénation par le *conductor*. La réserve du droit de gage, la *salva causa pignoris* éventuellement insérée par le créancier dans son consentement à l'*emptio venditio des invecata et illata*, avait l'effet de conserver l'action Servienne : mais, de l'Interdit Salvien, il ne saurait plus en être question. Quelle est l'hypothèse fabriquée par Rudorff pour servir de thème au rescrit de Gordien ? La voici : le demandeur a obtenu une hypothèque, disons *lato sensu* une sûreté réelle, comme garantie d'un avantage qui aura été par lui concédé au défendeur : supposons un *mutuum* ; c'est l'hypothèse la plus pratique et la plus simple à la fois. Ensuite à la requête de l'*accipiens*, le *tradens* a consenti à la vente des objets soumis au gage, se réservant ce que les modernes appelleraient un droit de suite. Que se passera-t-il maintenant ? Le créancier pourra-t-il se servir de l'Interdit Salvien ? — Non, répondent les bureaux du conseil princier, car il n'est pas question de louage, mais de *mutuum* ou de *commodat*, et en second lieu, et voici ce qui caractérise la théorie de Rudorff, parce que le débiteur n'a pas été *vi deiectus*,

mais qu'au contraire il y a consentement du débiteur et aussi du créancier. D'où renonciation implicite à l'Interdit Salvien. Le demandeur se trouve-t-il forclos, dans l'espèce ? Point du tout : il a à son usage l'action Servienne, à laquelle il n'a entendu renoncer en aucune manière.

Pour ingénieuse que paraisse l'explication proposée par Rudorff, elle ne laisse pas de soulever encore des difficultés : — il est certain que Rudorff a donné une importance exagérée à la phrase « *si te non remittente pignus* » : il tire de ces mots un argument pour soutenir qu'il y aura pour le créancier une solution, pour ainsi dire, intermédiaire, au point de vue de sa société réelle : plus d'Interdit Salvien, mais Action Servienne. Que si, plus imprudent encore, il eût fait remise du *pignus*, alors, conclusion complète : plus aucun moyen d'agir, l'Action Servienne manquant aussi bien que l'interdit.

Une opinion isolée, sur la question de la loi 4 au Code, H. T. est celle de Dernburg (1) : deux situations d'après lui : ou bien les objets *invecta* sont encore sur le fonds loué et alors, exercice de l'interdit possible contre les tiers : ou bien les objets ont été déplacés, et alors droit de suite limité, pendant le délai d'un an seulement, contre le possesseur de

(1) Pfandrecht 1. 59. 60-11. 343 et seq.

fait, auteur de la soustraction, et qui avait connaissance du gage. A l'appui de cette thèse, Dernburg de citer le rescrit même de Gordien. Dans l'espèce, d'après lui le délai d'exercice du Salvien contre les tiers était expiré, mais l'action hypothécaire subsistait, non encore prescrite.

A tous ces systèmes que les uns rejettent, les autres admettent, ou absolument, ou *parte in qua*, l'exercice de l'Interdit Salvien contre les tiers, on peut encore opposer une autre théorie, qui admet une évolution dans la législation, ce qui permet de regarder à la fois et la loi de Julien et la constitution de Gordien, comme l'expression exacte du droit de leur temps. Julien est antérieur à Gordien : L'évolution se serait produite entre les deux époques : l'interdit, valable contre les tiers à l'époque de Julien, ne l'aurait plus été que contre le seul *conductor* à celle de Gordien. L'interdit se serait donc resserré, resserré sur lui-même, et aurait perdu ainsi une grande partie de son importance. Une évolution en sens contraire paraîtrait pourtant plus satisfaisante à l'esprit : elle existe si l'on met en regard le texte tant de fois répété de Gordien et la suite de la paraphrase de Théophile. Théophile nous dit après avoir défini l'Interdit Salvien : *ἐὰν γὰρ ἄγνωμονήσῃ κατὰ παντός κατεχόντος τὰ του κολωνου πράγματα κινήσεται τὸ Σαλβικνειον ἰντερδικτον*. Les mots à retenir sont

κατα παντος κατεχοντος; ils ont le sens de *adversus omnem possessorem* et ne peuvent laisser place à aucun doute. Est-ce une inadvertance de Théophile? nous ne le croyons pas, et voici pourquoi : il est certain que l'Action Servienne était donnée contre les tièrs ; or les Institutes se servent de termes presque identiques pour caractériser l'Action Servienne et l'Interdit Salvien. Elles disent, à propos de l'Interdit Salvien : *eoque utitur dominus fundi de rebus coloni quos is pro mercedibus fundi pignori futuras pepigisset*, et à propos de l'Action Servienne (7. 1.-act, 4-6). *Serviana..... experitur quis de rebus coloni quæ pignoris iure pro mercedibus fundi ei tenentur*. Voilà donc une série d'arguments sérieux qu'on peut opposer à la théorie évolutionniste : celle-ci prétend avoir raison du désaccord qui existe entre les textes romains en admettant un changement législatif ; mais si elle entre dans cette voie, elle est contrainte d'en admettre, non pas un, mais deux, et en sens contraire, l'un dans le sens restrictif, entre l'époque de Julien et celle de Gordien, l'autre, au contraire, dans le sens extensif, de Gordien à Justinien.

Keller (1) s'efforce de répondre à cette objection sérieuse : on pourrait croire que ses efforts porteraient sur la paraphrase de Théophile, comme étant

(1) *fahrbücher f. dd. Recht.* XXII. 970 et seq. id. 980.

le texte le moins solide de tous ceux qui sont en présence : il n'en est rien : il n'attaque ni la vérité, ni la science de Théophile. La rigueur des principes juridiques et la pratique ont différé à toutes les époques. Au temps du jurisconsulte Julien, l'Interdit Salvien était général dans ses effets contre les tiers : mais, entre la belle époque classique et le principat de Gordien, une innovation très importante eut lieu dans le système des sûretés réelles romaines : l'Action Servienne apparut. Son effet fut de restreindre le domaine de l'Interdit Salvien à un rôle plus modeste : le rescrit de Gordien en fait foi. Mais cet effacement de l'interdit devant l'action nouvelle n'était que théorique. Toutefois, toujours d'après Keller, les jurisconsultes attachés à la Chancellerie du prince n'entendaient rien à la pratique : l'effet général de l'Interdit Salvien contre les tiers leur parut impossible, illogique, inutile même après l'innovation du préteur *Servius* : aussi à la demande formulée par Ariston, répondirent-ils par la négative. Mais cette solution, toute d'espèce, donnée par des jurisconsultes officiels qui tenaient outre mesure à la rigueur des principes, ne changea rien dans les faits : la pratique continua d'admettre les effets de l'Interdit Salyien contre les tiers, même trois siècles après Gordien, à l'époque de Justinien et de Théophile. En réalité, la juris-

prudence était la même à l'époque de Julien et de Théophile : elle dut être telle aussi pendant toute la période intermédiaire.

La théorie de Keller repose, en somme, sur le respect des Romains pour leurs vieilles institutions, même inutiles : — il y aurait eu ici une sorte de survivance de l'interdit, au moins dans l'une de ses plus importantes applications. Mais l'importance que Keller attachait, dans sa pensée, à cette survivance, peut nous paraître bien exagérée : il est plus que douteux que l'Action Servienne ne fût pas encore entrée complètement dans la pratique à la fin du troisième siècle ; l'extension de l'action servienne elle-même, la création de l'action quasi-servienne, enfin toute l'histoire du droit hypothécaire romain nous semblent protester contre la théorie de Keller. En outre, le savant romaniste allemand paraît avoir commis un anachronisme en supposant que l'action servienne ne fût pas encore connue au temps de Julien.

Si nous repoussons l'explication de Keller, et nous sommes contraints de le faire, nous trouvons toujours en présence les trois textes de Julien, de Gordien et de Théophile. L'option nous est accordée, ou d'admettre l'évolution entre Julien et Gordien, en laissant de côté provisoirement Théophile, ou bien entre Julien et Théophile, en négligeant le

texte de Julien. L'évolution, supposée effectuée entre Julien et Gordien se fût accomplie un peu rapidement, et ici l'objection de Keller, sur l'attachement des Romains à leurs vieilles institutions, reparaît dans toute sa force. L'apparition de l'action servienne à cette époque semble une affirmation anti-historique : — d'ailleurs, si la restriction de l'Interdit Salvien fut due à la création de l'action servienne, on pourrait se demander pourquoi l'interdit ne disparut pas tout entier à cette époque : Un semblant de réponse nous sera donné par Hagiothéodorite (1) dans une scholie des Basiliques, mais cette réponse prouve trop pour prouver quelque chose : si l'interdit avait une supériorité sur l'action dans la rapidité de la procédure, ç'aurait été un motif de plus pour conserver les effets généraux qu'il produisait au début.

(1) Voyez *citra* la note sur Hagiothéodorite à la page 21.

CHAPITRE VII.

RÉFUTATION DU SYSTÈME DE LENEL.

Système évolutionniste de Lenel. — Rôle de la loi 10 *Pignoribus et hypothecis*. — Invraisemblance historique des interpolations proposées par Lenel. — Système contraire à celui de Lenel, qui paraît plus vraisemblable. — L'Interdit Salvien précédant l'action servienne dans cette évolution. — Parti qu'on peut tirer du 10^e digeste, titre *περί ενχυρῶν*, aux Basiliques.

Lenel (1) croit à une évolution, mais en sens inverse de celles indiquées plus haut : il va de la restriction à la généralisation. D'après cet auteur, l'interdit, à l'époque classique, ne valait que contre le seul *conductor* : les compilateurs des Pandectes l'étendirent contre les tiers. Que fait donc dans le Digeste la loi 1 au Code, *prec. et Salv. Int.* VIII, IX ? elle y est restée par mégarde, ou peut être pour l'harmonie, de même que le contrat *litteris* aux Institutes. Restent donc les deux textes de Julien, 1 et 2 au Digeste, XLIII, XXXIII : mais, si on les admet, quelle évolution y a-t-il donc eu ? Exercice de l'In-

(1) *Quellenf. in den. Ediktcomment.* § 2. *Zur. int. Salv.* Zeichs. der Savigny Stiftung. 1883, p. 480.

terdit Salvien contre les tiers à l'époque classique, même exercice sous Justinien : rien ne paraît changé dans la législation romaine. Si, nous dit Lenel, les textes de Julien sont interpolés : on les fait se rapporter à l'Interdit Salvien, mais originellement ils se référaient à l'action servienne ; l'interpolation se produisit-elle par mégarde ? Non, elle eut lieu de parti pris, au dire de Lenel, dans le but précisément de rendre l'exercice de l'interdit praticable contre les tiers. Donc, et des textes de Julien qu'on a fait artificiellement se référer à l'Interdit Salvien, et de la paraphrase de Théophile résulte que, à n'en pas douter, l'interdit pouvait, à l'époque de Justinien, être donné contre les tiers. Le rescrit de Gordien nous prouve qu'à la fin de l'époque classique, l'interdit au contraire était restreint au seul *conductor*. Le plus difficile est de prouver l'interpolation des textes de Julien : Lenel y parvient en se référant à un fragment d'Ulpien, la loi 10, de *Pignoribus et Hypothecis*. D. XX. 1. — Prenons ces textes l'un après l'autre, et nous verrons qu'ils se reproduisent presque littéralement. Voici d'abord le texte de Julien qu'on nous permettra de répéter encore une fois, *utilitatis causa* : *Iulianus. lib. XLIX digestorum* (1, § 1. D, de Sal. Int. 43. 33). *Si colonus res in fundum duorum pignoris nomine intulerit, ita ut utrique in solidum obligatae essent, singuli adversus extraneum Salviano*

interdicto recte experientur : — voici le texte d'Ulpien correspondant à ce membre de phrase : (L. 10. D. P. et H. 20. 1). *Ulpianus lib. 73 ad Edictum : Si debitor res suas duobus simul pignori obligaverit, ita ut utrique in solidum obligatæ essent, singuli in solidum adversus extraneos Serviana utentur.* — La fin des deux textes permet aussi de curieux rapprochements. Voici d'abord le texte de Julien : *Inter ipsos vero si reddatur hoc interdictum, possidentis conditio melior erit, at si id actum fuerit, ut pro partibus res obligaretur, utilis actio et adversus extraneos dari debet, per quam dimidias partes possessionis singuli adprehendent.* Et dans le texte d'Ulpien on lit : *Inter ipsos autem si quæstio moveatur, possidentes melior esse conditionem : dabitur enim possidenti hæc exceptio. « Si non convenit, ut eadem res mihi quoque pignori esset ». Si autem id actum fuerit ut pro partibus res obligarentur, utilem actionem competere et inter ipsos et adversus extraneos, per quam dimidiam partis possessionem adprehendent singuli.*

De cette ressemblance frappante entre les deux textes, Lenel conclut que la loi 1, Int. Salv. se référait à l'action servienne : (1) l'interpolation fut faite,

(1) Ce qu'il y a de curieux, c'est que Lenel lui-même propose, dans son *Edictum perpetuum* (p. 266. Leipsig, 1883), une interpolation en sens inverse. Un texte, se référant originairement à l'Interdit Salvien, aurait été interpolé pour qu'il se rapportât dorénavant à l'action servienne. Ce texte est la loi 21 Pet. H. — *Si debitor ser-*

mais maladroitement : il resta dans le texte des mots ne pouvant se référer qu'à l'action Servienne, comme les mots *utilis actio* (*utilis actio et adversus extraneos et inter ipsos dari debet*). Cette permanence du mot *actio* est donc encore une présomption pour Lenel de l'exactitude de son système : présomption non pas absolue, il est vrai, car le mot *actio* est pris parfois comme synonyme d'*interdictum*.

Le système de Lenel est ingénieux : toutefois il se heurte à une objection sérieuse : l'Interdit Salvien est antérieur à l'action servienne ; il serait donc peu logique que l'on changeât le sens d'un texte relatif à une institution plus ancienne pour qu'il s'appliquât à une institution plus récente. Nous croyons donc que le système évolutionniste de Lenel gagnerait encore à être pris à rebours et que de la ressemblance anormale des textes d'Ulpien et de Julien résulterait ceci : que le texte de Julien (1. S. I.) se rapporte bien à l'Interdit Salvien, que l'autre texte a aussi trait au même interdit et qu'il a été en partie copié sur le texte de Julien par Ulpien, de sa nature grand compilateur et grand copiste. Tribonien et ses complices, s'il est permis de s'exprimer ainsi, se permettent une fois de plus de rapporter à une institution ce qui a trait à une autre, et le fragment d'Ulpien

vum, quem à non domine bona fide emerat et pigneravit, teneat, Servianæ locus est, etc.

sur l'Interdit Salvien (10, P. et H.), qui ne disait rien de bien neuf à la vérité, et faisait double emploi avec celui de Julien, a été jugé pouvoir servir à l'action servienne. Reste contre nous, en faveur du système de Lenel, le mot *utilis actio* employé par Julien, mais, nous l'avons déjà dit, et nous invoquons ici l'autorité d'Ulpien, *interdicta quoque actionis verbo continentur*.

Voici maintenant un nouvel argument en faveur de ce dernier système : l'évolution indiquée par Lenel prise à rebours : il découle d'un texte des Basiliques, le dixième digeste au titre *περὶ ἐνεχυρων* (B. XXV, II, 10), correspondant au fragment 10 P. et H. Ce texte grec ne donne pas au demandeur l'action servienne comme le texte latin, mais bien l'action quasi-servienne ou hypothécaire ; Ἐὰν δυσὶν ἅμα τὸ αὐτὸ ὑπόθωμαι, εἰ μὲν ἕκαστος εἰς ὀλόκληρον, κατα μὲν ἑξωτικοῦ ἕκαστος εἰς ὀλόκληρον κινεῖ τὴν ἐπὶ τῇ ὑποθήκῃ αγωγὴν ; n'oublions pas, ce qui a son importance, que l'action servienne et l'action quasi-servienne paraissent parfaitement coexister à l'époque des Basiliques. En suivant ce système d'interpolation (la loi 10 P. et H. se référant primitivement à l'Interdit Salvien), nous voyons que le fragment a subi deux interpolations successives (1) (et nous prenons ce mot dans son sens

(1) Cf. Accarias, II. p. 1365, note 3. Cf. également B. LX, XVII, κή. Le texte des Basiliques emploie le mot *ὑποκείσθαι*. Pour l'action elle-même il ne nomme pas l'action servienne ou quasi-servienne : ὀρθῶς κινεῖ. Cf. aussi la scholie sous ce même fragment : οὐτιμὴν

le plus large quand il s'agit de la rédaction des Basiliques) : 1^o une interpolation intermédiaire entre l'époque d'Ulpien et celle du Digeste, dans le but d'appliquer l'action servienne dans un cas qui était primitivement du domaine de l'Interdit Salvien : 2^o une interpolation, ou plus exactement une modification dans les textes, sanctionnant évidemment une modification dans la pratique, qui se manifeste pour la première fois dans les Basiliques. Un texte, à lui seul, ce qui semble assez curieux, la loi 10 *Pignori- bus et Hypothecis* nous permettrait de voir la triple évolution des sûretés réelles romaines, dans l'ordre chronologique suivant : Interdit Salvien, action servienne, action hypothécaire. De plus, cette conjecture intéressante une fois adoptée nous aurions des données historiques (quoique assez indéterminées il est vrai quant aux dates) sur l'époque où s'employaient surtout l'Interdit et les deux actions serviennes, l'action servienne remplaçant l'Interdit Salvien pendant l'espace très long qui s'écoule entre Ulpien et Justinien, et l'action hypothécaire proprement dite (ἡ ἐπὶ τῇ ὑποθηκῇ ἀγωγή) ne remplaçant la servienne que beaucoup plus tard qu'on ne le croit généralement. On ne nous fera pas dire que l'action hypothécaire n'existait pas à l'époque classique :

ἡ δὲ διδασθαι ὑποθηκαρίαν ἀγωγήν. M. Accarias (*loc. cit.*), pense que les compilateurs du Digeste ont à tort, laissé le mot *Serviana* au lieu de le remplacer par *quasi-Serviana* ou *hypothecaria*.

nous ne prétendons pas écrire contre l'évidence, mais la grande extension de l'action quasi-servienne le moment où elle remplaça presque complètement les actions réelles spéciales dont elle dérivait, fut sans doute assez tardif. Il est sans doute bien téméraire d'essayer de faire l'histoire d'une partie du droit romain sur un texte, mais l'on conviendra que s'il est un fragment qui s'y prête à lui tout seul, c'est bien la loi 10 *Pignoribus et Hypothecis*.

Que si nous revenons maintenant au système de Lenel, la loi 10 *Pignoribus et Hypothecis* ne nous indique plus cette triple évolution, si curieuse et si vraisemblable, mais deux évolutions en sens inverse, l'action servienne cédant la place à l'Interdit Salvien qui lui est antérieur, puis se maintenant à côté de lui dans la loi 10 P. et H. sans qu'on puisse dire pour quelle raison : le système de Lenel est donc invraisemblable au point de vue historique.

Voilà donc maintenant, revenant à l'Interdit Salvien lui-même, une nouvelle solution qu'on peut admettre : adopter le système de Lenel, sauf à renverser son système d'interpolation : considérer les textes de Julien comme se référant à l'Interdit Salvien et le texte d'Ulpien également : donc, exercice de l'Interdit Salvien contre les tiers : mais alors la difficulté vient du rescrit du Gordien et aussi du *κατα παντος κατέχοντος* de Théophile.

CHAPITRE VIII

LA VÉRITÉ DU *κατα παντος κατεχοντος*, PROUVÉE PAR LES NÉCESSITÉS RURALES.

Nature des cultures romaines. — Peu de garanties données au bailleur par le mobilier vif. — Usages français à ce sujet. — Le mobilier vif se composant surtout de bestiaux à l'époque de l'Empire. — Textes protégeant les propriétaires de bestiaux. — Titre *de Abigeis* au Digeste. — Législation française moderne. — Loi du 12 juillet 1892. — Le bailleur rural complètement désarmé depuis cette loi.

Après avoir exposé cette multitude de systèmes et les avoir réfutés (car tous sont réfutables) le dossier du procès peut sembler établi. Reste à déposer nos conclusions : — nous penchons à donner la solution suivante, qui n'a rien de bien ingénieux, mais qui ne se heurte à aucune impossibilité : — l'Interdit Salvien à l'époque de Julien est donné contre les tiers : nous ne reviendrons pas sur des textes déjà examinés tant de fois. Il s'exerce encore contre les tiers à l'époque de Théophile : l'argument tiré du *κατα παντος κατεχοντος* semble irréfutable : le rescrit de Gordien n'est qu'une solution d'espèce, se référant à une hypothèse que nous ne connaissons

peut-être pas très bien sous tous ses aspects. Quant à admettre deux évolutions successives en sens inverse, l'une avant Gordien, l'autre après lui, cette hypothèse nous paraît par trop invraisemblable. Dans l'état des textes tels que nous les connaissons, nous devons dire que la législation n'a point varié : que l'Interdit a pu être exercé de tout temps contre les tiers.

Voilà donc ce qui, après bien des réflexions, nous paraît ressortir des textes : mais il y a d'autres motifs, d'ordre exclusivement pratique ceux-là, qui nous incitent aussi à penser que, à toute époque du droit romain, l'Interdit Salvien pouvait s'exercer à l'encontre des tiers. Cela tient à la nature essentiellement mobile de la *res coloni* soumise au gage : qu'on se rappelle la nature des cultures italiques, la prédominance presque exclusive des prairies naturelles, l'élevé du bétail qui en était la conséquence. Sans rappeler l'origine première et étymologique du mot *pecunia*, sans dire que le mot Italie lui-même vient de *italus*, *id est vitulus*, en suivant l'opinion de Varron, il nous est permis de nous souvenir que, d'après Properce, sur les collines où Rome fut plus tard bâtie,

Evandri profugæ concubuerunt boves.

Cette citation n'est point isolée : un grand nombre de monuments littéraires nous prouvent que,

dans les origines romaines, l'élève du gros bétail était à peu près la seule occupation des vieux quirités de la campagne, et que la Rome d'Auguste en avait souvenance. C'est encore Properce qui nous dit :

Et Tiberis nostris advena bubus erat.

Sous l'Empire, rien ne fut changé aux cultures. Il fallait du blé pour nourrir le peuple romain : il fut demandé à l'Égypte et à l'Afrique : l'Italie continua, comme autrefois, à produire des troupeaux. Les riches patriciens appliquaient dans leurs terres, situées aux quatre coins du monde, la loi féconde de la division du travail : témoin ce Callistrate dont parle Martial :

Magnaue niliacæ servit tibi gleba Syenes :

Tondet, et innumeros, gallica Parma greges

Il est impossible d'exprimer plus nettement l'antithèse entre l'Italie et le reste de l'univers. — L'agriculture d'une contrée a toujours une influence considérable sur sa législation : on peut dire que cette influence est absolue chez les nations primitives. Pour rester dans le droit romain, on sait avec quels détails est réglée la question des *Saltus æstivi* et des *Saltus hiberni* à propos de l'Interdit *Uti possidetis*. Il est impossible que cette même influence ne se soit point exercée vis-à-vis de l'Interdit Salvien. Le mobilier vif est le gage qui offre le moins de sécurité

au bailleur, à cause de la facilité du déplacement : voilà pourquoi, dans certaines parties de la France, le propriétaire de prairies naturelles exige de l'éleveur de bestiaux le paiement anticipé de ses fermages. Que si l'Interdit n'eût pu être exercé que contre le preneur, en suivant le système du rescrit de Gordien, son utilité pratique eût été à peu près nulle. Or, l'Interdit Salvien a exclusivement une origine italique : monument de législation répondant aux nécessités rurales locales, il ne pouvait laisser le *dominus*, le propriétaire du *latifundium*, habitant sa villa de Pouzzoles ou de Baïes, désarmé vis-à-vis des fraudes trop faciles de son fermier, qui, loin de lui, dans les pâturages de l'Apennin eût pu abandonner les lieux loués, emmenant avec lui tout le bétail ; il n'y aurait donc pas eu de sanction efficace pour le propriétaire. Qu'on ne nous oppose point que, dans ce cas, le *dominus* eût pu exercer l'action servienne : nous savons que l'Interdit avait son application là où l'action ne pouvait avoir la sienne, et d'ailleurs, il y eut certainement une période durant laquelle l'Interdit Salvien exista seul. Qu'on ne nous oppose pas non plus la théorie d'après laquelle l'Interdit aurait pu s'exercer à l'encontre des tiers de mauvaise foi : *κατα αρπαγαντος*, expressions que nous retrouverons plus loin dans les Basiliques. La bonne foi du tiers acquéreur eût pu être entière

dans bien des cas, — et la sanction pratique eût encore manqué.

Une autre raison qui nous fait croire que le bailleur ne pouvait être désarmé au cas du déplacement des troupeaux par le colon : c'est la protection spéciale dont le législateur romain a entouré la propriété des bestiaux : il ne se contente pas de la protéger par la sanction qui frappe le délit privé de *furtum* : il a en outre créé au service des propriétaires un nouveau délit ou plutôt un nouveau crime, *crimen publicum* et non plus délit privé : le crime d'*abigéisme*, s'il est permis, *utilitatis causa*, d'employer ce barbarisme. *Abigei cum durissime puniuntur*, dit Ulpien d'après un rescrit d'Hadrien au gouverneur de Bétique, *ad gladium damnari solent* (1, XLVII. XIV. D. de *Abigeis*).

Que sont les *Abigei*? *Abigei autem proprie hi dicuntur, qui pecora ex pascuis subtrahunt et quodammodo deprehantur* (*ead. leg.*). Rome voulait défendre de la manière la plus efficace ce qu'elle considérait comme la propriété par excellence. Pour la même raison il est peu vraisemblable que le gage mobilier du propriétaire n'eût point été protégé : plus l'objet soumis au gage est important, et plus la sanction du gage doit être efficace. Il y en a un exemple frappant, sinon dans notre droit positif, au moins dans cette législation coutumière qui supplée aux lacu-

nes des textes de notre Code relativement au contrat de louage : une coutume générale, sanctionnée par la jurisprudence, permet au preneur, au cas de silence de l'instrument du bail, de sortir les seigles de la métairie qui lui est affermée ; elle le défend absolument pour les froments, récoltes qui sont considérées comme la garantie la plus sérieuse du bailleur. Bien que nous soyons ici dans le domaine des conjectures (et naturellement nous n'avons jamais prétendu autre chose), il est permis de penser qu'à Rome existait une garantie correspondante, consacrée aux objets les plus importants soumis aux gages du bailleur. Que si l'Interdit Salvien n'eut pu être exercé contre tous les tiers, alors on ne comprend plus guère sa raison d'être.

Chez nous, jusqu'à ces derniers temps, le droit du propriétaire sur les objets engagés appartenant au fermier avait une certaine efficacité, puisqu'il était opposable à tous les tiers. Pour nous placer dans une hypothèse ayant de l'analogie avec les espèces qui pouvaient se présenter en droit romain, prenons l'exemple d'un propriétaire herbager qui a loué ses prairies à des éleveurs de bestiaux. L'éleveur, comme cela arrive parfois, abandonne les lieux loués, emmenant avec lui tout son bétail et se hâte de le vendre à une foire voisine ; naguère encore le propriétaire pouvait faire sa *vindicatio pignoris* à l'encontre

de l'acheteur des bestiaux ; il ne le peut plus maintenant, depuis que la loi du 12 juillet 1892 a ajouté un paragraphe à l'article 2280 du Code civil :
« Le bailleur qui revendique, en vertu de l'art. 2102, les meubles déplacés sans son consentement et qui ont été achetés dans les mêmes conditions, doit également rembourser à l'acheteur le prix qu'ils lui ont coûté », ou, s'il peut se faire rendre l'objet de son gage, ce n'est qu'en remboursant le prix, ce qui, dans la pratique, correspond à une forclusion absolue. La loi nouvelle n'a pas encore fait ses preuves : il est probable que, dans un temps assez court, elle fera relever le taux moyen de la location rurale. Quoi qu'il en soit, et sans émettre une opinion sur la valeur de ce document législatif, nous pouvons constater qu'il est bien dans le sens de l'évolution des sûretés réelles modernes, qui tend incessamment à diminuer les garanties des titulaires de ces sûretés. Nous n'en sommes plus maintenant, relativement à l'exercice des droits du bailleur, au *κατὰ παντός κατεχόντος* de Théophile (1).

(1) Sous l'empire de l'ancien article 2280, certains tribunaux exigeaient le remboursement par le bailleur du prix d'achat aux tiers acquéreurs, après le succès de la *vindicatio pignoris*. C'était absolument contraire aux textes. La Cour de cassation a condamné cette jurisprudence par trop prétorienne dans un arrêt du 31 octobre 1888. A la suite de cet arrêt, qui eut un certain retentissement, une proposition fut déposée au Sénat pour modifier l'art. 2280. Elle est devenue la loi actuelle. Cf. *Lois nouvelles*, 1892, 1^{er} et 15 octobre.

CHAPITRE IX.

CONTRE QUI, EN PRATIQUE, S'EXERÇAIT L'INTERDIT.

Exercice de l'interdit contre un créancier hypothécaire. — Contradiction entre la loi 2, *Salv. int.* XLIII-XXXIII, et la loi 10, *Pign. et Hyp.* — Essai de conciliation de ces deux textes par Rudorff. — Système de Pothier. — Effets de l'Interdit Salvien au cas de l'engagement d'une chose *pro parte*.

L'Interdit Salvien s'exerçait contre le *conductor*, mais il pouvait s'exercer aussi à l'encontre du *dominus* véritable des *invecta et illata*, le *conductor* n'en étant que le propriétaire apparent, soit à l'encontre d'un autre créancier titulaire d'une sûreté réelle quelconque sur les objets engagés, soit d'un autre bailleur. Que s'il s'agissait du *locator* en présence du *conductor* ou de ses héritiers, point de difficulté. Mais que se produisait-il au cas de conflit avec un propriétaire des *invecta et illata* autre que le preneur lui-même ? La qualité de propriétaire n'a pas d'effet dans un débat exclusivement possessoire : le bailleur triomphera au possessoire, c'est-à-dire sur l'interdit, de même que le colon aurait triomphé par l'interdit *Utrubi*.

L'Interdit Salvien peut encore être exercé contre un créancier hypothécaire ou gagiste. La question de rang de l'hypothèque ou du gage sera indifférente : le bailleur exercera utilement l'interdit contre un créancier hypothécaire, encore que la sûreté réelle de celui-ci fût antérieure en date à celle du poursuivant. Pourquoi ? Parce que c'est un moyen possessoire, laissant en dehors toute question de propriété ou droit réel. Le créancier sera-t-il complètement sacrifié ? En aucune façon. Vaincu au possessoire, le créancier hypothécaire a à sa disposition l'action pétitoire, c'est-à-dire dans l'espèce l'action servienne. A quoi donc l'Interdit Salvien aura-t-il servi au bailleur ? Comme tout interdit possessoire, à lui garnir les mains, à faire de lui le défendeur. *Beati possidentes !* On ne pourra plus exiger de lui le si difficile *onus probandi* (1). L'autre créancier ne triomphera sur l'action servienne qu'en faisant la preuve de son droit, ce que des circonstances de fait peuvent parfois rendre impossible : ce sera dans l'espèce une question de date et de rang.

Après ces deux hypothèses principales, le texte de Julien, que nous avons tant de fois cité, nous fait souvenir qu'il en est une troisième : le cas de conflit entre deux propriétaires du fonds donné à bail.

(1) La question est, du reste, infiniment plus compliquée qu'elle ne paraît l'être au premier abord dans un exposé tout théorique.

Les *invecta et illata* ont été engagés à chaque copropriétaire, pour le tout, *ita ut utrique in solidum obligatæ essent*, alors chacun des bailleurs exerce l'interdit contre les tiers : *singuli adversus extraneum Salviano interdicto recte experientur, etc.* Si le débat s'élève entre eux, la victoire de celui qui possède est certaine.

La loi 2 au même titre, que nous n'avons pas encore rencontrée, est ainsi conçue : *In Salviano interdicto, si in fondem communem duorum pignore sunt ab aliquo invecta, possessor vincet; et erit eis descendendum ad servianum iudicium.* Ce fragment est d'Ulpien : le jurisconsulte suppose que le succès remporté au moyen de l'Interdit Salvien n'a rien de définitif, puisque le vaincu a la ressource de l'action servienne : *in pari causa melior est causa possidentis.* C'est l'explication que nous avons donnée quelques lignes plus haut. Ce fragment ne contredit pas le fragment de Julien; malheureusement, il est dit que nous aurons toujours des difficultés de textes presque impossibles à résoudre dans cette question de l'Interdit Salvien : celui qui se dresse devant nous est justement un autre fragment d'Ulpien, la loi 10 de *Pignoris et Hypothecis*, que nous avons déjà rencontrée et qui a servi à Lenel pour édifier sa théorie sur l'interpolation probable du texte de Julien (1).

(1) Cf. les explications données par M. Accarias à propos de la

Mais ici la loi 10, *P. et H.*, nous offre une toute autre difficulté, et cette difficulté provient de ce qu'elle emploie presque les mêmes mots à propos de l'Interdit Salvien et de l'action servienne ; dans les deux cas, *possessoris melior est conditio*. Mais alors il y a donc une contradiction formelle avec la loi 2, *de Salv. int.*, qui nous dit précisément qu'après le débat possessoire, *erit descendendum ad servianum iudicium*. Rudorff (1), dont nous avons déjà étudié la théorie relativement au conflit du fragment de Julien et du rescrit de Gordien, se propose encore ici de faire accorder les deux textes. D'après lui, il serait ici question d'une hypothèse où l'action servienne pourrait être intentée : Dans l'espèce prévue par la loi 2, *S. l.*, l'un des bailleurs ne pourrait bénéficier que de l'Interdit Salvien. Ce serait dans le cas suivant : le *conductor* a apporté sur le fonds des meubles qui ne lui appartiennent pas et dont le *verus dominus* n'a consenti l'hypothèque qu'au pro-

règle : *in pari causa, melior est causa possidentis*. *Pr. de dr. r.*, II, 1363 note 3. Pour M. Accarias toutes les difficultés s'applanissent si on admet que la loi 10 *P. et H.*, a été détournée de son sens original et ne se rapportait qu'à l'Interdit Salvien. Les textes des Basiliques, aux titres *περι ενεχέδρων* (XXV, 11-10) et au titre *περι θικωας αρπαγευτων* (LX, XVII) se bornent à nous répéter que *χρείτωρ εστιν ο νομόμενος* au premier de ces textes, et au second que *ο νομόμενος κληρον εστιν*.

(1) Zeitsch. XII, 242 et seq. — Voy. sur ces questions et principalement sur le conflit des lois 10 *P. et H.* et 2, *S. l.*, le travail très complet de M. Piédelièvre. Thèse de Paris, 1884, 6, p. 73 et seq.

fit de l'autre bailleur. C'est une hypothèse bien compliquée. M. Machelard, qui trouve l'explication de Rudorff ingénieuse, mais peu pratique, croit à une interpolation de la loi 10, *P. et H.*, qui aurait été une copie un peu altérée du texte de Julien (1, § 1, S. 1.) Nous avons déjà étudié la question de l'interpolation possible de ce texte, à propos du système de Lenel : nous n'y reviendrons pas.

Nos vieux commentateurs français avaient aussi donné leur interprétation : Pothier, dans ses *Pandectæ iustianæ in novum ordinem digestæ* XLIII, XXXIII, admet que l'avantage doit demeurer au *possessor*, que ce soit l'action Servienne ou l'Interdit Salvien que l'on exerce contre lui : c'est adopter le système de la loi 10, *P. et H.* Si la loi 2, D. I. S. renvoie le propriétaire vaincu sur l'Interdit à l'action servienne, voici pourquoi : *In quo iudicio pænitus quæretur, an pro portionibus, an in solidum utrique domino res obligata sit. Et, si actor docuerit pro portionibus rem fuisse obligatam, pignus pro portione sua consequetur : sin, possessionis melior erit conditio.* — Cette théorie repose sur ceci, que la preuve est beaucoup plus facile pour l'interdit que pour l'action : c'est le système des anciens glossateurs, mais il paraît avoir fait son temps. Si nous prenons au pied de la lettre ce que nous dit Gaius de la procédure des interdicts(1),

(1) Gaius, IV, 141 et 165. — P. 165 : *Nam actor provocat adversa-*

et qui est dans la mémoire de tous, on ne peut s'empêcher de trouver l'idée des glossateurs très peu heureuse. L'interdit, forme extrêmement archaïque, hérissée de difficultés, ne se prête guère à une procédure sommaire. Maintenant, jusqu'à quelle époque dura cette procédure des interdits ? C'est sur quoi nous avons des données assez vagues : on peut dire que cette procédure archaïque disparue, il ne demeura guère de l'Interdit que le nom (1). Les avantages du possessoire, de la procédure *περι της νομης*, nous les comprenons tels que nous les expose le savant Hagiothéodorite : mais à l'époque du scholiaste, les complications que nous a révélées Gaius n'étaient sans doute plus même un souvenir. — Les principaux commentateurs et les auteurs qui les ont suivis ont eu le tort de vouloir se placer à une épo-

rium sponsione, etc. Toutes ces complications décrites par Gaius n'ont trait qu'à la procédure *cum periculo* : d'où, question préjudicielle que nous nous sommes efforcé de résoudre plus haut : la procédure *cum periculo* s'appliquait-elle à l'Interdit Salvien : autrement dit, était-elle prohibitoire ?

(1) Diocl. et Max. C. 3 in Cod. (VIII, 1). *Interdicta autem licet in extraordinariis iudiciis proprie locum non habent, tamen ad exemplum eorum res agitur*. Idem aux Inst. de Just. (IV, 8) : *Sed perinde iudicatur sine interdictis, ac si utilis actio ex causa interdicti reddita fuisset*. — Notre guide habituel, Theophile, est plus explicite et désigne *in terminis* l'Interdit Salvien : ὅτι ἐπιζομαί κατὰ σοῦ οὐτίκων ἀγωγῆν, ὡς ἀπο τοῦ Σκληρικανίου ἐν τερθίκτου, ἢ ὡς ἀπὸ τοῦ unde vi ἐν τερθίκτου, ἢ στέρου τινος. Remarquons, *transeundo*, ce rapprochement de l'Interdit Salvien avec l'Interdit *Unde vi*, que nous retrouverons aux Basiliques.

que uniforme, abstraction faite des variations de la législation et de la coutume sur cette question : voulant échafauder une théorie générale de la preuve dans l'Interdit Salvien ou au moins quelque chose qui y ressemblât, ils n'auraient pas dû s'appuyer sur des textes aussi contestés quant à leur teneur originale que la loi 10 *de Pign. et Hyp.*, ni surtout prendre pour point de départ l'hypothèse si compliquée et qu'on nous permette d'ajouter si peu pratique présentée par ces textes.

Autre question : la preuve dans l'Interdit Salvien était-elle aussi compliquée que dans les autres interdits ? Une réponse positive est impossible, et pourtant il serait logique de croire qu'elle fût moins compliquée. C'est que l'Interdit Salvien était la conséquence, lointaine si l'on veut, d'un contrat, qu'il s'agisse du contrat de *locatio conductio* lui-même ou d'un pacte encore innomé (1), et que *l'instrumentum* de ce contrat, au cas où il y en aurait eu un, aurait servi en quelque sorte de preuve préconstituée, réduisant toute discussion à néant pour les cas les plus simples, par exemple la saisie opérée par le bailleur sur les *invecta et illata* du preneur.

Nous avons déjà vu un certain nombre de différences très marquées entre l'Interdit Salvien et l'action

(1) Voy. *citrà* à propos des mots του συμφωνησαντος de Théophile.

servienne. Le plus illustre des romanistes français (1) en voyait encore d'autres. L'interdit pourra-t-il être exercé, au cas d'engagement *pro parte* : *At si id actum fuerit, ut pro partibus res obligaretur, utilis actio et adversus extraneos et inter ipsos dari deberit, per quam dimidias partes possessionis singuli adprehendent* (1-1 Salv. int. D. XLIII, 33). La question ne se pose plus maintenant sur les ressemblances de ce texte avec la loi 10 *P. et H.*, elle porte sur les mots *utilis actio* : se rapportent-ils à l'interdit ou à l'action ? Laissons de côté le système d'interpolation proposé par Lenel. Cujas (2) croit que l'Interdit Salvien ne peut être donné qu'à raison d'une chose engagée en totalité, non à raison de celle qui serait engagée partiellement au demandeur : voilà où serait la nouvelle différence signalée entre l'Interdit Salvien et l'action servienne, différence, il est vrai qui ne nous est point indiquée par le méticuleux Hagiothéodore (3). *Igitur*, dit Cujas, *si duobus res sit obligata pro partibus, actione serviana inter ipsos reddita, dimidia pars possessionis avocabitur, sed non (ut hanc persecutus speciem Ulpianus scripsit) interdicto Salviano quoniam in interdicto Salviano de solida possessione agitur, non quæsito iure, cuius eum sit par causa, vin-*

(1) Cujas. Observ. V. 24.

(2) *loc. cit.*

(3) Voy. *infra* la Scholie γινωσκει γε.

cere possessor debet. — On pourrait répondre que le mot *utilis actio* peut caractériser un interdit : *interdicta quoque actionis verbo continentur*. Toutefois, cet adage ne trouverait peut-être pas ici son application : la scholie des Basiliques (VII, 433) au titre περι βιαιως commentant le fragment Ει εν αγρῷ δυω τινων, emploie, *in terminis*, pour désigner l'*utilis actio*, les mots d'action servienne : " Ινα εἰς τὸ ἥμισυ μέρος τὸ διαφέρον τῷ κολωνῷ οὐτιλια Σερβιανή διδῶται τῷ δεσπότη του αγρου. La différence indiquée par Cujas existerait donc entre l'Interdit et l'action.

CHAPITRE X

DURÉE DE L'INTERDIT SALVIEN.

Rapports avec l'Interdit Utrubi. Système de Huschke.

L'on pourrait croire, en raisonnant par analogie d'un texte des Sentences de Paul (IV. 7, 6), qui a trait à *l'interdictum de tabulis exhibendis*, qu'il y avait un délai d'un an pour exercer l'Interdit Salvien, à compter de la délivrance : raisonnement très arbitraire (1). Il est plus prudent, puisque nous avons admis le caractère possessoire de l'Interdit Salvien, d'appliquer ici les principes généraux du droit romain sur la durée que devait avoir la possession, en matière de meubles, pour permettre le triomphedu demandeur à l'interdit. Or, à l'époque classique, le succès de l'Interdit Utrubi est subordonné à la condition de ne point laisser la partie adverse en possession pendant la plus grande partie de l'année : *Apud quem maior pars huius anni fuit, vim fieri veto.* — Voici quel rapport existe l'Interdit Utrubi et l'Inter-

(1) C. f. thèse de M. Piédelièvre, h. s. Paris, 1884.

dit Salvien. Huschke, dont nous allons exposer le système, distingue, pour la durée de l'exercice de l'Interdit Salvien contre les tiers, entre les tiers ayant cause du *colonus*, et ceux qui détiennent en dehors de toute idée de contrat ou de succession, *puta*, à la suite d'un délit. Contre les premiers, l'interdit serait d'une durée illimitée, absolument comme à l'encontre du *colonus* lui-même ; contre les seconds, tant que le *colonus* lui-même pourrait agir contre eux au possessoire par l'Interdit Utrubi : il y aurait là comme une idée vague de subrogation, sur laquelle nous nous gardons bien, du reste, d'insister. On peut adopter cette idée de Huschke : mais tout n'est pas dit encore : nous connaissons la durée de l'Interdit Salvien : mais, quel est le point de départ du délai pendant lequel on pourra l'intenter : ce sera probablement la date de l'échéance des fermages. Tous les auteurs ne sont pas de cet avis : on a soutenu que l'Interdit Salvien pouvait être exercé, même avant l'échéance des fermages, en s'appuyant sur un texte du Digeste (14 pr. D. XX, 1.) : *Quæsitum est, si nondum dies pensionis venit, an et medio tempore persequi pignora permittendum sit? et puto dan-dam persecutionem, quia interest mea: et ita Celsus scri-bit*. On a dit que le texte devait s'entendre d'une *locatio fundi rustici*, et s'appliquer naturellement à l'Interdit Salvien. Ce n'est pas impossible : dans ce

cas le délai aurait probablement pour point de départ le moment où l'interdit a été obtenu et non pas l'échéance des fermages. Mais ce sont de simples conjectures.

CHAPITRE XI

L'INTERDIT SALVIEN DANS LES BASILIQUES.

Etat incertain de la législation entre Justinien et l'époque des Basiliques. —

Terminologie des Basiliques relativement aux interdits. — Antithèse entre le mot *παραγγελια* toujours employé par les Basiliques, et le mot *ιντερδικτον*, qui se trouve dans les scholies. — L'Interdit Salvien dans les Basiliques. — Différences entre l'Interdit Salvien et l'action servienne, d'après Hagiothéodorite. — Comparaison entre le rescrit de Gordien et le texte qui y correspond aux Basiliques. — Non existence de l'interdit quasi Salvien en droit byzantin. — Opposition marquée entre le *μισθωσας* et le *δανεισας*. — Les Basiliques confirmant le *κατα παντός κατεχοντος* de Théophile et l'exercice de l'interdit contre les tiers. — Nouveau doute provenant d'un texte exigeant que le tiers soit *αρπαξ*. — Les scholies reproduisant la théorie de Théophile.

Nous connaissons l'état de la législation sur l'Interdit Salvien, sous le principat de Justinien, grâce aux textes du Digeste, du Code et des Institutes, encore qu'ils soient contradictoires : nous la connaissons à la fin de ce règne, grâce à la paraphrase de Théophile. Après Justin II, et pendant une période de trois siècles, les renseignements nous manquent, relativement aux droits du propriétaire sur les *invec-ta* et *illata* du preneur. (1) — Rien dans les Nouvelles

(1) Pour l'importance que pouvait avoir l'Interdit Salvien à l'époque byzantine, remarquons que Théophile, lorsqu'il veut donner

des Héraclides, rien dans les ῥοπαὶ du *pseudo-eusthates*, traité destiné spécialement, comme son titre l'indique, à la prescription, mais qui traite néanmoins de quelques autres matières. Même silence, ce qui peut étonner davantage, dans le grand manuel du VIII^e siècle, l'Εγλογα de Léon l'Isaurien. Du reste, ce recueil, assez mal fait de l'avis unanime des jurisconsultes de l'époque macédonienne, laisse de côté d'autres matières bien autrement importantes : rien moins que la théorie de la δεσποτεία et ses démembrements. L'obscurité qui enveloppe les institutions juridiques romaines pendant la période isaurienne, augmente encore, s'il est possible, sous la dynastie phrygienne : il est impossible de dire si, sous le principat de Théophile et sous celui de Michel l'Ivrogne, il existe même une théorie des interdits. Quel avait été le rôle de l'Εγλογα isaurienne ? avait-elle abrogé par prétérition tout ce qu'elle passait sous silence, abandonnant ces matières dédaignées à l'empire de la coutume, nécessairement variable suivant les localités ? Les commentateurs byzantins ne sont pas loin de le penser, mais que de doutes sur ce point ! — Au IX^e siècle, la dynastie macédonienne monte sur le trône, et avec elle a

l'exemple d'un interdit, cite toujours l'interdit Salvien : — Cet interdit devait donc être très pratique et avoir des applications fréquentes.

lieu la première en date de toutes les renaissances du génie romain : le siècle de Photius, comme on l'a appelé un peu ambitieusement, fut surtout un siècle juridique. Les empereurs Basile et Léon entreprirent l'immense tâche de restaurer le droit de Justinien, en l'orientalisant quelque peu, car sous sa physionomie encore italique, il semblait tombé dans l'oubli. Les Basiliques se bornèrent-elles à confirmer des institutions encore existantes, ou bien les recréèrent-elles de toutes pièces, à peu près comme elles se trouvaient quatre siècles auparavant ? La seconde de ces solutions est difficilement acceptable, étant donné les évolutions nécessaires de l'esprit humain : l'histoire ne se recommence pas, et la législation encore moins. La plupart des lois du Digeste, rétablies dans les Basiliques, le furent-elles pour la forme, *ad pompam et ostentationem*, pour le simple effet décoratif, l'empereur Basile, à qui Photius avait dit qu'il descendait d'Alexandre, et qui finissait par en être persuadé, ne voulant pas que sa compilation contînt moins de lois que celle de Justinien ? Quoiqu'il en soit, avec les Basiliques nous voyons reparaitre les interdits, et parmi eux, l'Interdit Salvien. J'ai dit parmi eux : cette locution est inexacte ; sans être absolument disséminée, la théorie des interdits vagabonde dans les divers titres des Basiliques. L'institution de l'interdit en général

se comprenait-elle à cette époque ? il est peu aisé de s'en faire une idée précise, à cause des difficultés de la terminologie.

Interdictum, quod inter duos dictum est : les anciens, y compris Cicéron, et même des spécialistes comme Festus et Varron, étaient de très médiocres étymologistes. Toutefois, l'expression que nous venons de citer, quoique d'une fausseté évidente en linguistique, est excellente comme définition ; l'interdit est bien une loi particulière, mais non pas résultant de l'accord de deux volontés, comme dans notre article 1134 : c'est une loi particulière venue d'en haut : un magistrat l'a promulguée pour un cas spécial. L'expression *ιντερδικτον*, forme à peine grécisée du mot latin, se trouve dans la paraphrase de Théophile, puis elle disparaît, peut-être en même temps que les interdits eux-mêmes. Aux Basiliques, nous trouvons exclusivement employés les mots *παραγγελμα*, ou *παραγγελιον*, ou bien encore *νόμιμον παραγγελμα*, pour désigner ce que les anciens Romains appelaient *interdictum*. Le *παραγγελμα* est-il bien l'ancien interdit ? Le mot, dans la grécité classique, a le sens de prohibition, défense, ordre, commandement, il peut même, dans la langue byzantine ; s'employer pour remplacer le mot latin *edictum* : *περι του Κερβωνιανειου παραγγελματος*, nous disent les Basiliques elles-mêmes dans la rubrique du titre V au livre XL, pour

désigner l'Edit Carbonien (1). Cette anarchie terminologique peut causer quelque embarras au lecteur des textes néo-grecs, et son étonnement peut augmenter quand l'étude attentive des commentaires lui fait voir que le mot *παράγγελα*, est unanimement rejeté par les Scholiastes qui reprennent tous, (2) sans exception, pour désigner l'interdit, le vieux mot *ὑπερδικτον*, disparu depuis Théophile et que les scribes du sacré palais semblaient avoir mis à l'index. Ce fait, qui isolé serait insignifiant, devient très bizarre par sa répétition même, qui ne résulte point d'une erreur qui n'aurait pu se multiplier ainsi à l'infini. Y eut-il comme une résurrection des interdits tels qu'ils étaient dans l'ancien temps ? On pourrait le croire en étudiant les transformations de l'Interdit Salvien pendant l'époque des Basiliques, et postérieurement. Gardons-nous d'insister davantage sur ce fait et contentons-nous de le signaler.

D'autres embarras encore peuvent être créés à

(1) Cf. Gaius IV. 139. *Interdicta vocantur vel accuratius interdicta decretaque.*

(2) Nous parlons ici des scholiastes postérieurs aux Basiliques : il n'y aurait aucun lieu de s'étonner que le mot *ὑπερδικτον* fût employé par les scholiastes commentateurs des P'andectes ou de l'Eglogue. Nous avons vu une fois le mot *παράγγελα* employé par un scholiaste : vérification faite, c'était une restitution de Fabrot. Le mot *παράγγελα* se trouve assez souvent dans Harmenopul.

l'interprète par l'épithète de νόμιμον qui est souvent accolée au mot παραγγελμα. Il faut y voir une simple redondance digne de la basse grécité, et rien de plus : il faut surtout éviter de lui attribuer le sens de possessoire en la faisant dériver du mot νομή qui a le sens de l'expression latine *possessio civilis* : — il faut prendre garde à cet écueil, car l'épithète de possessoire appliquée à un interdit sourit assez naturellement à l'esprit : mais le mot νομή qui signifie en première ligne distribution, partage, attribution, ne veut dire possession que comme sens dérivé (mot à mot, ce qui est attribué par le sort, d'après Henri Estienne) : l'adjectif, par suite des règles de formation de la vraie grécité, ne peut donc avoir ce sens dérivé (1). Νόμιμον a donc partout dans les Basiliques le sens de légal, légitime : une ordonnance légale voilà qui ne laisse guère que du vide dans l'esprit ; toutefois il faut bien se contenter de cette explication (2).

Parmi les interdits, nous voyons figurer aux Basi-

(1) D'ailleurs l'accentuation n'est pas la même dans νόμιμον que dans νομή : cet argument n'est pas péremptoire. Voyez le mot νόμιος, pastoral dérivé de νομή et accentué sur la première syllabe. Il y a doute si νόμιος n'a pas parfois un sens équivalent à celui de νόμιμον. On le voit la question est loin d'être tranchée.

(2) Nous avons une définition officielle de la Νομη à l'époque byzantine au début du second titre du procheiron d'Harmenopol ; Νομή ἐστι φυσική κατοχή και προηγείται δεσποτείας.

liques l'Interdit Salvien : il existe en même temps que l'action servienne (η Σερβιανη αγωγή) : Pourquoi cette coexistence des deux institutions : le développement complet de l'action servienne rendait-il désormais inutile l'Interdit Salvien ? En aucune façon. La procédure plus rapide de l'interdit, les avantages du possessoire, accusent encore dans certains cas, sa supériorité sur l'action servienne : c'est au moins ce que nous dit le scholiaste Hagiothéodorite, qui croit nécessaire de nous faire une comparaison de l'Interdit Salvien et de l'action servienne : Γίνωσκε δὲ, ὅτι ὅπερ τῶν ἄλλων πραγμάτων εἰσιν αγωγαὶ περὶ νομῆς καὶ περὶ δεσποτείας, οὕτω καὶ ἐπὶ τῶν εἰσαγομένων πραγμάτων ἐν τοῖς ἀγροῖς, παρὰ τῶν μισθωτῶν, ἔστι μὲν αγωγή περὶ δεσποτείας ἢ Σερβιανη, περὶ δὲ νόμης τὸ Σαλβιάνεον ἰντέρδικτον. Suit une analogie assez curieusement exposée avec les situations respectives de la pétition d'hérédité et de l'interdit *quorum bonorum*. Ως γὰρ ἐπὶ τῆς κληρονομίας ἔστι μὲν ἡ νερεδιτατὶς πετιτιῶν περὶ δεσποτείας ἰντερδικτον τῇ δικαστῆριον, τὸ δὲ κούρουμ βονόρουμ ἐστὶ περὶ νομῆς. — Il ne peut donc pas y avoir de doute sur l'existence de l'Interdit Salvien, non plus que sur celle de l'interdit *quorum bonorum*, au XI^e siècle.

Les Basiliques, au titre περὶ βιαίως πραγμάτων ἀρπαγέντων, καὶ ὁλκαγωγίας, καὶ περὶ βίαιως ἐνόπλου, nous reproduisent à peu près les textes que nous avons déjà vus au Digeste et au Code, de sorte que les

contradictions célèbres entre Julien et le rescrit de Gordien se retrouvent encore ici. Nous avons insisté assez longtemps sur ces antinomies, au moins apparentes, dans notre étude sur le droit du haut empire, pour être dispensé d'y revenir maintenant. Toutefois il est bon de voir si la contradiction se trouve répétée, pour l'étude du droit romain du IX^e siècle lui-même. Voici donc comment se présente à nous la loi de Julien, mise, comme nous l'avons déjà vu plus haut, sous le nom d'Ulpien : Εαν μισθωτὸς ἀγροῦ θεραπεύειν ὀνόματι ἐνεκῶρου εἰσαγγῆς, καὶ πώληση σοὶ αὐτήν, καὶ εἰς τὸ τεχθὲν παρα σοὶ οὐτιλίως κινεῖται τὸ νόμιμον παραγγέλμα. Ce texte est suffisamment clair par lui-même : il le deviendra davantage si nous reproduisons ici l'espèce imaginée par un scholiaste : c'est une application pratique des principes mis en jeu par le Digeste.

Ὁ μὲν τὸν ἀγρον μισθώσας ἦν τυχὸν Πέτρος, ὁ δὲ μισθωτὸς Παῦλος ὁ δὲ ἀγοράσας ἀπὸ Παύλου τοῦ μισθωτοῦ Μάρκος· ἔχει οὖν τὸ παρὸν ἐντεροδικτὸν περὶ τῆς δούλης καὶ τοῦ ταύτης τοκετοῦ ὁ Πέτρος κατὰ Μάρκου· ἀλλὰ περὶ μὲν τῆς δούλης διενεκτὸν, περὶ δὲ τοῦ τοκετοῦ ταύτης οὐτιλίον. C'est absolument la reproduction de l'hypothèse des Pandectes : aucun changement, au moins apparent, depuis la législation de Justinien. Le fond du droit est demeuré le même à travers les siècles, alors que la manière de l'exprimer changeait : l'influence

chrétienne a modifié le nom des personnages juridiques : Pierre, Paul et Marc ont remplacé les Titius et les Mœvius païens de l'époque classique.

Puisque les textes des Basiliques reproduisent le plus souvent des textes du Digeste et du Code, retrouverons-nous un fragment correspondant au fameux rescrit de Gordien que nous avons dû tant de fois rappeler dans la question de l'exercice de l'Interdit Salvien contre les tiers ? Le texte correspondant à la constitution VIII, 9 au Code de *præcario* et S. Int. est la διαταξις λς' au titre περὶ ἐνεχυρῶν καὶ υποθηκῶν καὶ τῶν συμφώνων αὐτῶν (*de pignoribus et hypothecis et de pactis eorum*). Elle est plus affirmative encore dans son sens restrictif que le rescrit de Gordien lui-même : Ὁ μὲν μισθώσας ἔχει ἀγωγὴν τοῦ παροχγέλματος Σαλβιανῶς κατὰ τῶν υποκειμένων αὐτῷ πραγμάτων τοῦ μισθωτοῦ. Voilà qui est très affirmatif : le bailleur peut disposer de l'Interdit Salvien relativement aux objets du preneur qui lui servent de gage. Un argument à *contrario* très légitime peut être tiré de la lecture de ce texte. Seul, le bailleur (ὁ μισθώσας), a à sa disposition l'Interdit Salvien : ce que les commentateurs ont appelé l'interdit quasi salvien n'a certainement pas existé en droit byzantin. Nous avons dit que cette διαταξις était encore plus restrictive que le rescrit de Gordien : en effet, on peut équivoquer sur le sens des mots *tantummodo ad-*

versus conductorem debitoremve competit : c'est impossible en présence d'un texte aussi net que celui des Basiliques. Mais le doute n'est plus permis quand on achève la lecture de la constitution λς' : on y voit une antithèse voulue avec l'hypothèque : Ὁ δὲ δανεισας τὴν ἐπὶ τοῖς ἐνεχύροις ἀγωγὴν κατὰ τῶν ὑποκειμένων αὐτῷ πραγμάτων τοῦ ἰδίου χρεώστου. — Quant au créancier (δανεισας, mot à mot celui qui donne en *mutuum*, δανειον) il aura une action à l'égard des objets du débiteur qui lui auront été hypothéqués. Cette action, c'est évidemment l'action quasi-servienne ou hypothécaire, bien que le texte se serve des mots τὴν ἐπὶ ἐνεχύροις ἀγωγὴν qu'on pourrait traduire littéralement par *actionem adversus pignora* (1) et non pas par *actionem hypothecariam* comme le fait Heimbach : du reste le sens est absolument le même.

Nous voilà donc absolument certains que, sous le règne de Léon le Philosophe, l'Interdit Salvien n'était donné qu'au seul bailleur : mais y avait-il eu une controverse que ce texte aurait été destiné à trancher ? c'est possible ; l'antithèse voulue, les ὁ μὲν et les ὁ δὲ entre le μισθωσας et le δανεισας semblent bien prouver la volonté du prince de mettre fin à une discussion sur une matière si pratique, peut-être même

(1) Sur les bizarreries de la langue juridique de cette période, remarquons l'expression ἀγωγὴν τοῦ παραγγέλματος, *actionem interdicti*.

d'innover : mais, ici nous nous arrêtons, car commencent les conjectures. Ce qui peut paraître également remarquable, c'est que ce petit texte sur l'Interdit Salvien ait été placé au titre *περι ἐνεχυρων, και υποθηκων, και συμφωνων αυτων* : il fallait rappeler l'Interdit Salvien pour l'exclure.

Mais si nous sommes absolument affirmatifs sur la non existence d'une institution ressemblant de près ou de loin à ce qui a été appelé l'Interdit quasi-Salvien, au temps de Léon le Philosophe, nous le sommes beaucoup moins quant à la seconde doctrine restrictive qu'on tire ordinairement du rescrit de Gordien, — je veux dire l'exclusion de l'exercice de l'Interdit contre les tiers, (*tantummodo adversus conductorem debitoremve competit*). La constitution λς' à notre titre n'exclut en aucune manière l'exercice de l'Interdit *κατα των εξωτικων*, pour parler la langue des Basiliques. Les seuls mots dont on pourrait se servir pour admettre la restriction au seul preneur sont ceux-ci : *κατα των υποκειμενων αυτω προγραμματων του μισθωτου*, relativement aux objets engagés par le preneur : inutile de faire remarquer que, même au cas où l'interdit serait exercé contre un tiers, il s'agit toujours des objets engagés par le preneur. Rien ne correspond ici au *conductorem debitoremve* de Gordien. Et si l'Interdit avait été restreint au

seul preneur, les jurisconsultes néo-grecs, qui s'entendent si bien aux antithèses, nous l'eussent sûrement fait remarquer. Nous ne prétendons point, du reste, qu'il n'y ait eu aucune évolution entre le *κατα παντος κατεχοντος* de Théophile et le texte que nous analysons, étant admise bien entendu cette question préjudicielle, que les interdits n'ont point cessé d'exister entre Justinien et Basile, et que cet empereur n'a pas recréé de toutes pièces la législation : — pour nous, qui avons soutenu dans le droit du haut empire l'exercice de l'Interdit Salvien contre les tiers, le Digeste *λς'* nous est un argument de plus. Dans les textes latins on pouvait hésiter, à cause de la présence dans les compilations justiniennes, et du fragment de Julien, et du rescrit de Gordien. Ici, les mêmes arguments pour la généralisation de l'Interdit peuvent être tirés du texte qui correspond à la loi de Julien, les arguments contraires ne peuvent plus être tirés de celui qui correspond à la loi 1, art. Code, *Præc. et S. l.*

La solution, douteuse à l'époque de Justinien, ne peut plus guère faire hésiter à celle des Basiliques. Elle ne peut plus faire de doute, disons-nous ? — Oui, si nous nous appuyons exclusivement sur le silence de la loi *λς'* au titre *περὶ ἐνεχυρῶν*. Que si nous comparons au contraire le fragment de Julien avec

le texte qui y correspond aux Basiliques, nous voyons que l'exercice de l'Interdit, accordé dans le texte latin *adversus extraneum*, ce qui est une désignation assez générale, n'est plus accordé dans la loi grecque qu'à l'encontre du tiers de mauvaise foi, voleur ou usurpateur : (κατὰ ἐξωτικοῦ ἀρπασαντος). Voilà une restriction qui concorderait avec certaines théories allemandes que nous avons exposées plus haut(1) : toutefois, nous nous contentons de rechercher l'état de la législation sous Basile et Léon, sans prétendre qu'elle soit la reproduction ou le commentaire d'une législation précédente. Il est vrai que la scholie κη', en développant le Digeste κη' ne se sert point du mot αρπαξ (voleur), ni d'aucun synonyme. Au contraire, elle renchérit sur Théophile et nous dit que κατα παντός ἐξωτικου κατέχοντος δυναται κινειν, l'action (κινειν se dit également à propos des interdits) se donnera contre tout tiers possesseur ; plus loin, la même scholie se sert des expressions : κατα του εξωτικου του νεμόμενου, qui ont exactement le même sens. Il y a donc ici une antinomie frappante entre le texte des Basiliques et la scholie : y eut-il là encore une évolution historique, et l'Interdit Salvien pouvant être exercé seulement contre le tiers αρπαξ à l'époque des Basiliques, fut-il étendu dans

(1) Notamment avec celle de Rudorff.

la suite, à une date indéterminée, à toute espèce de tiers? Cela paraît résulter et des termes très-affirmatifs du texte des Basiliques, d'un côté, et de ceux de la scholie dans l'autre. Que si, au contraire, nous remontons à Théophile et à son fameux *κατα παντος κατεχοντος*, nous voyons que la solution est la même que dans la scholie. Faut-il donc encore ici, comme nous avons été sur le point de l'admettre en droit du haut empire, croire à deux évolutions en sens inverse? C'est impossible, et pourtant il y a là un mystère, comme dans toutes les questions qui se posent sur l'Interdit Salvien.

Un autre système n'est-il pas admissible? Ne peut-on pas dire qu'à l'époque des Basiliques la théorie de l'Interdit Salvien et celle de l'action servienne, un moment rapprochées, se soient éloignées l'une de l'autre. On pourrait être tenté de le croire : l'Interdit Salvien aurait été donné seulement contre le tiers *αρπαξ* et l'action servienne contre tous les tiers. En effet, le digeste *ι'*, au titre *περι ενεχυρων*, qui correspond à la loi 10 au Digeste *de Pignorigibus et Hypothecis*, se sert exclusivement du mot *εξωτικοῦ* : *κατα μεν εξωτικου εκαστος εις ολόκληρον κινει την επι τη υποθήκη αγωγήν*. Il n'est certes pas étonnant de voir l'action servienne donnée contre les tiers en général : mais il n'y en a pas moins une antithèse frappante, si

l'on se rappelle que cette différence n'existait pas entre les lois 1. *Salv. Int.* et la loi 10. *P. et H.* copiées l'une sur l'autre, au dire de Lenel.

CHAPITRE XII

QUESTION DE L'INTERDIT SALVIEN A PROPOS DES DIVERSES TENURES RURALES DE L'EMPIRE D'ORIENT.

L'Interdit Salvien est-il donné aux titulaires des *patrocinia vicorum*? — Question de l'Επιβολη. — Est-il donné aux titulaires du δικαιον προτιμησης de Romain Lecapène. — Réfutation du système de Mortreuil sur la date de la nouvelle περι προτιμησης. — L'Interdit Salvien dans le contrat mixte d'emphytéose. — Conclusion.

Après la critique de tous ces textes des Basiliques relatifs à l'Interdit Salvien, la question est loin d'être épuisée : il nous reste à nous demander quelles personnes peuvent user de l'interdit. Nous l'avons fait, *paucis verbis*, pour la période du droit exclusivement italique ; nous avons dit que le terme de δεσποτης του αγρου, dont se sert Théophile, s'appliquait à la fois, et au *dominus ex jure quiritium* et au δεσποτης βονιταριος, bien que les textes ne spécifiasent en aucune manière. La question nous paraît beaucoup moins simple sous le bas empire ; il y eut beaucoup de situations ayant une analogie plus ou moins lointaine avec le rapport de location, et il serait curieux de voir si l'Interdit Salvien ne pourrait

pas s'y appliquer, au moins théoriquement. On dit souvent, et avec beaucoup de raison du reste, que Justinien a achevé le travail de fusion entre les institutions parallèles du droit romain, commencé par l'édit du préteur : — ce qu'il faut remarquer aussi, c'est que, à un tout autre point de vue, et pour des motifs bien différents, ces mêmes institutions se doublèrent, en quelque sorte, même avant Justinien. Il en est ainsi pour la propriété : à partir de l'époque du Code Théodosien, les *patrocinia vicorum*, en Orient et en Occident, laissaient déjà prévoir de loin la féodalité : n'exagérons rien ; on ne nous fera pas dire que les titulaires des *patrocinia vicorum* eussent un droit réel quelconque, une *pars quædam domini*, dans un sens strictement juridique : il n'en est pas moins vrai qu'il y eut là, en fait, des propriétaires superposés à d'autres propriétaires : j'avertis que je prends ces mots dans le sens le plus large. Ces propriétaires d'ordre supérieur, pour ainsi dire, eurent ils à leur service la vieille procédure de l'Interdit Salvien, à l'encontre de ceux de leurs subordonnés qui n'étaient pas *conductores*, au sens juridique du mot ? Remarquons l'expression *colonus* partout employée dans les textes de préférence à *conductor*. — Le champ est libre à toutes les suppositions. L'énumération de ceux qui avaient droit à l'Interdit Salvien est encore plus difficile dans l'empire d'Orient, à cause du dé-

membrement juridique de la propriété, ayant sa source dans les fantaisies financières du βασιλευς.

Le principat d'Anastase le Silenciaire fut rempli par des expériences fiscales : il supprima le chrysargyre, mais il aggrava l'επιβολη (1). Les cultivateurs, obérés par les impôts, délaissaient partout les campagnes : les propriétaires voisins durent payer les contributions frappant les *agri deserti* : ce fut l'επιβολη, institution qui n'étonne point lorsqu'on se rappelle l'antique responsabilité des curiales, et, dans notre droit français du siècle dernier, la responsabilité des communautés d'habitants pour le paiement de la capitation. Le propriétaire responsable de l'επιβολη avait à sa disposition les *agri deserti*, qui lui étaient attribués d'office par le fisc impérial : c'était un propriétaire forcé : — il rentre donc bien sous la rubrique de δεσποτης donnée par Théophile, et nul doute qu'il ne pût se servir de l'Interdit Salvien, hypothèse, on le comprend, exclusivement théorique, car on ne conçoit guère que le *dominus* originaire eut abandonné ses propriétés, et que le *conductory* fût demeuré ; ce n'eussent point été des *agri deserti* au sens pratique du mot. Mais il

(1) Nous faisons allusion à l'édit du préfet Zoticus qui réglementa l'επιβολη, mais il paraît certain qu'elle remonte au premier Constantin. Voyez sur l'επιβολη l'étude de M. Monnier dans la *Nouvelle revue historique* de 1892.

était nécessaire de parler de l'επιβολη pour arriver ensuite aux ὁμοδουλα δικακια, hypothèse un peu plus compliquée, et à la suite de laquelle l'exercice de l'Interdit Salvien peut se concevoir. Les ὁμοδουλα δικακια peuvent être définis : la responsabilité pécuniaire du plus ancien de tous les propriétaires possessionnés dans la même parcelle cadastrale, ou plutôt circonscription, le mot parcelle éveillant dans notre esprit l'idée d'une unité beaucoup trop petite. Celui qui possédait à l'origine toute la circonscription cadastrale était responsable de l'impôt vis-à-vis de l'Etat, le fisc étant resté, à ce point de vue, tiers à toutes les mutations qui avaient successivement démembré l'unité financière primitive. Celui qui avait la responsabilité des ὁμοδουλα δικακια pouvait-il pour se récupérer lui-même des dépenses faites pour le compte de ses auteurs, user de l'Interdit Salvien soit à l'encontre des propriétaires eux-mêmes, soit de leur μισθωται ? La question est intéressante : elle devait être très pratique, la raison ne répugne pas à cette sûreté de plus donnée au contribuable : toutefois, dans le silence des textes, et en nous appuyant exclusivement sur l'argument tiré du mot δεσποτης employé par Théophile, nous croyons devoir résoudre la question par la négative.

Une troisième et dernière situation est celle des ὁμοτελεις. Cette classe, nous ne dirons pas de pro-

priétaires, ce serait préjuger la question, mais de titulaires d'un nouveau droit réel, d'une nature particulière, semble avoir été créée par la célèbre nouvelle *περί προτιμήσεως*, de l'année 922, par l'empereur Romain Lecapène, qui venait d'usurper le trône, après la mort d'Alexandre, sur le second Constantin Porphyrogénète. Les *όμοτελεις* payaient l'*έπιβολη* pour les autres : en un mot, ils étaient responsables des cotes irrécouvrables, mais en revanche ils avaient το δικαιον προτιμήσεως, institution qui n'a de commun que le nom avec ce *pactum protimeseos* qu'on étudie à propos des sûretés du vendeur non payé, à côté de la *lex commissoria*. Pour Zachariæ c'était un droit de préférence assuré aux *όμοτελεις* pour l'acquisition des terres qui n'avaient pu payer l'*έπιβολη* : un droit de préemption *sui generis* : les propriétaires obérés vis-à-vis du fisc devaient alors à ces acquéreurs une sorte de loyer, qu'ils ne payaient guère dans la pratique, on peut le croire.

Les *όμοτελεις* avaient-ils la ressource de l'Interdit Salvien contre les propriétaires qui leur payaient une sorte de loyer ? il y aurait eu alors un intérêt pratique très grand à cette nouvelle de Lecapène (1). On

(1) Mortreuil (Hist. du droit byzantin. II, 337) attribue la nouvelle *περί προτιμήσεως*, non pas à Romain Lecapène, mais à Constantin Porphyrogénète, s'appuyant sur une scholie qui serait formelle. Cette scholie ne peut rien prouver, puisque Lecapène et le jeune Constantin ont régné conjointement. Les usurpateurs byzantins n'enle-

pourrait prendre dans le sens large les mots *μισθωται* et *μισθωμν* employés par Théophile et par les Basiliques. Ils sont d'un sens qui paraît au premier abord beaucoup plus strict que le mot étranger *κολωνος* dont se sert Théophile ; mais n'y eût-il pas chez les commissaires de Léon une préoccupation un peu outrée de calquer les textes du Digeste ? Pris dans la signification stricte, les mots *μισθωται* et *μισθωμν*, appliqués à la *locatio conductio* rurale, la seule qui puisse nous occuper dans l'histoire de l'Interdit Salvien, n'eussent correspondu qu'à une situation juridique, sinon absolument disparue en fait, au moins devenue d'une application beaucoup trop restreinte. Zachariæ, sans aucune preuve, fait des *μισθωται* des emphytéotes. Emphytéose, locatairie perpétuelle, qu'on emploie telle expression que l'on voudra, ce qui est certain, c'est que, au moyen âge, notre occident germanisé n'a pas eu le monopole des démembrements de droits réels à l'infini : l'Orient pseudo-romain en a eu sa bonne part.

vaient pas le trône au jeune *βασιλευς* qu'ils dépouillaient du pouvoir ; ils se faisaient de gré ou de force associer à l'empire. Il y avait 2 princes à la fois. De même pendant les usurpations successives de Nicéphore Phocas et de Jean Zimiscès, le jeune Basile Bulgaroctone et Constantin VIII ne cessèrent pas de porter chacun le titre de *βασιλευς των Ρωμαιων* et de faire figurer leur nom dans toute *διαταξις* de même Jean Cantacuzène et Jean Paléologue. Dans la France capétienne, par suite de l'habitude de nos rois de faire sacrer leurs fils de leur vivant, il y avait souvent deux rois à la fois : ainsi l'on dit Rodbertus et Henricus, reges Francorum, etc.

Ce n'est pas exclusivement aux droits du *μισθωσας* qu'a dû correspondre l'Interdit Salvien aux derniers siècles de son existence : par la force des choses, la propriété romaine, la vielile *δεσποτεια των Κουριτών* avait disparu dans l'empire romain lui-même : des *metrocomiæ* entières, c'est-à-dire des terres de dix à vingt mille hectares furent concédées au même propriétaire. Tous ceux qui étaient dans les métrocomies, les paysans habitant *χωρία έξακτωρικη, ή βουλευτικα, ή έτεροις ολως προσήκοντα* devaient avoir en fait la situation des anciens *κολωνοι* et il n'y a guère de doute que leurs *invecta et illata* se trouvassent hypothéquées.

Nous avons prononcé tout à l'heure le mot d'emphytéose ? Dans ce contrat mixte entre la vente et le louage, devons-nous, faire prédominer les règles de la *locatio conductio* ? Donnerons-nous au propriétaire la garantie de l'Interdit Salvien pour le paiement soit du canon emphytéotique, soit du *laudemium* ? On a rapproché l'emphytéose du louage pour la question des risques : il paraît assez logique de donner la même décision pour les droits du bailleur : l'intérêt pratique devait être d'autant plus grand que le contrat d'emphytéose était devenu plus fréquent, à partir du règne de Zénon.

N'insistons pas davantage sur le sort de notre interdit dans le dernier état du droit romain. La théorie

des interdits, dont on n'a plus entendu parler durant trois siècles, apparaît encore une dernière fois dans les *Basiliques*, mais elle a perdu l'unité qu'elle avait au *Digeste* : elle est rangée en partie dans le titre des hypothèques, en partie dans un autre titre où elle est mêlée avec les actions délictuelles. Après les *Basiliques*, après les *scholies* qui les suivent, la désuétude la plus complète semble s'être emparée de ces vieilles institutions de la Rome italique. L'inopportune invasion des croisés au début du XIII^e siècle et surtout l'hégémonie vénitienne qui en fut la conséquence aussi directe qu'inattendue, durent balayer les derniers restes de ces lois d'un autre âge : Venise apporta avec elle beaucoup de coutumes d'Occident.

Lorsque les Romains de Nicée reprirent Constantinople, après soixante années d'occupation féodale, l'Interdit Salvien, comme tant d'autres institutions, n'était plus même un souvenir : le grand manuel de l'époque, le *πρωτεύον* de Constantin Harmenopul, qui écrivait après la restauration des Lascaris, ne le mentionne même pas. La destinée de l'Interdit Salvien est plutôt à suivre en Occident, pendant la renaissance provoquée par l'Ecole de Bologne et dans les commentaires des glossateurs, puis chez les romanistes allemands de notre siècle : c'est ce que nous avons essayé de faire au cours de cette étude.

TABLE DES MATIERES

DROIT ROMAIN

DE L'INTERDIT SALVIEN

Introduction	1
Chapitre I. — Nature de l'Interdit Salvien.....	8
Chapitre II. — Date de l'Interdit Salvien.....	33
Chapitre III. — Nécessité d'une convention expresse de gage.	37
Chapitre IV. — Nécessité de l'introduction matérielle des ob- jets soumis au gage.....	45
Chapitre V. — Question de l'Interdit quasi-Salvien.....	50
Chapitre VI. — Effets de l'Interdit Salvien contre les tiers. — Réfutation des théories des principaux romanistes.....	64
Chapitre VII. — Réfutation du système de Lenel.....	85
Chapitre VIII. — La vérité du <i>κατα παντός κατεχόντος</i> prouvée par les nécessités rurales.....	92
Chapitre IX. — Contre qui, en pratique, s'exerçait l'Interdit..	99
Chapitre X. — Durée de l'Interdit Salvien.....	108
Chapitre XI. — L'Interdit Salvien dans les Basiliques.....	114
Chapitre XII. — Question de l'Interdit Salvien à propos des di- verses tenures rurales de l'Empire d'Orient.....	125

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

DE LA NEUTRALITÉ TERRITORIALE LOCALE

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

DE

LA NEUTRALITÉ TERRITORIALE LOCALE

INTRODUCTION.

Le titre même de ce travail indique que ce n'est pas l'étude de la neutralité perpétuelle que nous nous proposons : ce serait un sujet un peu vaste, plutôt apte, à notre avis, à servir de matière à un cours que d'élément à une thèse : d'ailleurs ce travail a déjà été entrepris trop de fois. — Nous laissons donc complètement de côté la neutralité d'Etats constitués en entité politique, celle de la Belgique, celle du Luxembourg, celle de la Confédération Suisse, voire même la neutralité du nouvel Etat indépendant du Congo, qui se fondra du reste plus ou moins dans la neutralité belge.

Nous nous proposons l'étude des territoires neutralisés, prenant ce mot dans son sens le plus large, qu'il s'agisse d'un domaine continental, d'un bras

de mer, ou même d'une mer tout entière ; ce qu'on a appelé parfois neutralité de partie d'Etat, ou de fraction de territoire, institution diplomatique, peu répandue du reste, et ayant cette conséquence immédiate de soustraire aux suites d'une guerre, au moins théoriquement, une partie soit insignifiante, soit notable, soit même très considérable d'un Etat belligérant. Cette sorte de neutralité se conçoit beaucoup plus difficilement que celle d'un Etat entier, ses applications en peuvent être presque toujours contestées, enfin son principal défaut est d'être, on est autorisé du moins à le croire, totalement impossible à mettre en pratique : comme un grand nombre d'institutions appelées à prévenir la guerre, elle peut au contraire être une source de conflit.

La neutralité locale est une restriction de la souveraineté territoriale d'un Etat : c'est donc une anomalie : et comme toutes les anomalies, ses exemples doivent être très restreints. Il n'y a en effet aujourd'hui qu'un très petit nombre de cas de neutralité locale : outre la fameuse et énigmatique situation internationale du Chablais et du Faucigny, l'histoire contemporaine nous montre encore la neutralisation des îles Ioniennes, régions que le cabinet de Saint-James abandonna à la Grèce, dans une heure de désintéressement unique en son histoire, mais qu'il eut bien soin de livrer démantelées et avec la

certitude qu'elles ne seraient jamais des forteresses entre les mains d'une puissance maritime rivale.

Des faits pratiques encore plus récents ont créé un nouveau genre de neutralité, la neutralité facultative, en faveur de territoires presque inhabités et peut-être inhabitables, relevant de diverses puissances européennes, dans le bassin conventionnel du Congo. — Le canal de Suez également a été neutralisé il y a peu d'années, partie du sol égyptien, et, en vertu d'une suzeraineté très vague, du sol ottoman (1). — Voilà les portions de territoires actuellement neutralisés; remarquons que dans toutes, sauf des dérogations pour le bassin du Congo, ce sont des applications de la théorie de la neutralité perpétuelle. Mais borner là une étude sur la neutralité territoriale eut été se condamner à écrire trois ou quatre monographies sur des sujets, intéressants sans doute, mais vraiment trop peu nombreux. La neutralité de portion d'Etat a existé autrefois, et a été beaucoup plus fréquente qu'aujourd'hui, non pas il est vrai à l'état de neutralité perpétuelle, ou au moins, c'était l'exception, mais à l'état de neutralité conventionnelle et accidentelle, conclue pour

1. Dans cet étude nous laissons volontairement de côté la question de la neutralité du Canal de Suez qui paraît plutôt rentrer dans la neutralité « d'établissements » que dans la neutralité territoriale proprement dite.

une guerre déterminée, guerre pendant la durée de laquelle les deux puissances belligérantes s'engageaient à regarder comme neutre une fraction déterminée à l'avance de leur territoire respectif, sous des conditions spéciales.

Cette neutralité accidentelle de fraction de territoire demeurerait à l'état de curiosité historique et ne méritait pas, à coup sûr, qu'on s'y arrêtât, si les mêmes évènements diplomatiques ne s'étaient point produits, dans des guerres successives, entre les mêmes puissances belligérantes, relativement aux mêmes territoires, de sorte que, ce qui n'était qu'un fait accidentel et isolé ne tarda pas à faire jurisprudence et qu'il se forma en Europe une série de petites circonscriptions, d'enclaves insignifiantes, parfois au contraire de riches et florissantes provinces, n'ayant à prendre aucune part à la guerre dans laquelle se trouvait mêlé leur souverain : je dis, aucune part, je devrais me borner à dire, qu'en conséquence de la convention de neutralisation, leur territoire ne souffrait pas du passage des gens de guerre, et par conséquent n'avait à craindre, ni les incendies, ni les pillages, ni même la savante contribution organisée par le commissaire des guerres ou par l'Intendant.

Les effets de la neutralisation ne se limiteraient point à cela aujourd'hui : ils s'y bornaient au-

trefois. Un Etat belligérant pouvait-il lever pour son service des hommes d'armes dans la portion de son territoire qui par suite d'une convention, traité ou cartel, ne devait pas prendre part à la lutte actuelle ? Rien assurément ne l'en empêchait. Supposons que le rêve de la neutralisation de la Comté de Bourgogne, tant de fois caressé par les diplomates du XVII^e siècle, eut été réalisé : pourquoi le Roi Catholique, en guerre avec le Roi très Chrétien, n'aurait-il pas pu tirer des troupes de sa Comté, alors qu'il pouvait emprunter au louable Etat de Berne, certainement neutre dans la lutte, autant de troupes qu'il en pouvait payer, et que la France son adversaire ne s'en faisait point faute ? Aujourd'hui que les capitulations suisses sont rejetées hors du droit public européen, que le fait pour un gouvernement de prêter à un belligérant un corps de troupes tout préparé, le ferait sortir de sa neutralité, la question n'est plus la même :

Mais un problème fort délicat peut se poser aujourd'hui à propos de la fraction neutralisée : l'Etat belligérant a-t-il le droit de lever des troupes dans cette portion de son territoire qui ne doit point prendre part à la guerre ? Peut-il, pour se servir d'une expression très moderne, y appliquer sa loi générale de mobilisation ? Cette question, nous essaierons de la résoudre à propos de la neutralité de la Haute-

Savoie : qu'il nous suffise ici de rappeler que dans l'ancien droit, elle était loin de se poser dans les mêmes termes.

Quels étaient donc ces territoires qu'une sorte de jurisprudence constante, que le consentement unanime des Etats belligérants, neutralisèrent pendant les deux derniers siècles, les véritables siècles de la guerre moderne? ils furent en petit nombre, généralement peu importants, mais bien placés : la diplomatie des congrès, si c'eut été son œuvre de les neutraliser, n'eut pas trouvé mieux. Il y avait des portions du territoire autrichien, avancées et enclavées dans l'Occident de l'Empire, principalement dans le Cercle de Souabe, et formant ce que les géographes appelaient l'Autriche antérieure : bases redoutables d'opérations contre la France et ayant bien plus d'importance que leur superficie ne pouvait le faire supposer : tellement importantes que leur perte amenait toujours la maison de Habsbourg et plus tard la maison de Lorraine son héritière à capituler ; nous ne voulons pas parler ici des domaines sporadiques de la noblesse immédiate qui, en fait, constituaient bien autant d'enclaves territoriales à la disposition absolue de l'Empereur, mais qui, en droit, demeuraient neutres tant que la guerre n'existait pas entre la France et le Saint-Empire Romain lui-même, — nous faisons allusion aux véri-

tables possessions autrichiennes, (1) à ces petites seigneuries dont étaient parsémées la ligue des Dix Droitures et celle de la Maison de Dieu, sur le Rhin supérieur, à la ville de Constance, enclavée dans le bailliage de Thurgovie, c'est-à-dire dans un territoire sujet du louable canton de Zürich ; — aux villes forestières de Laufenburg, Waldshut, sur la rive septentrionale du Rhin, grande route d'invasion si célèbre par la retraite de Moreau devant l'Archiduc Charles, en 1796, — au comté de Frickthal, territoire autrichien de l'Argovie, reste unique dans cette région des antiques domaines de Rodolphe et d'Albrecht de Habsbourg, ces hobereaux des républiques praticiennes du Rhin et de l'Aar, dont les successeurs s'étaient perpétués sur le trône des Romains ; — le Frickthal, entouré par des territoires sujets de l'Etat de Berne, fut abandonné au début de ce siècle à la Confédération helvétique : léger dédommagement des exactions du fameux Rapinat.

Toutes les terres autrichiennes dont nous venons de parler furent l'objet de conventions de neutralisation dans les guerres si nombreuses entre la Hofburg et la Cour de Versailles : c'était une tradition de notre ancienne monarchie, tradition que le Comité de Salut public, généralement si plein de tact

(1) Les Vörlœnde,

et de prudence dans les questions extérieures, recueillit pieusement : qu'il s'efforça même de développer, comme on le voit dans la correspondance de Barthélemy, alors ambassadeur en Suisse. Cette tradition tomba malheureusement peu d'années après sous l'influence du Directoire exécutif, qui se montra d'une si rare imprévoyance dans la direction de nos affaires étrangères.

Des portions de l'Autriche, disons mieux et ne craignons pas de nous servir d'expressions de l'époque, des portions des Etats Héréditaires de S. M. le Roi de Hongrie et de Bohême, étaient donc habituellement neutralisées en cas de guerre entre l'Autriche et la France; des parties du sol du Saint-Empire Romain, furent aussi neutralisées dans ces mêmes luttes : citons dans cette revue rapide l'Evêché de Bâle, dont une partie, les gorges de Porrentruy, pouvait même être occupée par la France, « pour « se fermer du côté de Montbéliard », et qu'une convention habituelle neutralisait au début des grandes guerres : — la ville de Strasbourg jusqu'à sa conquête par la France en 1681 (1); et que l'on ne nous objecte pas qu'il s'agit ici d'une neutralité politique, d'une neutralité d'Etat, et que par consé-

(1) Nous ne reviendrons pas, dans la suite, sur la neutralité locale de Strasbourg : il nous faudrait rappeler des événements d'une banalité parfaite et qu'on peut trouver dans les précis les plus élémentaires; nous préférons développer des questions moins connues.

quent nous franchissons les limites que nous nous sommes tracées : Strasbourg, neutre dans les guerres entre l'Empire et la France, était une portion de l'Empire ; elle fut telle, dans la légalité officielle, jusqu'à la paix de Ryswick, ou, si l'on veut être plus précis, jusqu'à la trêve de Ratisbonne seulement : elle payait les Mois Romains et les appels de son petit Sénat étaient portés à la Chambre impériale de Spire : c'est bien d'une neutralité territoriale, d'une neutralité de portion d'Etat qu'il s'agit : il est vrai qu'en fait, depuis que les efforts intelligents de Servien et de d'Avaux avaient fait signer les traités de Münster, c'était bien peu de chose que le Saint-Empire Romain !

Autre neutralité de portion de territoire : celle-ci plus théorique encore que la précédente, mais que nous devons pourtant signaler : il s'agit de la neutralité de la Lorraine, condition *sine qua non* du rétablissement du turbulent Charles V sur le trône de ses pères, à la paix de Ryswick. Le duché de Lorraine (le Barrois mouvant n'est pas ici en question), en dehors de l'affaire de la route stratégique française, qui ne saurait nous occuper, devait être neutre dans les guerres entre la France et l'Empire, neutralité désarmée, équivalant même, dans la pratique, à une occupation permanente par la France qui la bloquait de toutes parts : néanmoins les ter-

ritoires rendus au duc faisaient encore officiellement partie du Saint Empire : voilà pourquoi il fallait citer ici ce cas de neutralité, au moins pour mémoire.

Neuchâtel et Vallengin, non pas suisses comme aujourd'hui, mais ayant passé, par les hasards de l'hérédité féodale, des Nassau aux Hohenzollern, faisaient ainsi partie au XVIII^e siècle et de l'Empire et du Royaume de Prusse. Néanmoins, par suite d'une jurisprudence constante, ils étaient neutres dans les guerres de la France contre l'Empire et contre la Prusse : les longues guerres du siècle dernier n'y laissèrent donc aucune trace : le pays était sous la protection de MM. de Berne, qui n'auraient pas permis qu'on y touchât. Cette neutralité de Neuchâtel pendant les guerres prussiennes allait jusqu'à une désinvolture incroyable vis-à-vis de la maison de Hohenzollern, que l'on peut juger par le fait suivant : durant la guerre de Sept Ans, le louable Etat de Berne raccolait des soldats neuchâtelois dans les régiments qu'il capitulait au service de France : c'est ainsi que, le 6 novembre 1757, à la peu glorieuse bataille de Rosbach, il y eut six compagnies neuchâteloises dans l'armée de M. de Soubise, se battant contre Frédéric II, leur légitime souverain : le fait était tellement étrange qu'il fut remarqué : néanmoins, au dire des juristes locaux, les Neuchâ-

telois n'avaient pas cessé de se conduire en fidèles et loyaux sujets.

La neutralité de Genève pourrait aussi nous retenir : mais sa situation internationale était très indécise, et sa neutralité tellement connexe à celle des cantons, qu'elle se trouve par cela même hors de notre sujet tel que nous l'avons délimité. D'ailleurs c'eût été une neutralité d'Etat et non de territoire : on trouvera néanmoins dans la suite certains détails sur la neutralité historique de Genève, sur les traités de 1603, de 1584, de 1782 et de 1789 au début de notre étude sur la prétendue neutralité du Chablais et du Faucigny.

Neutralité territoriale également, celle de la Franche-Comté, si elle eût jamais été mise en pratique, comme le proposait Louvois, avec l'espoir de n'être jamais pris au mot.

L'organisation bizarre et compliquée du Saint-Empire-Romain dont nos Français de la révolution, centralistes et à l'esprit simpliste, ne peuvent se faire une idée, a donné lieu à maintes applications de la théorie de la neutralité locale. — Neutralité territoriale de fait, appliqué à la Poméranie et aux provinces que la Suède possédait dans l'Empire, malgré le contingent dû pendant les guerres impériales ; — neutralité territoriale forcée, dérivant de la situation politique même, des *langhe* ou fiefs

impériaux se trouvant en Piémont, et faisant partie en droit de la souveraineté piémontaise. La complication des vieilles institutions allemandes a donné lieu à des espèces si multiples de neutralité territoriale, que nous ne voulons pas abuser de la patience du lecteur en les citant toutes : mais cette situation politique bizarre a survécu au vieil empire germanique. Après le traité de Presbourg, la confédération du Rhin, et d'autres institutions inopportunes dues à l'esprit rectiligne, on disait alors idéologue, des conquérants français, supprimèrent jusqu'à la possibilité de ces anomalies : — 1815 et la nouvelle confédération germanique qui devait durer jusqu'en 1866, les firent revivre : un état possessionné à la fois dans la Confédération germanique et hors de cette confédération, comme la Prusse et l'Autriche, pouvait, hors du territoire de la confédération, faire la guerre sans que celle-ci intervint — le cas ne s'est pas présenté pour la Prusse : il s'est présenté pour l'Autriche plusieurs fois dans le cours de ce siècle. Lorsque Charles-Albert et plus tard Victor Emmanuel, avec l'aide de Napoléon III, guerroyaient contre l'Autriche, leurs armées devaient s'arrêter devant les provinces autrichiennes faisant partie de la confédération, l'aile gauche devant le Tyrol, l'aile droite devant l'Istrie, à peine de voir contre eux s'ébranler l'Allemagne tout entière ; ce qui cré-

ait une sorte d'inviolabilité, disons le mot, de neutralité territoriale en faveur des vastes provinces autrichiennes de la confédération : neutralité de fait, bien entendu, car il n'y avait rien qui y ressemblât juridiquement : mais nous devons néanmoins la signaler, car le résultat était le même en définitive, et il aboutissait à l'inviolabilité absolue d'une partie du territoire d'une puissance belligérante. Les guerres de la révolution française, surtout après le traité de Bâle de 1795, nous fournissent encore l'exemple de territoires du nord de l'Empire, neutralisés pendant la durée d'une guerre.

De ces neutralités temporaires, accidentelles, mais finissant en fait par devenir des situations stables et continues, nous passons aux neutralités locales dont le législateur international a décrété par avance la perpétuité, perpétuité bien courte dans certains cas : Rappelons-nous la neutralité de la mer Noire, créée en 1856 par le congrès de Paris, supprimée à Londres quinze ans après.

Tous les exemples de neutralisation que nous venons de citer ne sont plus qu'historiques. Puisse-t-il en être bientôt de même de l'extraordinaire conception de l'art. 92 du traité de Vienne, créant une servitude sans précédent sur des territoires qui sont redevenus français : nous voulons parler de la neutralisation du Chablais, du Faucigny et de la partie de la Savoie située

du nord d'Ugines. — Corcyre, Ithaque, Céphallénie, Cythère ; voilà des îles où les souvenirs classiques ne manquent pas : le dernier des événements qui s'y soient passés, la neutralisation de Corfou, aura certainement bien peu de conséquences pratiques : on nous saura gré de ne pas y insister longtemps.

Il est facile de voir, par les développements considérables qui ont été donnés à la question de la neutralité de la Haute Savoie, qu'elle a été la cause impulsive et déterminante du travail entier. Née dans un jour de malheur, à une époque où tous les peuples de l'Europe se précipitent sur notre pays, où des sociétés secrètes conspirent pour le partager et le détruire,

Αθηρη κτείναντες πατρώια πάντα δάσσονται,

pour employer la belle expression de l'Odyssée, cette neutralité a été évidemment établie contre la France, mais, et là cesse l'unanimité, en faveur de qui l'a-t-elle été ? On a beaucoup écrit sur cette question ; malheureusement les documents que nous possédons se réduisent, ensuite du texte même des traités, à un ensemble de notes diplomatiques et à des articles de journaux : nous avons essayé, dans le cours de cette étude, de relever le double caractère, la double origine à la fois sarde et helvétique de cette neutralité, sarde dans les textes définitifs, mais merveilleusement préparée pour les ambitions suis-

ses qui considéraient cette servitude militaire comme préparatoire à une annexion. Les traités de 1815 stipulaient déjà d'étranges anomalies, qui pouvaient, à la rigueur, en torturant les textes, être regardées comme écrites en faveur de la Suisse : on sait qu'ils n'ont pas suffi au Conseil Fédéral en 1860, qui a prétendu étayer son argumentation sur des instruments diplomatiques vieux de trois cents ans.

Lucien nous dit que l'historien doit être ἀβασίλευτος, c'est-à-dire, sans roi et sans patrie. Pour remplir, autant qu'il était en nous, cette tâche d'impartialité, nous avons, dans un historique peut-être un peu long, recherché les traités secondaires, conventions, cartels, armistices, qui pouvaient donner raison à la thèse suisse. Nous avons trouvé un bien plus grand nombre de documents, émanés du corps helvétique lui-même, qui lui donnent tort, de sorte que nous serons obligés de conclure, comme on le fait généralement en France, à la désuétude forcée des traités de 1815.

Dans l'étude de cette question si difficile, il y avait deux écueils principaux pour l'auteur, et qui sont communs à toute œuvre historique, si modeste soit-elle, ou bien substituer, aux dépens du lecteur, la prose de l'historien aux textes originaux, ou bien citer les documents *in ipsis terminis*, au risque de

passer pour un simple copiste du livre jaune et d'autres recueils diplomatiques moins officiels. Parlons donc des documents employés : lorsqu'il s'est agi de rapporter des faits historiques connus de tous, il nous a semblé qu'indiquer une référence eût été superflu : c'est le système des éditions de Leipsig ; ce n'est pas dans le goût français. Au contraire, pour les événements de détail, les sources ont toujours été indiquées. On n'a point oublié qu'il est absolument interdit de citer un ouvrage de seconde main, et si on l'a fait parfois, ce n'a pas été à titre de document initial, s'il nous est permis de parler ainsi, mais à titre de commentaire dévoilant un certain état d'esprit dans un pays et à une époque déterminés. *Honoris causa*, et à raison de la confiance qui devrait s'attacher toujours aux documents officiels, on n'a pas considéré comme ouvrage de seconde main le livre jaune français, lorsqu'il rapporte une opinion soutenue à l'étranger, et qui a pris corps, pour ainsi dire, dans le texte que nous citons. Sauf cette minime dérogation aux usages, pour laquelle nous nous croyons en droit de plaider une excuse absolutoire, on s'est toujours astreint à rapporter les textes primordiaux : inutile de dire qu'on ne s'est pas cru obligé à les citer *in extenso*, là où une brève analyse paraissait suffire.

La théorie générale de la neutralité locale était

bien plus malaisée à faire que l'énumération, même augmentée de détails historiques, des territoires neutralisés eux-mêmes. On peut trouver une certaine unité dans la théorie de la neutralité perpétuelle d'Etat : la question de la garantie, celle de la levée des troupes, celle de l'internement des belligérants, sont communes et à la neutralité de la Belgique, et à celle de la Suisse et à celle de Luxembourg. Les différences au contraire sont assez restreintes (je ne parle que des différences générales) : le Luxembourg n'a pas le droit de se fortifier, la Belgique et la Suisse au contraire ont ce droit ou au moins le prennent. Il paraît qu'il n'est pas dangereux pour la neutralité du Luxembourg de faire partie du Zollverein allemand : au contraire la seule pensée d'une union douanière entre la Belgique et la France effrayait Lord Aberdeen.

Des différences sérieuses existent donc entre la condition juridique des divers Etats neutres, mais elles sont limitées : ce ne sont que des dérogations à une théorie générale. — Cette théorie générale, nous la cherchons maintenant pour la neutralité locale, et nous croyons qu'il y a une théorie particulière pour chaque espèce. En voici la raison : la neutralité d'un Etat entier est à peu près indépendante de la législation intérieure de cet Etat : que la Belgique soit un Etat unitaire, et la

Suisse un Etat fédéral, leurs obligations, en tant que pays neutres, n'en sont pas changées. Au contraire, pour l'étude de la neutralité d'une portion d'Etat, on ne saurait faire abstraction de la législation interne de chaque Etat, législation qui crée, si on nous permet ce mot, une sorte de droit commun, auquel les nécessités de la neutralité viendront apporter autant de dérogations. Aussi, dans la théorie de la neutralité locale, est-on obligé de recourir au droit interne de chaque pays dont une fraction est neutralisée : au lieu de chercher des solutions exclusivement dans un droit général et vague, nullement sanctionné, nous devons les voir aussi dans le droit positif, c'est-à-dire surtout dans la législation militaire et dans le droit administratif du grand Etat dont une partie est placée dans cette situation anormale : — pour la Savoie, il faut étudier la loi sur les réquisitions militaires du 3 juin 1877 et le règlement d'administration publique qui la suit, les décrets sur les commissions mixtes de travaux publics, sur l'expropriation militaire, etc.

Les principales questions générales se posant sur la neutralité perpétuelle d'Etat doivent d'ailleurs être passées en revue, afin qu'on puisse voir quelles réponses peuvent y être données à propos de la neutralité de territoires.

PREMIÈRE PARTIE.

Neutralité, pendant une ou plusieurs guerres déterminées, de portions du territoire d'un des Etats belligérants.

La souveraineté des Etats n'avait point autrefois, au point de vue des rapports internationaux, le caractère net, tranché et absolu qui la distingue aujourd'hui. Au moyen âge, et même au début des temps modernes, il eût été difficile de dire exactement où commençait et où se terminait le territoire d'un grand Etat, généralement séparé de ses voisins par des provinces limitrophes ou marches, relevant d'une puissance ou d'une autre, parfois indépendantes des deux. Le caractère, je ne dirai pas national, d'un Etat, le mot serait un anachronisme par trop choquant, mais la puissance du monarque qui le gouvernait, allait en s'affaiblissant du centre aux extrémités, jusqu'à ce qu'on arrivât à une zone où le souverain était encore révééré, mais point obéi ; puis aux régions contestées, mais seulement théoriquement entre deux monarchies, ces contrées

ayant d'ailleurs une indépendance de fait. Ainsi en fut-il pour la longue bande territoriale qui séparait la France de l'Allemagne. Elle était brisée en une infinité de principautés que les rois Très-Christiens prétendaient, comme successeurs de Charlemagne, faire relever de leur couronne : de son côté, l'empire germanique les regardait comme siennes, sans pourtant les comprendre dans sa division en Cercles. Ajoutez les difficultés résultant d'une situation juridique très compliquée, la féodalité politique française qui se maintint si longtemps dans les provinces de l'Est, admettant des superpositions de suzeraineté à l'infini, l'immédiateté au contraire étant très fréquente dans le Saint-Empire depuis l'époque de Lothaire II.

Les traités n'avaient pas fait les frontières : elles s'étaient formées toutes seules, œuvre, pour ainsi dire, du temps lui-même ; elles se distinguaient des limites actuelles par la dégradation infinie des teintes, par les transitions insensibles : *natura non facit saltus* : ce vieil adage philosophique pouvait être, avant le seizième siècle, appliqué aux limites d'Etats.

A cette période d'incertitude, et on peut le dire, de non existence des frontières, situation se comprenant dans une civilisation n'ayant ni les besoins douaniers ni les besoins militaires de l'Etat moderne, succéda, au moment même où l'Etat se centra-

lisait à l'intérieur, une période où les frontières furent déterminées positivement : mais quel oubli des limites naturelles, que d'angles rentrants et sortants, que d'enclaves ! Au dix-septième siècle on tailla comme à l'emporte-pièce sur ses frontières, sans aucune régularité, les traités, et je n'en excepte pas ceux de Westphalie, se faisant à peu près exclusivement sur la base dite de l'*uti possidetis*, système convenable à la rigueur à une époque où les campagnes se bornaient à des prises de bicoques, comme on disait alors, sur les frontières, impraticable aujourd'hui depuis que la guerre de Sept-Ans, et surtout celles de la Révolution et de l'Empire ont fait naître les campagnes d'invasion proprement dites. Au dix-septième siècle, chacun gardant en principe ce qu'il venait de conquérir à la fin de la guerre, il en résultait, dans l'abornement définitif des frontières, des avances immenses en pays ennemi. D'un autre côté, des places importantes, dont on n'avait pu s'emparer, demeuraient enclavées dans les Etats du vainqueur. De ces enclaves autrefois si nombreuses vers les confins du territoire français, une seule reste aujourd'hui, c'est l'enclave espagnole de Llivia, dans le sud de l'arrondissement de Prades : elle date du traité des Pyrénées : survivance bizarre d'un système de limites aujourd'hui condamné. De ce système qui exigeait pres-

que l'irrégularité en principe, résultaient des frontières d'une étendue démesurée à cause de leurs circuits innombrables, et partant impossibles à garder. Le premier traité d'Aix-la-Chapelle, qui mit fin en 1668 à la guerre dite de dévolution, restera l'exemple d'un traité conclu sur la base de l'*uti possidetis* le plus radical. Des villes très avancées dans les Pays-Bas catholiques, comme Charleroi, Oudenarde, étant cédées au roi de France : d'autres, au contraire, situées bien en arrière, demeurant à la cour de Madrid, comme Aire-sur-la-Lys, Saint-Venant, Saint-Omer, La nécessité de la défense, l'impossibilité d'établir la ligne des douanes sur des fronts aussi étendus, donnèrent naissance à la théorie du *pré carré*, qui se manifesta pour la première fois à Nimègue en 1678 et se développa dans les traités subséquents, jusques et y compris celui d'Utrecht.

Ce fut l'existence des limites ultra-irrégulières entre les puissances, aux XVII^e et XVIII^e siècles et surtout des enclaves, si nombreuses à cette époque, qui donna naissance aux premières applications de ce qu'on peut appeler la neutralité territoriale locale, théorie, si on peut l'appeler de ce nom, qui s'exerça, très sérieusement et même très efficacement pendant toutes les guerres du XVIII^e siècle, hormis bien entendu celle de Sept Ans, et surtout pendant celles de la

Révolution française. C'est que, malgré la tendance constante, depuis la paix de Nimègue, à régulariser les frontières, il était une puissance européenne pour qui cette régularisation était presque impossible, et qui, durant tout le cours du XVIII^e siècle, posséda chez ses voisins une infinité d'enclaves : je veux parler de l'Autriche. Sous la maison de Habsbourg comme sous celle de Vaudemont, avant et après la Pragmatique, le cabinet de Vienne s'efforça d'échanger ces possessions extérieures contre des provinces contiguës, la maison de Wittelsbach paraissant, d'après la disposition géographique des lieux, toute désignée pour cet échange. L'intervention diplomatique de la France sauva plusieurs fois dans ces occurrences, l'indépendance bavaroise, le cabinet de Versailles, depuis Fleury jusqu'à Vergennes, s'opposant à ces combinaisons dangereuses pour nous, et la diplomatie française n'étant pas devenue plus favorable à la cour de Vienne même quand le système Bernis eut remplacé le système Belle-Isle, regardé comme passé de mode, et que, depuis 1756 l'alliance autrichienne eut été substituée à l'alliance prussienne.

D'ailleurs, cette dissémination de ses forces n'était pas si défavorable à l'Autriche qu'on pourrait le croire : moins groupée qu'aujourd'hui dans la vallée du moyen Danube, elle avait une superficie moindre, mais une bien plus grande influence et dans

l'Empire et en Europe, car chacun des territoires minuscules qu'elle possédait dans l'occident de l'Allemagne, principalement dans les cercles de Souabe et de Franconie, lui donnait droit à une route militaire entre Vienne et ces provinces détachées : de plus, par ses garnisons éloignées et même très minimes, elle bloquait des princes très puissants, et les isolait de la France, ce qui était son but principal : nous avons surtout en vue, on l'a deviné, l'Electeur de Bavière. Mais ces bases d'opération contre la France étaient aussi pour l'Autriche des points vulnérables : car elle finissait toujours par se faire battre en détail : aussi des conventions de neutralité pour ces territoires intervinrent-elles souvent, qui paraissaient faites dans l'intérêt bien entendu des deux belligérants.

1. — Neutralité du Frickthal.

Le Frickthal, vallée complètement ignorée aujourd'hui, était une portion du territoire autrichien située au sud du Rhin, dans la partie de son cours où ce fleuve coule de l'Est à l'Ouest : il était enclavé dans le pays d'Argovie et formait, dans le territoire helvétique, un angle correspondant à la saillie de Schaffouse au nord du grand fleuve. Occupé par les trou-

pes autrichiennes, il pouvait devenir très menaçant pour la France dans une guerre où l'Empire aurait été lui-même partie, hypothèse qui en fait s'est présentée dans toutes les guerres du XVIII^e siècle entre l'Autriche et la France, sauf, naturellement, celle de la Pragmatique. L'occupation du Frickthal permettait dans ce cas aux troupes de la Cour de Vienne, rassemblées là durant la paix, de traverser l'Evêché de Bâle et d'arriver sur la trouée des Vosges, comme on dirait aujourd'hui, sur le Sundgau, suivant l'expression ancienne, et cela, quand bien même une troupe française eut été maîtresse de la rive droite du Rhin et que le fameux pont du Petit Bâle eut été impraticable. — Cette pointe hardie n'était point imaginaire : les troupes impériales la tentèrent en 1709, l'année de Malplaquet. Le second avantage pour l'Autriche consistait dans l'influence qu'elle pouvait avoir, et qu'elle avait réellement, en accumulant des troupes dans le Frickthal, sur le canton de Zürich, dont l'autorité était si grande sur les petits cantons, et sur la diète elle-même qui se tenait parfois à Zürich, parfois à Baden, c'est-à-dire encore plus près du Frickthal. D'où pression inévitable de la Hofburg sur les louables cantons, soit pour les empêcher d'envoyer leurs régiments au service de France, comme le prescrivaient les capitulations en vigueur, soit pour les prendre tous à son service.

Mais il y avait des inconvénients pour la Cour de Vienne à occuper le Frickthal, et qui compensaient bien tous les avantages que nous venons de signaler : une armée française partie de la Haute-Alsace, d'Huningue ou de Neuf-Brisach pouvait, en quelques jours de marches, séparer le corps qui occupait le Frickthal des autres régiments de Laudhon ou de Lichtenstein et le forcer à mettre bas les armes : à vrai dire, cela n'avait point eu lieu : M. de Villars, dans la campagne de Friedlingen, avait passé plus au nord-ouest : — M. de Ségur, lorsqu'il amenait les troupes du roi Très-Chrétien à l'empereur bavarois Charles VII, avait passé bien plus au nord : la guerre de Sept Ans avait été une alliance intime entre Vienne et Versailles. Néanmoins, au début de chaque lutte, la Cour d'Autriche s'était toujours adressée aux cantons pour qu'ils obtinssent du gouvernement français la reconnaissance de la neutralité de cette enclave, que l'on disait alors comprise dans la neutralité suisse (1) expression que l'on trouvera plus tard reproduite *in terminis*, dans l'article 92 des traités de Vienne, créant la neutralité du Chablais et du Faucigny.

Au début de la grande lutte de l'Europe coalisée contre la Révolution française, les ministres de l'é-

(1) Archives des Aff. étr. V. 429, f^o 146,

cole de Kaunitz, se refusaient à proposer la neutralité du Frickthal, comme on le faisait d'habitude. Le ministère girondin que l'Assemblée législative venait d'imposer à Louis XVI, commença à s'alarmer, pensant que, le Frickthal occupé, la neutralité suisse serait en danger et que la France serait alors découverte sur sa frontière du Jura : les mauvaises dispositions de Messieurs de Soleure, qui prétendaient mener les cantons, étaient déjà connues. Le ministre des relations extérieures Dumouriez s'en plaignit au louable corps helvétique. Barthélemy, ambassadeur du roi en Suisse, rendit compte au ministre de ses démarches : il lui écrivait le 1^{er} juin 1792 : « L'exemple du passé nous rappelle que le
« Frickthal a été souvent compris [dans la neutra-
« lité de la Suisse] et sans doute nous ne manque-
« rons pas de l'exiger en cette circonstance, le Rhin
« étant la seule barrière qui puisse nous assurer et
« donner de la solidité à la neutralité. Elle [la Cour
« de Vienne] sait très bien qu'elle n'a rien à
« craindre des Suisses ; elle n'ignore pas qu'au con-
« traire ils redoutent beaucoup sa puissance et les
« moyens qu'elle aurait de la leur faire ressentir ;
« ainsi je ne crois pas qu'elle ait l'intention d'avoir
« dans le Frickthal des troupes dont elle pourrait
« faire un meilleur usage d'un autre côté (1) ».

(1) Aff. étr. 427 fo 283. Frickthal.

Malgré les espérances un peu optimistes de Barthélemy, la neutralité de cette partie du territoire autrichien ne fut pas conclue aussi vite qu'il s'y attendait, et il s'en plaignait le 9 juillet 1792 à Chambonus, un de ces multiples ministres des relations extérieures qui parurent et disparurent durant cette malheureuse année : il mettait tout sur le compte de la mauvaise volonté de la Suisse : « Le corps helvétique a manqué hautement de prudence et d'égards envers la France, en paraissant ne prendre de précautions que contre elle et en ne proposant pas d'admettre la neutralité de la partie du territoire autrichien qui est entre la Suisse et le Rhin. Mais, en blâmant le tort que le corps helvétique a eu de ne pas faire mention du Frickthal (1) ne pourrait-on pas le disculper de la nature des craintes qui témoignent ce que les cantons redoutent véritablement, c'est que les événements ne conduisent les Autrichiens à le violer (2) — c'est qu'il ne se renouvelle l'invasion de 1709. (3) »

Les documents que nous venons de citer montrent que dans cette neutralisation d'une partie du territoire d'un belligérant, ce n'étaient ni la France ni l'Autriche qui convenaient entre elles de cette

(1) Dans la déclaration de neutralité de la Suisse.

(2) Le Frickthal.

(3) Aff. étr. 429 fo 68.

neutralité : les deux puissances s'entendaient avec la Suisse, qui déclarait alors solennellement que le territoire faisait partie de la neutralité helvétique, bien que n'étant agrégé politiquement à la Suisse en aucune manière. — Après les guerres de la Révolution on ne s'occupa plus du Frickthal, enclave insignifiante, qui n'avait d'intérêt que par les bizarres situations de droit international auxquelles elle donnait lieu. — L'Autriche, du reste, renonça à sa possession aux traités de Campo-Formio et de Lunéville. Le Gouvernement français, tuteur de la Suisse, y incorpora le Frickthal, qui fit encore parler de lui cinquante ans plus tard, dans des circonstances assez curieuses : cette libéralité faite par la France à la confédération suisse était rappelée par la première de ces puissances, qui réclamait, comme compensation, sur sa frontière même du Jura, la jouissance entière de la vallée des Dappes. On sait que le traité de 1863 trancha ce différend.

2. — Neutralité des villes forestières.

Les villes forestières, situées sur les rives droite et gauche du Rhin, dans la partie de son cours où ce fleuve coule de l'Est à l'Ouest entre Schaffouse et Bâle. Les principales étaient Waldshut, Laufen-

burg, Reinfelden. Au siècle dernier, ces villes étaient des enclaves autrichiennes du cercle de Souabe, formant avec Fribourg-en-Brigau, Ulm, Constance, ce qu'on nommait l'Autriche antérieure. Elles formaient une route directe vers la haute Alsace. Elles furent généralement neutralisées dans les diverses guerres entre la France et l'Autriche pendant toute la durée du XVIII^e siècle. On les disait alors, comme nous l'avons vu pour le Frickthal, comprises dans la neutralité de la Suisse : les Suisses les occupaient pour sauvegarder cette neutralité. Il ne s'agissait pas, bien entendu, de troupes fédérales, car il n'y en avait pas à cette époque, mais de régiments suisses au service de la cour de Vienne qui étaient eux-mêmes, si l'on peut employer cette expression, neutralisés pour la circonstance (1). Néanmoins cette neutralité ne fut pas toujours respectée par les belligérants. Dans la campagne de Friedlingen, M. de Villars passa très près des villes forestières. En 1709, l'année de Malplaquet, les troupes impériales en violèrent la neutralité, ainsi que celle

(1) Cet exemple de neutralisation de *portion d'armée* au service d'une puissance n'est pas unique : on en trouve d'autres dans les guerres du XVII^e siècle, ainsi pour les corps français et espagnols envoyés « en Candie » au secours de la république de Venise, pendant que la France et l'Espagne étaient en guerre, durant la période qui sépare la paix de Westphalie de celle des Pyrénées.

du Frickthal, et cette violation, qui intimida beaucoup le Corps Helvétique, demeura très célèbre jusqu'à la fin du siècle dernier.

Pendant la guerre de la Pragmatique, la neutralité des villes Forestières ne fut pas non plus respectée : durant la campagne de 1744, pendant que le Roi en personne assiégeait Fribourg, M. de Belle-Isle prit et brûla Rheinfelden. — Pendant la guerre de Sept-Ans la question de la neutralité des Villes Forestières ne pouvait se poser comme pendant les luttes du commencement du siècle. Elle se reposa à nouveau au début des guerres de la Révolution française. Lorsque, à cette époque, on délimita soigneusement les frontières non pas du Corps Helvétique lui-même, mais des territoires inclus dans sa neutralité, deux systèmes, presque deux écoles, se trouvaient en présence (voyez *infra*, à propos de la neutralité de Neuchâtel et de Vallengin) l'une déclarant que la France ne pouvait reconnaître comme neutres les territoires qui ne faisaient point partie de la Suisse à l'époque du traité franco-Suisse de 1777, l'autre pensant au contraire que l'extension de la neutralité des louables cantons aux territoires voisins ne présentait que des avantages pour la France. Barthélemy, ambassadeur à la résidence de Baden, était de ce dernier avis : « Il sembleroit très avantageux pour les deux puissances belligérantes, »

écrivait-il, « d'y comprendre les Villes Forestières (1). » Toutefois une difficulté imprévue s'élevait, qui était que la Suisse seule se trouvait impuissante devant le mauvais vouloir de la Hofburg ; celle-ci ne paraissait point disposée à faire occuper les villes forestières par des régiments suisses capitulés à son service, ainsi que cela s'était fait autrefois (2).

Barthélémy ne renonçait pas pour cela à l'espoir de comprendre encore une fois les villes forestières dans « l'enceinte de la neutralité du corps helvétique » et il l'écrivait à Lebrun le 1^{er} décembre 1792.

Toutefois, cette neutralité ne put être renouvelée pendant les guerres de la Révolution comme elle l'était autrefois : en 1796, Moreau, dans sa célèbre retraite devant l'archiduc Charles, fit passer ses parcs et ses bagages par la route des villes forestières. Après Lunéville et la médiation, les villes forestières furent données partie à la Suisse centralisée du premier Consul, partie en pâture aux petits princes germaniques de la rive droite du Rhin qui ne demandaient partout que des annexions, la

(1) Politique n° 52, Barthélemy à M. de Chambonas, ministre des relations extérieures. Aff. étr. V. 427 443. V. 428 fo 106. Lettre de Barthélemy à Chambonas, pol. 60 « mais alors les Villes forestières étaient gardées par les troupes suisses à la solde de la maison d'Autriche » (A. E. V. 429. 5° 146).

sécularisation des biens d'Eglise et la confiscation (car on ne peut trouver d'autre mot) des biens patrimoniaux de la noblesse immédiate, ayant mis leurs appétits en éveil.

Aujourd'hui Waldshut appartient au Grand Duché de Bade, Rheinfelden est une préfecture du canton d'Argovie, Laufenburg est partagé, Kleinlaufenburg appartient à Bade, Gross Laufenburg à la Suisse : le nom même de « Villes forestières » si célèbre autrefois par les batailles et les traités de neutralité locale, a presque disparu de la mémoire de nos contemporains.

3. — Neutralité de Neuchâtel et de Vallengin.

L'histoire de Neuchâtel et de Vallengin dans le dernier siècle est une application importante de la théorie de la neutralité locale. Fief bourguignon passé à la maison de Hohenzollern au début du dix-huitième siècle, la principauté de Neuchâtel fut à cette époque agrégée politiquement à la monarchie prussienne, bien que ce titre n'eût point encore été reconnu par la France à l'Electeur de Brandebourg. Province très éloignée d'un Etat belligérant, dont le chef était l'un des souverains les plus acharnés contre la France pendant la guerre de succession d'Espagne, sa proximité de Berne lui assura la paix et aucunes hostilités n'eurent lieu sur les crêtes du Jura. Il y avait d'ailleurs impossibilité matérielle pour le Grand Electeur à faire passer en temps de guerre avec la France, ses troupes dans sa principauté de Neuchâtel et de Vallengin à moins de traverser les terres de l'évêque de Bâle, qui gardait toujours une prudente neutralité, et celles du louable canton de Soleure, très influent dans la confédération Suisse. La France, il est vrai, aurait pu faire saisir la principauté par l'intendant de la géné-

ralité de Besançon, circonscription limitrophe, mais elle n'avait garde de le faire, pour ne point méconter les *magnifiques seigneurs* de Berne. Cette situation bizarre d'une province neutre relevant d'un Etat aussi militaire que la Prusse, se continua pendant les guerres du XVIII^e siècle. Le Roi-Sergent ayant été, à l'étonnement de tous, et peut-être surtout de son fils, allié de l'Autriche pendant la guerre dite de succession de Pologne, en 1734, la question de Neuchâtel se posait à nouveau : même solution qu'avant la paix d'Utrecht, et, on peut le dire, sans contestation : pourtant Neuchâtel était partie du sol d'Empire et du sol prussien, et, à ces deux titres elle aurait dû être en guerre contre la France de Fleury, qui luttait à cette époque contre l'Empereur, l'Empire et la Prusse. Le traité de Vienne de 1735, qui termina cette lutte, s'occupait bien des questions, mais point de la neutralité Neuchâteloise qui continua à subsister bien que non reconnue théoriquement. A l'inverse de la question du Frickthal qui se posait pendant la guerre de la Pragmatique et qui ne posait pas pendant celle de Sept Ans, la guerre de succession d'Autriche, première alliance de la France et de la Prusse, ne pouvait présenter d'intérêt pour Neuchâtel.

Au contraire, pour la guerre de sept ans, mais nous avons vu que le roi de Prusse laissa recruter contre lui dans sa principauté.

Pendant la guerre de la première coalition, la scène change. Le roi de Prusse veut prendre l'offensive contre la République française : pour cela il faut que la neutralité de sa principauté de Neuchâtel soit bien assurée, afin qu'elle ne soit pas envahie ni surtout révolutionnée par les idées françaises. Frédéric-Guillaume s'attacha à demander cette neutralité aux cantons suisses dès le début de 1792 : la principauté, portion de l'Etat prussien, ne sera point neutre par elle-même : ce sera la neutralité du corps helvétique qui s'étendra sur elle (1) — Mais

(1). M. de Monval, député de Neuchâtel, était porteur d'une lettre du Roi de Prusse pour la diète helvétique. Un comité a été chargé de l'entendre : il a demandé au nom de ce prince que Neuchâtel fût compris dans la neutralité de la confédération, et pour frapper davantage l'attention des députés des cantons, il leur a annoncé que S. M. Prussienne, d'accord avec le cour de Vienne, allait faire avancer 50.000 hommes du côté de la France, qui devaient n'agir que défensivement, à moins que nos troupes ne provoquassent l'offensive. Je n'ai point négligé les moyens de chercher à détruire ou à diminuer l'effet de ces insinuations, mais elles devaient faire impression, puisqu'elles tendent à favoriser le désir, qui est très naturel, que les Suisses forment et expriment de voir les troupes étrangères ne plus s'établir sur les frontières et surtout dans les pays avec lesquels plusieurs cantons ont des traités de bourgeoisie et tous des rapports d'amitié. Cependant, les députés de quelques cantons n'avaient d'abord montré aucune inclination pour accueillir la demande prussienne, mais la pluralité est bientôt devenue majorité et il a été aussi décidé que les puissances belligérantes seront également invitées à comprendre la principauté de Neuchâtel dans la neutralité helvétique (Barthélemy à Dumouriez, 29 mai 1792). Politique 40. Papiers de Barthélemy, par Jean Kaulek I, p. 155.

il y a deux objections : et d'abord la France ne paraît point y tenir (1) et elle semble plutôt vouloir garder le droit éventuel d'occuper Neuchâtel que les armées prussiennes ne pourront pas secourir sans violer la neutralité de l'Evêché de Bâle (n'oublions pas qu'à ce moment l'Empire n'avait pas encore déclaré la guerre à la France). Il y avait, en second lieu, une objection juridique, les puissances étrangères n'étant tenues de regarder comme compris dans la neutralité helvétique que les cantons eux-mêmes : la France en particulier, toutes les fois qu'elle renouvelait son alliance avec les Suisses et Grisons, reconnaissait la neutralité des cantons et des territoires voisins qui en dépendaient, limitativement énumérés. Or le dernier renouvellement du traité d'alliance avait été conclu en 1777, et Neuchâtel n'y avait point été compris (2).

Neuchâtel n'en fût pas moins neutre dans la guerre qui eut lieu entre son souverain et la République française jusqu'au traité de Bâle. Sous l'Em-

(1) Cette invitation n'est qu'un objet de négociation, et ne nous empêche point du tout de nous emparer de cette principauté, si nous avons la guerre contre le Roi de Prusse. Le corps helvétique le prévoit bien (Barthélemy à Dumouriez, Pol. 40. *in fine*).

(2) Barthélemy à Dumouriez, Politique 42. Aff. étr. Vol. 427. f° 283. — *id.* 428 f° 5. — Quant à Neuchâtel dont parle M. Ochs, je vois... que notre gouvernement ne s'est pas du tout soucié, pendant la négociation du renouvellement de l'alliance de 1777, que cette principauté y fût comprise.

pire, le territoire neuchâtelois étant détaché de la monarchie prussienne, sa situation juridique n'offre plus d'intérêt, au point de vue spécial qui nous occupe. Nous passerons donc sous silence le principat de Berthier. En 1815, Neuchâtel nous présente, mais cette fois à titre permanent, un exemple curieux de neutralité territoriale locale : elle est portion du royaume de Prusse, et neutre comme canton suisse : cette neutralité locale qui n'eut du reste pas d'application puisque la Prusse, de 1815 à 1864, fut en paix avec toute l'Europe, sauf la guerre danoise de 1848-1849, qui se passait très loin de Neuchâtel, prit fin en 1857 lorsque la principauté cessa d'être soumise à la souveraineté des Hohenzollern pour devenir exclusivement canton suisse. Nous ne raconterons pas cette révolution, qui n'a aucun rapport avec la théorie de la neutralité locale.

4. — Neutralité de l'Evêché de Bâle.

Il ne s'agit point ici du canton de Bâle, incorporé à la confédération suisse depuis le commencement du seizième siècle, et partant compris sans conteste dans la neutralité helvétique, mais de l'Evêché de Bâle, principauté du Saint-Empire, située dans le Cercle de Souabe. Cette situation de principautés épiscopales ne comprenant pas la ville dont elles portaient le nom était très fréquente dans la vallée du Rhin : nous n'avons qu'à rappeler Cologne et Strasbourg. Rien de plus compliqué du reste que l'évêché de Bâle : à l'époque de la révolution française il comprenait des terres assez nombreuses situées sur la rive droite du Rhin, dans une contrée correspondant aujourd'hui à l'extrémité sud-ouest du Grand-Duché de Bade : — il relevait immédiatement de l'Empereur : on sait ce que cela voulait dire depuis les traités de Münster. La ville de Bâle faisait partie du canton, et avait embrassé la Réforme ; aussi son évêque n'y résidait-il point : — A l'ouest du canton de Bâle et de celui de Soleure, se trouvaient les bailliages du Jura, faisant aussi partie de l'Evêché de Bâle : la Révolution en fit plus tard le dé-

partement du Mont-Terrible : 1815 les réunit au canton de Berne, à leur grand déplaisir. A la fin du XVIII^e siècle, les bailliages du Jura comprenaient les gorges de Porrentruy, que la France occupa dès le début des guerres de la révolution, et qui lui étaient nécessaires pour sa défense depuis que la paix de Ryswick lui avait fait perdre Montbéliard, annexé par arrêt des Chambres de réunion. Ajoutons qu'une partie de la province française du Sundgau (Haut-Rhin) relevait au spirituel du diocèse de Bâle. Soleure, ville catholique, était la résidence de l'évêque de Bâle depuis la Réforme (1).

Comme prince du Saint-Empire, l'Evêque de Bâle n'avait qu'une influence assez restreinte : il ne fut jamais électeur : — toute l'importance de sa principauté provenait de sa principauté géographique. Aussi fut-elle neutralisée parfois, dans les guerres entre la France et l'Empire : elle était partie du territoire d'une des puissances belligérantes, et c'est à ce titre qu'elle rentre dans notre sujet. Il fallait,

(1) Soleure était de plus la capitale d'un canton très influent sur ses confédérés : son insignifiance actuelle ne peut guère donner idée de son importance d'autrefois. Elle était la résidence officielle de l'Ambassadeur du Roi Très-Christien près du Louable Corps Helvétique : c'était là que s'échangeaient les serments d'alliance entre la France et les Cantons ; une partie de cette cérémonie se faisait seulement à Paris entre le Chancelier et les délégués des ligues.

Barthélémy, le premier, quitta la résidence de Soleure pour aller s'établir à Baden.

bien entendu, que l'Empereur et l'Empire y consentissent (1) ce qui prouve bien que cette neutralité pouvait exister en cas de guerre où le Saint-Empire se trouvait partie, sans quoi cette autorisation eût été superflue. L'Evêché de Bâle, quand sa neutralité était reconnue, se trouvait, de même que Neuchâtel, réputé faire partie (2) de la neutralité de la Suisse.

1. Barthélemy au corps helvétique (7 août 1792). — id. — M. Dubouchage, à Barthélémy : La neutralité de Bâle ne peut exister qu'avec l'assentiment de l'Empire et de l'Empereur (AE. 484—482 — id. 483 — Politique 46).

2. « Le prince évêque de Bâle, autorisé par la Cour de Vienne et l'Electeur de Mayence (1) à solliciter que la partie de son Etat qui est soumise aux lois de l'Empire Germanique fût comprise dans la neutralité helvétique, en a fait faire la demande à Frauenfeld par ses députés. Les députés des principaux Etats se sont mis en avant pour me dire combien il serait important pour la tranquillité du Corps helvétique que l'Evêché fût libre de troupes étrangères. Reflexion que la présence des troupes françaises dans le Porrentruy donnerait peut-être plus de force à leur neutralité ; en empêchant le renouvellement d'une violation qu'ils ne doivent pas avoir oubliée (2). Un moyen qui aurait tout concilié eût été que nous eussions engagé les Suisses à garder l'Evêché, mais l'état de nos finances ne nous permet pas cet arrangement. » Papiers de Barthelemy, *passim*.

1. Comme archichancelier de l'Empire.

2. Allusion aux violations de 1709 et de 1735.

5. — Neutralité de divers districts de la partie septentrionale du Saint-Empire, après la paix de 1795.

Cette neutralité locale offre un caractère tout particulier : d'abord elle fut purement accidentelle et ne se présenta que pendant une guerre déterminée, ce qui diminue beaucoup l'intérêt théorique qu'elle présente ; en second lieu, tous les territoires que nous avons vu neutraliser pendant la guerre de la première coalition, qu'ils appartenissent à l'Autriche ou non, furent déclarés « compris dans la neutralité de la Suisse ». Ici il n'est pas question de la Suisse, à cause de son grand éloignement géographique, — la neutralité que nous étudions se présente comme absolument autonome, si l'on peut se servir de cette expression : — enfin, et c'est selon nous le caractère le plus important, il s'agit d'une neutralité de partie d'Etat belligérant, et la convention de neutralité n'est pas conclue avec l'Etat belligérant lui-même, mais avec une tierce puissance, la Prusse. Cette complication résulte de la constitution intérieure du Saint-Empire Romain, dont les diverses parties pouvaient, depuis les trai-

tés de Westphalie, conclure une paix séparée (1). La paix de Bâle, de 1795, par laquelle la Prusse se détacha de la coalition et fit son accommodement particulier avec la République française fut l'application de la liberté laissée aux divers Etats de l'Empire par le traité de 1648. A cette date de 1795, la neutralité s'étendit à de petits districts de l'Empire, notamment dans les Cercles de Basse-Saxe et de Westphalie, l'Empire lui-même continuant toujours la guerre avec la France : nous savons qu'il ne fera sa paix qu'après Campo-Formio, — et la Diète ne consentant en aucune manière à la neutralité de ces districts de la Basse-Allemagne. — Cette déclaration de neutralité nous paraît occuper une place tout à fait à part dans l'histoire de la neutralité locale : nous ne devons pas du reste nous exagérer son importance pratique, qui fut à peu près nulle. Voici les textes qui la consacrèrent, et que nous

1. Il ne s'agit pas ici d'une pure et simple application des traités de 1648 : ce serait une simple neutralité d'Etat, en considérant la principauté d'Empire, comme un Etat, et non point une neutralité de portion de territoire. Ce sont, dans le traité de Bâle et la convention qui l'accompagne, des lignes de géographie physique et des limites cosmographiques qui forment la zone neutralisée, et non point des frontières politiques de principautés : voilà pourquoi il s'agit bien ici d'une neutralité de partie d'Etat. Pour les mêmes motifs nous passons sous silence les traités de neutralité conclus avec les petits princes de l'Empire, car ici il s'agit plutôt d'une neutralité d'Etat (traité avec le prince d'Isenburg (28 fructidor an VIII), etc.

nous bornerons à citer : ce sont l'article 3 du traité de Bâle, signé le 5 avril 1795 entre la France et la Prusse et convention particulière, conclue aussi à Bâle, en date du 28 floréal an III (17 mai 1795). Voici les termes de l'article 3 :

« Afin d'écarter le théâtre de la guerre des frontières des Etats de Sa Majesté le Roi de Prusse,
« de conserver le repos du nord de l'Allemagne
« et de rétablir la liberté entière du commerce entre cette partie de l'Empire et la France, comme
« avant la guerre, la République Française consent
« à ne pas pousser les opérations de la guerre, ni
« faire entrer ses troupes, soit par terre, soit par
« mer, dans les pays et Etats situés au-delà de la ligne de démarcation suivante (1) : Cette ligne
« comprendra l'Ost-Frise et descendra le long de
« l'Ems et de l'Au jusqu'à Münster, etc..... — La
« République Française regardera comme pays (2)
« et Etats neutres tous ceux qui sont situés derrière cette ligne, à condition qu'ils observent de
« leur côté une stricte neutralité dont le premier
« point sera de rappeler leur contingent, etc. »

(1). C'est surtout la fixation d'une ligne de démarcation purement physique au lieu de l'énumération des Etats neutres, qui donne à cette neutralité le caractère d'une neutralité territoriale locale. Voir *citra*, la note de la page précédente.

(2). Même remarque. On ne se sert pas exclusivement du mot Etats.

La convention particulière conclue le 28 floréal entre la République Française et le Roi de Prusse « pour la neutralisation de certains territoires », reproduit, dans son article 1^{er}, l'article 3 du traité de Bâle : dans son article 2 elle règle les principales conditions de la neutralité :

« Art. 2. La République française regardera comme pays et Etats neutres tous ceux qui sont situés derrière cette ligne, à condition qu'ils observent de leur côté une stricte neutralité, dont le premier point sera de rappeler leurs contingents, et de ne contracter aucun nouvel engagement qui pût les autoriser à fournir des troupes aux puissances en guerre avec la France. »

Un nouveau traité signé à Berlin le 5 août 1796 modifia les limites de la zone neutralisée.

Cette neutralité de certaines parties du nord de l'Empire présente une situation mixte entre la neutralité d'Etat et celle de partie d'Etat : l'obligation de rappeler le contingent figurant dans l'Armée des Cercles, voilà ce qui la rapproche beaucoup de la neutralité d'État : il ne saurait être question de ce rappel de contingent dans la neutralité locale, proprement dite, dans celle du Frickthal, ou des Villes forestières, non plus qu'aujourd'hui dans la neutralité de la Savoie ou celle de Corfou.

DEUXIÈME PARTIE.

DE LA NEUTRALITÉ LOCALE PERPÉTUELLE.

Les cas que nous venons de passer en revue ne sont point des applications de la théorie de la neutralité perpétuelle : il va en être différemment de ceux qui vont suivre. La neutralité locale perpétuelle prend naissance en 1815, en même temps, peut-on dire, que la neutralité perpétuelle d'Etat. On en fait la première application à une partie du territoire sardé : il faut attendre quarante ans pour la seconde : elle n'a lieu qu'au Congrès de Paris de 1856 : il s'agit de la Mer Noire et des eaux territoriale russes et turques. En 1860 des évènements se produisent qui enlèvent toute raison d'être à la neutralité de la Savoie septentrionale : a-t-elle disparu pour cela ? C'est une question très grave, très contestée et qui mérite d'être débattue longuement. En 1864 commence la neutralité locale de l'île de Corfou : celle-ci, plus heureuse que la neutralité de la mer Noire et celle de la Savoie, a déjà eu une application pra-

tique, mais d'une très faible importance. Le canal de Suez, et le bassin du Congo nous fournissent deux autres exemples de neutralité locale perpétuelle, et encore peut-on hésiter sur ce mot « perpétuel » à propos de la neutralité du Congo.

(1) Nous avons déjà dit dans notre introduction que nous ne nous occuperions pas de la neutralité du Canal de Suez, plutôt *neutralité d'établissement*, s'il est permis de s'exprimer ainsi, que *neutralité territoriale* proprement dite.

NEUTRALITÉ DU CHABLAIS ET DU FAUCIGNY.

I.

L'article 92 des traités de Vienne dit « que le Chablais et le Faucigny » font partie de la neutralité de la Suisse. Le Chablais est la rive méridionale du lac Léman, entre l'embouchure de la Morge, à l'Est, et celle de l'Hermance, à l'Ouest : — au point de vue administratif, c'est l'arrondissement de Thonon. Le Faucigny, situé au sud du Chablais, comprend les vallées supérieure et moyenne de l'Arve, affluent de gauche du Rhône. Avant 1815, il comprenait même la vallée inférieure, qui fut cédée à cette époque à la Suisse. Au point de vue administratif, le Faucigny forme l'arrondissement de Bonneville. Les deux arrondissements de Bonneville et de Thonon sont situés en dehors de la limite des douanes françaises, situation qui leur est commune avec la moitié de l'arrondissement de Saint-Julien et avec l'arrondissement de Gex (Ain). Il y a toutefois cette différence entre la situation douanière de Gex et celle des trois arrondissements de la Haute-Savoie, que la neutralité douanière de Gex résulte des traités de 1815, au

lieu que celle de la Haute-Savoie provient d'une concession unilatérale, gracieuse, mais à coup sûr intempestive, faite par décret dictatorial de l'Empereur en 1860, révocable *ad nutum*, il n'y a pas à en douter (1).

Ce qu'on est convenu d'appeler la neutralité, non plus douanière, mais militaire de la Savoie, ne se borne pas au Chablais et au Faucigny : elle y était limitée au début de 1815. Nous verrons que les traités définitifs l'ont étendue à toute la région située au nord d'Ugines et d'un parallèle allant de cette localité à un point indéterminé sur les rives du lac du Bourget. Il n'est pas question de la limite de cette zone neutre à l'est d'Ugines : il n'en était pas besoin en 1815, car aucune route ne remontait les gorges de l'Arly, affluent de droite de l'Isère, qui s'y jette à Conflans, aujourd'hui Albertville, et à l'orient des gorges de l'Arly la limite était suffisamment indiquée par la crête des montagnes secondaires qui séparent la Tarantaise, ou vallée supérieure de l'Isère, du Faucigny, vallée de l'Arve : c'est encore aujourd'hui sur cette crête qu'est établie la ligne des douanes. Maintenant, la situation stratégique à l'orient d'Ugines s'est modifiée du tout au tout, par

(1). Voir la limite des douanes françaises, dans notre carte de la Savoie neutralisée. — Révocable *ad nutum*, sauf les conventions commerciales spéciales conclues avec la Suisse pour ces régions.

L'ouverture, sous le régime français, de la route départementale d'Albertville à Thonon, remontant la vallée de l'Arly, et franchissant la ligne des douanes à Flumet : dans cette région, la limite de la zone neutre n'est donc pas fixée. Du reste, même aux endroits où elle est indiquée dans le traité, cette limite demeure fort vague : aucun abornement, bien entendu : on ne peut la comparer qu'aux frontières dites « astronomiques », parce qu'elles suivent un degré de latitude déterminé, qui séparent, dans l'Amérique du Nord, les Etats-Unis de la Dominion of Canada.

Les autres limites de la zone neutre sont, sans conteste possible, les frontières Suisses et l'ancienne frontière française de 1815 suivant le thalweg du Rhône. Nous avons essayé de déterminer les limites de la région neutralisée autant qu'elle pouvait l'être : il nous reste maintenant à nous demander quel est le caractère de cette neutralité, et même si elle existe encore à l'heure actuelle. Autant de questions qu'on ne peut résoudre sans le secours de l'histoire.

II.

Résumé historique jusqu'au XVI^e siècle. — Histoire diplomatique des bords du lac Léman à partir de cette époque. — Traité de 1564 entre Berne et la Savoie. — Révolte de Genève contre la suzeraineté du duc de Savoie. — Première tentative de neutralisation du Chablais en 1611. — Question de l'occupation du Chablais et du Genevois au début de la guerre de la ligue d'Augsbourg. — Protestations de Genève. — Réponse de Louvois.

Rien n'a plus varié que la situation des frontières dans cette vallée supérieure du Rhône : sans remonter au moyen âge, pendant lequel ces régions faisaient partie du royaume de Bourgogne Transjurane, depuis royaume d'Arles, sans rappeler la donation faite par Rodolphe III, dernier roi d'Arles, à Conrad le Salique, empereur des Romains (1), il ne faut pas oublier la situation complexe de ces contrées au XV^e et au XVI^e siècle : — le royaume de France s'arrêtait à la Saône : là, finissait la suzeraineté du Roi très-Chrétien (2), les régions situées à l'Orient

(1) Sur l'histoire du royaume d'Arles, voir la très intéressante étude de M. Paul Fournier, professeur à la faculté de droit de Grenoble (royaume d'Arles et de Vienné). Paris, Picard. 1891).

(2) C'est avec intention que nous employons le mot de *Roi* très chrétien et non de *Roi* de France. Il s'agit ici d'une question de droit international et le titre de T. C. était pris dans toutes les questions extérieures. Ainsi dans ses rapports même de protectorat avec Genève, le Roi était-il Très Chrétien. Dans l'intérieur du royaume il était seulement le Roi. Voir l'arrêt du Parlement de Paris cassant un arrêt du présidial de Bar-le-Duc, en 1698.

faisaient partie du Saint-Empire romain de la nation germanique, dont la domination presque nominale n'apportait que quelques restrictions à l'indépendance absolue de ces pays : défense de guerroyer contre l'Empereur, paiement des mois romains (1), impôt qui du reste ne rentrait pas, et depuis le règne de Maximilien, juridiction de la Chambre Impériale de Spire : encore ces localités, séparées du corps de l'Empire par les cantons Suisses, dont l'indépendance, reconnue de droit seulement en 1648, aux traités de Münster, l'était de fait depuis longtemps, ne firent-ils jamais partie de la division en cercles. Si l'Empereur des Romains était le suzerain nominal de ces contrées, il y avait des souverains effectifs, dont le plus puissant était le duc de Savoie. Issu de la famille des comtes de Maurienne, le duc de Savoie possédait tous les pays situés à la périphérie du lac Léman (nous ne nous occupons que de ceux-là) le Chablais, le pays de Vaud, Genève même, encore qu'elle ne fût qu'une possession médiante et gouvernée par un prince-évêque. A l'occident de Genève, le pays de Gex lui appartenait, de même que, plus loin, le Bugey et la Bresse. Les sou-

(1) Bien entendu nous ne faisons allusion aux mois romains qu'à propos de laduché de Savoie elle-même, et non à propos des autres parties de l'ancien royaume d'Arles : le comprendre autrement serait un anachronisme.

verains de ces régions étaient ducs depuis fort peu de temps : autrefois, comme comtes de Savoie, perdus dans la foule des seigneurs français, ils s'étaient distingués dans la plupart des batailles de la guerre de Cent Ans : ils profitèrent pourtant des malheurs de la France, à l'époque de la rivalité des Armagnacs et des Bourguignons, pour demander à l'empereur Sigismond de Luxembourg (1) la couronne ducale, et depuis cette époque, ils se considérèrent comme absolument indépendants.

La réforme troubla cet état de choses, renversa la domination de la Cour de Turin sur la rive septentrionale du lac Léman et amena la première des prétentions Suisses sur la rive méridionale ; le louable canton de Berne parvint à s'annexer le pays de Vaud : celui-ci ne gagna guère à ce changement de domination, témoin les conspirations fréquentes contre les Magnifiques Seigneurs de Berne qui cu-

(1) En 1413, l'année même d'Azincourt, le comte de Savoie vint à Lyon demander à l'Empereur Sigismond le titre de duc, les autorités enjoignirent à l'Empereur de se transporter de l'autre côté du Rhône, dans la plaine des Brotteaux, pour faire cet acte de juridiction impériale en dehors du Royaume. Le Dauphiné de Viennois était regardé comme possession personnelle du Seigneur Roi. Voir aussi pour la même époque sur la souveraineté impériale en Dauphiné, la Gallia Christiana des frères Ste Marthe, province de Vienne, règne de l'archevêque Jehan de Nanton. Jehan de Nanton, qui fût plus tard évêque de Paris sous la régence de Bedford, reçut en 1419 Sigismond comme souverain de Vienne. La France était tombée bien bas l'année qui précéda le traité de Troyes.

rent lieu dans ce pays, et dont la plus importante, comme la plus malheureuse, fut celle du major Davel en 1723. Profitant des guerres des Français contre le duc de Savoie, la république de Berne s'empara même du Chablais. A cette époque, la Savoie était conquise par la France et cette conquête avait été sanctionnée par la trêve de Nice. Survint, treize ans après, l'« infâme traité de Câteau-Cambrésis, qui déshonora Henri Second », au dire de Vauban : la Savoie fut restituée à Philibert Emmanuel, qui avait commandé à Saint-Quentin les troupes du Roi Catholique. Pendant ce temps, Genève avait renversé la seigneurie de son évêque et la suzeraineté des ducs de Savoie. — Philibert-Emmanuel, une fois restauré, guerroya contre Berne et quelques autres cantons. Il semble que dans cette introduction historique, nous nous éloignons quelque peu des origines de la neutralité du Chablais et du Faucigny : il n'en est rien. Les débats de la maison de Savoie avec Berne ont amené un traité, en 1564, traité important par les conséquences qu'a prétendu en faire découler le conseil fédéral suisse dans ses discussions avec M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères de l'Empire français, au moment de l'annexion de la Savoie. D'après ce traité de 1564, ou du moins d'après ce qu'on en sait, le duc de Savoie avait cédé à Berne tous ses droits sur le

pays de Vaud et se serait engagé vis-à-vis du canton, au cas où lui-même abandonnerait le Chablais et le Faucigny, à n'en céder la souveraineté qu'à la cité de Rodolphe de Zehringen. Si nous voulions appliquer à cet instrument diplomatique du XVI^e siècle une expression toute moderne, nous dirions qu'il y avait au profit de Berne un droit de préemption sur le Chablais, comparable, *mutatis mutandis*, à celui qui est censé exister aujourd'hui au profit de la France sur le Congo Belge. Il est difficile de croire que cette convention de 1564 n'ait point été abrogée par les traités subséquents : elle n'est rappelée dans aucun d'eux : et ce qui est surtout à remarquer, le congrès de 1815 n'en fit aucune mention : elle était probablement à cette époque depuis longtemps oubliée. Nous n'aurions pas parlé de ce traité de 1564, si, en 1860, le conseil fédéral, à bout d'arguments, ne trouvant rien à répondre aux raisons excellentes, quoique formulées très timidement par le gouvernement impérial, ne l'eût tiré de ses archives pour venir à la rescousse de ses désirs annexionnistes.

Le traité de 1564 pouvait, en 1860, convaincre l'Angleterre, le cabinet de Saint-James étant en froid avec celui des Tuileries à cette époque : il ne pouvait convaincre ni la France, ni l'Europe. D'ailleurs le roi de Sardaigne de 1860, presque roi d'Ita-

lie, représentait-il bien la personnalité juridique du duc de Savoie de 1564 ? il est permis d'en douter : à coup sûr la confédération suisse représentait encore moins la vieille république bernoise : or le traité de 1564 avait été fait avec Berne et non avec les Suisses en général : si Berne réclamait le Chablais en 1860, il eût fallu à *fortiori* qu'elle réclamât le canton de Vaud, qui s'était libéré de sa lourde tutelle en 1798 avec l'appui de la République française.

D'ailleurs la paix de 1564 fut, comme tant d'autres, boîteuse et mal assise : toutes les fois que le Roi Très Chrétien eut guerre avec le duc de Savoie, le canton de Berne n'eut garde d'oublier de nous assister : en ce temps-là les secours suisses ne consistaient pas exclusivement, comme plus tard, en régiments capitulés au service d'une puissance, portant sa cocarde, avoués seulement par un canton ou par une ligue grise : auxiliaires plus indépendants, les Suisses restaient au service de leurs cantons, et, en guise de paiement de la part du prince qu'ils avaient aidé, préféraient une *datio in solutum*, consistant en quelques places fortes dont ils faisaient les vassales de leurs vallées : ainsi avaient-ils fait au commencement du XVI^e siècle, lorsque, conquérant la vallée du Tessin pour le service de notre roi Louis XII, ils la gardèrent pour deux siècles sous

la domination uranienne : l'Italie le leur a assez reproché depuis. — Ainsi espéraient-ils faire une seconde fois en Chablais sous prétexte d'aider Henri IV.

La lutte continuait toujours entre Genève et le duc de Savoie : en 1602, eut lieu la fameuse tentative de l'Escalade, qui ne réussit pas. Cet échec définitif de la maison de Savoie amena la paix : elle fut signée à Saint-Julien en Genevois le 11 juillet 1603. — Ce traité de Saint-Julien, est, dans l'ordre chronologique, le second texte dont on se soit servi pour argumenter de la prétendue neutralité de la Savoie au profit de Genève : nous devons en retenir seulement l'article 19 : « Se contente Son Altesse de
« ne faire assemblée de gens de guerre, ni fortifi-
« cations, ni tenir garnison à quatre lieues de la-
« dite ville de Genève ». Le texte est plus rigoureux sous certains rapports que ceux de 1815, car il interdit les fortifications dans le nord de la Savoie.

Nous verrons ce vieil instrument diplomatique, complètement tombé en désuétude, invoqué en 1815 contre la France par Pictet de Rochemont, au grand étonnement du congrès de Vienne.

La paix venait aussi de se faire entre la France et le duc de Savoie, en 1601 : — le traité de Lyon termina la guerre en cédant à la France le pays de Gex. Un grand résultat politique fut atteint par ce traité, bien qu'il ne fût guère le but des belligé-

rants : Genève fut complètement désenclavée : elle était jusque là demeurée entourée de toutes parts par les terres du duc de Savoie : désormais elle pourra se rapprocher des cantons suisses, évolution que nous ne devons pas manquer de signaler. La question de la neutralité du nord de la Savoie commença à se poser directement peu de temps après. En 1611, l'Europe était menacée d'une guerre générale : le crime de Ravallac avait fait échouer le grand dessein de Henri IV. Le duc Charles-Emmanuel voulut mettre ses Etats d'au-delà des Alpes à l'abri de la tempête politique : il en sollicita la neutralisation auprès des principales puissances de l'Europe : cette neutralisation devait être surtout dirigée contre la France, Charles-Emmanuel se souvenant de l'occupation française sous Henri IV. La Cour du Louvre parut accueillir d'abord assez favorablement cette demande, puis elle s'y montra, avec plus de raison, opposée, et la proposition n'eut pas de suite.

Aucun détail historique ne se rattache directement à notre question pendant la durée du XVII^e siècle, à cause de la paix qui en général (1) ne cessa de régner entre la France et les ducs de Savoie. Mais elle reprit tout son intérêt, lorsque la

(1). Je ne parle pas des expéditions de Louis XIII au Pas de Suse, etc., qui laissèrent la question intacte,

guerre se ralluma, ce qui se produisit en 1689. Le duc de Savoie voulut négocier un nouveau traité de neutralité de la duché protégée par les cantons suisses : ce projet n'eut pas plus de succès que celui de Charles Emmanuel : — cette lutte entre la France et le duc Victor Amé, qui ne fut qu'un épisode de la guerre de la ligne d'Augsbourg, donna lieu à l'occupation par les troupes du Roi de toute la Savoie, même du Chablais et du Faucigny ; Berne, bien payé et qui avait des régiments capitulés au service de France, n'exhuma point son traité de 1564, qu'il avait sans doute oublié ; mais la petite république de Genève se crut perdue : cette frayeur affectée était inexplicable ; la France possédait des frontières assez rapprochées de la ville de Genève, beaucoup plus rapprochées même qu'elles ne le sont maintenant, pour n'avoir aucun besoin d'une nouvelle base d'opérations pour attaquer la république. C'est ce que Louvois expliqua en fort bons termes aux Genevois, dans une lettre qu'il écrivait au résident de France, le 25 août 1689 : « Messieurs de Genève se donnent
« beaucoup d'inquiétude mal à propos ; car, pour du
« mal, Sa Majesté, ne cherche point à leur en faire, et
« la prise de la Savoie ne contribuerait en rien au
« dessein de Sa Majesté, si elle avait envie d'atta-
« quer Genève (1) ». Franchissons deux siècles,

(1) Dépôt de la guerre, 1007.

voyons les explications données par Napoléon III et Thouvenel en 1860 au cabinet de Berne : elles sont les mêmes.

Le traité de Turin, de 1696, qui précéda de quelques mois la paix de Ryswick, rendant la Savoie à son duc, calma les appréhensions de Genevois.

III

Déplacement des frontières franco-piémontaises aux traités de Turin et d'Utrecht. — Conséquences qui en résultèrent pour le rôle militaire de la Savoie. — Le duc Victor-Amé veut la neutralisation de la Savoie. — Il essaie d'obtenir la neutralisation du Fort-Barraux et de Briançon en les faisant occuper par les Cantons. — Louis XIV repousse ses propositions. — Occupation française du Chablais pendant la guerre de succession d'Espagne à titre de menace pour Berne.

Nous avons vu jusqu'ici les prétentions, sinon à la neutralité, au moins à une sorte de servitude sur la Savoie du nord provenir surtout des cantons et de la république de Genève : au dix-huitième siècle, les efforts pour parvenir à ce but viennent surtout de la cour de Turin : — il y eut plusieurs motifs à cette évolution historique : M. de Savoie, simple Altesse Sérénissime au milieu du dix-septième siècle, Altesse Royale à la fin, entre dans la famille des rois au traité d'Utrecht, avec la couronne de Sicile, qu'il devait échanger très vite, un peu malgré lui, il est vrai, contre celle un peu moins

noble de Sardaigne. Il fut désormais un monarque italien : sa fortune fut définitivement fixée à l'orient des Alpes : il dut songer à concentrer toutes ses forces dans les plaines piémontaises pour manger feuille à feuille l'artichaut milanais : la neutralité de la vieille duché de Savoie lui convenait à merveille, le rassurant sur ses derrières contre les entreprises des Français.

Seconde raison historique : la paix de 1713, faisant du duc de Savoie un monarque, l'avait libéré de tout lien féodal vis à vis de l'Empereur des Romains : la conséquence, malheureuse pour lui, était qu'une invasion française en Savoie ne devait plus motiver aucune protestation de l'Empire, bien que, depuis les traités de Münster et d'Osnabrück qui avaient presque anéanti le corps germanique, ces protestations n'eussent qu'un caractère théorique.

Mais il y avait un troisième motif peu connu des Français, qui ignorent souvent l'histoire de leurs anciennes frontières : — la volonté de neutraliser la Savoie avait pour point de départ, non seulement le désir d'immobiliser le moins de troupes qu'il était possible à l'occident des Alpes, mais surtout de couvrir le Piémont : or, si la Savoie pouvait couvrir le Piémont contre une attaque française après le traité de Ryswick et surtout après celui d'Utrecht, elle ne le pouvait pas auparavant ; c'est que, à partir

de 1696 tout commence à changer dans ces régions : la France perd Pignerol, c'est-à-dire un poste avancé vers Turin, par lequel se faisaient toutes les invasions. Quand la France possédait Pignerol, que la Savoie fût conquise ou non par nos armes, peu importait à la sécurité immédiate de la capitale du Piémont. Pignerol perdu par la France, la valeur stratégique des passages du Mont-Cenis et du Petit Saint-Bernard augmente : la Savoie devient moins excentrique à l'invasion. L'importance militaire de la duché augmenta bien davantage quand, au traité d'Utrecht, la France eut fait, un peu légèrement peut-être, le sacrifice de toutes les vallées orientales avec les places d'Exilles, Fénestrelles et Château-Dauphin, qu'elle possédait depuis le règne de Philippe de Valois.

Exilles une fois retourné contre Briançon, le Mont Genève cessera d'être la grande route stratégique de France en Italie, la France n'étant plus souveraine des deux versants. Aussi le duc de Savoie, bien que le mont Cenis fût tenu en bride par la place de Suse, craignant des invasions de ce côté, chercha-t-il au congrès d'Utrecht à obtenir la neutralisation de la Savoie, dût-il pour cela raser sa bonne forteresse de Montmélian, Huxelles, Polignac et Mesnager, et les plénipotentiaires étrangers au congrès d'Utrecht avaient bien d'autres questions à

régler : il ne fut point donné suite à la proposition du nouveau roi de Sicile. Mais ce qui prouve qu'il tenait vivement à placer une sorte de tampon entre la France et lui, c'est que, peu auparavant, il avait demandé ou fait demander autre chose, une servitude, non point sur ses propres terres, mais sur celles du roi. Il s'agissait alors de la neutralisation de Briançon et du Fort-Barraux (1). Cette neutralisation était fort bien imaginée : — la neutralisation de Barraux équivalait pour le duc à celle même de la Savoie, sans entraîner les mêmes inconvénients et sans exiger le rasement de Montmélian : — le fort Barraux est situé dans la vallée du Graisivaudan, sur la rive droite de l'Isère, au pied des inaccessibles rocs de Bellefonds qui supportent le massif de Chartreuse. — Toutes les invasions françaises qui ont pénétré en Savoie sont parties du fort Barraux pour de là marcher sur Montmélian : — sur les autres confins, en effet, la Savoie était presque inattaquable du côté de la France, protégée à l'ouest par le Rhône et par le cours du Guiers-Vif. Barraux occupé par les cantons, la maison de Savoie obtenait de bien autres résultats que ceux

(1) Mission du sieur Laurent, envoyé le 21 octobre 1710 par son Altesse Royale à M. le Maréchal de Berwick, commandant les armées du Roi dans le département du Dauphiné — mémoires de Berwick. t. 344.

qu'elle a obtenus, à titre onéreux, un siècle plus tard, par l'article 92 du traité de Vienne. Bien entendu, le mot « neutralisation » n'avait pas été prononcé : au XVIII^e siècle, neutraliser une place se rendait très souvent par l'euphémisme : « la mettre en dépôt entre les mains des cantons suisses ».

Ce système qui consistait à faire occuper indéfiniment des places d'un Etat par des troupes d'un autre Etat, ou pour nous servir d'une expression moderne, le système de l'occupation étrangère permanente, tendait à devenir général à l'époque du traité d'Utrecht : auparavant, pour donner à une puissance le droit d'occuper une place étrangère, on se servait des vieilles distinctions entre le domaine éminent et le domaine utile, le droit éventuel d'occupation étant une application du domaine éminent. Cette théorie se présente encore aux traités de Westphalie, à propos du droit de la France de mettre garnison dans Philipsbourg. A Utrecht, l'occupation étrangère se systématise : on connaît le traité de la Barrière, corollaire de celui d'Utrecht, qui remet la garde des places autrichiennes des Pays-Bas aux Provinces-Unies. Lille fut également menacée du sort d'avoir garnison perpétuelle des Etats-Généraux. Lille ne fut point occupée, non plus que Fort-Barraux, mais cette proposition d'initiative savoyarde ne devait pas être passée sous silence dans une étude

sur la neutralité d'une région alpine, pouvant donner lieu éventuellement, comme nous le verrons plus tard, à une occupation suisse.

La question de la neutralisation de la Savoie s'assoupit encore une fois pour près d'un demi-siècle, la France n'ayant jamais été en lutte avec la Sardaigne depuis le traité d'Utrecht jusqu'à la guerre qui suivit la Pragmatique de Charles VI et ayant même été son alliée pendant la guerre de succession de Pologne.

Quelles étaient, durant ces périodes, les relations entre la Savoie du Nord et les républiques suisses ? Berne ne pouvait se consoler d'avoir perdu le Chablais au traité de 1564, et si elle en tolérait la possession au duc de Savoie, mitigée par son fameux droit de préemption, elle ne pouvait souffrir que la France l'occupât. Cette occupation, au point de vue moral, produisait l'effet d'une occupation du territoire bernois lui-même. La Cour de Versailles le savait bien, aussi un de ses procédés, lorsqu'elle voulait amener le canton de Berne à récipiscence, consistait-il à occuper la rive méridionale du lac, « pour donner jalousie à Messieurs de Berne » (1). Ce qui peut étonner nos contemporains, c'est que ces petites expéditions pacifiques contre Berne avaient le

(1) Mémoires de Berwick. 11, *passim*.

plus souvent pour but de concilier à la France la bienveillance des cantons suisses, sur lesquels le louable Etat faisait sentir un peu trop crûment sa prépondérance.

Cet aperçu historique, qui nous a mené jusqu'au début de notre Révolution, nous a donc montré les efforts, tantôt de certains Etats suisses, tantôt du duc de Savoie lui-même, pour arriver, sous un nom quelconque, à la neutralisation et même à l'occupation suisse d'une partie des régions alpines. Le second texte international que nous allons trouver en suivant l'ordre des dates, le premier étant le traité de St-Julien de 1603, se trouve être la Convention de Carouge, qui reconnaît encore une fois au profit de la république de Genève en particulier, une sorte de servitude sur la partie nord de la Savoie. Pour comprendre les événements qui ont donné lieu à la convention de Carouge, il est nécessaire d'exposer la situation internationale de Genève à la fin du XVIII^e siècle.

IV.

Situation indéterminée des frontières suisses jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. — Nombreuses enclaves. — Situation de Genève. — Ses traités que Berne et Zürich. — Traité de 1782. — Sa conséquence était-elle d'interdire l'occupation de la Savoie du Nord par les Français ? — Solution bernoise affirmative. — Guerre de 1792. — Agitation de la Suisse au début de cette guerre. — Elle s'inquiète de l'invasion possible des Français en Savoie. — Occupation de la Savoie par l'armée de Montesquiou. — Occupation de Genève par les Suisses, en réponse à l'occupation française en Savoie. — Protestations de la France contre l'occupation suisse. — Conflit des traités de 1782 et de 1584. — Tension des rapports entre la France et la Suisse. — Genève prétend que l'occupation française dans le Nord de la Savoie viole la convention de 1782.

La situation de la Suisse, il y a cent ans, était infiniment plus compliquée qu'aujourd'hui : nous ne parlons que des frontières, la politique intérieure et même intercantonale n'étant pas de notre domaine. Tout était annexe ou enclave. En dehors du corps helvétique se trouvaient des états alliés, soit absolument contigus à la Suisse elle-même, comme les ligues grises, soit détachés, comme les républiques de Mulhouse et de Genève. A toute enclave correspond forcément une servitude de passage sur les terres intermédiaires. Ce droit, l'Autriche l'exerçait à propos de l'enclave du Frickthal : les cantons l'avaient-ils lorsqu'ils voulaient occuper des républiques alliées non contiguës, par exemple Genève, iso-

lée de la frontière bernoise par la communauté française de Versoix, de l'élection de Belley ? Question préjudicielle à vider ici : les cantons suisses avaient-ils le droit de mettre garnison dans Genève ? Les textes paraissent ici difficilement conciliables : un traité de 1574 permettait à Genève d'appeler *ad nutum* à sa défense les forces des cantons de Berne et de Zürich. Ce traité paraissait contraire aux droits de la France sur Genève, bien déterminés depuis 1782 et surtout depuis 1789. La minuscule république de Genève était secouée par des révolutions périodiques, de celles que Mme de Staël appelait « des tempêtes dans un verre d'eau » : une de ces révolutions plus importante que les autres, éclata en 1782. La triple intervention de la Sardaigne, de Berne et de la France, dont les troupes occupèrent Genève après le combat du Petit Sacconnex, rendit le calme à la république. La constitution de Genève fut ensuite garantie par les puissances intervenantes et il fut convenu qu'aucune d'elles ne l'occuperait sans l'assentiment des deux autres. La situation fut réglée, d'abord par un traité provisoire en 1782 (1), puis par un autre ins-

(1) Voici le texte le plus important du traité de 1782, c'est l'art. 2, ainsi conçu : « S'il survenait une rupture entre deux des puissances garantes, elles enverraient des plénipotentiaires dans un lieu appartenant à la troisième, pour y aviser de bonne foi avec ceux de cette dernière au meilleur moyen d'exercer leur garantie, et décideraient s'il conviendrait mieux que les 3 puissances fissent mar-

trument plus définitif, en 1789, qui n'était guère que la répétition du premier. Bien que la France fût comme la protectrice de Genève, en faveur de laquelle elle avait supprimé le droit d'aubaine, elle ne pouvait l'occuper sans l'assentiment de ses co-garants : Genève et les louables cantons ses alliés, principalement MM. de Berne, prétendaient même que les textes de 1782 et de 1789 avaient pour conséquence d'interdire l'occupation de la Savoie septentrionale par les Français, puisque cette occupation, isolant par la force des choses Genève de Sa Majesté sarde, réduisait celle-ci à l'impuissance et l'empêchait d'exercer sa juridiction comme co-garant. Si en 1792, l'occupation de la Savoie du Nord par les Français était contraire à l'esprit du traité de 1782, on est bien forcé de convenir qu'elle ne se heurtait à aucun texte : il n'y avait en ces régions, hormis Genève, aucun territoire neutralisé. Ce n'est pas que les territoires faisant partie de la neutralité du corps helvétique (car l'expression n'a pas été inventée par les diplomates de 1814) manquaient sur les frontières de Suisse, à cette époque : nous avons vu que l'évêché de Bâle, principauté d'empire, faisait souvent partie de la neutra-

cher des troupes vers Genève, dont le territoire serait dès lors réputé neutre entre les deux puissances en guerre, ou si l'on n'y ferait marcher que les troupes de la puissance neutre, etc. Voy. Martens. I. 480.

lité de la Suisse, qu'il en était de même du Frickthal, enclave autrichienne, qu'on y assimila même les villes forestières. Pour tous ces points il y avait exclusion de toute garnison étrangère : il n'en était pas de même pour la Savoie, et on ne pouvait l'induire du traité de 1782. Les choses changèrent bientôt, comme nous allons le voir, à la suite de la convention de Carouge.

La France était en guerre avec la Prusse, l'Autriche et la Sardaigne; la cour de Turin avait été le premier rendez-vous de l'émigration; on craignait une invasion des troupes françaises en Savoie; elle n'eut lieu qu'au mois de septembre 1792. Dès le mois de mai, cependant, en plein règne constitutionnel de Louis XVI, les cantons suisses s'agitaient à la pensée d'une occupation possible de la Savoie par la France, et s'efforçaient de faire croire qu'occuper la Savoie, c'était menacer Genève, et que menacer Genève, c'était menacer la Suisse, confusion volontaire qui fut renouvelée avec des clameurs bien plus grandes par le conseil fédéral en 1860. Barthélemy signale cette agitation dans une lettre adressée par lui au ministre des relations extérieures Dumouriez, en date du 9 mai: (1) « Les Suisses sont très inquiets de ce qui pourrait se passer du

(1) Papiers de Barthélemy publié par Jean Kaulek, tomes I et II, passim.

côté de la Savoie à cause de Genève. Vous connaissez les liens de tout genre qui unissent cette république aux cantons de Zürich et de Berne, et indirectement au corps helvétique, et il n'est pas douteux qu'il concevrait des alarmes pour son propre repos si celui de Genève venait à être compromis... » La diète rassemblée en Thurgovie s'efforçait de faire reconnaître la neutralité territoriale de lambeaux d'Etats situés le long des frontières suisses ; il en était question pour Constance et les villes forestières. Il était à craindre que cette pensée ne lui vînt aussi pour les parties de la Savoie voisines du corps helvétique : « Peut-être, écrivait encore Barthélemy à Dumouriez, quand les cantons seront rassemblés à Frauenfeld, exprimeront-ils le désir d'étendre cette neutralité, à l'exemple de ce qui a été pratiqué précédemment, à des pays qui leur sont limitrophes, tels que le Frickthal et l'évêché de Bâle. »

Six mois après, la république française occupait la Savoie tout entière : Genève alors appela à la rescousse les troupes de Berne et de Zürich, s'appuyant sur un traité d'alliance de 1584 (1), d'après lequel chacun des trois états qui se croyait menacé pouvait, *ad nutum*, requérir le secours des deux au-

(1) Voir le texte du traité de 1584 dans la correspondance de Barthélemy avec le ministère des relations extérieures. *Papiers de Barthélemy*, par Jean Kaullek, *passim* : ce traité y est cité par fragments.

tres. Ce traité de 1584, tout à l'avantage de Genève, car à cette époque Berne et Zürich n'avaient rien à craindre, était surtout dirigé contre le duc de Savoie ; la république crut pouvoir le faire servir contre la France : pris en lui-même, le traité pouvait s'appliquer, mais ici une question se posait ? N'avait-il pas été implicitement abrogé par ceux de 1782 et de 1789 dont nous avons parlé plus haut : c'est ce que pensa, avec raison suivant nous, M. de Châteauneuf, résident de France à Genève : il remit une note aux syndics de la république pour protester contre cette violation des conventions internationales et surtout contre l'entrée à Genève des 1600 hommes de troupes bernoises et zürichoises qui venait d'avoir lieu : « Suivant l'édit de 1782, disait-il (1), cette introduction ne peut s'effectuer que préalablement il ne soit nommé des ministres plénipotentiaires par les puissances garantes ». Ces puissances étaient la France et la Sardaigne.

Le cabinet français, très disloqué depuis les événements du 10 août, s'étonnait de cette fureur des cantons alors que la France n'avait fait qu'occuper la Savoie, ce qui était son droit puisqu'elle était en guerre avec le roi de Sardaigne, et nullement attaqué Genève : il craignait que le corps helvétique tout

(1) Note de M. de Châteauneuf, résident de France à Genève, remise à MM. de Genève, le 27 septembre 1792. Aff. étr. V. 431. fo 30.

entier ne déclarât à ce propos la guerre à la France, ce qui eût découvert sa frontière du Jura ; il faisait part de ses appréhensions à Barthélemy : « Ce sont, répondait Barthélemy à Lebrun, qui avait succédé à Dumouriez aux relations extérieures, ce sont nos dispositions contre la Savoye qui ont occasionné les levées et les mouvements ordonnés par l'État de Berne (1). — » Le trésorier Frisching que l'on voit souvent à cette époque en correspondance avec l'ambassadeur de France, lui soutenait qu'en vertu du traité de 1584, Berne et Zürich se trouvaient dans la nécessité d'occuper Genève (2).

Mais le traité de 1782 n'avait-il pas abrogé *parte in quâ* celui de 1584 ? « Non, » dit le conseil de Genève dans sa réponse à la note du résident de France, en date du 27 septembre, mais il se contentait de donner des affirmations : « le traité de 1782 n'exclut pas l'exécution de celui de 1584. La république de Genève est formellement résolue à repousser toutes les atteintes qui menaceraient son indépendance. »

Nul n'en doutait, mais cette indépendance n'était pas en question, pas plus en 1792 qu'elle ne l'a été plus tard en 1860. M. de Châteauneuf ne voulut pas se laisser intimider : il envoya à MM. de Genève

(1) Politique 83. Barthélemy à M. Lebrun le 29 septembre 1792, l'an 4 de la liberté. Affaires étrangères V. 429. fo 446.

(2) Frisching à Barthélemy. Aff. étr. 431. fo 20.

une déclaration solennelle qui peut passer pour un *ultimatum* : « Le résident de France a l'honneur de prévenir officiellement M. le premier Syndic que l'introduction dans les murs de Genève d'un corps de troupes de l'Etat de Berne est fait au mépris des traités (1). »

C'étaient donc Genève et les cantons suisses qui avaient pris l'offensive : ils n'osèrent pas le garder : Genève pria les républiques de Berne et de Zürich de rappeler leurs contingents ; mais M. de Montesquieu, qui commandait les armées françaises en Savoie et qui avait succédé dans la direction diplomatique de cette affaire à M. de Châteauneuf, n'obtint ce rappel qu'à titre onéreux. La république française renonça aux traités de 1782 et de 1789 et aux droits qu'ils lui donnaient sur Genève : capitulation masquée sous le prétexte que la République n'intervenait pas dans les affaires des peuples libres. Ne pouvant plus s'appuyer sur le texte de 1782 pour exiger le départ des Suisses, elle dut l'acheter en faisant des concessions analogues, mais bien autrement graves. Genève se plaignait de l'occupation de la Savoie : « Il faut, disait-elle, que notre indépendance soit mise à couvert de toute atteinte et que nos traités avec S. M. Sarde soient observés ainsi qu'ils le furent dans tous les cas où la Savoye passe

(1) Affaires étrangères. V. 431 f° 33.

sous la domination de quelque puissance étrangère. (1) » — Cette déclaration des magistrats de Genève constituait un non-sens. Ils visaient la convention de 1782, contenant la garantie de la constitution genevoise par la Sardaigne, et concluaient que l'occupation de la Savoie, empêchant la Cour de Turin de faire sentir son action sur la république, en même temps que le cabinet français, violait ladite convention. Mais le membre de phrase « ainsi qu'ils le furent dans tous les cas où la Savoie passa sous la domination de quelque puissance étrangère, » constituait une affirmation anti-historique, car, de 1782 à 1792, aucune occupation étrangère n'avait eu lieu en Savoie. La situation devenait inextricable, d'autant plus que le conseil exécutif écrivait de Paris à Montesquiou d'attaquer Genève, si les cantons ne l'évacuaient pas. Le parti de la prudence, qui était celui du général en chef, l'emporta : ce que Genève voulait, c'était l'évacuation de la Savoie du nord par les troupes françaises jusqu'à une distance de dix lieues, c'est-à-dire à peu près jusqu'à Annecy. Était-ce seulement Berne qui l'y poussait : on peut croire que le cabinet sarde y était aussi pour quelque chose ; c'était l'avis de Lebrun, qui écrivait à Barthélemy : « Le gouvernement de Genève

(1) MM. de Genève au général Montesquiou, 3 octobre 1792. Aff. étr. V. 431, f^o 3.

s'est porté sans nécessité à ces extrémités et probablement à l'instigation de Berne et de Turin (1). »

Toutes les fois que le Piémont a dû se retirer par delà les Alpes, il s'est efforcé de laisser à la France quelque grosse difficulté avec la Suisse : ainsi fera-t-il de nouveau en 1860 en rappelant dans le traité du 24 mars les art. 90 à 92 du traité de Vienne, alors que ce rappel était innopporun.

Quoi qu'il en soit, M. de Montesquiou, avant de céder sur les principaux *desiderata* de Genève, envoya à cette république un mémoire en date du 10 octobre 1792, dans lequel il démontrait que l'occupation de la Savoie par les Français ne lésait aucun droit de Genève :

Carouge, 10 octobre : « Il est trop évident que le prétendu péril que présente à Genève l'invasion de la Savoye par les troupes françaises n'est qu'un vain prétexte qui couvre d'autres desseins. L'invasion que les Français ont faite de la Savoie ne présente donc à Genève que sécurité, tranquillité, bonheur. Elle écarte de ses murs ces rivalités de pouvoir et ces usurpations de la puissance sur la faiblesse, jeux ordinaires du despotisme, etc. » Satisfait de ces explications d'un caractère tout à fait extra-juridique, l'ancien constituant

(1) Aff. étr. Lebrun à Barthélemy. V. 431, f^o 74.

devenu chef d'armée et négociateur ne demandait qu'à céder ; dans la république genevoise, un parti important se manifestait en faveur de la paix : il avait à sa tête, ce qui peut paraître très singulier, M. Pictet de Rochemont, qui en 1815 fut un ennemi si acharné de la France. La convention définitive fut signée, le 22 octobre 1792, à Carouge, sur l'Arve, alors en Savoie, et depuis 1815 attribuée à Genève. L'article 2 est le plus important pour notre sujet : Art. 2. Dès le lendemain de la signature de la présente convention, toute la grosse artillerie de l'armée française se mettra en route pour retourner dans ses arsenaux et des ordres seront donnés pour arrêter la marche des nouvelles troupes qui s'avancent vers Genève ; — l'armée française qui environne Genève se retirera des environs de cette ville en ne laissant dans l'espace de dix lieues à la ronde que les détachemens nécessaires au maintien du bon ordre. »

Voilà le premier texte qui ait créé une sorte de zone de neutralité autour de Genève, en dehors de son territoire : ce ne fut qu'un accident de guerre, je le veux bien, et non point un instrument longuement médité autour du tapis vert d'un congrès, mais nous ne devons pas moins le citer car il créait une sorte de précédent, et qu'il montre bien que l'esprit de Genève était déjà le même il y a cent ans

qu'aujourd'hui. Du reste le traité n'eut pas une longue durée.

V

Invasion du Chablais et du Faucigny par les Piémontais. — Concentration de troupes républicaines dans la vallée de l'Arve. — Annexion de Genève à la France qui enlève toute raison d'être à la convention de Carouge et à la servitude sur le nord de la Savoie.

La Savoie était devenue le département du Mont-Blanc : la complicité de la République du Valais permit aux Piémontais d'envahir en 1793 le district de Cluses : cette invasion amena la République française à concentrer des troupes dans le Faucigny, c'est-à-dire dans une région située à moins de dix lieues de Genève. Genève révolutionnée ne releva pas cette violation de la convention de Carouge. Les cantons en eurent quelque ombrage, on le voit par la correspondance de Barthélemy, mais ce n'étaient pas eux qui avaient signé la convention de Carouge ; d'ailleurs ils auraient eu très mauvaise grâce à se plaindre, leur alliée la république du Valais ayant violé sa neutralité au profit de la Sardaigne. En 1796, le traité de Cherasco entre la France et le Piémont, sanctionnant la réunion de la Savoie à la France, écarta sur ces frontières toute occasion de conflit. Point n'est besoin de dire qu'aucune neutra-

lité n'était stipulée pour la Savoie du nord ; la convention de Carouge avait été un traité exclusivement franco-génevois, auquel le roi de Sardaigne était demeuré absolument tiers : du reste la convention de Carouge était tombée en désuétude, et, en 1798, l'annexion de Genève à la France, la création du département du Léman lui ôtèrent toute raison d'être. La même année le vieux corps helvétique lui-même s'écroula et fut remplacé par un Etat sous la dépendance immédiate de la France : raconter cette révolution n'est pas de notre sujet. Le calme plat se fait sur la question de la neutralité de la Savoie jusqu'à l'époque des traités de 1815 qui, les premiers, employèrent formellement les mots de « neutralité » pour le Chablais et le Faucigny, et qu'on prétend être encore en vigueur aujourd'hui.

VI

Combats dans le Chablais et le Faucigny en 1814. — Révolution de Genève. — Partage de la Savoie entre le royaume de France et le royaume de Sardaigne. — Articles 7 et 8 du premier traité de Paris. — Motifs qui poussent le cabinet de Turin à demander la neutralité du Chablais et du Faucigny. — Agitation annexioniste à Genève. — Question de la frontière militaire pour la Suisse. — Négociation entre la Suisse et la Sardaigne. — M. de Saint Marsan demande au congrès de Vienne la neutralisation de la Savoie septentrionale. — Cession de Carouge au canton de Genève. — Conditions de la neutralisation du Chablais et du Faucigny. — Droit éventuel d'occupation fédérale. — La neutralisation accordée exclusivement au profit du Piémont et acceptée à titre onéreux par la Suisse. — La neutralisation ne s'appliquant qu'à la Savoie sarde et non à la Savoie française. — Parti genevois demandant le désarmement de la Savoie française en s'appuyant sur le traité de 1603. — Discussion du traité de Saint-Julien. — Il n'a pas créé de charge réelle sur la Savoie.

En 1814, la question se posa à nouveau : le 31 décembre 1813, M. de Bubna, commandant l'aile gauche de l'armée de Bohême, avait occupé Genève, et à la suite de cette occupation, bien que les Autrichiens ne préjugéassent en rien la situation politique, le régime français y avait été renversé par un parti ayant à sa tête M. Pictet de Rochemont, que nous verrons plus tard ministre de la Confédération helvétique à Paris. Les Français, au nombre

de 1400 hommes, évacuèrent le Chablais et le Faucigny, car ils eussent été débordés par leur aile gauche, et se replièrent derrière la ligne du Fier : Annecy-Rumilly. La révolution de Genève et l'évacuation du Chablais et du Faucigny désorganisèrent complètement l'administration du département du Léman, qui avait Genève à son centre et dont l'arrondissement de Gex faisait aussi partie.

A peine libre, ou plutôt à peine au pouvoir d'un gouvernement qui s'était imposé lui-même, Genève commença à se trouver trop à l'étroit dans les limites de l'ancienne république : le projet de ses gouvernants était alors de garder tout le département du Léman et d'envoyer dans ce but des émissaires vers le Chablais où ne se trouvaient que des municipalités incapables de leur résister, pour préparer une annexion, tactique qui fut renouvelée sans plus de succès au commencement de 1860.

Cette fois les événements ne leur laissèrent pas le temps : les Autrichiens, qui avaient pénétré en France jusque sous les murs de Grenoble, furent repoussés en février 1814 : les Français réoccupèrent Chambéry et Annecy ; le corps de Bubna, battu à Saint-Julien, repassa l'Arve ; ce fut au tour de Genève d'être investie (3 mars 1814). Toutefois la malheureuse retraite d'Augereau en empêcha la conquête.

La campagne de 1814 est terminée : les alliés sont entrés à Paris ; voici venir le moment de la liquidation générale ; que va-t-on faire de la vallée de l'Arve et de la rive méridionale du lac Léman ? On n'osa pas de ce côté réduire la France à ses anciennes limites du 1^{er} janvier 1792 ; les négociateurs français osèrent encore moins demander qu'on laissât au Royaume la ligne des Alpes. Il y eut une transaction, et à la suite de cette transaction, on convint d'une frontière absurde entre la France et le Roi de Sardaigne restauré dans ses domaines, frontière absurde, car elle ne tenait compte ni de l'ethnographie, peu à la mode il est vrai en 1815, ni de l'histoire, ni de la géographie physique : on eût dit qu'elle était créée exprès pour donner naissance à de nouvelles difficultés diplomatiques (1).

Voici le texte des paragraphes 7 et 8 du premier traité de Paris :

« Dans le département du Léman, les frontières
« entre le territoire français, le Pays de Vaud et les
« différentes portions de la République de Genève
« (qui fera partie de la Suisse), restent les mêmes
« qu'elles étaient avant l'incorporation de Genève
« à la France. Mais le canton de Frangy, celui de
« Saint-Julien, à l'exception de la partie située au

(1) Voir la carte à la fin du volume.

« nord d'une ligne à tirer du point où la rivière de
« l'Arve entre, près de Chaney, sur le territoire Ge-
« nevois, le long des confins de Seseguin, Saconnex
« et Seseneuve (qui restent hors des limites de la
« France), le canton de Reignier (à l'exception de
« la portion qui se trouve à l'est d'une ligne qui
« suit les confins de la Muraz, Bussy, Pers et Cor-
« nier, qui seront hors des limites françaises), et
« le canton de la Roche (à l'exception des endroits
« nommés la Roche et Armanoy) resteront à la
« France.

« 8° Dans le département du Mont-Blanc, la
« France acquiert la sous-préfecture de Chambéry
« (à l'exception des cantons de l'Hopital, de Saint-
« Pierre d'Albigny, de la Rocette (*sic*, pour la Ro-
« chette) et de Montmélian), et la sous-préfecture
« d'Annecy (à l'exception de la partie du canton
« de Faverges située à l'est d'une ligne qui passe
« entre Ourechaise (1) et Marlens du côté de la
« France, et Montod et Ugine du côté opposé, et
« qui suit après la crête des montagnes jusqu'à la
« frontière du canton de Thônes) ; c'est cette ligne
« qui, avec la limite des cantons mentionnés, for-
« mera de ce côté la nouvelle frontière. (2) »

(1) *Sic*, pour Outrechaise.

(2) Martens, p. 4 et 5, tome 2. 1814-1815. (45,098. B. F. D).

Pour comprendre l'absurdité de cette délimitation, il suffit de jeter les yeux sur une carte : le roi de Sardaigne se trouvait privé de communication avec la moitié des provinces qui lui étaient rendues ; il communiquait, il est vrai, directement avec la Maurienne par le Mont-Cenis, avec la Tarantaise par le Petit-Saint-Bernard, mais aucune route de voitures ne pouvait relier la partie de la Savoie située à l'est d'Ugines avec le Chablais et le Faucigny ; la voie directe pour se rendre de ces régions en Piémont et *vice versa* sera la voie du Simplon et la vallée supérieure du Rhône ; il faudra traverser le Valais, devenu à cette époque un canton suisse. D'ailleurs la route du Simplon aboutissait, non en Piémont, mais dans la Lombardie rendue à l'Autriche. Donc, aucune communication directe entre Turin et la Savoie septentrionale ; en cas de guerre avec la France, elles eussent été immédiatement coupées du Piémont.

Le cabinet de Turin ne vit donc d'autre ressource que de faire comprendre ces districts dans la neutralité de la Suisse, qui venait d'être reconnue définitivement par le droit public européen, et, malgré la Suisse qui s'en souciait peu, il dut acquérir à titre onéreux cette neutralité qui était tout à son avantage.

A qui devaient être consenties ces cessions terri-

toriales auxquelles se résignait le Piémont ? A la Suisse, c'est-à-dire au petit canton de Genève, qui venait d'être admis dans la confédération et qui était animé d'une étrange soif de conquêtes. En 1814, la république de Genève avait encore ses frontières de l'ancien régime : c'est-à-dire qu'elle se composait de la ville même et d'un territoire fort restreint : toute la région au Sud de l'Arve, avec Carouge, appartenait à la Savoie : à l'ouest toutes les communes faisaient partie du pays de Gex, y compris Versoix, au nord, qui interceptait les communications avec le canton de Vaud : à l'est le petit mandement de Jussy était enclavé dans la Savoie.

Lorsque la Suisse accepta Genève au congrès de Vienne, ce fut à la condition que son territoire serait arrondi, et qu'il y aurait une communication directe. Le parti Pictet de Rochemont, à Genève même, tenait à une frontière militaire et ne rêvait rien moins que l'absorption du pays de Gex tout entier, avec les sommets du Jura, et la vallée de la Valserine comme frontière du côté de la France. Sur la Savoie, Genève voulait prendre tout le bassin de Saint-Julien. Pour faire patienter cette fureur d'annexions, le gouvernement de la *république et canton de Genève* s'avisa, ce qui ne s'était fait dans aucun pays, de promulguer des lois destinées à régir des localités qui n'étaient pas encore conquises, mais qui, d'après lui,

ne pouvaient pas manquer de l'être. Nous trouvons dans le recueil des constitutions genevoises, à la date du 24 août 1816, une série de « lois éventuelles pour le cas où la ville et république de Genève acquerrait du territoire ». — Justement le roi de Sardaigne était là qui en offrait, à la condition que la confédération suisse garantirait la neutralité du Chablais et du Faucigny : mais ici, remarquons cette situation bizarre : Genève recevait, et l'engagement était pris par la confédération tout entière.

La maison de Savoie allait donc atteindre le but de ses efforts séculaires, neutraliser le nord de la Savoie, pour le soustraire à l'influence française : là où Victor-Amé avait échoué cent ans plutôt, Victor-Emmanuel réussissait.

Le plénipotentiaire du roi de Sardaigne au congrès de Vienne était M. Asinari de Saint-Marsan, d'une famille originaire de la généralité de Toulouse, dont les descendants existent encore, mais ont italianisé leur nom en San Marzano. Au service de la Cour de Turin en 1798, au moment où Joubert renversa la monarchie sarde, qui n'était qu'un embarras pour notre République, M. de Saint-Marsan n'hésita pas à servir le Directoire, puis le Consulat et l'Empire. Napoléon en fit son ambassadeur près la cour de Prusse. C'est en cette qualité qu'il fut chargé en 1813 de gourmander Frédéric-Guillaume sur la trahison

du général d'York. Dupé par Frédéric-Guillaume, M. de Saint-Marsan était la risée de toute la Prusse à une époque où les corps d'Augereau et d'Eugène occupaient encore les rues de Berlin. La déclaration de guerre de la Prusse mit fin à sa mission : en 1815 il entra au service du fils de son ancien maître et fut chargé de soutenir, lui, ancien ambassadeur français, les intérêts du Piémont ; il réclama l'ancienne frontière contre la France : elle ne lui fut point accordée ; il réclama la neutralisation de la rive méridionale de Léman, et de la vallée de l'Arve : il l'obtint. Mais la Suisse, qui venait elle-même de se reconstituer et qui n'entendait pas assumer gratuitement une aussi lourde obligation en dehors de son territoire, alors qu'elle ne devait pas être capable de défendre sa propre neutralité contre les alliés en 1815, lui fit acheter cet avantage le plus cher qu'elle put. « Il serait naturel, disait Genève, que cet avantage fût acheté par la cession d'une petite portion de territoire de 5 à 6000 habitants, dont Genève a besoin pour lier entre elles les diverses parties de son territoire en Savoie » ; par les mots « territoire en Savoie », on faisait allusion au petit mandement de Jussy.

On s'entendit sur les bases suivantes : les parties septentrionales de la Savoie furent neutralisées de même que la confédération suisse : cette neutrali-

sation ne devait avoir ses effets qu'au cas de guerre entre deux ou plusieurs puissances limitrophes de la Suisse ; alors, le Roi de Sardaigne, qui conservait intact le droit de mettre garnison dans ces districts, devait les évacuer militairement, sauf, si la retraite sur Turin était impossible par les provinces du Sud, ce qui aurait toujours lieu au cas de guerre franco-sarde, hypothèse uniquement visée, à passer le pont de la Morge au Bouveret et à se retirer par le Valais et le Grand Saint-Bernard. Quels que fussent les événements, l'administration civile du Roi de Sardaigne devait toujours fonctionner dans ces contrées ; et même une troupe spéciale, la milice municipale ou carabiniers correspondant à notre gendarmerie, pouvait continuer à rester en armes dans le pays. On ajoutait que le pouvoir fédéral suisse, soit pour constater la réalité de l'évacuation, soit pour défendre le pays contre les agressions françaises, pouvait *ad nutum*, l'occuper militairement, ce qui lui aurait été difficile du reste avec son système de milices non permanentes.

Ce droit d'occupation *ad nutum* d'une terre étrangère était encore assez dans les habitudes de la diplomatie en 1815. C'est ainsi qu'à la fin de l'ancien régime, la France avait le droit d'occuper les gorges de Porrentruy, dépendantes de l'évêché de Bâle, sans porter atteinte à la neutralité dudit Etat,

— ce qu'elle fit en 1793, non sans de nombreuses réclamations de la part de la république de Berne : c'est ainsi que les traités de Vienne donnèrent à l'Autriche le droit d'occuper Ferrare, ville pontificale, occupation que le prince de Metternich crut nécessaire de réaliser en 1847, malgré les clameurs romaines et les protestations obligées de Guizot. — Un droit d'occupation éventuelle ne paraissait donc pas étrange en 1815. Il nous étonne aujourd'hui et nous semble impraticable.

Les réclamations de M. de Saint-Marsan furent écoutées au congrès, on y fit droit, en restreignant seulement la zone neutralisable et en limitant la servitude aux provinces de Chablais et de Faucigny, c'est-à-dire à la rive méridionale du Léman et à la vallée de l'Arve.

A l'Ouest, le Genevois, conservé à la France, formait une partie du nouveau département du Mont-Blanc, créé par la Restauration et beaucoup plus petit que l'ancien ; — il échappait à cette neutralité. On a dit maintes fois, et l'argument est devenu banal à force d'être juste, que si cette neutralisation de la Savoie eût été faite dans l'intérêt de la Suisse, on eût neutralisé aussi bien la partie restée française que la partie redevenue sarde de la Savoie, d'autant plus que la partie française comprenait le Grand Salève et tous les points stratégiques qui peu-

vent menacer Genève. Par cela seul que la neutralisation était réduite aux localités sardes, on voit clairement que cette neutralisation était faite dans l'intérêt exclusif de la Sardaigne, ce dont nous sommes sûrs, du reste, étant donné la demande officielle de M. de Saint-Marsan. Ce n'est pas que la république de Genève ne prétendît établir pour son compte une servitude de neutralité sur les régions voisines de son territoire : M. Pictet de Rochemont, qui avait échoué dans ses étranges prétentions sur le pays de Gex et qui voyait que la neutralité nouvelle ne porterait que sur les portions sardes de la Savoie, rappela à ses collègues du Grand Conseil le traité de 1603 : — aussi les députés genevois au congrès de Vienne (car il n'y avait pas à ce congrès de puissance, si faible fût-elle, qui n'eût ses représentants au moins officieux), rédigèrent-ils le mémoire suivant :

« Nous devons porter l'attention des plénipoten-
« tiaires du Congrès sur un article du traité de Pa-
« ris contre lequel nous avons une réclamation à
« présenter : les puissances se réservent récipro-
« quement la faculté de fortifier tels points de leurs
« Etats qu'elles jugeront convenables pour leur sû-
« reté. Or, le traité de Saint-Julien du 11 juillet 1603,
« entre le duc de Savoie et la république de Genève,
« statue expressément ce qui suit : art. 9. Se con-

« tente son Altesse de ne faire assemblée de gens
« de guerre, ni fortifications, ni tenir garnison à 4
« lieues de ladite ville de Genève. » (1)

Puisque la République de Genève jugeait opportun de mettre au jour ses plus vieux instruments diplomatiques, on peut se demander pourquoi elle n'a pas rappelé en 1814 la convention de Carouge, qui était beaucoup plus récente, puisqu'elle datait seulement de 1792, qui contenait *mutatis mutandis* les mêmes conditions que le traité de 1603, et qui présentait sur ce dernier l'immense avantage d'être un contrat entre Genève et la France. Mais revivons par la pensée au moment de la restauration ; rappelons-nous qu'à cette époque on a voulu faire table rase de toute la politique extérieure de notre révolution : la mode alors était à la légitimité ; et Genève voulait faire comme les autres puissances, avec moins de raison qu'aucune d'entre elles, car son origine était toute révolutionnaire. Il y avait d'ailleurs des inconvénients à argumenter du traité de 1603 : il fallait admettre une subrogation, qu'il y avait une charge réelle sur certaines parties de la Savoie, que ces charges avaient passé, ainsi de la souveraineté piémontaise, à la souveraineté française : rien de plus faux que ce système ; ce qui

(1) Angeberg. Congrès de Vienne... *passim*.

dominait dans le traité de Saint Julien, ce n'était pas le désir d'éloigner de Genève des forteresses étrangères. quelles qu'elles fussent, c'était avant tout l'*intuitus personæ* du duc de Savoie. Genève s'était révoltée contre lui ; il était souverain ; victorieuse dans sa révolte, il était naturel et logique qu'elle stipulât de lui des garanties, notamment cette servitude d'éloignement de troupes et de rasement de châteaux : ce qui prouve bien que ces clauses étaient personnelles au duc de Savoie, c'est qu'il n'y en eût pas de semblables à propos du pays de Gex, français à cette époque depuis deux années et qui pourtant, par sa situation, menaçait Genève encore plus que ne le faisait la Savoie elle-même. Dans l'acte de 1603, il ne faut donc pas voir autre chose qu'une garantie prise contre un ancien maître. Ainsi s'évanouissait la théorie de la charge réelle en faveur de Genève sur la vallée inférieure de l'Arve et sur l'occident du Chablais : la France ne pouvait avoir été subrogée aux obligations de la maison de Savoie et ainsi la thèse de M. Pictet de Rochemont et de son parti disparaissait. Du reste, elle n'eut pas grand succès au congrès de Vienne : Saint Marsan, qu'elle n'intéressait pas, n'intervint pas en sa faveur, et on put croire le traité de 1603 définitivement abrogé par prétérition.

VII.

Question de la neutralité à la suite du retour de l'île d'Elbe. — Rétrocession de toute la Savoie au roi de Sardaigne. — La servitude de neutralité aggravée à la fin de 1815 : elle est étendue à toute la partie de la Savoie située au nord d'Ugines. — Article 92 du traité de Vienne. — Convention additionnelle de 1816.

Voilà où en était la situation des frontières respectives des Etats et la neutralité de la Savoie au moment où Napoléon revint de l'île d'Elbe : son gouvernement s'établit sans peine dans le nouveau département du Mont-Blanc. Quant aux décisions toutes récentes des puissances réunies à Vienne, et qui étaient déjà censées représenter le droit public de l'Europe, bien que les instruments définitifs n'eussent point été rédigés, elles furent exécutées d'un bizarre manière : la Suisse déclarée perpétuellement neutre n'eut rien de plus pressé que de violer sa neutralité. Il y avait guerre entre puissances limitrophes de la Suisse : la Suisse n'occupait point le Chablais ni le Faucigny, que du reste Sa Majesté Sarde se garda bien d'évacuer : tout le fort de la lutte sur les Alpes eut lieu à l'entrée de la Tarentaise, où le colonel Bugeaud défendit longtemps la ligne de l'Arly. Ce qui peut paraître étonnant au premier abord, c'est que le congrès de Vienne, à la

fin de sa longue session, jugea opportun de confirmer des institutions qui avaient donné des résultats aussi négatifs, de les faire passer dans les textes définitifs et même d'en augmenter la portée, comme nous le verrons par la suite.

Pour le moment, on était occupé à prendre encore quelques lambeaux de la France, pour en donner une partie à la Suisse, en récompense de son rôle dans la guerre sainte contre l'usurpateur. — Ces modifications territoriales nouvelles allaient avoir leur contre-coup sur la circonscription des provinces neutralisées de la Savoie, et le roi de Sardaigne, regagnant tout d'un coup ses limites de 1790, allait pouvoir étendre son système de neutralité à toute sa frontière genevoise. Ne croyons pas du reste qu'il ait attendu Waterloo et la chute de la France pour réaliser complètement ces idées : — dès le 26 mars 1815, c'est-à-dire avant que l'auguste assemblée de Vienne sût que Louis XVIII avait quitté les Tuileries, le roi Sarde avait fait exposer par son diplomate Saint-Marsan le désir qu'il avait de s'annexer tout le département du Mont-Blanc. Voici la teneur de la note remise par M. de Saint-Marsan : elle est du jour même où fut demandée par lui la neutralité du Chablais et du Faucigny :

« Si les souverains alliés s'engagent à employer encore leur médiation et les moyens qu'ils jugeront

les plus convenables pour engager la France à rendre à S. M. le roi de Sardaigne au moins une partie du territoire qu'elle possède maintenant en Savoie : savoir la chaîne de montagnes dite les Bauges, la ville d'Annecy et la grande route qui conduit de cette dernière à Genève, sous la réserve de fixer d'une manière convenable les frontières exactement déterminées, vu surtout que le territoire ci-dessus est nécessaire pour compléter le système de défense des Alpes, et pour faciliter l'administration du territoire dont la possession est restée à S. M. le roi de Sardaigne ».

Louis XVIII une seconde fois rentré à Paris, le gouvernement sarde changea momentanément de tactique et essaya d'obtenir directement du ministère Talleyrand la cession territoriale qu'il convoitait, sans passer par l'intermédiaire des alliés avec lesquels il était en froid depuis quelques jours à cause des velleités d'indépendance de Gènes, réunie malgré elle au Piémont l'année précédente, soutenues d'ailleurs par quelques membres du Congrès, qui s'efforçaient de faire de la Savoie reconquise dans son intégrité une compensation pour la perte de Gènes.

Une convention, dont le texte entier ne nous intéresse pas, fut donc signée entre la France et la Sardaigne, suivie d'un article secret dans lequel le

gouvernement français convertissait sa donation pure et simple en donation *sub modo* : « à condition que S. M. le roi de Sardaigne ne fera à quelqu'autre puissance que ce soit une cession qui puisse être regardée comme l'équivalent de la partie de la Savoie qui lui est restituée, de sorte que Sa dite Majesté recueille seule le fruit de l'abandon fait par sa Majesté Très-Chrétienne ». — Du reste, cet accès d'indépendance du roi de Sardaigne dura peu et il rentra dans les bonnes grâces des alliés, dont il avait besoin pour l'exécution des projets qu'il méditait. Il ne s'agissait rien moins que de faire proclamer la neutralité de la Savoie tout entière : le congrès et surtout la Suisse trouvaient que c'était trop demander, et en échange de nouveaux abandons territoriaux faits à Genève on transigea et la « neutralité de la Suisse, » pour employer l'expression officielle, fut étendue à toutes les parties de la Savoie située au nord d'Ugines, c'est-à-dire qu'elle couvrait dorénavant la moitié environ du territoire du duché.

Voici le texte définitif de l'article 92 de l'acte final de Vienne, texte qui serait encore en vigueur, d'après les interprétations suisses.

« Les provinces du Chablais et du Faucigny et tout le territoire de la Savoie au nord d'Ugines, appartenant à S. M. le roi de Sardaigne, feront partie

de la neutralité de la Suisse, telle qu'elle est reconnue et garantie par les puissances. En conséquence, toutes les fois que les puissances voisines de la Suisse se trouveront en état d'hostilité ouverte ou imminentes, les troupes de S. M. le roi de Sardaigne qui pourraient se trouver dans ces provinces se retireront et pourront à cet effet passer par le Valais, si cela devient nécessaire ; aucune autre troupe armée d'aucune autre puissance ne pourra traverser ni stationner dans les provinces et territoires susdits, sauf celles que la confédération suisse jugerait à propos d'y placer : bien entendu que cet état de choses ne gêne en rien l'administration de ces pays, où les agents civils de S. M. le roi de Sardaigne pourront aussi employer la garde municipale pour le maintien du bon ordre (1) ».

Restait à mettre le roi de Sardaigne en possession de toutes les parties de la Savoie, y compris la nouvelle zone neutralisée : c'est ce qui eut lieu en date du 13 décembre 1815, à la suite d'une convention signée par Luigi Provana di Collegno, plénipotentiaire de Savoie, et par Stefanini, commissaire autrichien représentant les alliés, et chargé de remettre à leurs nouveaux souverains les portions détachées du territoire français, et notamment le département du

(1) Martens, 2, 402.

Mont-Blanc : « S. M. le roi de Sardaigne accède à la disposition dudit protocole qui étend la neutralité de la Suisse au territoire qui se trouve au nord d'une ligne à tirer depuis Ugines, y compris cette ville, au midi du lac d'Annecy par Faverges, jusqu'à Lescheraines et de là au lac du Bourget jusqu'au Rhône, de la même manière qu'elle a été étendue aux provinces du Chablais et du Faucigny » (1).

Remarquons que ce texte, qui est de tous ceux que nous ayons celui qui fixe de la manière la plus précise les limites de la neutralité territoriale de la Savoie, n'est pas un traité, c'est une convention très secondaire, cartel ou procès verbal d'évacuation, qu'on l'appelle du nom qu'on voudra, mais à lui seul il n'a pas la valeur d'un véritable instrument international.

La neutralité complète était donc acceptée par le roi de Sardaigne : tout n'était pas terminé ; il fallait s'entendre définitivement avec le canton de Genève. Celui-ci, dans le contrat à titre onéreux passé avec la monarchie sarde, venait de s'augmenter de la rive sud de l'Arve, avec la ville relativement importante de Carouge, et de désenclaver le mandement de Jussy. Quelques modifications territoriales sans grande importance eurent lieu en 1816, telles

(1) Voir la carte.

que la rétrocession à la Savoie de la commune de Saint-Julien, contre la commune d'Hermance, située au bord du Léman.

Le roi de Sardaigne avait le droit indiscutable de fortifier les régions neutralisées : l'art. 6 du traité du 20 mai 1815, devenu dans l'instrument définitif l'art. 90, le disait *in terminis* : « La faculté que les puissances contractantes du traité de Paris, du 30 mai 1814, se sont réservées par l'art. 3 dudit traité de fortifier tels points de leurs Etats qu'elles jugeront convenable pour leur sûreté est également réservée *sans restriction* à S. M. le roi de Sardaigne ». Nous verrons en 1883 Genève méconnaître absolument la portée de ce texte, lorsqu'elle protestera contre les fortifications du Mont-Vuache.

VII

Les stipulations de l'article 92 du traité de Vienne furent-elles exécutées ?

— Elles restent lettre morte pendant la guerre de 1821. — Il en est de même en 1848 et en 1849. — La question paraît tombée dans l'oubli. — Elle se pose de nouveau en 1859 à la suite du passage de la division Bouat sur la ligne de Culoz à Aix. — Protestation de l'Autriche, de l'Angleterre et de la Suisse. — Le conflit s'aggrave lorsqu'il est question de la cession de la Savoie à l'empire français. — Opposition passionnée de l'Angleterre. — Rôle de M. de Persigny à Londres. — Napoléon III promet à la Suisse de lui abandonner le Chablais et le Faucigny. — L'opposition grandit en Angleterre. — Le Conseil fédéral proteste au nom du traité de 1815 et de celui de 1864. — Note remise par M. Kern à M. Thouvenel. — Réfutation du système de la note suisse. — Abrogation certaine du traité de 1864. — Le conseil fédéral invente l'expression « neutralité du Genevois ». — Réponse du ministère français. —

Les provinces neutralisées définitivement refusées à la Suisse. — Aigreur de la Suisse contre l'Angleterre. — Les rapports diplomatiques s'adoucissent entre les deux puissances occidentales. — Le gouvernement impérial explique au cabinet anglais pourquoi il refuse le Chablais et le Faucigny à la Suisse.

L'on a vu plus haut que l'article 92 du traité de Vienne décidait qu'au cas de guerre ou même d'hostilités imminentes entre des puissances voisines de la Suisse, les territoires neutralisés devaient être évacués par l'armée sarde, et pouvaient être occupés par l'armée fédérale. Il y a eu depuis 1815 bien des guerres entre puissances limitrophes de la Suisse, et jamais cette clause n'a été mise à exécution. En 1821 elle aurait eu une première occasion de s'appliquer : une agitation révolutionnaire très vive se produisit à Turin ; Charles-Albert, prince de Carignan(1), se mit à la tête des rebelles. Le corps autrichien d'occupation dans le Lombard-Vénitien, commandé par M. de Bubna, éteignit l'incendie avant qu'il ne se fût propagé. Pour demeurer dans les termes de l'article 92 il eût fallu que l'armée piémontaise évacuât le Chablais et le Faucigny ; le gouvernement éphémère du Piémont n'adressa aucune note aux puissances garantes de la neutralité suisse : il avait bien d'autres soucis. La Suisse n'en fit pas davantage ; depuis une note du Vorort en

(1) Voy. la jeunesse de Charles-Albert, par le marquis Costa de Beauregard, Paris, Plon, 1890.

date de décembre 1815, elle regardait l'occupation éventuelle de la Savoie comme une charge très lourde pour un Etat qui n'avait pas d'armée permanente et pas de forces centralisées. Mais dès lors on put voir que le sens de cet article 92 était exclusivement dirigé contre la France, comme le faisait bien voir du reste la route éventuelle par le Valais qui ne pouvait avoir d'utilité pratique qu'au cas de conflit franco-sarde.

Toutefois, après la défaite des constitutionnels par Bubna et Salier de Latour, et l'occupation de Turin, le conseil fédéral aurait pu agir : il n'en fit rien, et démontra par son inertie même que les dispositions de l'article 92 du traité de 1815 étaient conçues uniquement dans l'intérêt de la Sardaigne.

La guerre de 1821 n'avait été qu'une échauffourée : l'intervention de M. de Metternich avait aussitôt rendu le calme à l'Europe. Pendant près de trente années une tranquillité absolue régna sur la ligne des Alpes : elle n'était pas définitive : la révolution de 1848 engagea la monarchie piémontaise dans une terrible guerre, qui fut sur le point d'amener son complet anéantissement. Si elle avait cru avoir des droits fondés, la Suisse eût pu prendre des garanties pendant cette longue lutte, d'autant plus que des rencontres importantes eurent lieu à quelques kilomètres de la frontière du canton du Tessin :

aucune guerre, y compris celle de 1870, ne rassa d'aussi près les limites helvétiques : le conseil fédéral demeura encore dans son inaction ; il est vrai qu'à cette époque la Suisse sortait à peine d'une guerre civile qui avait failli la briser en deux et que l'apaisement n'était pas encore fait dans les esprits, les partisans du Sonderbund vaincu gardant leur idée de revanche : le moment n'était pas à un coup d'audace en politique extérieure.

La situation paraissait pourtant se compliquer aussi à l'Occident des Alpes : le gouvernement sarde craignait une invasion de l'esprit républicain en Savoie, qui eût pu amener une réunion à la France. Charles Albert était inquiet du trop important secours que notre gouvernement provisoire lui préparait sur la frontière du Dauphiné ; il espérait congédier Bugeaud et l'armée des Alpes avec son fameux *fara da se*.

Toute la lutte s'étant concentrée aux environs de Milan, les forces sardes évacuèrent non seulement le Chablais et le Faucigny, mais la Savoie tout entière ; les douanes piémontaises sur les frontières de France abandonnèrent Culoz et le Pont-de Beauvoisin pour camper au Mont-Cenis et au Petit-Saint-Bernard : le duché de Savoie n'avait en quelque sorte plus d'administration. Le gouvernement fédéral n'intervint pas encore cette fois-là, même

diplomatiquement : il ne le fit pas non plus lorsque Radetzky von Radetz, prenant sa revanche, chassa Charles-Albert de Milan. Les Autrichiens vainqueurs s'arrêtèrent il est vrai au Tessin : mais l'année suivante, en 1849, après Novare, Radetsky franchit cette rivière, et si l'occupation autrichienne n'atteignit pas les Alpes, cela tient à l'intervention diplomatique de la France et de l'Angleterre : le cabinet de Berne, bien qu'on fût dans le cas prévu *in terminis* par l'article 92 du traité de Vienne, ne paraissait pas douter de son existence.

Il se la rappela dix ans plus tard, et dans des circonstances assez bizarres : — l'article 92 avait été, nous ne saurions trop le répéter, stipulé au profit du Piémont : la Suisse garde le silence quand le Piémont est en guerre avec l'Autriche, mais dès qu'il voit la France entrer en ligne, même comme alliée du Piémont, le conseil fédéral se souvient de nouveau des traités de 1815. La question fut posée pour la première fois devant l'Europe tout au début de la guerre d'Italie, en avril 1859 : le ban Gyulay ayant passé le Tessin, l'armée française entra en Piémont sur plusieurs colonnes, l'une par la côte de la Corniche, l'autre par le Col de Tende, d'autres par le Mont-Genèvre et le Mont-Cenis. Une troupe assez peu importante, la division Bouat, partit de Culoz pour Chambéry en suivant la ligne du chemin

de fer qu'on appelait alors le Victor-Emmanuel. Cette ligne, entre le pont de Culoz sur le Rhône et un point assez rapproché d'Aix-les-Bains (1), traversait la zone neutralisée, en admettant la limite assez vague fixée en décembre 1815. L'Autriche protesta, c'était son droit, puisqu'elle était partie dans cette guerre : mais, ce qui est plus curieux, c'est que l'Angleterre protesta aussi : elle craignait une victoire de la France et du Piémont ; tous ses vœux alors étaient « pour sa bonne maréchaussée d'Autriche », comme elle disait depuis le XVIII^e siècle : elle ne devint complice de la maison de Savoie que lorsque la chute des petits gouvernements protectionnistes de la péninsule lui fit espérer un traité de commerce favorable avec l'Italie unifiée. L'Angleterre protestant, le conseil fédéral crut de sa dignité de protester aussi, ce qu'il n'avait jamais fait jusqu'alors, dans des circonstances bien plus graves (2).

La guerre de 1859 terminée, le traité de Zürich conclu et violé, ce qui ne tarda guère, Napoléon III crut devoir exiger de Cavour les garanties qui lui

(1) Le pont de Sierroz, d'après M. Brunet (Conséquences juridiques de l'annexion de la Savoie à la France, Paris 1890.) Les textes eux-mêmes ne spécifient en aucune manière. Voir, dans l'ouvrage de M. Brunet, la question des alpages du Mont Cenis et de l'hospice du Petit Saint-Bernard.

(2) Note du 14 avril du cabinet fédéral au cabinet de Turin affirmant le droit d'occupation de la Suisse.

avaient été promises dès l'entrevue de Plombières, en 1858, c'est-à-dire le versant français des Alpes, négligeant, il n'y pensa même pas, à redemander l'ancienne frontière du Dauphiné antérieure à la paix d'Utrecht. Le cabinet sarde, qui s'était mis dans l'impossibilité de refuser, dut s'exécuter. L'Angleterre n'était plus l'alliée de Crimée : elle s'indigna contre les ambitions françaises, et, plusieurs mois avant le traité du 24 mars 1860, on put prévoir que le cabinet britannique allait s'efforcer de soulever une grosse question européenne à propos de la prétendue violation de l'article 92 des traités de 1815. Bien entendu, le cabinet fédéral adhéra avec enthousiasme aux représentations anglaises. L'Empire français était alors représenté à Londres par un diplomate distingué, mais qui avait la réputation d'être plus anglais que les Anglais eux-mêmes. Néanmoins le livre jaune de 1860 rapporte une assez ingénieuse conversation qu'il aurait eue avec le chef du Foreign office, Lord John Russel, sur la nécessité de ne pas laisser au Piémont agrandi les deux versants des Alpes (1). Le gouvernement de l'Empereur insistait, auprès de toutes les cours sur le danger que courait la France si le cabinet de Turin se ralliait jamais à la politique de la Hofburg.

(1) Persigny à Thouvenel. Livre jaune, 1860, pages 35, 37.

Il voyait déjà (ce sont ses mêmes expressions) les alliés enlever les rails de la grande ligne P.-L.-M. à micchemin entre Lyon et Valence. Mais il y avait une autre question que celle de l'annexion de la Savoie, c'était celle de la neutralité du Chablais et du Faucigny. La politique impériale, au commencement de février 1860, était hésitante, ce qui lui arrivait souvent : elle s'était arrêtée brusquement à Villafranca sur le bruit que la confédération germanique mobilisait ses contingents ; elle fut très près de renoncer tout à fait à la Savoie : allait-il y avoir une coalition contre la France sur cette question ?

Napoléon III avait fait son sacrifice de la Savoie après le traité de Zürich : les annexions des principautés de l'Italie centrale au Piémont le firent revenir sur cette décision qui ressemblait à une abdication ; malgré cela il paraît certain qu'au début de 1860 il avait renoncé au moins à la Savoie neutralisée, et qu'il avait fait à ce sujet des promesses imprudentes et à l'Angleterre, et au conseil fédéral. M. Thouvenel, qui venait de succéder comme ministre des affaires étrangères à Walewski, l'écrivait au duc de Gramont, alors ambassadeur de France près du Saint-Siège, le 7 février de cette année 1860 : « Lorsque le gouvernement de l'Empereur parle
« d'une garantie pour lui, il ne songe en quoi que
« ce soit à ébranler les sûretés que l'Europe a jugé

« nécessaire de se donner à elle-même du côté des
« Alpes. Ainsi donc, la soustraction de la Savoie aux
« possessions du Roi de Sardaigne ne devrait pas
« entraîner l'abolition des clauses relatives à la neu-
« tralisation éventuelle du Chablais et du Faucigny,
« et, dans le but de les entourer d'une force nou-
« velle, il nous semblerait désirable que ces pays
« pussent être réunis d'une façon définitive à la
« Suisse. Cette déclaration anticipée des intentions
« du gouvernement de l'Empereur démontre claire-
« ment qu'une seule considération le guide, celle
« de la sécurité de ses frontières, et qu'il serait in-
« juste de lui attribuer une autre pensée » (1).

La France allait donc aboutir à un résultat déplorable ; fort heureusement, les attaques de l'Angleterre et de la Suisse ne cessèrent pas : ce fut ce qui sauva la situation. L'opinion publique en France, très éprise de l'entente cordiale au temps de la guerre de Crimée, s'était complètement refroidie dans la suite, et, après l'attentat d'Orsini, au début de 1858, les rapports entre les puissances occidentales étaient tendus à se rompre. Sans doute, en 1860, les relations s'étaient un peu améliorées des

(1) M. Thouvenel au duc de Gramont, ambassadeur à Rome, le 7 février 1860. Cette lettre, qui ne figure pas dans les documents officiels, est rapportée par M. Thouvenel fils, dans le « Secret de l'Empereur ».

deux côtés de la Manche ; néanmoins la France était mécontente de la partialité que le cabinet de Saint-James avait montrée en faveur de l'Autriche tant que celle-ci avait été en guerre avec la France, et envers l'Italie quand les rapports entre la France et l'Italie s'étaient tendus à leur tour. De plus les fameux traités de commerce de 1860, très peu populaires (1), avaient indisposé une grande partie de la population contre l'Angleterre ; — l'assistance donnée à la Suisse dans ses réclamations injustifiables mit le comble à l'exaspération.

D'un autre côté, l'annexion n'était pas encore consommée ni même le traité de cession définitivement signé et on pouvait déjà voir en Savoie que la menace d'un démembrement allait rendre plus que problématique le succès du prébiscite d'annexion. Voyant les hésitations du gouvernement impérial, les Suisses s'efforcèrent de mettre l'Europe en présence d'un fait accompli, puisque la doctrine du fait accompli était fort à la mode dans ce temps-là et que c'était grâce à elle que l'Italie était en train de se constituer (2). Mais les débarquements de

(1) L'auteur bien entendu n'a à prendre parti ni pour ni contre les traités de 1860 ; il se borne à constater un fait historique notoire.

(2) La théorie du fait accompli avait été déjà mise en pratique par le gouvernement fédéral contre le Sonderbund. Plus on étudie l'histoire de cette période, plus on voit qu'ils s'agissait de répéter en

quelques bandes genevoises à Thonon et sur d'autres points de la côte du Chablais n'eurent aucun résultat. Devant l'échec de ces tentatives obscures, mais commodes, puisqu'on en profite si elles réussissent et qu'on les désavoue dans le cas contraire, le conseil fédéral sembla perdre tout sang-froid : il voyait que la partie septentrionale de la Savoie allait définitivement lui échapper : quant à réclamer contre son annexion à la France, en s'appuyant uniquement sur l'article 92 du traité de Vienne, il ne voulut pas s'en contenter. C'est alors qu'intervint le très obscur traité de 1564 entre le duc de Savoie, Emmanuel-Philibert et les louables républiques de Berne et de Vallez. La Suisse, en s'appuyant sur des droits historiques très contestables, perdait par avance tout le fruit possible d'une sérieuse argumentation sur les traités de Vienne, les seuls textes juridiques en question.

Voici le document historique dans lequel se trouve émise cette étrange prétention : c'est une note du ministre de la confédération suisse à Paris (M. Kern), au ministre des affaires étrangères Thouve-

1860 contre la Savoie et la France la manœuvre qui avait si bien réussi contre le Sonderbund en 1847, malgré Metternich et Guizot, tout jusqu'au système des corps francs. Naturellement il ne faut pas exagérer ce rapprochement entre un acte de politique intercantonale et un acte de politique internationale. Mais pour l'exécution, on prépara la même tactique.

nel . elle est en date du 15 mars 1860 : les dates précises ont ici une grande importance : (1) « Monsieur le Ministre, en suite d'une lettre de Berne, je dois informer V. E que le Conseil fédéral a adressé au gouvernement de S. M. le roi de Sardaigne une note où il demande l'observation du traité de 1564, confirmé par le traité du 16 mars 1816 entre la Sardaigne et la Suisse, en tant qu'elles touchent la cession du territoire actuel de la Savoie à une autre puissance. Je dois ajouter que mon gouvernement regarde particulièrement toute annexion des provinces neutralisées du Chablais, du Faucigny et du Gênois comme étant en contradiction avec les stipulations des traités de 1815, qui garantissent ces provinces dans l'intérêt de la neutralité suisse, comme si elles étaient une partie intégrante de la confédération en déclarant qu'elles doivent jouir de la neutralité de la Suisse, de la même manière que si elles appartenaient à celle-ci. En attendant, je dois protester formellement contre toute mesure qui aurait pour but d'annexer ces provinces à la France, avant que les puissances se soient prononcées. »

Cette note écrite d'un style violent et peu en usage dans les relations diplomatiques, mérite une longue analyse et une sérieuse réfutation.

(1) M. Kern, ministre de la confédération Suisse, à M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères, 15 mars 1860 — Livre jaune, année 1860, page 46.

On doit voir dans cette note deux insinuations : la première, contre toute idée de cession de la Savoie à la France en dehors des questions précises et spéciales soulevées à propos des traités de 1815 : — le motif serait dans le traité de 1564 qui aurait constitué un droit de préemption au profit de Berne sur les terres du duc de Savoie : mais, outre que la confédération suisse en 1860 ne représentait en rien la personnalité juridique de la Berne du quinzième siècle, il est certain que ce traité avait été abrogé par prétérition, Gex ayant été cédé à la France par le duc de Savoie en 1601 et Berne n'ayant protesté en aucune manière : — on se trouvait pourtant dans un cas prévu par le traité. Le traité de Paris, de 1814, qui avait reconnu à la France la souveraineté d'une partie de la Savoie, et qui avait été reconnu par la Suisse, était une abrogation implicite de l'instrument de 1564 qui en 1860 ne pouvait être sérieusement invoqué : on est fondé à se demander avec étonnement pourquoi le Conseil fédéral n'argumentait pas aussi du traité de Saint-Julien, de 1603, dont l'article 11 établissait une servitude de désarmement dans un rayon de quatre lieues autour de Genève.

Quant à dire que le traité de 1816 avait confirmé celui de 1564, ce n'était là qu'une sorte de jeu de mots : l'acte de 1564 avait été surtout une conven-

tion de délimitation entre les Etats du duc de Savoie et ceux des alliés de Berne, presque un procès-verbal d'abornement, et c'était en cette qualité que le second en date des traités que nous venons de signaler confirmait la teneur du premier : — la convention franco-suisse du 10 juin 1891 sur les limites entre le Chablais et le Valais s'appuie bien aussi en quelques points sur le traité de 1564, qui ne peut pourtant être considéré comme en vigueur que *secundum subjectam materiam*

Passons maintenant à la deuxième des objections du Conseil fédéral, celle qui est de beaucoup la plus importante : voici sa thèse : — La cession des provinces neutralisées du Chablais, de Faucigny, et du Genevois est contraire aux traités de 1815. Remarquons, *transeundo*, l'inexactitude d'un des termes employés par le cabinet de Berne dans la note du 15 mars : jamais la langue diplomatique ne s'est servie des mots « neutralité du Genevois ». Le Genevois est la province dont Genève était la capitale avant sa scission d'avec les états du duc de Savoie et qui, au point de vue de la géographie physique, peut-être définie la portion du territoire de la Savoie située entre les vallées inférieures de l'Arve et du Fier. En fait, à la suite du dernier acte de Vienne, le Genevois se trouve bien faire partie du territoire situé au nord d'Ugines, mais ici la délimitation de la Zone

neutralisée n'a point la même valeur juridique, puisqu'elle résulte d'un simple cartel entre généraux sardes et autrichiens, tandis que le Chablais et le Faucigny sont des entités géographiques à limites absolument certaines. Dans les questions d'exception comme celle que nous traitons ici, tous les mots ont leur importance.

Quant au fond de la réclamation du Conseil fédéral, reste à savoir si elle était admissible : de ce que une province était soumise à certaine éventualité de neutralisation, résultait-il qu'elle dût, indéfiniment, demeurer, au point de vue politique, attachée à l'Etat dont elle relevait au moment de cette neutralisation ? Rien n'était moins certain : l'indivisibilité de ces deux situations internationales ne s'impose pas. Quant aux mots : « dans l'intérêt de la neutralité suisse », ils étaient une simple affirmation, et rien de plus : l'histoire de la neutralisation en 1815 semblait bien prouver au contraire qu'elle s'était produite dans l'intérêt exclusif de la monarchie sarde, la Suisse ne l'acceptant qu'à son corps défendant, et à titre onéreux.

Il fut répondu aux objections du conseil fédéral, le 17 mars 1860, par le ministre des affaires étrangères (1). M. Thouvenel, après avoir rappelé les dé-

(1) M. le ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires de France à Berne, Paris 17 mars 1860. Livre jaune, 1860, 16, 48.

marches faites en 1815 par Asinari de Saint-Marsan, s'exprimait ainsi : « Cet arrangement avait pourbut
« de couvrir une portion de la Savoie, et la Suisse,
« par son acquiescement, s'obligeait à en assurer
« l'exécution en s'engageant, d'une part, à livrer
« passage aux forces sardes pour rentrer en Piémont,
« de l'autre à placer au besoin des troupes fédérales
« dans le pays neutralisé. L'engagement accepté par
« la confédération était le prix d'une cession terri-
« toriale faite au canton de Genève, la neutralisa-
« tion éventuelle du Chablais et du Faucigny, une
« garantie stipulée au profit de la Sardaigne et la
« compensation d'un sacrifice ».

Puisque telle était la nature du traité de 1815, tout ce à quoi la Confédération Suisse pouvait seulement prétendre, c'était à l'abrogation de sa charge d'occupation. Ce qu'ajoutait le ministre impérial dans la même note du 17 mars : « Le Conseil fédé-
« rale pourrait prétendre que, cette cession modi-
« fiant les termes du contrat, il lui est loisible de se
« considérer comme exonéré à l'égard de la Sardai-
« gne, de l'obligation de veiller au maintien de la
« neutralité du Chablais et du Faucigny ; mais on
« ne comprendrait pas qu'il voulût s'en prévaloir
« pour contester au Piémont le droit de disposer de
« cette province et soutenir qu'il est porté atteinte
« aux sécurités garanties à la Confédération. ».

On voit tout le progrès qu'avait fait le gouvernement impérial dans ses idées de résistance aux prétentions helvétiques : disposé, au mois de février, par une faiblesse déplorable, à faire cadeau à la Suisse de deux arrondissements, le mois suivant, par la plume de son ministre des affaires étrangères, il contestait, dans ses notes aux puissances garantes des traités de 1815, l'existence actuelle de l'article 92. Il s'était déjà, dans le courant de ce mois de mars si orageux dans l'histoire diplomatique, occupé de répondre directement à la Suisse : ç'avait été l'objet d'une lettre, en date du 13 mars, adressée par M. Thouvenel au chargé d'affaires de France à Berne (1) : « Monsieur, le Conseil fédéral ne pouvant
« se dissimuler l'importance et l'unanimité des ma-
« nifestations que provoque en Savoie l'éventualité
« d'un démembrement, a chargé M. Kern de m'ede-
« mander si le gouvernement de l'Empereur persis-
« tait à ce sujet dans les intentions que je vous ai
« fait connaître. M. le ministre de Suisse, durant
« notre entretien, m'a fait entendre que si la confé-
« dération helvétique ne devait obtenir ni le Cha-
« blais, ni le Faucigny, il ne resterait à son gouver-
« nement qu'à protester, auprès des cours signa-
« taires des traités de Vienne, contre toute modifi-

(1) Le ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires de France à Berne. Livre jaune, 1860, page 45.

« cation du *statu quo*, et à soulever, sans nulle hé-
« sitation, une question très grave et très embar-
« rassante pour le gouvernement de Sa Majesté Im-
« périale.

Voici en substance ce qu'ai répondu à M. Kern :
« L'Empereur vous a témoigné par le langage que
« j'ai été autorisé à vous tenir, combien ses dis-
« positions étaient bienveillantes à l'égard de la
« Suisse ; mais, pendant que la première pensée
« du souverain de la France attestait sa sollicitude
« pour votre pays, le conseil fédéral ne négligeait
« rien pour exciter les défiances, et tous ses ef-
« forts tendaient à former une ligue contre nous,
« etc. »

Grâce à la violente opposition de l'Angleterre et de la Suisse, la France, se ressaisissant elle-même, venait donc d'échapper à un grand danger national : c'est que le Conseil fédéral, s'il avait tort dans le fond, n'avait pas su avoir raison non plus dans la forme, sans quoi Napoléon III, qui se souvenait d'avoir été capitaine d'artillerie au service de Berne et citoyen du canton de Thurgovie, était disposé à lui témoigner une bienveillance qu'il nous est permis de qualifier d'excessive. Mais l'Empereur des Français, sa conduite bien connue dans les insurrections romagnoles de 1831 en faisait foi, avait une répulsion extrême pour les traités de 1815, dans lesquels

il confondait, comme toute la génération élevée sous la Restauration, et la Sainte Alliance et le système anti-français et anti-libéral. Il était donc bien peu habile de la part du Conseil fédéral, qui connaissait parfaitement les tendances d'esprit du souverain de la France, de se placer sur le terrain des traités de 1815, et surtout avec une telle aigreur : — ayant voulu trop avoir, il n'obtint rien. — Mais la Suisse, une fois réduite au silence, restait, ce qui était plus malaisé, à désarmer la Grande-Bretagne, qui s'était livrée à cette campagne passionnée contre la France de compte et demi avec la confédération helvétique. Peu à peu, le ton du ministère anglais, toujours poli mais d'une extrême froideur, devint moins hostile. Le cabinet au pouvoir se souciait du reste fort peu de la question, comme un de ses membres l'a avoué depuis indirectement à un diplomate français (1), il voulait, ce que font souvent les gouvernements, dépasser l'opinion pour ne pas se laisser dépasser par elle. L'Angleterre avait d'abord combattu la nécessité, puis l'opportunité, d'une cession

(1) Le duc de Gramont, ambassadeur à Rome à M. Thouvenel : Rome, 14 avril 1860 : — « Odo Russel m'a dit, il y a quelques jours, en parlant de son oncle, lord John, qu'il avait été entraîné plus loin qu'il ne le voulait, parce que le seul moyen de faire taire les réclamations était de les dépasser ». (lettre citée dans le Secret de l'Empereur par Thouvenel fils.

de la Savoie à la France : elle se rabattit ensuite sur les traités de 1815 et borna son opposition à la question du Chablais et du Faucigny, sans réclamer du reste, au moins *in terminis*, une cession de ces districts à la Suisse et sans aller aussi loin sur ce point que le Conseil Fédéral. Même sur la question limitée au Chablais et au Faucigny, l'Angleterre se radoucit bientôt sensiblement. C'est ce que nous apprenons par une lettre de M. Thouvenel au marquis de Châteaurenard, chargé d'affaires de France à Londres : « Votre dernière dépêche m'a agréable-
« ment surpris à l'égard de Lord John Russel qui
« depuis longtemps n'avait été aussi raisonnable.
« Puissiez-vous le maintenir dans ces heureuses
« dispositions ! Dimanche dernier M. Rivers, qui
« arrivait de Suisse où Lord John Russel et Lord
« Palmerston l'avaient envoyé, est venu me voir.
« Je lui ai dit que toute combinaison basée sur une
« rétrocession territoriale était impossible. L'opi-
« nion de l'Empereur est formée sur ce point et
« M. de Persigny a pu vous le faire savoir. C'est pré-
« cisément sur les bords du lac que la population
« manifeste ses répugnances pour la Suisse protes-
« tante et républicaine, et il serait immoral de
« l'avoir appelée à un vote en notre faveur pour
« l'abandonner le lendemain. M. Rivers, un peu
« ému de ma déclaration, m'en a toutefois remer-

« cié, en convenant qu'il valait mieux savoir à quoi
« s'en tenir. » Le cabinet britannique battait donc
prudemment en retraite, s'accusant même d'avoir été
trop loin. Une petite satisfaction minuscule, de pure
forme, donnée à son amour-propre diplomatique, et
les bonnes relations étaient rétablies, et l'Angleterre
cédait sans insister. Justement il y avait de petites
difficultés et des différends territoriaux sur la fron-
tière qui séparait le Chablais du canton du Valais :
l'abornement, très défectueux sur cette ligne de li-
mites, datait de 1737 et il y avait plusieurs contes-
tations pendantes qui ont attendu très longtemps
leur solution, puisque cette dernière ne date que
de la très récente convention du 10 juin 1891. C'est
ce qu'un diplomate exercé comme M. Thouvenel ne
pouvait manquer de voir : il fit à ce sujet des ou-
vertures à Lord John Russel, qui fut enchanté d'y
répondre. Nous trouvons des éclaircissements sur
ce point délicat dans la suite de la lettre adressée
par lui à M. de Châteaurenard : « J'ai ajouté que
« la question n'avait plus de gravité réelle qu'au
« point de vue de l'amour-propre britannique et de
« la position du cabinet actuel de la reine ; que fi-
« nalement je serais prêt à faciliter à Lord John
« Russel une retraite honorable en consentant, par
« exemple, à faire visiter la frontière qui sépare le
« Valais de la Savoie par une commission militaire

« internationale : cette idée, rapportée à Lord Cowly,
« lui a plu. Prétendre donner à Genève une bonne
« frontière contre nous, c'est émettre une absur-
« dité tant que nous possédons le pays de Gex.
« L'intérêt européen, s'il y a un intérêt européen
« dans l'affaire, ne réside que dans l'impossibilité
« où il faut nous mettre de forcer les routes du Va-
« lais en les prenant à revers. En y regardant de
« près, on trouverait que l'intérêt suisse, dans la
« neutralisation de la Savoie, serait satisfait à cette
« condition, et que tout le reste était à l'avantage
« exclusif du Piémont. »

Une des objections qui tenaient le plus à cœur au gouvernement anglais c'est que, dans la question du Chablais et du Faucigny, il ne s'agissait pas d'une simple neutralité territoriale, mais qu'il y avait un droit positif, quoique éventuel, d'occupation militaire pour la confédération suisse. Lord John Russell, entendant la lecture faite par M. de Persigny de la note française, « l'a écoutée avec attention (1) et
« ne l'a interrompue que sur le passage concernant
« la neutralité de la Savoie, pour me faire observer
« que c'était un point important et grave, que ce
« territoire n'était pas seulement déclaré neutre par

(1) M. de Persigny à M. Thouvenel, Londres 15 mars 1860. Livre jaune, année 1860, page 45.

« les traités, mais qu'en temps de guerre, c'est la Suisse qui doit y tenir garnison ». Toutefois la question paraissait, sinon définitivement résolue, au moins assoupie, et les rapports des deux puissances occidentales étaient redevenus tolérables.

Mais ce n'était point tout que d'avoir calmé la Grande Bretagne : il fallait encore que le gouvernement impérial fit une réponse juridique aux arguments spécieux de la Suisse : ce fut encore l'œuvre de M. Thouvenel qui, cette fois, attaqua corps à corps le système peu sérieux tiré des obligations assumées par le duc de Savoie envers la république de Berne en 1564. Voici ce que le ministre des affaires étrangères écrivit à ce sujet au chargé d'affaires de France à Berne, le 17 mars 1860 (1). « En fait, disait-il au début, l'exercice du droit souverain en matière de cession peut se trouver soumis, par des stipulations internationales, à des restrictions conventionnelles, et c'est ainsi que le conseil Fédéral croit devoir s'appuyer sur une convention de 1564 et sur les traités de 1815 pour prétendre que la Sardaigne ne peut se dessaisir de la Savoie sans méconnaître ses engagements. La convention de 1564, exclusivement conclue entre les seigneurs de Berne et le duc de Savoie, avait pour but un partage et des délimi-

1. Livre jaune, 1860, pages 46 à 48.

tations que les événements postérieurs ont plusieurs fois modifiés, sans réclamations de la part de Berne dans la suite : il n'en a été fait nulle mention en 1815 où pourtant on a rappelé la convention de 1754. »

VIII.

Traité de Turin du 24 mars 1860. — Examen de l'art. 2 du traité. — Garanties offertes à la Suisse. — Inutilité et dangers de cette sollicitation. — Négociations de la France avec toute l'Europe, qui accepte le fait accompli. — L'éventualité d'une nouvelle lutte entre le Piémont et l'Autriche aggrave la question. — Entrevue de Varsovie. — Note prussienne. — Systèmes du congrès, de la conférence et de la négociation directe avec la Suisse.

Vers la mi-mars, les notes diplomatiques, protestations, réponses aux protestations étaient terminées, mais non seulement la France n'avait pas encore pris possession effective de la Savoie, mais le traité de cession n'était pas encore signé, M. de Cavour, en effet, ne se pressait pas de tenir les engagements pris à Plombières : il n'était pas sans espérer des protestations de la part des puissances signataires des traités de 1815 : l'Angleterre seule et la Suisse protestèrent : les autres puissances gardèrent un silence assez bienveillant pour la France : la Hofburg ne regrettait pas d'être un peu désagréable

au Roi de Sardaigne : l'empereur Alexandre était satisfait de ce que, sur ses observations, Napoléon III se fût arrêté à Villafranca et n'eût pas rempli dans son intégralité son programme consistant à affranchir l'Italie des Alpes à l'Adriatique : le cabinet de Postdam suivait toujours la même ligne de conduite que son alliée la Russie. Le traité définitif de cession put être signé à Turin le 24 mars : nous ne nous occuperons pas des conditions générales de l'annexion, ce n'est pas notre sujet, mais seulement de ses conséquences pour le Chablais et le Faucigny.

La neutralité de ces provinces n'ayant été conclue en 1815 qu'au profit de la Sardaigne, il est évident que cette puissance pouvait et devait y renoncer purement et simplement, comme suite logique de la cession, renonciation qui pouvait du reste être tacite. Elle aima mieux prêter à cette neutralité un caractère équivoque, faire croire à une véritable charge réelle pesant sur une partie de son territoire, et devant l'affecter quel que fût son possesseur. Aussi rappela-t-elle cette neutralité dans l'article 2 du traité du 24 mars, quand il eût été si simple de la passer sous silence : « Il est évident que Sa Majesté
« le Roi de Sardaigne ne peut transférer les parties
« neutralisées de la Savoie qu'aux conditions aux-
« quelles il les possède lui-même, et qu'il appar-
« tiendra à Sa Majesté l'Empereur de s'entendre sur

« ce point tant avec les puissances représentées au
« Congrès de Vienne qu'avec la Confédération hel-
« vétique et de leur donner les garanties qui résul-
« tent des stipulations rappelées dans le présent
« article. »

Que pouvait bien signifier cette énigme ? en quoi pouvaient exister ces garanties ? Sans même préjuger le fonds de la question, l'abrogation implicite, *ipso facto*, du traité de Vienne ou sa novation, en admettant même que la France assumât les obligations de la Sardaigne, comme il était dit dans le traité de cession, comment comprendre que la France dût donner à la Suisse et à l'Europe des garanties auxquelles la Sardaigne elle-même n'était pas soumise et qu'elle n'avait jamais données ? il n'y avait pas alors subrogation, *successio in locum* de la France à la Sardaigne, il y avait une situation très aggravée, puisque les obligations de la France eussent dépassé celles de la Sardaigne. Or, il n'y avait que deux thèses à soutenir : ou bien, et c'est à notre avis la meilleure, le changement de souveraineté faisait tomber la stipulation de l'article 92 du traité de Vienne, comme n'ayant plus aucune raison d'être, ou bien l'obligation de la Sardaigne pesait désormais sur la France, mais de la même façon : une aggravation quelconque, une garantie à exiger de la France alors qu'on ne l'exigeait pas antérieu-

rement de la Sardaigne, voilà qui était absolument anti-juridique. On voit bien par ce traité de 1860, si défavorable à la France à tant de points de vue, qu'il fut le résultat d'une volonté unilatérale, qu'il fut l'œuvre exclusive de Cavour tombé du pouvoir et de son successeur Ratazzi.

Quoiqu'il en fût, la question des garanties était posée dans l'article 2 du traité de Turin : il fallait la résoudre : la force obligatoire des traités de 1815 était reconnue par la France, ce qui était un aveu dangereux. Ce qui était plus dangereux encore, c'était que l'empereur Napoléon III avait la passion des congrès, passion qui avait été jusque là fort contrariée par les événements : après Zürich il aurait désiré que les délégués des cinq grandes puissances se réunissent de nouveau autour de leur tapis vert pour liquider la question italienne : la situation équivoque du Chablais et du Faucigny eût été réglée par la même occasion.

L'Empereur voyait néanmoins ce qu'il y avait de blessant pour la souveraineté de la France à reconnaître pour une question intéressant une partie de son territoire la haute décision d'une juridiction étrangère : il offrit de nouveau de s'entendre directement avec la Suisse : celle-ci ne voulut rien entendre. Alors s'ouvrit une nouvelle série de négociations postérieures au traité du 24 mars et à la prise

de possession effective en date du 12 juin. Mais la situation se compliqua encore : la lutte parut sur le point de se rallumer entre la Sardaigne démesurément agrandie et l'Autriche encore campée dans son quadrilatère : si le Piémont était vaincu, allait-il redemander à la France la rétrocession de la Savoie : nous ne voyons nulle part cette menace formulée, mais il est probable qu'elle le fut, car elle ne laissa pas de préoccuper Napoléon III : cette question de rétrocession possible, se mêlant à l'imbroglio du Chablais et du Faucigny, eût fini par créer un dédale diplomatique inextricable. Nous voyons des traces de cette inquiétude impériale dans un document publié au livre jaune de 1860, relativement à la question de l'entrevue des trois empereurs, ou si l'on veut des trois cours du Nord, pour employer le style en usage après 1815 à Varsovie, et qui avait paru passer pour le germe d'une nouvelle Sainte-Alliance (1). « Lors même que le Piémont viendrait à perdre les acquisitions qu'il a faites en dehors des stipulations de Villafranca et de Zürich, le traité par lequel il a cédé la Savoie et le comté de Nice à la France ne serait l'objet d'aucune discussion dans un congrès, et la France serait considérée comme ayant satisfait à ses engagements

(1) Memorandum, annexe à la dépêche du 25 septembre.

en réitérant l'offre de se substituer, en ce qui concerne la neutralisation d'une partie de la Savoie, aux obligations de la Sardaigne, telles qu'elles résultent de l'article 92 de l'acte de Vienne. Les droits et les devoirs dérivant de la neutralisation éventuelle de ce territoire seraient déterminés par une convention conclue directement entre la France et la Suisse, et soumise aux puissances garantes de la neutralité helvétique. »

Conclure directement avec la Suisse, et soumettre la convention aux puissances garantes, c'est le système qui a été suivi depuis en 1863, dans le partage de la vallée des Dappes.

La Prusse paraissait considérer la transaction directe entre la France et la Suisse comme insuffisante, même avec le concours des puissances. Elle inclinait, non pas vers la convocation d'un congrès, qui eût soulevé trop de questions dangereuses à la fois, mais vers un moyen terme, la réunion d'une conférence. C'est ce qui ressort des instructions envoyées de Berlin, le 31 octobre de la même année, à M. de Bismarck, alors simple comte et ministre plénipotentiaire à Paris, par le baron de Schleinitz, qui dirigeait alors la politique extérieure du régent Guillaume : « Les puissances garantes de l'indépendance et de la neutralité de la Suisse ne sauraient renoncer aux droits et se soustraire aux devoirs qui

dérivent pour elles des stipulations du traité de Vienne, concernant la neutralité de certains districts de la Savoie ; elles ne sauraient admettre que le règlement définitif de cette question, dans aucune de ses phases, puisse avoir lieu sans leur concours, et nous persistons à croire que le meilleur mode de régler ce concours serait la réunion d'une conférence des puissances signataires des actes de Vienne. »

La question, allait donc se régler en partie à la Cour de Russie qui avait à ce moment une sorte d'hégémonie sur l'Europe et qui était en fort bons termes avec le cabinet des Tuileries, situation qui dura jusqu'à l'échauffourée polonaise de 1863. Aussi le ministre Thouvenel expliquait-il ainsi, le 3 décembre, au duc de Montebello, ambassadeur à Pétersbourg, les vues du gouvernement français et paraissait rejeter l'attitude peu conciliante de la Prusse : « Quant à l'opinion exprimée par le cabinet de Berlin au sujet des arrangements définitifs à prendre concernant la neutralisation de certains districts de la Savoie, je puis m'en référer à toutes les communications antérieurement adressées par nous aux puissances signataires de l'acte général de Vienne. Si nous avons émis l'idée d'une négociation directe entre le gouvernement de l'Empereur

et le gouvernement helvétique, c'est que plusieurs cabinets l'ont simultanément proposée, mais nous n'y avons vu qu'un moyen propre à préparer plus promptement un accord qui, avant d'entrer dans le droit public, devrait toujours recevoir une consécration européenne. » L'affaire, en définitive, en demeura là ; elle resta ce que l'on est convenu d'appeler une question ouverte : il n'y eut ni congrès, ni conférence, ni négociation directe avec la Suisse.

IX.

La Suisse affecte de regarder comme non accomplie l'annexion des districts neutralisés à la France. — Texte franco-suisse dans lesquels cette annexion est reconnue, au moins indirectement. — Procès-verbaux d'abornement. — Neutralité douanière au profit de la Suisse.

La Suisse s'obstina à ne reconnaître qu'un simple état de fait dans la possession du Chablais et du Faucigny par la France : — alors commença entre la France et la confédération helvétique une tension de rapports qui dura assez longtemps : le gouvernement impérial, souverain en matière de législation

douanière, en vertu de la constitution de 1852, s'efforça de satisfaire la Suisse sur d'autres points. C'est de cette époque qu'a commencé ce qu'on a appelé la neutralité douanière de la Haute-Savoie ou l'institution de la zone franche, système hybride, désastreux sous plusieurs rapports même pour les localités dont il prétend protéger les intérêts et exclusivement favorable au commerce de Genève (1). Sur la question douanière et commerciale, la Suisse gagna beaucoup à l'annexion de la Savoie à la France : sous le régime Sarde en effet, la ligne des douanes se confondait avec la frontière du côté du Valais : sur les lisières de Genève, elle s'écartait un peu de la limite politique et passait au sud du Salève. Actuellement, en vertu du décret dictatorial de 1860, encore en vigueur aujourd'hui la limite douanière laisse en dehors la moitié de l'arrondissement de Saint-Julien et les arrondissements entiers de Bonneville et de Thonon : quant aux détails de règlement on a, sur beaucoup de points, adopté à ces régions le système spécial au pays de Gex, auquel la neutralité douanière est imposée de par les traités de 1815.

(1) La question, aujourd'hui pendante, du traité de commerce franco-suisse, ne touche en rien les rapports de la Suisse avec la partie du territoire français située hors de la ligne de douanes.

La Suisse se montra peu satisfaite par ce traitement de faveur, et, dans la fin de l'année 1860, les incidents de frontière ne cessèrent de se multiplier. Il y en eut à Ville-la-Grand, près d'Annemasse, à Vevey, à l'inauguration de la gare de Sion. Nous n'entrerons pas, bien entendu, dans le détail de ces incidents qu'on peut trouver tout au long dans les Archives Diplomatiques, mais il est bon de les rappeler, comme marquant un état d'esprit regrettable. Le ministère français réclama à la suite de chacun de ces divers incidents : le conseil fédéral fit toujours des réponses évasives, disant qu'au fond la France était la cause première de ces faits déplorables, et les expliquant par « l'état d'irritation qui règne et dont il ne nous appartient pas de déterminer les causes (1) ».

Une autre fois il allait encore plus loin dans l'aigreur de ses réparties : un incident assez grave s'était produit à l'inauguration de la gare de Sion : le drapeau tricolore avait été lacéré ; le gouvernement du Valais et le gouvernement fédéral avaient montré une grande inertie dans la répression. Sur ce, note du marquis de Turgot, ambassadeur de France, au conseil fédéral, et réponse du conseil, en date du 7 novembre « qui déplore l'esprit d'irritation qui s'est

(1) Réponse du Conseil fédéral à l'ambassade de France, 26 octobre 1860.

« manifesté dans une partie de la population des
« frontières des deux pays, » mais dit « que ce n'est
« pas la Suisse qui est dans le cas de se reprocher
« aucun fait qui ait pu amener un pareil état de
« choses. »

La confédération suisse était alors régie par la constitution de 1848, bien moins centralisée que celle de 1874, en vigueur actuellement. Sur l'affaire spéciale de la neutralité de la Savoie, des pouvoirs spéciaux furent donnés au conseil fédéral, par l'assemblée fédérale, dans l'arrêté célèbre du 19 juillet 1861 : « Le conseil fédéral est invité à ne pas cesser de donner toute son attention à l'affaire de Savoie, comme question encore pendante, et à reprendre en temps opportun les négociations dans le sens d'une défense énergique des droits et des intérêts de la Suisse. »

Le temps s'écoulant, les relations entre les deux pays s'améliorèrent peu à peu, mais, quelques années plus tard, on put voir que la question n'était qu'assoupie. L'insurrection de Pologne menaçait l'Europe d'une guerre générale vers la fin de 1863 : Napoléon III, qui aimait les discours à effet, déclara tout-à-coup, le 5 novembre, que les traités de 1815 avaient cessé d'exister. Emotion dans la confédération suisse, qui tenait tant à l'article 92 et qui trouva moyen de protester encore, d'une façon aussi

indirecte qu'inattendue. Voici comment : l'Empereur crut en 1863 le moment favorable pour réaliser son idée fixe de congrès européen ; il voulut en convoquer un à Paris, qui eût repris toutes les questions réglées à Vienne un demi-siècle plus tôt ; il ne se borna pas à faire des ouvertures aux grandes puissances ; il en fit aussi aux petits Etats, pensant par là les flatter et les rattacher à son système. Le 6 novembre, l'ambassadeur de France remit au président de la Confédération suisse une lettre autographe de l'Empereur, datée du 4, invitant la Suisse à se faire représenter à une réunion de souverains et d'Etats convoqués à Paris. Le Conseil fédéral rapporte ce fait historique dans son compte rendu politique de l'année 1863 et le fait suivre de commentaires : « Ce n'était
« pas la première fois qu'il était question d'un
« congrès européen. En 1859, après la paix de
« Zürich, on en avait déjà parlé ; le conseil fédéral
« demanda alors, dans la prévision de sa réunion,
« à être admis à ses délibérations en tant qu'elles
« auraient pour objet des questions intéressant la
« Suisse. Cette démarche se justifiait complètement,
« puisqu'il devait selon toute vraisemblance, être
« question d'intérêts touchant à la Suisse à propos
« de la situation particulière des provinces neutra-
« lisées de la Savoie qui auraient fait partie de la
« confédération italienne. Mais le projet n'aboutit

« pas : l'idée de la confédération italienne fut abandonnée, la question changea entièrement de face et la cession de la Savoie et de Nice à la France en fut une des conséquences. Le Conseil fédéral dirigea sur ce fait toute son attention et ses efforts tendirent constamment à obtenir pour la Suisse les garanties nécessaires. Il en appela aux Etats signataires des traités. Il demanda, le 19 mars 1860, qu'il ne fût prise aucune décision définitive sans sa coopération. Dans des communications postérieures, ils'appliqua plus ouvertement encore à faire ressortir la nécessité d'une réunion des puissances pour régler la question de la participation de la Suisse. L'Assemblée fédérale approuva les démarches du Conseil fédéral par arrêté des 28-29 mars 1860. Dans ses communications des 5 et 9 avril de la même année, le Conseil fédéral renouvela la demande de la convocation de conférences, et les envoyés extraordinaires qu'il délégua auprès de quelques puissances furent chargés de tenir le même langage. »

Toujours le même plaidoyer ! en 1863 il était donc impossible de s'adresser pour une question quelconque au Conseil fédéral sans qu'aussitôt celui-ci se remît à parler de l'éternelle affaire du Chablais et du Faucigny. Il était évident que cela tournait à l'obsession.

Cependant les relations avaient dû reprendre entre la France et la Suisse sur d'autres points (je ne parle pas, bien entendu, des relations diplomatiques qui n'avaient jamais cessé) je fais allusion aux travaux préparatoires des traités de commerce et d'établissement. Même dans son compte-rendu annuel relatif à ces sortes de travaux, le Conseil Fédéral trouve encore moyen de faire allusion à sa grande déception de 1860 : « Le Conseil fédéral n'a pas manqué non plus, dans les négociations qui ont eu lieu avec la France pour la conclusion d'un traité de commerce, de maintenir le même point de vue, s'abstenant de ce qui aurait pu porter atteinte au *statu quo*, ou faire préjuger la question. Elle est ainsi demeurée intacte, comme elle est, d'ailleurs, par sa nature toute politique, distincte de l'ordre d'intérêts sur lesquels ont porté les négociations avec la France ». En effet, encore en 1863, le Conseil fédéral s'efforçait d'ignorer, car on ne peut guère trouver d'autre mot, l'acquisition de la Savoie par la France ; ainsi le traité de commerce de 1863 règle d'une façon spéciale la question des relations de la Suisse avec la zone franche de l'arrondissement de Gex ; il n'est pas dit un mot du traitement à réserver aux produits de la zone de la Haute-Savoie, beaucoup plus importante pourtant que celle du pays de Gex.

La réserve de la Suisse tendant à conserver le *statu quo* et à ne pas avoir de relations avec la France relativement aux provinces neutralisées, n'est pas du reste si entière que le Conseil fédéral veut bien le dire dans son rapport de 1863 : nous avons sous les yeux le projet, non encore converti en loi (septembre 1892) ratifiant la convention franco-suisse du 10 juin 1891 qui fixe les limites entre le Chablais et le Valais. Le texte de la convention relève un procès-verbal de délimitation signé le 15 août 1862, à Vouvry (Valais) entre les commissaires français et suisses, et un second procès-verbal de remplacement de la borne du col de Balme, en date du 9 août 1862 (1). — Ces deux textes, malgré leur insignifiance apparente, ne laissent pas de prouver que, même avant 1863, il y avait eu des relations diplomatiques, d'ordre secondaire il vrai, entre la France et la Suisse, concernant le Chablais et le Faucigny.

Le Conseil fédéral est bien contraint de faire allusion à des événements qui ont bien leur importance dans cette question, mais il n'en parle qu'incidemment, s'efforçant autant qu'il est en son pouvoir d'en atténuer l'effet : « dans le placement des bornes entre Vouvry et la Chapelle d'Abondance,

(1) Archives du Sénat — session de 1892 — n° 34 : annexe au procès-verbal de la séance du 15 mars 1892.

dit-il, il ne s'agissait pas tant d'une difficulté territoriale que du simple rétablissement des bornes précédemment existantes, etc. » Malgré cette restriction mentale, la souveraineté territoriale de la France sur le Chablais et le Faucigny n'en était pas moins reconnue par la Suisse.

X

La question de la neutralité de la Savoie après 1860. — Elle n'est pas soulevée pendant la guerre de 1866. — Guerre de 1870. — Message du Conseil fédéral rappelant la neutralité du Chablais et du Faucigny. — Son manifeste aux puissances. — Ambiguïté des déclarations suisses. — Interprétation qui en est donnée par le duc de Gramont. — Distinction subtile entre l'occupation du Chablais et ses modalités. — Discussion entre M. Kern et le prince de La Tour d'Auvergne. — Le Conseil fédéral pense, après Sedan, à occuper la Savoie. — Ses craintes pour la sûreté de ses ressortissants en France le font renoncer à son projet.

De 1863 à 1866 il n'est plus question de la neutralité du Chablais et du Faucigny. La guerre européenne de 1866 mit encore une fois en question le droit suisse d'occupation : il ne s'était jamais exercé à l'encontre du Piémont : allait-il être exercé à l'encontre de la France ? La France, il est vrai, était neutre dans la lutte, mais l'article 92 permettait l'occupation au cas de guerre entre puissances limitrophes de la Suisse : or telle était bien la situation géographique respective de l'Autriche et de l'Italie :

mais la question ne fut pas plus soulevée qu'en 1821 ou qu'en 1849. Elle ne fut pas soulevée davantage en 1867, lorsque la situation se tendit entre la France et l'Italie, vers l'époque de la chute du ministère Ratazzi : pourtant les combats eussent eu lieu au pied des Alpes.

L'année 1870, au contraire, nous apporte un certain nombre de documents sur la neutralité du Chablais et du Faucigny, et sur le droit éventuel d'occupation Suisse, au moins sur la portée que le Conseil fédéral lui donnait à cette époque (1).

A peine la déclaration de guerre est-elle connue que le conseil fédéral, dans son message à l'Assemblée fédérale en date du 16 juillet 1870, soulève de nouveau la question savoyarde : « Nous avons à parler ici d'une circonstance spéciale : les traités de 1815 ont garanti la neutralité de la Savoie du nord à l'égard de la neutralité suisse. On ne peut encore savoir s'il entrera dans les convenances de la Suisse de faire usage de ce droit : il se peut que les événements l'y engagent plus tard, si le théâtre de la guerre vient à s'étendre. Il est bon toutefois de rappeler dès l'abord cette disposition aux puissances dans notre déclaration de neutralité afin d'éviter que les mesures que nous pourrions être appelés à prendre aient le moindre caractère d'actes d'hostilité.

(1) Archives diplomatiques, 1871, page, 169 et seq.

Le Conseil fédéral ne se contenta point de cette communication, pour ainsi dire, d'ordre interne : il fit, deux jours après, en date du 18 juillet, un manifeste quant à la neutralité de la Savoie : « Relativement aux parties neutralisées de la Savoie, le Conseil fédéral croit devoir rappeler que la Suisse a le droit d'occuper ce territoire. Le Conseil fédéral ferait usage de ce droit si les circonstances lui paraissaient l'exiger pour la défense de la neutralité suisse et l'intégrité du territoire de la confédération. Toutefois, il respectera scrupuleusement les restrictions que les traités apportent à l'exercice du droit dont il s'agit, et il s'entendra à cet égard avec le gouvernement français. » Les deux dernières phrases de ce document important présentent un sens assez obscur. — l'avant-dernière « le conseil fédéral ferait usage de ce droit..., etc., » ne signifie rien : l'hypothèse ne se serait jamais présentée : il était invraisemblable et impossible que les armées allemandes tournassent la Suisse par le sud-ouest : les armées françaises, au cas qu'elles eussent voulu traverser la Suisse pour envahir l'Allemagne du sud seraient entrées par le Jura et n'auraient pas fait une marche excentrique par la Savoie. Ce que le conseil fédéral voulait surtout consacrer, c'était son vieux droit

théorique d'occupation, et surtout il voulait empêcher la prescription extinctive.

Quant à la dernière phrase du document qu'on vient de lire, écrite dans un style qui paraissait ultra-conciliant, elle pouvait donner lieu à une méprise : « Le Conseil fédéral s'entendra à cet égard avec le gouvernement français. » Ce qui semblait bien signifier qu'aucune occupation fédérale n'aurait lieu en Savoie avant un échange de vues entre la Suisse et la France. D'où cette conclusion logique, que l'occupation n'aurait jamais lieu sans l'assentiment préalable du gouvernement français, ce qui était trancher dans un sens tout-à-fait insolite une question qui datait de 1815 : la Suisse a-t-elle, *ad nutum* le droit d'occuper la Savoie. La dernière ligne du document du 18 juillet 1870 paraissait dire le contraire, document d'autant plus important qu'il émanait de la partie intéressée.

Le duc de Gramont, ministre des affaires étrangères, se hâta de conclure en ce sens, s'appuyant sur la proclamation même du cabinet bernois : il le fit dans sa lettre du 25 juillet 1870, adressée à M. Dubs, président du conseil fédéral : « En ce qui touche la situation de certaines parties de l'ancienne province de Savoie, cette question a fait naguère l'objet d'un échange de vues entre les puissances sans qu'un accord put s'établir. Notre in-

tention ne saurait être d'en entreprendre la discussion dans les conjonctures actuelles, et nous sommes persuadé que telle n'est pas non plus la pensée du gouvernement fédéral. Il nous suffit de savoir que si les circonstances qu'il a en vue venaient à se produire, il n'adopterait aucune mesure sans une entente préalable avec le gouvernement de l'Empereur. »

Cette réponse du duc de Gramont était habile, car elle prenait acte des paroles prononcées par le conseil fédéral, en les interprétant suivant les vues de la France. Le gouvernement suisse voulut avoir le dernier mot dans cette discussion qui passa inaperçue au milieu des terribles événements qui se passaient alors sur les autres frontières. Ce n'est toujours pas au duc de Gramont que cette réplique fut faite : il était tombé du pouvoir avec le ministère Emile Olivier. Son successeur dans le cabinet formé par M. de Palikao fut le prince de la Tour d'Auvergne : M. Kern, toujours ministre de la confédération suisse à Paris, lui remit une note dans laquelle il distinguait d'une manière très subtile entre le droit d'occupation de la Savoie, qui, d'après les théories bernoises, était toujours *ad nutum*, sans qu'il fût besoin d'entente préalable avec le gouvernement français, et, si l'on peut s'exprimer ainsi, en employant une expression de droit privé, les modalités

de l'occupation, c'est-à-dire l'interprétation des détails de l'article 92 du traité de Vienne, pour lesquels l'entente préalable était, au contraire, nécessaire. Ces détails, qu'on n'a jamais spécifiés, d'ailleurs, ne pouvaient être que ceux-ci : les routes d'étapes des troupes fédérales, le droit au logement, l'usage des postes et télégraphes, propriété exclusive de l'Etat français, celui des télégraphes appartenant à la compagnie P.L.M., surtout les rapports avec les autorités civiles et judiciaires françaises, avec le bureau de recrutement de la subdivision d'Annecy, avec les cadres de la garde mobile, enfin avec la gendarmerie qui pouvait demeurer dans la région, car elle correspondait à la garde municipale dont il est question à l'article 92.

Toutes ces négociations, et la raison pour laquelle il n'y fut point donné de suite effective, ressortent bien mieux des documents suisses que des documents français : « Le passage de notre déclaration de neutralité (1) qui se rapporte à la Savoie neutralisée, a donné lieu à un échange de correspondances diplomatiques avec le gouvernement français. Le comte (sic) de Gramont, ministre des affaires étrangères, croyait devoir interpréter ce passage en ce sens que le Conseil Fédéral se serait engagé à ne pas

(1) Message du Conseil fédéral concernant la neutralité de la Suisse, 1^{er} décembre 1870.

occuper la Savoie neutralisée avant de s'être entendu à cet égard avec le gouvernement français. Comme nous ne pouvions laisser sans réponse cette étrange interprétation, nous fîmes parvenir au nouveau ministre, M. le prince de la Tour d'Auvergne, par l'intermédiaire de M. le docteur Kern, une note dans laquelle nous relevions cette erreur en déclarant que nous cherchions à nous entendre avec le gouvernement français sur le mode d'exécution, mais que nous ne voulions pas faire dépendre de cette tentative l'exercice de notre droit ».

La dernière phrase de cette partie du message fédéral a un caractère des plus énigmatiques. La voici. « Nous déclarâmes aussi que nous serions prêts en tout temps à régulariser la question savoisiennepar voie d'entente. » Régulariser par voie d'entente ! Cela signifie-t-il régler une fois pour toutes les détails d'exécution de l'occupation éventuelle ? Pourquoi ne pas le dire alors *in terminis* ! Et, si cela signifie autre chose, de quoi s'agit-il ? Les vieilles passions annexionnistes du Conseil fédéral étaient-elles complètement éteintes en 1870 ? Il est permis de croire que non.

Toutefois, remarquons un progrès marqué en faveur de la France et dont l'évolution s'est produite entre 1860 et 1870. En 1860, c'est la France qui propose l'entente directe avec la Suisse, et c'est la Suisse

qui la repousse, tenant toujours pour un congrès, ou, tout au moins, pour une conférence. En 1870, au contraire, la Suisse se déclare prête à régler la question par une entente directe avec la France ; mais, ce qui est plus étonnant, c'est qu'elle insinue avoir toujours été dans ces dispositions. Telle n'est pas tout-à-fait la vérité historique.

Cependant la guerre se prolongeait, et les masses allemandes descendant vers la Franche-Comté, il était à craindre que la question de l'occupation de la Savoie, demeurée jusqu'alors théorique, n'entrât dans le domaine des faits. Il y eut alors dans l'opinion suisse un mouvement prononcé pour l'occupation de la Savoie. Le document le plus important à cet égard est encore le message fédéral du 1^{er} décembre :

« La marche de l'armée allemande vers le sud de la France fit surgir une autre question, qui touchait la Suisse de très près : celle de l'occupation des provinces neutres de la Savoie par l'armée fédérale. Nous avons fait observer que dans la notification de la neutralité suisse, le Conseil Fédéral avait rappelé le droit de la Confédération à cet égard et fait toutes réserves relativement à l'exercice de ce droit. On a pu considérer comme exagérée cette mesure de précaution, et il est certain que le Conseil Fédéral avait en vue d'autres éventualités que celle dont il

s'agit, mais il n'a eu qu'à se féliciter de l'attention qu'il a prêtée en temps opportun à cette affaire. » — Ici encore le conseil fédéral ne voit dans l'occupation possible qu'une « mesure de précaution » contre les événements de la guerre : c'est l'expression même qu'il emploie. Opérée dans ce but, cette occupation eût été, sinon opportune, c'est une question que nous ne voulons point discuter, au moins strictement légale. Mais des documents sérieux, toujours émanés du Conseil fédéral, nous prouvent qu'on eut alors une autre pensée, qui n'était rien moins que juridique : se presser d'occuper le Chablais et le Faucigny avant que la paix entre la France et la Prusse, que tout le monde croyait très prochaine après la capitulation du 2 septembre, ne se conclût, pour mettre en sa faveur la théorie des faits accomplis que les affaires italiennes avaient mises à la mode dans la diplomatie d'alors, en un mot, pour plaider « mains garnies ». Ce n'eût pas été bien entendu pour faire reconnaître le droit d'occupation, que la France n'avait jamais contesté, mais pour s'annexer complètement et définitivement les provinces neutralisées par le traité de Vienne, pour mettre à exécution le rêve du commencement de 1860. Ce n'était plus alors l'application d'une théorie, plus ou moins contestable, sur l'interprétation d'un texte de droit international, c'était un acte de politique pure, ne

pouvant s'appuyer sur aucun fondement juridique (1). « La presse suisse ne tarda pas à discuter la question de savoir si la Confédération ne devait pas profiter de la paix, que l'on croyait très prochaine après les événements de Sedan, pour garantir et consolider ses droits relatifs à la Savoie neutralisée en occupant de suite cette contrée.... » Ce texte ne peut laisser place à aucun doute : on n'eût plus été dans l'hypothèse prévue par l'article 92, la guerre entre deux voisins de la Suisse ; il ne s'agissait plus que d'une sorte de coup d'état international ne relevant en aucune façon du droit des gens, et dont l'éventualité dût être discutée dans le Conseil fédéral, puisqu'elle est à demi-avouée dans le message. Le texte suisse reprend : « Cette question a donné lieu à des débats assez vifs : l'opinion publique a paru s'exprimer dans un sens plutôt négatif, et, sur la demande de notre consul à Lyon, qui désirait obtenir des renseignements rassurants dans l'intérêt des Suisses établis dans cette ville, le Conseil fédéral s'exprima en ce sens, qu'il ne serait pas convenable pour notre pays d'agir avec précipitation, et de laisser supposer qu'il avait l'intention de profiter des malheurs de la France. » — La question était donc encore une fois indéfiniment ajournée.

(1) Message fédéral du 1^{er} décembre, *passim*.

XI

La neutralité de la Savoie dans les faits, en 1870. — Emploi indiscuté de la ligne P. L. M. entre Aix et Culoz. — Retraite d'un corps de l'armée de l'Est sur la Savoie neutralisée. — Autre face de la question au cas où la mission de M. Thiers à Florence eût réussi.

Les débats sur la neutralité de la Savoie en 1870 furent purement théoriques. Les troupes concentrées à Chambéry rejoignirent l'armée de l'Est par la ligne de Culoz, c'est-à-dire qu'elles traversèrent le petit angle neutralisé situé entre le lac du Bourget et le Rhône, ce qu'on avait tant reproché à la division Bouat au début de la campagne de 1859 : aucun incident diplomatique ne fut soulevé à cette occasion, ni par la Suisse, ni par l'Allemagne. De même, plus tard, un corps de l'armée de l'Est ayant dépassé la ligne Pontarlier-Fort de Joux au moment où les hostilités furent reprises, en février 1871 entre l'armée de Bourbaki et celle de Manteuffel, quand on sut enfin que l'armistice ne s'étendait pas aux départements du Jura, traversa Morez, les Rousses, la portion de la vallée des Dappes rectifiée en 1863, le col de la Faucille, Gex, le pont de Culoz, et se replia sur Chambéry par Aix-les-Bains, traversant toujours le même angle neutralisé. Si véritable-

ment, en 1871, la neutralité de la Savoie eût été la même que celle de la Suisse, le corps français n'eût pas échappé à l'internement : il est vrai que l'exécution pratique en était impossible, mais c'est le cas de toute neutralité de portion d'Etat. Du reste, dans l'espèce, le corps de l'armée de l'Est qui avait fait cette retraite excentrique n'était aucunement acculé à la Savoie neutralisée, puisque la route lui était ouverte sur sa droite, soit vers Saint-Claude par Septmoncel, soit vers Nantua par Châtillon-de-Michaille. La Suisse n'avait fait non plus aucune objection : il faut essayer de donner la raison de ce silence après les démonstrations diplomatiques qui avaient eu lieu au début de la guerre franco-allemande : c'est que l'événement du 4 septembre avait eu lieu dans l'intervalle et que la Suisse ne voulait pas prendre vis-à-vis des nouveaux gouvernants, qui avaient fait, pour la plupart, partie du fameux congrès de Lausanne en 1869, l'attitude hostile qu'elle aurait gardée à l'encontre du ministère de M. de Gramont ou du prince de la Tour d'Auvergne. La politique intérieure de la France eut donc ici son contrecoup sur ses relations extérieures, contrecoup heureux dans l'espèce, nous n'hésitons pas à le reconnaître.

La question de la neutralité du Chablais et du Faucigny ne se fût posée sérieusement durant la

guerre de 1870-1871 que si la mission que M. Thiers s'était donnée auprès du cabinet de Florence eût réussi. Son projet consistait, on le sait, si l'alliance avec la maison de Savoie avait pris corps, à faire diriger immédiatement une partie de l'armée italienne sur Lyon. Nous n'insistons pas sur les dangers qu'aurait causé à la France le passage des troupes de Victor-Emmanuel à travers un pays qu'il n'avait perdu que depuis dix années : mais là encore, se fût posée la question de la neutralité pour le transport des troupes entre Aix et Culoz, à moins qu'elles ne passassent par le Pont-de-Beauvoisin, direction peu probable, puisqu'il n'y avait point encore de voie ferrée. Le chancelier de l'Allemagne du Nord, qui avait tant protesté contre des violations insignifiantes de la frontière luxembourgeoise, n'eût pas hésité à signaler cette violation de l'article 92 des traités de Vienne : la Confédération suisse, devant ses menaces, eût été contrainte d'occuper la région : il en serait sorti des complications interminables dans une situation qui n'était déjà que trop compliquée. Cette nouvelle épreuve fut épargnée à la France,

XII

La question du Chablais et du Faucigny depuis 1871. — Projets de percement du Simplon ou du Mont-Blanc. — Polémique qui s'élève à ce sujet. — Brochure de M. Chaumontel. — Manœuvres de 1883 et incidents diplomatiques qui les suivent — Passage du 30^e de ligne dans le canton d'Annemasse. — Commencement de travaux de fortification au mont Vuache. — Protestations du Conseil fédéral. — Note remise par M. Lardy à M. Jules Ferry. — Le cabinet Ferry satisfait la Suisse *ultra petita*. — Valeur juridique de l'aveu émané du cabinet Ferry. — Ce qu'il faut entendre par la zone neutre laissée en dehors de la mobilisation. — Convention de limites du 10 juin 1891, entre la France et la Suisse. — Arguments qu'on peut en tirer. — Derniers incidents relatifs à la neutralité de la Haute Savoie. — Voyage de M. de Freycinet dans la vallée de l'Arve en 1892. — Théories peu juridiques exposées dans le *Journal Officiel*

De 1871 à 1883, la question de la neutralité de la Haute Savoie parut tombée définitivement dans l'oubli. Certains économistes, craignant que le percement du Saint-Gothard ne détournât au détriment de la France le trafic entre le nord et le midi de l'Europe, préconisèrent, qui le percement du Simplon, qui, celui du Mont-Blanc. Les partisans du tracé par le Mont-Blanc, outre des préoccupations électorales, très légitimes du reste, mettaient en avant l'intérêt stratégique de la France : une objection était facile à faire, et elle fut faite, c'est que la ligne stratégique devrait emprunter la vallée de l'Arve, comprise tout entière dans le périmètre de la neutralité. M. Chaumontel, sénateur de la Haute-

Savoie, écrivit à ce propos une brochure sur la neutralité militaire de la Savoie, qui est une des rares monographies que nous possédions sur la matière, et dans laquelle l'honorable membre du Parlement s'efforce de démontrer l'incompatibilité absolue de l'existence de cette neutralité avec la possession de la Savoie par la France. Tout le monde sait qu'il ne fut pas donné suite au projet de percement du Mont-Blanc. Ces discussions d'un caractère exclusivement théorique, avaient lieu vers 1882. En 1883, des faits positifs, encore que d'une importance bien minime, vinrent rendre à notre question toute son actualité. Le 30^e régiment d'infanterie, en garnison à Annecy, faisant partie du 14^e corps, vint faire, dans la basse vallée de l'Arve, non pas des manœuvres proprement dites, mais plutôt de simples exercices de service en campagne. En voyant les Français au pont d'Etrembières, la « république et canton de Genève » se crut revenue aux jours de l'escalade, à l'année 1602, pendant laquelle elle guerroyait encore contre son seigneur le duc de Savoie. Elle poussa les hauts cris : on ne sait trop pourquoi, car Annecy se trouve compris aussi bien qu'Annemasse dans la zone neutralisée, si on admet le principe de la neutralisation, et le 30^e de ligne avait souvent fait des manœuvres de garnison autour d'Annecy, souvent même, en remontant vers le nord jusqu'à

Cruseilles : n'oublions pas du reste que l'article 92 du traité de Vienne laissait parfaitement le roi de Sardaigne maître de faire évoluer ses troupes dans la région neutralisée, au moins en temps de paix ; mais les gazetiers genevois donnèrent une autre raison de leurs plaintes : le mouvement de troupes, disaient-ils, avait eu lieu dans un terrain neutre, et « en vue de Genève. » Nous venons de voir ce qu'il faut penser du premier motif ; quant au second, il ne vaut pas davantage : si on l'admettait, le gouvernement français ne pourrait pas faire manœuvrer le 7^e corps à Ferney, qui est, aussi bien qu'Annemasse, en vue du territoire genevois. Le gouvernement fédéral lui-même établit souvent des camps d'instruction très près des frontières de la confédération, témoin le camp de Plan-les-Ouates, situé à quelques kilomètres de Saint-Julien, et qui est formé tous les ans pour l'école de recrue, contre l'établissement duquel la France n'a d'ailleurs jamais protesté.

Genève croyait avoir à la même époque un motif plus grave de plainte contre la France : le bruit se répandit que le génie faisait fortifier le Mont-Vuache. Le Mont-Vuache est le prolongement, sur la rive gauche du Rhône, du système du Jura : il est situé en face du fort de l'Ecluse et constitue avec lui ce qu'on nomme en style orographique, un verrou : là se termine le second bassin du Rhône, celui qu'on

peut appeler le bassin lacustre, le premier, ou bassin valaisan, finissant au défilé de Saint-Maurice. Etant donné l'importance militaire non pas du Fort de l'Elcluse lui-même, qui n'est qu'une mauvaise bicoque, mais de sa situation, il est facile de comprendre celle du Mont-Vuache : fortifié, il ne menacerait en aucune manière la sécurité de la ville de Genève, qui se trouve située au nord-est, à 24 kil. à vol d'oiseau. Du reste, le gouvernement français n'avait élevé aucun retranchement au Mont-Vuache : il avait seulement fait faire des abatis dans les taillis et construit des chemins auxquels on pouvait reconnaître un caractère stratégique, et de ces petites plateformes que dans les montagnes frontières on appelle des *batteries*, sans doute parce qu'elles sont destinées à en recevoir, mais qui ne sont jamais armées en temps de paix. Le cabinet fédéral s'émute, mais beaucoup plus de la question du Mont-Vuache que des évolutions du 30° de ligne. Il fit, suivant sa coutume, son rapport à l'Assemblée fédérale (1) : « Dans le courant du mois de septembre, l'opinion publique en Suisse fut émue par des concentrations de troupes françaises dans la zone neutralisée de la Savoie, sur les confins du canton de Genève. Presque dans le même temps, le bruit se répandait que le gouver-

(1) Archiv. diplom. 83, 41-313,

nement français faisait fortifier le Mont Vuache..... immédiatement la presse s'empara de la question. » Ce qui paraissait surtout grave au cabinet de Berne, c'est que le journal français le *Temps*, qui passait pour recevoir directement des communications du ministère, alors présidé par M. Jules Ferry, avait entamé ce qu'on appelle dans la langue actuelle, une campagne, pour prouver le droit de la France de fortifier cette zone, Le Conseil Fédéral ajoute dans son rapport : « Le 1^{er} octobre, nous reçûmes des communications positives : un seul régiment, le 30^e d'infanterie, comprenant environ 1,400 hommes, avait manœuvré derrière le Salève. Sur le Mont Vuache on n'avait pas encore commencé les ouvrages de fortification : toutefois, les études paraissaient être achevées sur le terrain. On avait exécuté de nombreuses coupes dans les bois taillis de la montagne ainsi que le tracé d'une route stratégique d'Entremont au Vuache. Au sommet du mont, un observatoire avait été établi pour faciliter le profilage. Bref, les travaux préliminaires étaient prêts et l'intention de fortifier le Vuache était bien évidente ».

Le rapport du conseil fédéral ajoute ensuite, ce qui est une simple affirmation, que l'article 92 interdit de fortifier la zone neutralisée : « On ne saurait en effet concilier l'établissement dans les parties

« neutralisées de la Savoie, d'ouvrages qui ne peuvent être faits qu'en vue de la guerre et utilisés qu'en cas de guerre, avec l'obligation pour le souverain de la Savoie de retirer ses troupes, toutes les fois que les puissances voisines de la Suisse se trouveraient en état d'hostilité ouverte et imminente. » L'argumentation suisse est très contestable : nous croyons qu'au contraire on peut tirer de l'article 92 un argument *a contrario* très légitime, puisqu'il nous fait rentrer dans le droit commun qui est la plénitude de la souveraineté territoriale. Mais l'on n'a pas même besoin de recourir à ce raisonnement, puisque nous avons un texte, l'art. 90 du traité de Vienne, qui donne *in terminis et sans restriction* au souverain de la Savoie le droit de se fortifier. Le 21 novembre, M. Lardy, ministre plénipotentiaire de la confédération Suisse à Paris, communiqua à M. Jules Ferry les observations du conseil Fédéral. Le gouvernement français, en délicatesse avec l'Angleterre à propos de la question égyptienne, qui avait causé la chute du ministère Freycinet, harcelé par des interpellations continuelles à propos du Tonkin, ne voulut pas se mettre une nouvelle affaire diplomatique sur les bras ; il fut prudent, mais timide, et, ce qui est presque sans exemple dans l'histoire, non seulement il combla les vœux de la Suisse, mais encore il répondit *ultra petita*, et

donna des garanties verbales qu'on ne lui demandait pas, notamment à propos de la mobilisation. Le cabinet suisse voulut prendre acte des imprudences du gouvernement français et demanda une communication écrite, s'efforçant d'avoir en sa possession un *instrumentum* émané du quai d'Orsay, pour empêcher, le cas échéant, la mobilisation dans le Chablais et dans le Faucigny, et pour faire prononcer par notre ministère le mot décisif de *neutralité*. Il eut raison d'insister, car il eut une victoire complète : la France s'exécuta avec une bonne grâce naïve qui ne laissa pas d'étonner quelque peu les diplomates bernois. Cet aveu compromettant du ministère français est contenu dans une note du 14 décembre 1884 envoyée de Paris à l'ambassadeur Arago :

« Monsieur, des renseignements parvenus à Berne ont,
« paraît-il, donné lieu de penser que le génie militaire
« français se proposait d'élever certains ouvrages de
« défense sur le Mont Vuache. Le gouvernement fédéral
« désirerait recevoir l'assurance que nous n'avons
« pas l'intention de fortifier ce point. Dans sa
« pensée, cette déclaration de notre part rassurerait
« l'opinion publique suisse. Nous ne voyons aucune
« difficulté à faire connaître qu'il n'entre pas dans
« nos intentions d'établir un ouvrage de fortification
« sur le Mont Vuache et que, dans les études
« pour la mobilisation, l'état major français s'est

« attaché à respecter complètement le territoire neutralisé. »

N'exagérons pas toutefois la valeur de ce document : acte unilatéral, il ne saurait avoir la force d'une convention internationale : il laisse entière la question de fortification telle qu'elle se trouvait sous l'empire de l'article 92 : mais si ce n'est qu'un document unilatéral, il est unilatéral *a parte rei*, ce qui fait sa gravité. Quant à la question de la mobilisation, mot nouveau pour désigner une chose toute nouvelle, elle ne se présentait guère à l'esprit du législateur international de 1815, la méthode de recrutement des armées étant à cette époque tout autre qu'aujourd'hui, et les procédés imaginés par Stein et Scharnhorst n'étant regardés que comme des systèmes ingénieux, mais non encore entrés dans la pratique des pays autres que la Prusse. C'est donc une question toute nouvelle qui se pose maintenant et qui ne se pouvait prévoir en 1815, non plus que la question des lignes stratégiques : elles sont venues toutes deux compliquer cette question déjà si difficile : nous les étudierons plus loin.

Depuis 1883 jusqu'en 1892, il ne se passa guère d'incidents relatifs à notre question et méritant d'être rapportés : une brochure anonyme allemande émanée de la presse dite « reptilienne », pour em-

ployer un néologisme déjà devenu historique, grâce à la rapidité des événements contemporains, signala « le bon droit de la Suisse sur les parties neutralisées de la Savoie ». Son origine dit assez ses tendances : elle ne mérite point d'être appelée une thèse juridique.

Un autre événement bien plus important, encore qu'il ait peu fait de bruit, fut la signature, le 10 juin 1891, d'une convention de bornage de la partie de la frontière franco-suisse située entre le Mont-Dolent et le lac Léman. Cette convention consent des échanges de territoires entre l'arrondissement de Thonon et le district valaisan de Monthey : nulle part il n'y est fait mention de l'interdiction réciproque de fortifier les parcelles échangées, ce qui avait fait l'objet de stipulations expresses dans le traité de rectification de la vallée des Dappes. Un seul document de cette convention fait allusion à des opérations militaires et encore d'un caractère tout particulier : c'est l'*in fine* du paragraphe n° 95 de la convention, dans le texte tel qu'il se trouve actuellement aux archives du Sénat (1) : « Entre le pont du Moulin et le pont de la route du Simplon, se trouve le viaduc sur lequel le chemin de fer d'Annemasse à Saint-Maurice traverse la Morge. La sé-

(1) Archives du Sénat, session de 1892 n° 43.

paration de la partie suisse et de la partie française de la ligne est formée par l'axe de la pile médiane du viaduc. Cette pile ne peut recevoir de dispositif en vue d'une destruction éventuelle ».

Remarquons que cette convention, et ceci résulte d'un argument *a contrario*, n'interdit pas au gouvernement français de creuser un fourneau de mine dans la pile occidentale. Que si cette interdiction résultait de l'esprit même de l'article 92, il eût été bien inutile d'édicter un texte spécial pour la pile médiane. Ce document très nouveau, malgré son peu d'importance apparente, méritait cependant d'être signalé. D'autres faits d'une haute importance, et qui nous permettent d'étudier la question à une époque très voisine de nous, résultent du récent voyage de M. le ministre de la guerre dans la Haute-Savoie. Au dire de tous les journaux, ce voyage de M. de Freycinet avait été entrepris dans le but d'inspecter les défenses de cette partie de la frontière, au cas où une invasion italienne, franchissant le Simplon, et laissant sur sa droite les défilés de Saint-Maurice, se fût avancée de Martigny sur la Tête Noire et sur le col de Balme. Ce voyage ministériel a été suivi d'un nouvel aveu dangereux, étalé sur la porte de toutes les mairies, puisqu'on a jugé bon de l'insérer dans l'édition des communes du Jour-

nal Officiel (1). « Le ministre de la guerre vient
« d'entreprendre un voyage dans une partie de la
« frontière des Alpes. Il s'agit de la zone de la
« Haute-Savoie que les traités de 1815 ont neutra-
« lisée et qui se trouve par ce fait dans une situa-
« tion spéciale au point de vue de la mobilisation et
« de la concentration des troupes ». Voilà qui pa-
rait clair, la Haute-Savoie est neutre et ne peut avoir
aucun rôle stratégique : c'était au moins inutile à
dire quand personne ne le demandait : la Suisse est
fort habile à tirer parti des actes du gouvernement
français qui paraissent au premier abord ne regar-
der que la politique intérieure : elle l'a montré na-
guère à propos de la Vallée des Dappes. Il est vrai
que le document officiel dit, quelques lignes plus
bas, tout le contraire de ce que nous y avons lu
tout à l'heure : il parle de la « route stratégique
d'Albertville à Saint-Gervais par Mégève » (elle en-
tre dans la zone neutralisée à la hauteur de Flumet
et a été construite entièrement sous le régime fran-
çais), « de la route stratégique du col de Morgins »,
et de la « position de Châtillon qui barre le débou-
ché des Gets ». On avoue donc, et d'une manière
assez intempestive, la neutralité de la région, mais
on avoue aussi qu'il y a des routes stratégiques, ce

(1) *Journal Officiel*, édition des communes, 26 juin 1892.

qui peut sembler difficile à concilier. Ce texte a pour résultat de jeter beaucoup d'obscurité sur la question, qui certes n'en avait pas besoin. Mais il n'a aucune valeur juridique, malgré la source très officielle dont il émane, non plus que les aveux compromettants faits il y a quelques années par M. Jules Ferry, non plus que les interminables réclamations du Conseil Fédéral (1). L'article 92 des traités de Vienne seul est à étudier par la doctrine, ainsi malheureusement que la novation résultant de l'article 2 du traité de Turin : ce sont là les deux seuls textes législatifs internationaux. Mais la Suisse, partie au traité de Vienne, a été absolument tiers au traité de 1860 : le caractère douteux donné au sens de l'art. 92 par les diplomates de l'école de Cavour, elle n'a pu juridiquement en profiter : — l'article 92 seul subsiste, créant une servitude à l'encontre de la Confédération helvétique, servitude que le changement de souveraineté survenu en 1860 a eu pour résultat d'abroger. Voilà en définitive où en est la question : personne ne contestera le droit et le devoir du gouvernement français de défendre la région en cas d'attaque : il fera bien de ne pas compter sur l'occupation Suisse, même au cas très in-

(1) La dernière théorie ministérielle ne pourrait guère s'expliquer que par la coexistence des art. 90 et 92 du traité de Vienne. Or leurs dispositions, il faut l'avouer, sont peu conciliables.

vraisemblable où il la désirerait, car celle-ci, malgré ses réclamations théoriques, serait très embarrassée à la mettre en pratique.

CONCLUSION

Si la France était subrogée aux obligations du roi de Sardaigne à propos de l'article 92 des traités de Vienne, la logique exigerait qu'elle fût également subrogée aux droits appartenant à ce souverain, de par les mêmes traités. Victor-Emmanuel 1^{er}, cédant le district de Carouge au canton de Genève, avait spécifié que l'exercice du culte catholique n'y rencontrerait aucun obstacle. En vertu de la théorie genevoise de la subrogation, la France aurait donc encore actuellement le droit de protéger les catholiques de Carouge, Bernex, Compesières, Arare, Perly, et autres anciennes communes savoyardes : la « république et canton de Genève » s'est mise, après le schisme dit « des vieux catholiques, » dans un des cas où l'art. 91 aurait pu trouver son application. — Une hypothèse analogue s'est présentée sous la monarchie de juillet : le ministère Thiers n'a pas hésité à intervenir diplomatiquement près du gouvernement Bernois en faveur des catholiques de l'ancien département du Mont-Terrible à qui les traités de 1815 avaient garanti le libre exercice de leur culte.

Autre conséquence : si l'article 92 subsiste, l'indivisibilité du traité force encore Genève et la Suisse à reconnaître l'existence des dispositions de l'art. 90, c'est-à-dire le droit pour le roi de Sardaigne, et pour la France son ayant cause, de fortifier la Haute-Savoie *sans restriction* (le mot est dans le texte).

La question du transit piémontais par la route du Simplon, la servitude de passage des troupes Sardes par le Valais, qui n'ont plus de raison d'être depuis 1860, montrent bien qu'il doit en être de même pour la neutralité du Chablais et du Faucigny.

NEUTRALITÉ TERRITORIALE DE L'ÎLE DE CORFOU

La neutralité de Corfou ne donnant lieu à aucune controverse importante nous retiendra bien moins longtemps que celle de la Savoie. — Situées à l'occident de la péninsule hellénique, les îles Ioniennes formaient, dans l'antiquité, soit des royaumes séparés, dont le plus célèbre fut celui d'Ithaque, soit de simples colonies relevant plus ou moins, plutôt moins que plus, des cités de la Grèce continentale. Les petites causes amènent souvent de grands effets : on sait, d'après Thucydide, qu'une révolte de l'île de Corcyre contre sa métropole Corinthe fut la cause, au moins occasionnelle, de la guerre du Péloponèse et de la ruine d'Athènes. Voisines de l'Achaïe, les îles Ioniennes partagèrent sa fortune : romaines pendant douze siècles, elles furent, durant la période byzantine, fréquemment conquises par les Goths, puis par des bandes sarrazines et normandes. Elles servirent au onzième siècle de base d'opérations au jeune Bohémond, fils de Robert Guiscard, dont les hauts faits nous ont été narrés avec une certaine complaisance par Anne Comnène

et qui ne voulait rien moins que conquérir l'empire d'Alexis, sous prétexte de restaurer le faux Michel Ducas ὁ Παρρινακκης. La grande expédition des croisés, au début du treizième siècle, eut pour résultat de les détacher définitivement de l'Empire d'Orient. Venise, qui avait amené sur ses vaisseaux les chevaliers francs depuis le Lido jusqu'à la Corne d'Or, entendit se faire sa large part des dépouilles romaines : les îles Ioniennes furent le prix de son fructueux contrat de transport. La reine de l'Adriatique les garda six cents ans, d'abord sous la suzeraineté nominale de la cour latine de Constantinople, puis comme souveraine absolue, depuis que le dernier des Courtenay s'était enfui devant Michel Paléologue. Première station de la route d'Egypte, et par conséquent de l'Inde, Corfou ne tarda point à jouir d'une grande prospérité : puissance exclusivement maritime, Venise fut plus heureuse dans ces îles que sur le continent voisin, dans ce Péloponnèse que les boulets de Morosini ne purent pas sauver. La bannière de Saint-Marc ne cessa de flotter sur Corfou qu'au jour où Saint-Marc lui-même fut conquis. Dans la période semi-pacifique, semi-guerroyante, qui sépare les préliminaires de Léoben du traité de Campo-Formio, la république de Venise fut détruite : la métropole et la terre ferme abandonnées à la Cour de Vienne : la république française qui

comptait refaire sa marine incendiée à Toulon, se réserva les îles, pensant être par là surtout désagréable à l'Angleterre. Cette possession fut de dix-sept ans : si elle fut assez longue, elle ne fut point paisible : les Russes, alliés de l'Autriche dans la campagne d'Austerlitz, de la Prusse dans celle de 1806, parvinrent à s'en emparer. Ils durent les rendre à l'époque de la réconciliation éphémère de Tilsitt. La liquidation générale de 1814 les fit définitivement perdre à la France.—La légitimité était la manie du Congrès de Vienne : mais ici, quel était le gouvernement légitime qu'on pût restaurer : on ne pouvait rendre à Venise les îles Ioniennes, puisque Venise n'existait plus comme Etat : les sympathies ottomanes très accentuées de M. de Metternich auraient pu les faire adjuger à la Porte : on n'alla pas jusque là cependant. On en fit un Etat ou une réunion d'Etats plus ou moins libres, de ceux qu'on appelle mi-souverains, mais dont la souveraineté est tout-à-fait hypothétique, et on en confia la garde à la Grande-Bretagne. C'était pour la Cour de Londres une précieuse forteresse dans la Méditerranée, acquisition aussi opportune que celle de Malte et qui pouvait consoler l'orgueil britannique du souvenir de Minorque, autre citadelle méditerranéenne, perdue au traité de Versailles, et qui était toujours présent au cœur des vieux tories,

Quoiqu'en dise l'école de Nancy, une administration très décentralisée peut quand même être oppressive : Corfou en fit l'expérience quand elle vit le gouvernement du protectorat détruire systématiquement l'industrie, le commerce et la marine de l'île, tout ce qui, dans l'île elle-même, pouvait faire concurrence à la Grande-Bretagne. Les îles Ioniennes avaient pourtant un *home rule* tel que n'en aura jamais l'Irlande, même sous le plus wigh des ministères.

Sur ces entrefaites, le nouveau royaume de Grèce s'était fondé, excitant d'abord l'admiration de l'Europe par son héroïsme, puis la lassant par ses interminables discordes et l'incapacité de ses gouvernants. Tranquille vingt-cinq ans sous Otto de Bavière, la péninsule hellénique éprouva en 1862 le besoin de changer de dynastie, et renvoya son cadet de Wittelsbach à l'étude des antiquités grecques de Munich. Le cabinet de Londres craignit alors l'arrivée d'un candidat patronné par la Russie : l'influence de la Cour de Pétersbourg était alors très grande sur la Grèce, et on n'avait pas oublié que, durant toute la guerre de Crimée, il avait fallu que la France immobilisât au Pirée une brigade d'infanterie de marine pour contenir le gouvernement d'Athènes. L'offre des îles Ionniennes, complétant d'une façon si avantageuse le royaume à l'occident,

fut alors faite à la Grèce pour le cas où elle reviendrait à de meilleurs sentiments : l'irrédentisme italien avait passé l'Adriatique : l'offre de la Grande Bretagne fut si bien accueillie que, d'emblée, la chambre grecque proposa pour la couronne un jeune Hanovre-Cobourg. C'était aller trop loin et menacer l'équilibre européen : l'Angleterre malgré son célèbre loyalisme, craignit pour elle-même les suites de cette augmentation de puissance donnée à sa famille royale ; elle apprit à la Grèce, qu'à côté de la dynastie des Cobourg qui tendait à occuper tous les trônes secondaires de l'Europe, il y avait une autre maison qui conviendrait parfaitement au jeune royaume, mais n'exciterait pas autant de jalousie en Europe, n'étant pas apparentée à la maison de Hanovre : c'était la famille royale de Danemark. — La Grèce suivit avec déférence les avis impératifs de la généreuse Angleterre.

La Grande-Bretagne, qui avait étonné le monde par sa générosité, voulut restreindre un peu les effets d'une donation qui pouvait constituer un précédent dangereux, surtout pour elle. Il fallait éviter avant tout qu'une grande puissance tînt jamais garnison dans les forts qu'avaient occupés les régiments de la Reine : les diplomates londoniens crurent-ils atteindre ce but en déclarant que les îles cédées seraient neutralisées, que seuls pour-

raient y s'éjourner les détachements strictement nécessaires nécessaires au maintien de l'ordre ? toujours est-il que le public d'Athènes fut cruellement désappointé en apprenant ces restrictions qui lui semblaient intempestives : la donation pour laquelle il avait d'abord montré tant de gratitude n'était plus qu'une donation *sub modo*, presque un contrat à titre onéreux. On avait surtout compté sur Corfou pour dominer Parga et toute la côte occidentale d'Albanie, jalon des revendications territoriales ultérieures : — la base éventuelle d'opérations s'évanouissait.

Quant on est faible, il faut savoir être modeste dans ses désirs : la Grèce accepta les îles Ionennes, avec la servitude regrettable qui grevait deux d'entre elles. Voici le texte définitif décrétant cette neutralité, c'est l'art. 2 du traité de Londres du 29 mars 1864, signé des cinq grandes puissances et principalement par les trois Etats médiateurs dans la longue lutte entre la Turquie et la Grèce, dont les flottes avaient gagné (celle de l'Angleterre bien malgré elle), la bataille de Navarin . « Les cours de France, Grande Bretagne et Russie, en qualité de puissances garantes de la Grèce, déclarent, avec assentiment des Cours d'Autriche et de Prusse, que les îles de Corfou et de Paxo, ainsi que leurs dépendances, après leur réunion au royaume hellénique, jouiront des

avantages d'une neutralité perpétuelle. Sa Majesté le roi des Hellènes, s'engage de son côté à maintenir cette neutralité. (1) »

On voit que l'instrument d'où résulte la neutralité de Corfou, est encore moins détaillé et moins explicatif que l'article 92 des traités de Vienne, relatif à la neutralité de la Savoie. On n'y parle ni de l'évacuation de l'île par les troupes grecques, on n'y fait allusion à aucune occupation étrangère. Enfin cette neutralité est, si on peut employer cette expression, autonome et ne se rattache en aucune manière à la neutralité d'un état voisin.

La neutralité de Corfou, encore qu'elle ne date que d'une époque récente, a déjà produit ses efforts.

(1) Cet instrument définitif avait été précédé d'un autre traité, en date du 14 nov. 1863 (De Clercq, VIII, 614) ; — ce traité comprenait toutes les îles Ioniennes dans la neutralité : « Les îles Ioniennes, après leur réunion du Royaume de Grèce, jouiront des avantages d'une neutralité perpétuelle, et, en conséquence, aucune force armée, navale ou militaire, ne pourra jamais être réunie ou stationnée sur le territoire ou dans les eaux de ces îles, au delà du nombre strictement nécessaire pour maintenir l'ordre public et assurer la perception des revenus de l'Etat. Les H. P. C. s'engagent à respecter le principe de neutralité stipulé par le présent article. » — L'article 3, était plus important : « Comme conséquence de cette neutralité, les fortifications construites dans l'île de Corfou et dans ses dépendances immédiates étant actuellement sans objet devront être démolies avant la retraite des troupes anglaises ». — Cf. *contrà*, voyez l'art. 90 des traités de Vienne permettant au Roi de Sardaigne de faire toutes sortes de fortifications *sans restriction* dans la zone neutre.

Lorsque, en 1886, les flottes européennes, hormis la française, bloquèrent les côtes de Grèce, elles évitèrent de faire aiguade dans les eaux de Corfou, et même de les traverser.

NEUTRALITÉ DE LA MER NOIRE

Cette neutralité n'est plus qu'historique. Elle différait encore des précédentes en ce qu'elle s'appliquait à une mer et non à un territoire continental : du reste, neutralité perpétuelle, bien qu'elle n'ait point duré vingt ans. On doit la comprendre parmi les exemples de neutralité territoriales, car elle s'appliquait aux eaux frontières russes, et les eaux frontières, la mer territoriale, font partie du territoire d'une nation.

Voici à quel propos cette neutralité fut décrétée : on nous saura gré de ne point insister sur des événements historiques d'une banalité parfaite.

L'Empire de Russie, malgré l'immense superficie de son territoire, n'a accès que sur des mers fermées par la nature elle-même sur ses côtes septentrionales, par la géographie politique, au nord-ouest et au midi : ce sont au nord l'Océan glacial, que l'on appelle maintenant Mer Paléocrystique, en attendant qu'on lui trouve un autre nom, et sur lequel toute navigation est impossible : à l'est, la mer d'O-

khotsk, libre de glaces une grande partie de l'année, mais située à une trop grande distance des centres civilisés : — les deux mers européennes de la Russie ne communiquent directement ni avec l'Océan, ni avec la Méditerranée : la mer Baltique se termine par l'étranglement du Sund, où naguère encore le Danemark percevait un péage, racheté seulement en 1864 ; quant à la mer Noire, elle se continue au sud-ouest par les deux défilés maritimes du Bosphore et des Dardanelles, entièrement sous le canon turc. La Russie n'a d'ailleurs contact avec ces mers fermées que depuis un siècle ou un siècle et demi, par les conquêtes successives des provinces baltiques et de la Finlande sur la Suède, dont les traités de Nystadt, de Varelo et de Vienne ont marqué les principales étapes, et la conquête de la Crimée sur l'Empire du Grand Seigneur, conquête qui ne se termina que sous Catherine II. En 1774 le traité de Kaïdnardji avait donné à la Russie la libre navigation dans la Mer Noire : une série de guerres contre ce qu'on nommait alors le Divan, depuis la campagne qu'illustra Suvarow jusqu'à celle qui fit la réputation de Diebitsch, ne firent guère avancer la question au point de vue maritime. Au contraire, des événements qui se passaient assez loin de la Russie, comme cette lutte entre Mahmoud et Méhémet-Ali qui passionna tant, on ne comprend guère au-

jourd'hui pourquoi, la France de Juillet, fournit à l'empereur Nicolas l'occasion de se poser en protecteur du Sultan, et en retour de changer la Mer Noire, impasse pour les flottes russes, en un réduit imprenable. Ce fut l'objet du traité d'Unkiar-Skélessi (8 juin 1833) par lequel le Sultan s'engageait à fermer aux flottes étrangères les Dardanelles et le Bosphore et à les ouvrir au contraire aux vaisseaux du czar. Ce traité conclu, on peut le dire, sous l'influence de la *metus*, puisqu'Ibrahim Pacha venait de s'emparer de la Syrie et paraissait disposé à marcher sur Constantinople, mais d'une *metus* qui en tout cas ne provenait point du cocontractant, eût été d'une importance immense pour la Russie s'il eût été susceptible de recevoir son exécution : on pense bien qu'il n'en fut rien. L'Angleterre veillait, bien qu'elle fût à cette époque, en pleine crise intérieure et que, sous le règne du libéral Guillaume IV, les ministères wighs succédassent aux ministères wighs, circonstance peu favorable au succès de sa politique étrangère. Quoiqu'il en fût, la question de la Mer Noire, ou comme on l'appelait surtout, la question des Détroits, demeura ouverte jusqu'au traité du 13 juillet 1841, dit « traité des Détroits » qui ne servit guère que de prétexte pour faire rentrer la France de Guizot dans le concert européen. Par ce traité les cinq grandes puissances (il n'y en avait

que cinq dans ce temps-là) reconnaissaient la souveraineté absolue du Sultan sur le Bosphore et les Dardanelles : la Russie était définitivement bloquée dans la mer Noire.

Quoique bloquée, sa flotte n'était pas moins menaçante pour Constantinople et pour les intérêts anglais en Orient. L'Angleterre s'efforçait de détruire l'existence même de la puissance maritime russe dans la mer Noire : elle y parvint. — Comment elle y parvint, c'est ce qu'il nous appartient pas de rappeler ici, il s'agit d'événements trop connus. La facile et imprudente victoire de Sinope, l'occupation « maritime » pour employer une expression de l'époque, de la mer de Marmara par les escadres occidentales, la destruction rapide du port d'Odessa, celle autrement longue et autrement difficile de Sébastopol ne sont pas à raconter. La France avait vaincu, sans savoir dans quel but ; la Grande Bretagne le savait bien : aussi dans le congrès final qui liquida la situation bizarre amenée par la terrible lutte de Crimée, bien que, *honoris causa*, il fut tenu à Paris, on ne s'occupa guère que des intérêts anglais. La mer Noire fut neutralisée, euphémisme diplomatique signifiant qu'elle était interdite aux flottes russes : — il faut remonter assez loin dans l'histoire pour trouver l'exemple d'une mer interdite à une nation ; jusqu'à la France du régent et à l'Angleterre des

premiers Hanoviens, et encore ne s'agissait-il à cette époque que de la lointaine mer du Sud, et de plus ce n'est pas certain, les rapports de Dubois et de Walpole ayant été tout autres qu'on ne le croyait récemment. Bien plus grave était la situation pour la Russie, qui se voyait interdire une mer limitrophe de ses côtes, même la mer territoriale, bref c'était une servitude de neutralité partielle qui pesait sur sa frontière méridionale. Voici le texte de l'instrument qui consacrait cette servitude : c'est l'article 11 du traité du 30 mars 1856 :

« La mer Noire est neutralisée : ouverts à la marine marchande de toutes les nations, ses eaux et ses ports sont à perpétuité interdits au pavillon de guerre, soit des puissances riveraines, soit de toute autre puissance, sauf les exceptions mentionnées aux articles 14 et 19 du présent traité.

Art. 13. La mer Noire étant neutralisée, aux termes de l'article 11, le maintien ou l'établissement d'arsenaux militaires maritimes devient sans nécessité comme sans objet. En conséquence S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. Impériale le Sultan s'engagent à n'élever et à ne conserver sur ce littoral aucun arsenal militaire maritime.

Art. 14, L. L. MM. l'Empereur de toutes les Russies et le Sultan ayant conclu une convention à l'ef-

fet de déterminer la force et le nombre des bâtiments légers nécessaires au service de leurs côtes, qu'elles se réservent d'entretenir dans la mer Noire, cette convention est annexée au présent traité et aura même force et vateur que si elle en faisait partie intégrante. Elle ne pourra être ni annulée ni modifiée sans l'assentiment des Puissances signataires du présent traité.

Suivait un article ayant le caractère de sanction :

Art. 19. Afin d'assurer l'exécution des règlements qui auront été arrêtés d'un commun accord d'après les principes ci-dessus énoncés, chacune des puissances contractantes aura le droit de faire stationner en tout temps deux bâtiments légers aux embouchures du Danube.

Le résultat atteint par ce traité n'était pas tout à fait ce qu'on en attendait : on voulait exclusivement affaiblir la Russie, mais, en neutralisant la Mer Noire, on atteignait de même la Turquie, mise dans l'impossibilité, en vertu de l'article 13, de fortifier ses côtes, qui s'étendant depuis Varna jusqu'au delà de Trébizonde, avaient un développement au moins égal à celui des côtes russes. De plus, le traité de Paris annonçait une restriction aux principes qu'il avait posés lui-même, une exception qui allait emporter toute la règle : une convention annexe disait :

« Les II. P. C. se réservent d'entretenir chacune dans cette mer six bâtiments à vapeur de 50^m de longueur à la flottaison, d'un tonnage de 800 tonneaux au maximum et 4 bâtiments légers à vapeur ou à voile, d'un tonnage qui ne dépassera pas 200 tonneaux chacun. » — Ainsi, d'après cette convention annexe, chacune des puissances contractantes, c'est-à-dire les cinq grandes puissances, plus la Porte, partie principale dans la dernière guerre, et la Sardaigne qui y était intervenue pour attirer l'attention sur elle, pouvait entretenir dans la mer Noire dix navires. Si l'on ajoute les 2 stationnaires que chaque Etat pouvait établir à demeure aux bouches du Danube, on aura le total de 84 navires de guerre pouvant se trouver à la fois dans cette mer neutralisée et ouverte seulement aux pavillons de commerce !

Après le traité de 1856, la Russie « se recueillit », attendant les événements. Presque chaque année, la neutralité de la mer Noire était violée : des princes faisant leur tour d'Europe traversaient le Bosphore sur leur yacht, qui était très souvent un navire de guerre de leur Etat : *honoris causa*, on fermait les yeux. Puis les yachts princiers eurent à leur tour un petit cortège de bâtiments de guerre, destiné à leur faire escorte : l'adage *accessorium sequitur principale* permettait à ces grands personnages

l'interprétation large des traités. Parfois cependant, les choses allèrent si loin que les gouvernements européens protestèrent : mais la diplomatie était alors occupée dans l'Occident de l'Europe. Le matériel maritime de toutes les nations se renouvelait : les bâtiments cuirassés se généralisaient : or, ils n'avaient pas été prévus au traité. Vint enfin un moment où la Russie se lassa d'attendre : des deux puissances qui lui avaient imposé le traité de 1856, l'une combattait dans les marais de la Sologne et devait se désintéresser par la force des choses d'une question aussi lointaine ; l'autre, désarmée par l'abstention de son ex-alliée, et au pouvoir d'un ministère Wigh, ne pouvait qu'acquiescer, malgré qu'elle en eût. Le chancelier Gorstchakoff résolut d'accomplir d'abord la partie la plus délicate et la plus difficile de sa tâche, en s'adressant d'abord à la cour d'Angleterre, pour lui demander la révision du traité de Paris (1). Il fit sonder ensuite la Cour de Vienne : cette dernière, absolument désorientée depuis Sadowa, était alors gouvernée par M. de

(1) Lettre du prince Gortschakoff au baron de Brunnow à Londres 19-31 octobre 1870 : — il signale l'antinomie résultant de la convention des détroits par laquelle le passage n'est interdit au pavillon de guerre qu'en temps de paix : il s'appuie en outre sur ce que les autres stipulations de 1856 ont reçu des dérogations, notamment les principautés de Moldavie et de Valachie.

Beust, ancien ministre saxon du roi Jean et qui s'était déjà rendu célèbre en signant avec la Hongrie le fameux Augleisch de 1867 : les deux gouvernement furent d'accord pour dire que l'Autriche s'était montrée pleine de bienveillance pour la Russie en 1856 : c'était une bizarre manière d'écrire l'histoire, l'Autriche ayant, au moment de la guerre de Crimée, « étonné le monde par son ingratitude » et oublié que si elle possédait encore la Hongrie, elle le devait au prince Paskéwittch, qui avait en 1849 suppléé à l'insuffisance du feld-maréchal Windischgraetz. Néanmoins les deux cours ne demandaient qu'à s'entendre. Pour la Sardaigne devenue l'Italie, le chancelier russe se borna à une brève notification. Il s'adressa aussi à la France, et la flatta adroitement, surtout le gouvernement provisoire qu'il semblait s'excuser de ne point avoir encore reconnu officiellement (1). Il n'était point désagréable au gouvernement de Tours d'entendre un langage plein de déférence, ce à quoi le malheur des temps ne l'avait guère habitué : d'autant plus que le chance-

(1) Note de la Russie à la France. 20 oct. — 1^{er} nov. 1870. Le chancelier à Okonneff, chargé d'affaires près la délégation de Tours : « Bien que le gouvernement qui dirige actuellement les affaires de la France n'ait pour but que la défense nationale, cette puissance occupe une trop grande place en Europe, pour que le cabinet impérial puisse tarder à lui faire part de cette modification, apportée au traité dont elle est signataire.

lier impérial s'efforçait de lui démontrer que la guerre de Crimée avait produit l'alliance sarde, d'où étaient sorties et la guerre de 1859 et celle de 1866, cause directe de la lutte actuelle (1). Quant à la Prusse, elle était naturellement la première intéressée à donner carte blanche à la Russie : elle eût fait encore, à ce moment critique, bien d'autres concessions si on les lui eût demandées.

En conséquence, une conférence se réunit à Londres, qui anéantit à peu près l'œuvre de 1856, qui n'était pas née viable, du reste : — le traité fut signé le 13 mars 1871.

Article 1^{er} : « Les articles 11, 13 et 14 du traité de Paris du 30 mars 1856 ainsi que la Convention spéciale conclue entre la Sublime Porte et la Russie et annexée audit article 14, sont abrogés et remplacés par l'article suivant (article 2).

Art. 2 Le principe de la clôture des détroits des Dardanelles et du Bosphore, tel qu'il a été établi par la convention séparée du 20 mars 1856 est maintenu, avec la facilité pour S. M. I. Le Sultan d'ouvrir lesdits détroits en temps de paix aux bâtiments de guerre des puissances amies et alliées, dans le cas où la Sublime Porte le jugerait nécessaire

(1) La guerre de 1854 et le traité de 1856 ont été le premier pas apporté dans la voie des perturbations politiques qui ont ébranlé l'Europe et abouti à de si désastreuses conséquences, *op. cit.*

pour sauvegarder l'exécution des stipulations du traité de Paris du 30 mars 1856.

La neutralité de la mer Noire n'existe donc plus, depuis 1871 : de la paix de 1856 demeurerait seulement le droit pour le Sultan d'ouvrir ou de fermer, *ad nutum*, le passage des détroits.

NEUTRALITÉ DU BASSIN DU CONGO

Il ne s'agit point ici de la neutralité des régions appartenant au roi Léopold : c'est une neutralité d'Etat, mais des territoires qui l'avoisinent et appartiennent à diverses puissances européennes. La conférence de Berlin a réglé la situation internationale de ces territoires : ils jouissent d'une neutralité qu'on pourrait qualifier de « neutralité facultative » : deux puissances belligérantes et possessionnées au Congo peuvent renoncer à faire de ces territoires leurs bases d'opérations et à les attaquer. Il ne semble point qu'il y ait là une situation bien nouvelle : est-il besoin d'un texte international à portée générale pour créer une neutralité facultative ? Nous verrons que l'instrument de la convention exige, (et il ne pouvait faire autrement), le concours des volontés des deux puissances belligérantes. Or, cela c'est vu plus d'une fois dans le cours du siècle dernier, sans l'autorisation préalable d'un congrès ou d'une conférence. Nous l'avons vu en particulier, à propos des rapports de la France et de l'Autriche pour le Frick-

thal, pour les Villes forestières, et entre la France et la Prusse pour Neuchâtel. Ce que la convention de Berlin se borne à dire, en définitive, c'est que, entre puissances belligérantes, la convention fera la loi des parties, et qu'elles pourront restreindre d'un commun accord, pendant la durée d'une lutte, leurs points de contact. Quant à l'innovation résultant de l'instrument international de Berlin du 26 février 1885, voici ce qu'elle paraît être : les H. P. C. s'engagent à procurer aux belligérants leurs bons offices : elles feront ce que le Corps Helvétique faisait dans presque toutes les guerres entre la France et l'Autriche. Les deux textes réglant cette neutralité des territoires africains sont l'article 10 et l'article 11 de la convention : ils ne paraissent pas concorder absolument entre eux : — l'article 10 pose un principe absolu, la neutralité territoriale de toutes les possessions européennes au Congo : cette neutralité est reconnue *ab initio* par tous les états signataires : elle existe : elle est le droit commun : pour qu'elle n'existât plus, il faudrait que l'une des puissances cessât de remplir les devoirs de la neutralité (1). L'article 11, au contraire, permet les bons offices des Hautes Parties Contractantes pour neutraliser ces territoires en cas de guerre (pour qu'ils soient,

(1) Voir *infra* le texte de l'article 10.

dit le texte... pour la durée de la guerre... placés sous le régime de la neutralité). Ce n'est donc plus qu'une neutralisation éventuelle et non une neutralité préexistante, constituant le droit commun sauf dérogation.

Signaler ces petites différences de rédaction n'est pas, du reste, blâmer l'esprit général du traité dont on ne saurait trop louer les tendances pacifiques. Mais, ce qui est encore une plus grande garantie pour la tranquillité effective de ces territoires en cas de guerre européenne, c'est que celle-ci ne saurait s'étendre à des rivages aussi lointains avec quelque profit pour une puissance belligérante. Aucune n'y a de garnisons importantes, ni de places fortes, ni d'arsenaux, et les destins des Etats seront réglés depuis longtemps en Europe avant que les quelques centaines de soldats isolés dans ces immenses régions aient pu seulement se rencontrer à travers les forêts vierges et les marais.

Voici le texte des articles de l'Acte de Berlin du 26 février 1885, établissant la neutralité des territoires du Congo.

Art. 10. Afin de donner une garantie nouvelle de sécurité au commerce et à l'industrie et de favoriser, par le maintien de la paix, le développement de la civilisation dans les contrées mentionnées à l'article 1^{er} et placées sous le régime de la liberté commer-

ciale, les Hautes Parties Contractantes, signataires du présent acte, s'engagent à respecter la neutralité des territoires ou parties de territoires dépendant desdites contrées, y compris les eaux territoriales, aussi longtemps que les puissances qui exercent ou exerceront des droits de souveraineté ou de protectorat sur ces territoires rempliront les devoirs que la neutralité comporte.

11. Dans le cas où une puissance exerçant des droits de souveraineté ou de protectorat dans les contrées mentionnées à l'art. 1^{er} et placées sous le régime de la liberté commerciale serait impliquée dans une guerre, les H. P. signataires du présent acte s'engagent à prêter leurs bons offices pour que les territoires appartenant à cette puissance et compris dans la zone conventionnelle de la liberté commerciale soient, du consentement commun de cette puissance et de l'autre, ou des parties belligérantes, placés pour la durée de la guerre sous le régime de la neutralité et considérés comme appartenant à un Etat non belligérant; les parties belligérantes renonceraient dès lors à étendre les hostilités aux territoires ainsi neutralisés, aussi bien qu'à les faire servir de base à des opérations de guerre.

TROISIÈME PARTIE

LES QUESTIONS QUI SE POSENT DANS LA NEUTRALITÉ
D'ÉTAT SE POSENT-ELLES DE MÊME DANS LA NEUTRA-
LITÉ LOCALE ? (1)

I

Internement des belligérants.

Voici une question grave qui montre qu'il y a très loin de la théorie à la pratique : elle seule suffirait à prouver qu'il est impossible d'appliquer ri-

(1) La question de la garantie de la neutralité, avec ses sous-distinctions bien connues, et que nous n'avons pas l'intention de traiter ici, qui se pose à propos de la neutralité perpétuelle d'Etat, se pose-t-elle également à propos de la neutralité locale ? L'histoire se charge elle-même de répondre que cette garantie n'a jamais été efficace : La neutralité locale de Neuchâtel, reconnue par la France et par la Prusse n'a pas empêché Neuchâtel d'être détaché de cette dernière monarchie, sous le premier empire : — de même en 1857 Nous ne croyons pas que l'article 2 du traité du 24 mars 1860 ait été inséré à cause de la *garantie* donnée au Piémont, pour les districts neutralisés du Chablais et du Faucigny. En tous cas aucun Français n'aura l'ingénuité de croire que, si la Suisse occupe jamais les bords méridionaux du Léman, elle les *garantit* par cela même à la France. Pour Corfou, le traité de 1864 paraît en garantir la

goureusement la neutralité à une portion de territoire. C'est d'autant plus malaisé que la neutralité locale ne se lie pas forcément à l'occupation du territoire neutralisé par une tierce puissance : l'article 92 des traités de Vienne lui-même, pris au pied de la lettre, n'exige point l'occupation suisse de la Savoie en temps de guerre, puisqu'il se sert des expressions « à l'exception des troupes que la Confédération Suisse jugera à propos d'y placer ». Au cas d'absence des troupes fédérales, et même dans le cas contraire, étant donné leur insuffisance numérique possible, qui donc internerait dans la région neutralisée de la Savoie les troupes françaises ou étrangères ? On se heurte ici à une impossibilité d'exécution absolue.

Pour l'île de Corfou, la situation serait encore plus embarrassante : il n'en est pas de Corfou comme de la Savoie ; dans la stricte légalité internationale, le droit d'occuper Corfou en temps de guerre n'est dévolu à aucune puissance : la question de l'internement des détachements grecs ou adversaires can-

possession à la Grèce ; c'est une sécurité très relative. N'oublions pas qu'à chaque partage de la Pologne, les trois puissances copartageantes garantissaient solennellement à la République le reste de ses possessions. — Pour la garantie de la *neutralité* elle-même, comme elle n'a rien de spécial à la neutralité locale, renvoi aux traités si nombreux qui ont été écrits jusqu'à ce jour sur la neutralité perpétuelle.

tonnés dans l'île ne se pose même pas, à moins que les flottes européennes ne bloquassent l'île neutralisée et ne créassent ainsi un internement de fait : tout cela est laissé au hasard des évènements politiques -- la solution peut n'avoir rien de juridique, et à ce titre nous ne devons pas nous y arrêter.

II

Aides en nature ou en argent à tirer du territoire neutralisé.

Aucune contribution, aucune aide, aucun subside sous quelque nom que ce soit, ne peut être tiré d'un Etat neutre au profit d'une puissance belligérante, encore que la question fit quelque doute même au dix-huit siècle, puisque la République des Etats-Généraux prétendit assister en argent et même en nature le roi George II dans sa lutte contre la France, à l'époque des campagnes de Raucoux et de Lawfeld (1746-1747) sans sortir elle-même de sa neutralité, la solution inverse ne fait plus aujourd'hui de doute pour personne. Donc, ni la Belgique, ni la Suisse, ne pourront en temps de guerre donner aucun secours à l'une des puissances en lutte : en théorie, s'entend. Le Luxembourg est aussi un Etat neutre

perpétuel, mais ici une difficulté s'élève : son incorporation dans le Zollverein (1) le fait comprendre dans le système général des impôts allemands, au moins indirects. La situation est encore plus grave pour le territoire neutralisé, inclus dans la limite douanière de l'Etat dont il fait partie : si une partie de la Haute-Savoie est en dehors de la ligne des douanes françaises, cette situation, anormale, du reste, n'a aucun rapport avec sa neutralité : sous le régime sarde, toute la Savoie neutralisée était comprise dans le système des douanes piémontaises, et encore aujourd'hui, l'arrondissement d'Annecy, compris dans la zone militaire neutre, n'est pas en dehors des douanes françaises (2).

Nous ne devons point nous borner aux questions purement douanières, mais nous étendre sur les impôts en général, problème qui ne se pose naturellement que dans la neutralité de portion de territoire. Nous croyons qu'il faut ici faire des distinctions : lorsque l'Etat dont fait partie le territoire neutre, que ce soit une grande puissance comme la

(1) Comme nous ne traitons point ici la question de la neutralité perpétuelle d'Etat, nous n'avons pas à nous occuper de l'union douanière qui parut à la veille de se former entre la France et la Belgique, à l'époque du ministère catholique de M. de Theux, ni des objections qu'elle souleva et que tout le monde connaît.

(2) Voir la carte à la fin du volume, indiquant la limite douanière telle qu'elle résulte du décret-loi de juin 1860 : on verra qu'elle ne coïncide en aucune manière avec la limite de la neutralité.

France, ou un petit pays comme la Grèce, est en guerre avec une autre nation, aucun doute que les impôts soit directs, soit indirects ne continuent à se percevoir pour son compte dans la zone neutralisée. Mais qu'en est-il pour ces aides en nature qu'on nomme les réquisitions ? Elles comportent toujours une sorte d'appareil militaire qui semblerait au premier abord devoir les faire exclure des territoires neutres : l'impôt sert bien à la guerre, mais indirectement, les réquisitions fournissent immédiatement les objets de première nécessité qui vont servir, soit au logement des troupes, soit à leur transport, soit à leur nourriture. Ecartons le cas de Corfou qui ne présente pas grand intérêt pratique : demandons-nous si les réquisitions militaires pourraient s'appliquer dans la partie neutre de la Haute-Savoie(1). Les textes français les plus importants sur cette matière sont la loi du 3 juillet 1877 et le Règlement d'administration publique du 3 août suivant. Question préjudicielle d'abord à écarter : la mobilisation peut-elle légalement s'appliquer à la zone

(1) Toutes les fois que nous cherchons des applications pratiques de la neutralité du Chablais et du Faucigny, nous sous-entendons, *brevitalis causa*, ce membre de phrase : « au cas où cette neutralité existerait encore ». Dans cette partie de notre travail, nous sommes contraints bien entendu de nous placer au point de vue de la thèse suisse, dans le système contraire, qui est le seul exact, à notre avis. *non fuisset mota quæstio.*

neutre. Ne cherchant pas à savoir ce qui en sera dans les faits, *non est his locus*, nous pouvons, ne sortant pas du terrain juridique, faire table rase de l'objection tirée de la déclaration du ministère Ferry en 1884, d'après laquelle la mobilisation ne devrait point s'opérer dans la région neutralisée : nous avons vu ce qu'il fallait penser de la valeur scientifique de cette déclaration unilatérale qui ne saurait suppléer sur ce point au silence des traités de 1815. Si la mobilisation ne devait point s'effectuer, il est probable que le droit de réquisition ne pourrait s'exercer non plus, en raison d'un argument de texte, l'article 1^{er} de la loi du 3 juillet 1877 ainsi conçu : 1^o En cas de *mobilisation* partielle ou totale de l'armée, ou de rassemblement de troupes, le ministre de la guerre détermine l'époque où commence, sur tout ou partie du territoire, l'obligation de fournir les prestations nécessaires pour suppléer à l'insuffisance des moyens ordinaires d'approvisionnement de l'armée.

Remarquons, ce qui ne laisse point d'affaiblir la portée de l'argument de texte que nous avons signalé tout à l'heure, que l'article précité prévoit l'exercice du droit de réquisition; non seulement au cas de mobilisation, mais aussi au cas de rassemblement de troupes. — L'idée de rassemblement de troupes est-elle bien compatible avec la notion de

neutralité territoriale? c'est encore une question préjudicielle à résoudre. Mais rassembler des troupes en temps de guerre, sur un territoire neutralisé, pour en faire une base d'opération, c'est évidemment violer la neutralité de ce territoire. Il est vrai que le rassemblement de troupes peut être la conséquence directe de la nécessité de l'évacuation : nous sommes alors dans une tout autre hypothèse. Mais l'évacuation de Corfou n'est pas imposée à la Grèce en temps de guerre, ni celle du Congo aux puissances copartageantes, à quoi servirait-elle d'ailleurs? Elle paraît l'être à la France par l'article 92 des traités de Vienne.

Nous pensons qu'il faut faire des distinctions suivant la nature des réquisitions : celle des logements suppose un rassemblement de troupes et une certaine occupation militaire du pays, mais d'autres réquisitions, opérées dans le pays neutralisé, ont un rôle tout différent et ne supposent point l'occupation : ce sont les réquisitions des chevaux et voitures, très pratiques celles-là, mieux encore les réquisitions de wagons de chemins de fer, prévues par les articles 29 et suivants du règlement d'administration publique du 3 août 1877. Pourvu que les trains réquisitionnés évacuent le zone neutralisée, peu importe qu'ils soient fournis avec les dépôts et réserves de cette région. Pour prendre des exem-

ples pratiques, nous ne croyons pas qu'aucun principe de droit s'oppose à la réquisition des wagons, fourgons, locomotives et autres véhicules, en général de tout le matériel roulant se trouvant au début de la guerre dans la région neutralisée : ainsi en serait-il du matériel se trouvant sur les lignes de Bellegarde à Saint-Gingolph, d'Annemasse à Annecy, de la Roche à Cluses, etc. (1). Mais toutes les questions qui se posent sur les chemins de fer du territoire neutralisé ne sont pas résolues : loin de là. Si nous revenons un instant à la théorie de la neutralité perpétuelle ordinaire, de la neutralité d'Etat, nous voyons que tous les auteurs s'accordent à dénier aux neutres le droit de fournir du charbon aux belligérants, sauf une quantité minime destinée à

(1) La question se complique encore dans la pratique par ce fait, qu'il y a des réserves de la compagnie P.-L.-M. non seulement sur le territoire neutralisé des arrondissements de St-Julien, Bonneville et Thonon, mais sur le territoire même du canton de Genève. L'exploitation par une compagnie française d'un tronçon de ligne situé sur un territoire étranger, de plus, chez un neutre perpétuel, crée évidemment une situation anormale. Voy. le récent incident Bernoud, en novembre 1892. Il est vrai que la contre partie de ce qui existe à Genève se produit dans le département du Doubs où la compagnie Suisse Jura-Simplon exploite 48 kilomètres sur le territoire français, entre Vallorbe et Pontarlier : la situation se compliquerait encore au cas de rachat fédéral. Une question se pose encore ici sur l'application de la loi du 3 juillet 1877 à la réquisition des voitures formant la réserve de la compagnie Jura Simplon, à Pontarlier. Nous ne faisons qu'indiquer ces questions presque insolubles, car elles sortent du cadre de la neutralité locale.

leur faire regagner directement le port de leur nation le plus rapproché : cette règle s'applique aussi au neutre accidentel. C'est ainsi qu'on a vu, en 1884, lors de la guerre entre la France et la Chine, l'Angleterre refuser aux navires français l'accès du dépôt de Singapore. Qu'en est-il maintenant pour un territoire neutralisé ? Les belligérants n'en doivent tirer aucune ressource : ainsi les flottes françaises ne pourraient s'approvisionner de charbon à des dépôts situés sur la côte du Congo neutralisé. La même question se pose, et naturellement bien plus grave, à propos de la neutralité de la Savoie : il y a en Savoie trois dépôts de charbon assez importants, à Chambéry, à Modane et à Annemasse : nous ne parlerons pas des deux premiers dépôts, situés dans une région placée sous la souveraineté normale de la France, mais le troisième, le dépôt d'Annemasse, est situé dans la zone neutralisée. Pendant la durée d'une guerre, le gouvernement français pourrait-il tirer de ce dépôt des approvisionnements de charbon si nécessaires pour la marche des trains de concentration ? Nous ne pouvons aborder bien entendu que le côté théorique de la question, et nous convenons qu'une réponse est difficile, le cas n'ayant pas été prévu, naturellement, par les diplomates de 1815 : il n'y a pas eu non plus de pré-

cédents sur la matière, le dépôt d'Annemasse n'existant pas en 1870.

Le droit de réquisition sur les chemins de fer comprend le droit de réquisition des lignes télégraphiques appartenant aux compagnies. Si nous reconnaissons à l'Etat belligérant le droit de se servir de son télégraphe dans la région neutralisée, il nous est difficile de lui contester le droit de se servir des fils réquisitionnés des compagnies ; d'ailleurs, la question n'aurait pas d'intérêt.

On ne réquisitionne pas que les instruments de transport par voie de terre ou de fer : on fait de même pour les moyens de transport par eau : la Grèce, souveraine de Corfou, peut-elle réquisitionner toutes les embarcations immatriculées au quartier maritime de l'île ? La réponse ne laisse pas d'avoir une grande importance pratique, étant donné le grand nombre de marins et par conséquent de navires, fournis par les îles Ioniennes.

Nous ne croyons pas que la réquisition maritime puisse être empêchée à Corfou par la neutralité de cette île, les navires réquisitionnés pouvant être employés par la Grèce dans d'autres eaux que les eaux neutres : tout ce qui est interdit à cette puissance, c'est de se servir de l'île comme d'une base d'opérations maritimes.

Pour la France, la question de la réquisition des

embarcations ne se pose pas de la même manière, puisqu'elle n'a pas de côtes maritimes neutralisées, à part celles de la région du Congo, où la loi de 1877 trouverait du reste difficilement son application : mais le droit de réquisition existe pour la batellerie fluviale, et surtout des lacs, qui a une grande importance dans la région neutralisée de la Savoie. Ici, nous ne pouvons guère donner la même solution que pour le royaume de Grèce : les embarcations de Corfou, réquisitionnées, peuvent être employées ailleurs que dans les eaux de l'île : par la force même des choses il est impossible d'employer, autre part que dans leurs bassins respectifs, les bateaux du Léman, des lacs du Bourget et d'Annecy.

Au point de vue des textes, il n'y a pas de doute que la batellerie lacustre puisse être réquisitionnée. Ceci ressort du 5^o de l'article 5 de la loi du 3 juillet 1877 : 5^o Peuvent être réquisitionnés : les bateaux ou embarcations qui se trouvent sur les fleuves, lacs ou canaux. — Remarquons que les trois principaux lacs de la France, ceux en vue desquels ce texte a été écrit, à moins de perdre toute son utilité pratique, sont situés dans la région prétendue neutralisée, le lac Léman et le lac d'Annecy entièrement, le lac du Bourget en partie.

III

Interdiction aux troupes belligérantes d'emprunter le territoire des Etats neutres. — Application de cette théorie aux fractions neutralisées. — Routes stratégiques. — Chemins de fer. — Compétence de la commission mixte des travaux publics.

La neutralité perpétuelle d'Etat a été créée pour qu'il y eût, comme on dit assez vulgairement, une sorte de tampon entre les grandes puissances militaires et pour que la possession de leurs territoires ne favorisât pas les unes au détriment des autres. C'est ainsi que la Suisse a été neutralisée parce que son occupation par une des puissances limitrophes eût mis les autres en grand péril : la France, maîtresse du Saint-Gothard, le serait des hautes vallées du Tessin, de l'Aar, de la Reuss, de Limmat, du Rhin et pourrait à volonté envahir l'Italie, l'Allemagne méridionale ou l'Autriche : c'est surtout cette hypothèse possible et le souvenir des campagnes de 1798 et de 1799 qui a été la cause déterminante de la neutralisation de la Suisse en 1815. Les avantages de l'occupation de la Suisse ne seraient pas moindres pour l'Allemagne, pour l'Autriche, ou pour l'Italie. — La première conséquence de la neutralité d'un Etat consiste donc dans l'impossibilité

pour les autres puissances de faire traverser cet Etat par leurs troupes.

La même règle s'applique-t-elle à la neutralité de territoire ? Examinons d'abord la question à propos de Corfou : cette île est un point stratégique important qui peut tenter une occupation militaire ennemie : ce ne sera jamais un lieu de transit ; aussi la question des routes stratégiques établies dans l'île au profit de l'autorité grecque a-t-elle peu de conséquences : — ces routes sont nombreuses, elles datent toutes du protectorat britannique ; elles sont larges, bien tracées, encore praticables, car elles ont été construites *ab initio* d'une manière très solide ; le gouvernement grec ne songe du reste nullement à les entretenir. Ces chemins ont eu un caractère exclusivement stratégique au début, quand il s'agissait de transporter rapidement d'un point de l'île à l'autre les régiments de la Reine. Depuis que le drapeau de l'Union Jack a quitté Corfou, ces chemins n'ont plus aucune utilité.

La question se présente avec des conséquences tout autres pour la Savoie : le Chablais, le Faucigny et la région située au nord d'Ugines sont sillonnées de routes pour la plupart construites sous le régime français : certaines de ces routes ont un caractère exclusivement stratégique, comme celle d'Albertville à Chamonix qui remonte la vallée de l'Arly, passant

par Flunet, Mégève et Saint-Gervais. Le gouvernement français, nous l'avons dit dans notre étude sur la neutralité de la Savoie, en a avoué le caractère stratégique dans le *Journal Officiel* du 26 juin 1892. Elles devraient servir au cas d'une invasion italienne franchissant le Simplon et violant la neutralité du Valais. Nous n'avons pas à examiner dans un travail tout théorique une question de politique par trop contemporaine : quoi qu'il en soit, il semble donc patent que des voies stratégiques puissent exister dans un territoire neutralisé, bien que cela paraisse contradictoire.

Que si la déclaration officielle du 26 juin ne paraît pas avoir une autorité assez grande, nous avons d'autres documents d'un caractère bien plus juridique, et qui nous forceront de conclure dans le même sens : — Nous trouvons en effet un certain nombre de lignes de chemins de fer dans la Savoie neutralisée : ce sont la ligne de Bellegarde au Bouveret, d'un développement de 94 kilomètres, celle d'Annemasse à Annecy (54 kil.), perpendiculaire à la précédente, l'embranchement de la Roche à Cluses (24 kil.), 15 kilomètres environ de la ligne de Culoz à Modane entre le pont du Rhône et un point indéterminé situé au nord de la station d'Aix-les-Bains, celle d'Annecy à Aix jusqu'à un point indéterminé vers Albens. Toutes ces lignes sont dans la zone dite

« zone frontière ». Personne n'ignore qu'au point de vue de la compétence de la commission mixte des travaux publics le territoire français est divisé en deux grandes régions : l'une située à l'ouest d'une ligne formée par la Seine, la Saône et le Rhône, l'autre placée à l'est de cette ligne. Dans cette zone stratégique d'une longueur immense, aucune concession, aucune déclaration d'utilité publique, et après l'exécution, aucune pose de seconde voie ou modification quelconque ne peut être faite sans l'autorisation préalable de la commission mixte.

La procédure militaire spéciale à la zone frontière a-t-elle été suivie pour les lignes construites dans la Savoie neutralisée ? Absolument comme dans les autres parties de la zone. Pour ne pas multiplier les exemples, nous ne citons qu'un texte, le décret d'établissement du chemin de fer d'Annemasse à la frontière Suisse, vers Chêne, concédé à la compagnie P. L. M. (1). Entre autres considérants on y lit : « Vu le procès-verbal de la conférence mixte tenue, le 4 septembre 1885, entre les services locaux des ponts et chaussées et du génie et l'adhésion donnée le 26

(1) Par une inconséquence assez bizarre, s'il est interdit à une compagnie de poser la seconde voie sans l'autorisation de la commission mixte des travaux publics, dans la pratique, elle pose les traverses sans cette autorisation, de sorte que la pose définitive de la seconde voie se trouve très simplifiée.

(2) Bulletin des lois, 110, 1^{er} sem. part. prem. — p. 581, année 1886.

du même mois par le ministre de la guerre à l'exécution du projet, etc. ». Dans les chemins de la Savoie neutralisée, comme dans toutes les autres parties de la zone, la procédure militaire est donc intervenue avant la construction des lignes, non seulement pour les chemins d'intérêt général, concédés à la compagnie P. L. M. comme la section que nous venons de citer, mais aussi pour les chemins d'intérêt local, comme les lignes à crémaillère d'Etrembières au Salève et même pour les tramways à vapeur. Nous ne citerons qu'un texte qui prouve bien que la même procédure a été suivie pour les tramways que pour les chemins de fer : c'est le décret du 5 juin 1890, relatif au tramway à vapeur de Genève à Douvaine, concédé à la compagnie suisse des chemins de fer à voie étroite, inséré au bulletin des lois sous le n° 22456 (1), il contient le considérant suivant : Vu la délibération de la commission mixte des travaux publics, du 24 décembre 1888. Vu la lettre du 8 février 1889 par laquelle le ministre de la guerre donne son approbation aux conclusions de la commission mixte des travaux publics, décrète, etc.

(1) B. 90, p. p. 2^e sem. p. 119.

Avenir de la neutralité de partie d'Etat.

Tout se tient dans le droit, comme dans l'histoire : la neutralité locale est un des points par lesquels la législation interne de chaque Etat se rencontre avec le droit international. Toute la difficulté de mettre en pratique la neutralité locale provient de l'unité des Etats, qui s'achève tous les jours, de leur administration uniforme et centralisée qui progresse aussi, malgré quelques reculs apparents. Dans les temps passés, même au XVIII^e siècle, lorsque l'idée de l'unité d'Etat n'était pas ce qu'elle est de nos jours, lorsque la fraction territoriale avait, sinon un gouvernement propre, le mot serait peut être un peu ambitieux pour un territoire exigu, au moins une organisation indépendante, il était aisé de l'isoler de la lutte dans laquelle était engagé son souverain : il n'y avait pour ainsi dire aucun lien vital à trancher. La neutralité locale pouvait donc exister, parce qu'elle se rapprochait insensiblement de la neutralité d'Etat.

Aujourd'hui que les puissances ont régularisé

leurs frontières, que les enclaves ont presque toutes disparu, que les Etats se sont centralisés et ont rendu leur législation uniforme, l'application de la neutralité locale se heurte à une multitude de difficultés qu'il était jadis impossible de prévoir. La neutralité locale ne peut plus être, dans les très rares cas où on la retrouve aujourd'hui, qu'une servitude malencontreuse pesant sur une région, bref une anomalie dans le droit international actuel, et, comme toutes les anomalies, destinée à disparaître dans un temps plus ou moins court. — La même évolution a eu des conséquences tout à fait contraires si l'on considère la neutralité perpétuelle d'Etat : la centralisation et l'unité, qui progressent dans les petites nations comme dans les grandes, augmentant leur force de résistance, leur permettra plus facilement de garder la neutralité au milieu des luttes de leurs voisins.

La neutralité locale est donc destinée à devenir une question purement historique. — Elle est pourtant bien moderne, dira-t-on, puisqu'elle ne paraît pas remonter au-delà de 1815 et que de nouvelles applications en ont été faites beaucoup plus récemment. Nous répondrons qu'une institution peut exister longtemps à l'état coutumier avant de trouver place dans des textes : nous croyons avoir prouvé par des exemples assez nombreux que la neutra-

lité locale existait bien avant 1815, encore qu'elle ne fût prévue ni réglée par un instrument international à portée un peu générale. Lorsque les textes les plus importants qui en proclamèrent le principe, furent rédigés, l'institution n'avait plus de raison d'être. — Tout dans l'histoire semble confirmer la vérité de la théorie que nous soutenons : dans l'Etat purement fédéral, la neutralité de fraction de territoire se comprend : c'est presque une neutralité d'Etat : ainsi la neutralité de diverses parties du Saint-Empire pourrait-elle rentrer aussi bien dans la seconde de ces catégories que dans la première ; s'agit-il d'un Etat simple, mais que son défaut d'uniformité rapproche encore de l'Etat composé, la neutralité locale se comprend encore ; ainsi en fut-il pour la Prusse et pour l'Autriche au siècle dernier ; s'agit-il enfin d'un Etat absolument unitaire, comme la France contemporaine, cette sorte de neutralité se conçoit encore moins facilement. — La pratique vient ici confirmer la théorie : que d'applications n'a pas eu la neutralité de partie d'Empire, depuis les traités de Westphalie ! — la neutralité de portion d'Etat a aussi existé, dans les faits, pour la Prusse et pour l'Autriche, — quant à la neutralité de la Savoie, jamais les textes qui l'ont créée n'ont pu trouver leur application.

APPENDICE

LECTURE DE LA CARTE DE LA SAVOIE NEUTRALISÉE.

Cette carte, outre les contours principaux de géographie physique donnés à titre de point de repère, a pour fin principale de faire connaître le tracé, au moins approximatif, de certaines limites. Il y en a plusieurs séries :

1° D'abord les limites de la souveraineté entre la France et la Suisse, qu'on peut trouver dans toutes les cartes jusqu'à ce jour.

2° Les limites de la France et de la Savoie avant 1792 et entre 1815 et 1860 : elles sont indiquées dans tous les atlas historiques.

3° Les limites du royaume de France et des Etats Sardes pendant la courte période qui sépare les deux traités de Paris, de 1814 et de 1815 : cette limite est vague, indécise, on peut même dire conjecturale : le temps a fait défaut pour l'abornement.

4° Les limites de la Savoie avant les concessions faites à la République et canton de Genève en 1815

et 1816, — de même les limites de Genève et de la subdélégation de Belley : ces limites étaient les mêmes avant l'incorporation de Genève à la France, en 1798 et dans l'époque intermédiaire entre les deux traités de Paris. C'est de cette dernière époque que date la neutralité douanière de l'arrondissement de Gex : les douanes françaises ne peuvent dépasser de cette côte le cours de la Valserine.

5° Les limites de la zone neutre telles qu'elles résultent de l'article 92 du traité de Vienne, c'est-à-dire consistant en une ligne « astronomique » d'Ugines ou nord du lac du Bourget.

6° Les limites de la zone neutre telles qu'elles résultent du cartel austro-sarde de décembre 1815 : ces limites sont plus précises que les précédentes : nous les avons indiquées par une série de lignes brisées dont les points d'intersection se trouvent aux lieux désignés nommément par la convention, tels que : Ugines, Faverges, Les cheraines, etc.

7° La limite des douanes françaises, telle qu'elle ressort des décrets dictatoriaux de 1860.

8° Lignes de chemin de fer. — Toutes les lignes indiquées sont, sans aucune exception, à voie unique.

9° On avait pensé à indiquer par un signe particulier les casernes d'infanterie construites dans la

région neutralisée : mais comme il n'y en a que 3, on se borne à les indiquer ici. Elles sont à Annecy, à Thonon et à Rumilly.

POSITIONS

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE.

Droit romain.

L'Interdit Salvien a été donné à toute époque contre tout tiers possesseur.

L'Interdit Salvien ne pourrait être exercé relativement aux *invecta et illata* du preneur qu'au cas d'existence d'un contrat distinct de la *locatio conductio* elle-même.

Le texte des sentences de Paul ne suffit pas à prouver l'existence de l'interdit appelé quasi-salvien par les commentateurs.

Droit international public.

La neutralité territoriale locale ne se concilie pas avec l'unité et la centralisation des Etats.

La neutralité des portions du territoire autrichien ne pouvait se concevoir au XVIII^e siècle indépendamment de la neutralité du corps helvétique.

La compétence de la commission mixte des travaux publics pour ouvrages à exécuter dans une zone neutralisée est inconciliable avec la neutralité locale.

L'article 92 des traités de Vienne est incompatible avec l'ordre de choses existant depuis 1860, malgré la novation apparente résultant de l'art. 2 du traité de Turin.

La neutralité locale se concilie parfaitement avec l'incorporation dans les limites douanières d'un État.

POSITIONS PRISES HORS DE LA THÈSE.

Droit romain.

1. L'acceptation par le fisc d'une hérédité en déshérence fait obstacle à l'*addictio bonorum libertatis causa*.

2. Les règles générales applicables aux dettes dans l'acquisition *per adrogationem* ne s'étendent pas au cas de dépôt.

3. La *lex rhodia de iactu* avait son application au cas d'incendie.

4. L'épithète de νόμιμον appliquée au παρεγγεγμένα byzantin n'a jamais le sens de possessoire.

Droit civil.

1. Le privilège de l'enregistrement ne garantit que le droit simple et non les amendes.

2. Nonobstant l'article 1553 du Code Civil, sont dotaux par subrogation les deniers provenant de la réparation civile accordée à une femme dotale, à l'encontre d'un mandataire responsable de l'emploi ou du remploi.

3. Les petites rivières sont *res nullius*.

4. L'administration de l'enregistrement ne peut exiger d'un enfant naturel le paiement des droits de mutation par décès au taux des successeurs irréguliers, lorsque la filiation naturelle de cet enfant n'a été établie que par une action en contestation de légitimité.

Droit criminel.

1. Les peines du faux témoignage peuvent être infligées à un individu qui aurait faussement déposé, encore que la preuve testimoniale n'eût pas été admissible dans l'espèce.

2. Le fait par un militaire de voyager au quart du tarif en présentant au guichet d'une gare une fausse permission n'est pas constitutif d'escroquerie.

3. La convocation dans le gouvernement militaire de Paris des réservistes affectés au bataillon d'infanterie légère d'Afrique équivaut pour ceux d'entre eux à qui le séjour du département de la Seine serait interdit, en vertu de la loi de 1885, à une annulation, *secundum subjectam materiam* du jugement qui a prononcé l'interdiction de séjour.

4. L'incorporation dans la légion étrangère d'un étranger contre lequel existe un arrêté d'expulsion n'entraîne pas implicitement la révocation de l'arrêté d'expulsion.

Droit constitutionnel.

Il y a seulement deux pouvoirs : l'exécutif et le législatif.

VU :

Le Président de la thèse,

E. JOBBÉ-DUVAL.

VU :

Par le Doyen,

COLMET DE SANTERRE,

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

DE LA NEUTRALITÉ TERRITORIALE LOCALE

Introduction	1
Première partie. — Neutralité pendant une ou plusieurs guerres déterminées, de portions du territoire d'un des Etats belligérants	19
1. — Neutralité du Frickthal.....	21
2. — Neutralité des villes forestières.....	29
3. — Neutralité de Neuchâtel et de Vallengin.....	34
4. — Neutralité de l'évêché de Bâle.....	39
5. — Neutralité de divers districts de la partie septentrionale du Saint-Empire, après la paix de 1795.....	42
Deuxième partie. — De la neutralité locale perpétuelle. Neutralité du Chablais et du Faucigny	48
Conclusion	163
Neutralité territoriale de l'île de Corfou.....	185
Neutralité de la mer Noire.....	173
Neutralité du bassin du Congo.....	184
Troisième partie. — Les questions qui se posent dans la neutralité d'Etat se posent-elles de même dans la neutralité locale	188
Internement des belligérants.....	188
Aides en nature ou en argent à tirer du territoire neutralisé.....	190
Interdiction aux belligérants d'emprunter le territoire des Etats neutres.....	199
Avenir de la neutralité de partie d'Etat.....	204
Appendice. — Lecture de la carte de la Savoie neutralisée..	207
Positions.....	211

